

CONSEIL COMMUNAL DU 19 SEPTEMBRE 2022  
GEMEENTERAAD VAN 19 SEPTEMBER 2022

PROCÈS VERBAL  
PROCES-VERBAAL

<b>Présents</b> <b>Aanwezig</b>	Ariane Calmeyn, <i>Président/Voorzitter</i> ; Olivier Maingain, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Michèle Nahum, Eric Bott, Jacqueline Destrée-Laurent, Xavier Liénart, Jean-François Thayer, Gregory Matgen, Philippe Jaquemyns, <i>Echevin(e)s/Schepenen</i> ; Georges De Smul, Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke, Fabienne Henry, Julie Van Goidsenhoven-Bolle, Françoise Charue, Sonia Begyn, Quentin Deville, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Charles Six, Adelaïde de Patoul, Jacques Melin, Michaël Loriaux, Marie-Jeanne Peti Mpangi , Laïla Anbari, Jean Ullens de Schooten, Ingrid Goossens, Steve Detry, Margaux Hanquet, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen, <i>Conseillers/Gemeenteraadsleden</i> ; Patrick Lambert, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
<b>Excusés</b> <b>Verontschuldigd</b>	Isabelle Molenberg, Delphine De Valkeneer, <i>Echevin(e)s/Schepenen</i> ; Francine Bette, Aurélie Melard, Kurt Deswert, <i>Conseillers/Gemeenteraadsleden</i> .

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**SECRETARIAT - SECRETARIAAT**

**Secrétariat - Secretariaat**

19.09.2022/A/0001 **Communications.**

La présidente signale que Mmes MOLENBERG, DE VALKENEER, BETTE, MELARD ainsi que M. DESWERT sont excusés et que M. DEVILLE arrivera en cours de séance.

Mme VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE est également entrée en cours de séance.

**Communicatie.**

De voorzitter deelt mee dat mevrouwen MOLENBERG, DE VALKENEER, BETTE, MELARD alsook dhr. DESWERT verontschuldigd zijn en dat dhr. DEVILLE tijdens de zitting zal aankomen.

Mw. VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE is ook tijdens de zitting binnengekomen.

19.09.2022/A/0002 **Procès-verbal de la séance du 29/06/2022 - Approbation.**

Le procès-verbal de la séance du 29/06/2022 est approuvé moyennant la remarque reprise ci-après :

Le groupe Ecolo regrette que leurs justifications de vote n'aient pas été retenues pour être actées au procès-verbal du 29/06/2022 au motif que celles-ci ont été communiquées hors délai au Secrétaire communal.

En séance, il a été accepté que ces motifs soient repris ci-dessous :

*Votes du Groupe ECOLO – CC du 29 juin 2022*

*Justifications des votes :*

14. Poséidon rénovation des façades 907K€ - Intervention J-C Van der Auwera

*Dans le document des Clauses Techniques de la rénovation et isolation des façades, sous D4 page 27 et 28, il est prévu des seuils et plinthes en pierre bleue « petit granit » de provenance « Belgique ». La référence générale à la catégorie B qui est mentionnée n'a plus cours et on indique plutôt « bâtiment normal ». Pour les spécialistes, l'appellation recommandée est que ce sont les pierres dites « petit granit » d'âge géologique tournaisien...*

*Je m'étonne de ne trouver qu'une description sommaire (7 lignes) sans aucunes spécifications techniques ni de normes (NIT 220, NBN EN12059...) auxquelles doivent répondre les pierres. Pourtant pour le béton, les blocs, les briques (35 lignes de spécifications) et autres éléments de construction tout est mentionné dans ce cahier des charges.*

*Il serait aussi utile de préciser l'exigence d'un certificat d'origine (éviter le problème rencontré au Château Malou), le mode de réception et les défauts tolérés/non-tolérés puisqu'il s'agit de pierres naturelles.*

*Le groupe Ecolo soutient bien entendu la rénovation/isolation du Poséidon mais demande des corrections dans le CDC et s'abstient.*

15. Balayeuse - Acquisition - Approbation 250K€ - Intervention Nuria Bordes

*Compte tenu des choix politiques en Région Bruxelloise en faveur de la diminution de la pollution et de la durée de vie anticipée d'un tel véhicule, nous aurions souhaité un véhicule plus « propre » c'ad sans diesel et roulant au CNG ou alternativement électrique. Cela existe ailleurs.*

*Le groupe Ecolo vote contre cette proposition d'acquisition.*

20. Moulin de Lindekemaele - Vente publique - Intervention J-C Van der Auwera

*Le groupe Ecolo s'est prononcé contre la vente du patrimoine communal ancien et pour rester cohérent, s'oppose à ce projet, quelle que soit la méthode choisie pour la mise en vente.*

*Le groupe Ecolo vote contre cette proposition.*

Du fait de la reprise de ces motifs au présent procès-verbal, le groupe Ecolo approuve le procès-verbal de la séance du 29/06/2022.

30 votants : 30 votes positifs.

**Proces-verbaal van de vergadering van 29/06/2022 - Goedkeuring.**

Het proces-verbaal van de vergadering van 29/06/2022 wordt goedgekeurd mits de volgende opmerking:

De Ecolo-fractie betreurt het dat haar motieven om te stemmen niet in de notulen van 29/06/2022 zijn opgenomen omdat zij na de uiterste datum aan de Gemeentesecretaris werden medegedeeld.

Tijdens de vergadering werd overeengekomen dat deze motieven hieronder zullen worden opgenomen:

14. Poséidon rénovation des façades 907K€ - Intervention J-C Van der Auwera

Dans le document des *Clauses Techniques de la rénovation et isolation des façades*, sous D4 page 27 et 28, il est prévu des seuils et plinthes en pierre bleue « petit granit » de provenance « Belgique ». La référence générale à la catégorie B qui est mentionnée n'a plus cours et on indique plutôt « bâtiment normal ». Pour les spécialistes, l'appellation recommandée est que ce sont les pierres dites « petit granit » d'âge géologique tournaisien...

Je m'étonne de ne trouver qu'une description sommaire (7 lignes) sans aucune spécifications techniques ni de normes (NIT 220, NBN EN12059...) auxquelles doivent répondre les pierres. Pourtant pour le béton, les blocs, les briques (35 lignes de spécifications) et autres éléments de construction tout est mentionné dans ce cahier des charges.

Il serait aussi utile de préciser l'exigence d'un certificat d'origine (éviter le problème rencontré au Château Malou), le mode de réception et les défauts tolérés/non-tolérés puisqu'il s'agit de pierres naturelles.

Le groupe Ecolo soutient bien entendu la rénovation/isolation du Poséidon mais demande des corrections dans le CDC et s'abstient.

15. Balayeuse - Acquisition - Approbation 250K€ - Intervention Nuria Bordes

Compte tenu des choix politiques en Région Bruxelloise en faveur de la diminution de la pollution et de la durée de vie anticipée d'un tel véhicule, nous aurions souhaité un véhicule plus « propre » c'est-à-dire sans diesel et roulant au CNG ou alternativement électrique. Cela existe ailleurs.

Le groupe Ecolo vote contre cette proposition d'acquisition.

20. Moulin de Lindekemaele - Vente publique - Intervention J-C Van der Auwera

Le groupe Ecolo s'est prononcé contre la vente du patrimoine communal ancien et pour rester cohérent, s'oppose à ce projet, quelle que soit la méthode choisie pour la mise en vente.

Le groupe Ecolo vote contre cette proposition.

Als gevolg van de opname van deze redenen in deze notulen keurt de Ecolo-fractie de notulen van de vergadering van 29/06/2022 goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

19.09.2022/A/0003 **ASBL Complexe sportif Poséidon - Représentation politique - Membre - Démission de M. Paolo ADURNO (LB) - Remplacement par Mme Michèle POISSONNIEZ - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 05/07/2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, telle que modifiée, et les statuts de l'ASBL Complexe sportif Poséidon ;

Considérant que l'Assemblée générale de l'ASBL se compose de 14 membres effectifs et le Conseil d'administration de 13 membres, désignés par le Conseil

communal le 29/04/2019, répartis comme suit :

- 10 membres (CA) et 11 membres (AG) pour la liste LB,
- 2 membres pour la liste Ecolo,
- 1 membre pour la liste MR+ ;

Vu le courriel du 03/12/2021 de M. Paolo ADURNO, du groupe LB, annonçant la démission de son mandat à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration ;

Vu le courriel du 30/03/2022 de Mme Ariane CALMEYN, chef de groupe Indépendance Libérale, proposant la candidature de Mme Michèle POISSONNIEZ, domiciliée avenue Robert Dalechamp 55 en c/c ;

Vu le courriel du 08/06/2022, adressé à M. Eric BOTT, président de l'ASBL, de Mme Michèle POISSONNIEZ qui accepte le remplacement ;

Vu le courrier du 07/07/2022 du Président de l'ASBL adressé au Secrétaire communal sollicitant le remplacement par le Conseil communal de M. Paolo ADURNO ;

Vu les articles 117 et 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/07/2022 ;

PROCEDE à la désignation de Mme Michèle POISSONNIEZ, domiciliée avenue Robert Dalechamp 55 en c/c, comme membre effectif à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration de l'ASBL Complexe sportif Poséidon en remplacement de M. Paolo ADURNO, membre démissionnaire, pour un terme expirant au renouvellement du Conseil communal suite aux élections de 2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

**Vzw Sportcomplex Poseidon - Politieke vertegenwoordiging - Lid - Ontslag van dhr. Paolo ADURNO (LB) - Vervanging door mw. Michèle POISSONNIEZ - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 05/07/2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten aangewezen, zoals gewijzigd, en de statuten van de vzw Sportcomplex Poseidon;

Overwegende dat de Algemene vergadering van de vzw uit 14 werkende leden en de Raad van bestuur uit 13 werkenden leden vastleggen die zijn aangeduid door de Gemeenteraad in zitting van 29/04/2019, verspreid zoals volgt:

- 10 leden (RB) en 11 leden (AV) voor de lijst LB,
- 2 leden voor de lijst Ecolo,

- 1 lid voor de lijst MR+;

Gelet op de e-mail van 03/12/2021 vanwege dhr. Paolo ADURNO, van de LBgroep, die zijn ontslag uit de Algemene vergadering alsook de Raad van bestuur aankondigt;

Gelet op de e-mail van 30/03/2022, ingediend door mw. Ariane CALMEYN, fractieleider "Indépendance Libérale", die het kandidatuur van mw. Michèle POISSONNIEZ wonende Robert Dalechampstraat 55 t/g voorstelt;

Gelet op de e-mail van 08/06/2022, toegestuurd aan dhr. Eric BOTT, voorzitter van de vzw, door mw. Michèle POISSONNIEZ die de vervanging aanvaardt;

Gelet op de brief van 07/07/2022 vanwege de voorzitter van de vzw die aan de gemeentesecretaris de vervanging, door de Gemeenteraad, van dhr. Paolo ADURNO vraagt;

Gelet op artikel 117 en 120 § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/07/2022;

GAAT OVER tot de aanduiding van mw. Michèle POISSONNIEZ, wonende Robert Dalechampstraat 55 t/g, als effectieve werklid aan de Algemene vergadering en aan de Raad van bestuur van de vzw Sportcomplex Poseidon ter vervanging van dhr. Paolo ADURNO (LB), ontslagnemer, voor een termijn die verstrijkt bij de vernieuwing van de Gemeenteraad in 2024.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*Julie Van Goidsenhoven-Bolle entre en séance / treedt in zitting.*

19.09.2022/A/0004 **ASBL Centre culturel Wolubilis - Représentation politique - Membre - Décès de M. Paul-Henri PHILIPS (LB) - Remplacement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 05/07/2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, telle que modifiée, et les statuts de l'ASBL Centre culturel Wolubilis ;

Considérant que l'Assemblée générale de l'ASBL se compose de 8 membres effectifs désignés par le Conseil communal le 23/05/2022, pour un terme de 3 ans, répartis comme suit :

- LB : 6 membres
- Ecolo : 1 membre

- MR+ : 1 membre

Vu le décès inopiné de M. Paul-Henri PHILIPS, représentant du groupe LB à l'Assemblée générale de l'ASBL Centre culturel Wolubilis ;

Vu le courrier du 27/07/2022 introduit par le président de l'ASBL Centre culturel Wolubilis demandant de faire appel pour le remplacement de M. Paul-Henri PHILIPS ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à ce remplacement afin de respecter l'équilibre politique et le nombre de représentants désignés par le Conseil communal ;

Considérant qu'un courrier, daté du 08/08/2022, a été adressé à M. Michaël LORIAUX, chef de groupe, l'invitant à proposer la candidature d'un(e) candidat(e) ;

Considérant que par courriel du 05/09/2022, la candidature de M. Charles SIX, conseiller communal, domicilié avenue Michel Sterckmans 31 en c/c, a été proposée ;

Vu les articles 117 et 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 25/08/2022 ;

PROCEDE à la désignation de M. Charles SIX, conseiller communal, domicilié avenue Michel Sterckmans 31 en c/c, comme membre effectif à l'Assemblée générale de l'ASBL Centre culturel Wolubilis en remplacement et pour achever le mandat de M. Paul-Henri PHILIPS (LB), membre décédé, pour un terme de 3 ans à partir du 23/05/2022.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

**Vzw "Centre culturel Wolubilis" - Politieke vertegenwoordiging - Lid - Overlijden van dhr. Paul-Henri PHILIPS (LB) - Vervanging - Goedkeuring.**

De Raad keut het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

19.09.2022/A/0005 **ASBL communale Comité culturel - Représentation politique - Membre - Décès de M. Paul-Henri PHILIPS (LB) - Remplacement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 05/07/2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, telle que modifiée, et les statuts de l'ASBL Comité culturel ;

Considérant que l'Assemblée générale de l'ASBL se compose de 16 membres

effectifs désignés par le Conseil communal le 27/05/2019 répartis comme suit :

- 12 membres pour la liste LB,
- 3 membres pour la liste Ecolo,
- 1 membre pour la liste MR+ ;

Vu le décès inopiné de M. Paul-Henri PHILIPS, représentant du groupe LB à l'Assemblée générale de l'ASBL Comité culturel ;

Vu le courrier du 27/07/2022 introduit par le président de l'ASBL Comité culturel demandant de faire appel pour le remplacement de M. Paul-Henri PHILIPS ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à ce remplacement afin de respecter l'équilibre politique et le nombre de représentants désignés par le Conseil communal ;

Considérant qu'un courrier daté du 08/08/2022 a été adressé à M. Michaël LORIAUX, chef de groupe, l'invitant à proposer la candidature d'un(e) candidat(e) ;

Considérant que par courriel du 05/09/2022, la candidature de M. Charles SIX, conseiller communal, domicilié avenue Michel Sterckmans 31 en c/c, a été proposée ;

Vu les articles 117 et 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 25/08/2022 ;

PROCEDE à la désignation de M. Charles SIX, conseiller communal, domicilié avenue Michel Sterckmans 31 en c/c, comme membre effectif à l'Assemblée générale de l'ASBL Comité culturel en remplacement de M. Paul-Henri PHILIPS (LB), membre décédé, pour un terme expirant au renouvellement du Conseil communal suite aux élections de 2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

**Gemeentelijke vzw Cultuurcomité - Politieke vertegenwoordiging - Lid - Overlijden van dhr. Paul-Henri PHILIPS (LB) - Vervanging - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 05/07/ betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten aangewezen, zoals gewijzigd, en de statuten van de vzw Cultuurcomité;

Overwegende dat de Algemene vergadering van de vzw uit 16 werkende leden door de vastlegt is aangeduid door de Gemeenteraad in zitting van 27/05/2019, zoals volgt:

- 12 leden voor de lijst LB,
- 3 leden voor de lijst Ecolo,
- 1 lid voor de lijst MR+;

Gelet op de plots overleden van dhr. Paul-Henri PHILIPS, vertegenwoordigde van de LB-fractie bij de Algemene vergadering van de vzw Cultuurcomité;

Gelet op de brief van 27/07/2022, ingediend door de voorzitter van de vzw Cultuurcomité, die oproep te vragen voor de vervanging van dhr. Paul-Henri PHILIPS;

Overwegende dat in deze vervanging moet worden voorzien om het politieke evenwicht en het aantal door de Gemeenteraad aangewezen vertegenwoordigers te eerbiedigen;

Overwegende dat door brief van 08/04/2022, toegestuurd aan dhr. Michaël LORIAUX, leader van de groep, om hem te vragen een kandidatuur van een kandidaat voor te stellen;

Overwegende dat per brief van 05/09/2022, het kandidatuur van dhr. Charles SIX, gemeenteraadslid, wonende Michel Sterckmanslaan 31 t/g, werd voorgesteld;

Gelet op artikel 117 en 120 § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 25/08/2022;

GAAT OVER tot de aanduiding van dhr. Charles SIX, gemeenteraadslid, wonende Michel Sterckmanslaan 31 t/g, als effectieve werklid aan de algemene vergadering van de vzw Cultuurcomité ter vervanging van dhr. Paul-Henri PHILIPS (LB), overleden lid, voor een termijn die verstrijkt bij de vernieuwing van de Gemeenteraad in 2024.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

19.09.2022/A/0006 **ASBL communale Village culturel - Représentation politique - Membre - Décès de M. Paul-Henri PHILIPS (LB) - Remplacement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 05/07/2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, telle que modifiée, et les statuts de l'ASBL Village culturel ;

Considérant que l'Assemblée générale de l'ASBL se compose de 16 membres effectifs désignés par le Conseil communal le 27/05/2019, répartis comme suit :

- 12 membres pour la liste LB,
- 3 membres pour la liste Ecolo,
- 1 membre pour la liste MR+ ;

Vu le décès inopiné de M. Paul-Henri PHILIPS, représentant du groupe LB à l'Assemblée générale de l'ASBL Village culturel ;

Vu le courrier du 27/07/2022 introduit par le président de l'ASBL Village culturel demandant de faire appel pour le remplacement de M. Paul-Henri PHILIPS ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à ce remplacement afin de respecter l'équilibre politique et le nombre de représentants désignés par le Conseil communal ;

Considérant qu'un courrier daté du 08/08/2022 a été adressé à M. Michaël LORIAUX, chef de groupe, l'invitant à proposer la candidature d'un(e) candidat(e) ;

Considérant que par courriel du 05/09/2022, la candidature de M. Charles SIX, conseiller communal, domicilié avenue Michel Sterckmans 31 en c/c, a été proposée ;

Vu les articles 117 et 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 25/08/2022 ;

PROCEDE à la désignation de M. Charles SIX, conseiller communal, domicilié avenue Michel Sterckmans 31 en c/c, comme membre effectif à l'Assemblée générale de l'ASBL Village culturel en remplacement de M. Paul-Henri PHILIPS (LB), membre décédé, pour un terme expirant au renouvellement du Conseil communal suite aux élections de 2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

**Gemeentelijke vzw Cultuurdorp - Politieke vertegenwoordiging - Lid - Overlijden van dhr. Paul-Henri PHILIPS (LB) - Vervanging - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 05/07/2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten aangewezen, zoals gewijzigd, en de statuten van de vzw Cultuurdorp;

Overwegende dat de Algemene vergadering van de vzw uit 16 werkende leden door de vastlegt is aangeduid door de Gemeenteraad in zitting van 27/05/2019, zoals volgt:

- 12 leden voor de lijst LB,
- 3 leden voor de lijst Ecolo,
- 1 lid voor de lijst MR+;

Gelet op de plots overleden van dhr. Paul-Henri PHILIPS, vertegenwoordigde van de LB-fractie bij de Algemene vergadering van de vzw Cultuurdorp;

Gelet op de brief van 27/07/2022, ingediend door de voorzitter van de vzw Cultuurdorp, die oproep te vragen voor de vervanging van dhr. Paul-Henri PHILIPS;

Overwegende dat in deze vervanging moet worden voorzien om het politieke evenwicht en het aantal door de Gemeenteraad aangewezen vertegenwoordigers te eerbiedigen;

Overwegende dat door brief van 08/04/2022, toegestuurd aan dhr. Michaël LORIAUX, leader van de groep, om hem te vragen een kandidatuur van een kandidaat voor te stellen;

Overwegende dat per email van 05/09/2022, het kandidatuur van dhr. Charles SIX, gemeenteraadslid, wonende Michel Sterckmanslaan 31 t/g, werd voorgesteld;

Gelet op artikel 117 en 120 § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 25/08/2022;

GAAT OVER tot de aanduiding van dhr. Charles SIX, gemeenteraadslid, wonende Michel Sterckmanslaan 31 t/g, als effectieve werklid aan de Algemene vergadering van de vzw Cultuurdorp ter vervanging van dhr. Paul-Henri PHILIPS (LB), overleden lid, voor een termijn die verstrijkt bij de vernieuwing van de Gemeenteraad in 2024.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

19.09.2022/A/0007 **Conseil communal - Mandat représentatif au sein d'une intercommunale - ASBL Brulocalis - M. Philippe JAQUEMYNS, échevin - Rapport de gestion 2022 - Application des articles 96bis de la nouvelle loi communale et 61 du règlement d'ordre intérieur (ROI) - Communication.**

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est représentée au sein de certaines intercommunales et ASBL dans lesquelles elle a des intérêts ;

Considérant que la nouvelle loi communale, telle que modifiée, stipule dans son article 96bis que : « *Les représentants du conseil communal dans les intercommunales, qui exercent une fonction d'administrateur, doivent présenter au conseil communal un rapport annuel relatif à la gestion de l'intercommunale concernée ainsi que sur leur propre activité au sein de l'intercommunale.* » ;

Considérant que M. Philippe JAQUEMYNS, échevin, a été désigné, le 17/12/2018, pour représenter la commune de Woluwe-Saint-Lambert au Conseil d'administration de l'ASBL Brulocalis ;

Considérant que cette association a tenu son assemblée générale le 22/06/2022 ;

Considérant qu'en application de l'article 61 du règlement d'ordre intérieur (R.O.I.)

du Conseil communal, M. Philippe JAQUEMYNS est tenu de présenter son rapport de gestion lors de la séance du Conseil communal qui a lieu le mois qui suit la date de l'Assemblée générale de l'intercommunale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 15/07/2021 ;

PREND CONNAISSANCE du rapport de gestion 2022, rédigé par M. Philippe JAQUEMYNS, échevin, sur sa représentation au sein de l'ASBL Brulocalis et sur les activités de celle-ci durant l'année 2021.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Gemeenteraad - Representatief mandaat binnen een intercommunale - Vzw Brulocalis - Dhr. Philippe JAQUEMYNS, schepen - Beheersverslag 2022 - Toepassing van artikelen 96bis van de nieuwe gemeentewet en 61 van het huishoudelijk reglement - Mededeling.**

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente vertegenwoordigd is in bepaalde intercommunales en vzw's waarin zij belangen heeft;

Overwegende dat de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, in zijn artikel 96bis het volgende stelt: *“De vertegenwoordigers van de gemeenteraad in de intercommunales met een bestuurdersfunctie dienen bij de gemeenteraad jaarlijks verslag uit te brengen over het beheer van de betrokken intercommunale en over hun eigen activiteit binnen de intercommunale.”*;

Overwegende dat dhr. Philippe JAQUEMYNS, schepen, in zitting van 17/12/2018 werd aangeduid om de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe te vertegenwoordigen in de Raad van bestuur van de vzw Brulocalis;

Overwegende dat deze vereniging haar Algemene vergadering op 18/06/2022 gehouden heeft;

Overwegende dat krachtens artikel 61 van het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad dhr. Philippe JAQUEMYNS verplicht is zijn beheersverslag aan de zitting van de Gemeenteraad voor te stellen in de loop van de maand die volgt op de datum van de Algemene vergadering van de intercommunale;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van ./08/2022;

NEEMT KENNIS van het beheersverslag 2022, opgesteld door dhr. Philippe JAQUEMYNS, schepen, betreffende zijn vertegenwoordiging als bestuurder binnen de vzw Brulocalis en betreffende de activiteiten van deze vzw tijdens het jaar 2021.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-Président van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en

omzendbrieven.

19.09.2022/A/0008 **Ordonnance régionale concernant la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois - Membres du Collège - Avantages en nature - Modification - Information.**

LE CONSEIL,

Vu le contexte actuel lié à la crise énergétique et aux surcoûts que celle-ci entraîne au niveau des différentes sources d'énergies ;

Considérant que cette crise impacte la vie de tous les citoyens ;

Considérant également que l'utilisation des énergies fossiles a des conséquences sur l'environnement et le réchauffement climatique ;

Considérant que de nombreux efforts seront demandés à différents niveaux communaux ;

Considérant que, dans cette logique, les membres du Collège ont décidé, en réunion du 31/08/2022, de renoncer à l'avantage en nature relatif à l'attribution de carburant ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/09/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu l'ordonnance du 12/01/2006 du Parlement de la Région bruxelloise sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois, abrogée et remplacée par l'ordonnance conjointe à la Région bruxelloise et à la Commission communautaire commune du 14/12/2017 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois ;

Vu la circulaire du 23/03/2006 réf. CIRC-2006/03 de la Région bruxelloise et celle du 22/01/2007 du Gouvernement de la Région bruxelloise précisant cette matière ;

Vu les précédentes délibérations du Conseil communal des 25/02/2013, 24/06/2013, 23/01/2017 et 17/12/2018 apportant des modifications dans le cadre de la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois ;

Vu le contexte actuel lié à la crise énergétique et toutes les implications que cela entraîne pour la population et la commune ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE de renoncer, à partir du 01/01/2023, à l'avantage en nature consistant en l'attribution annuelle de 750 litres maximum de carburant au bourgmestre et de 630 litres à chaque échevin, et ce en raison de la crise liée à la hausse des prix de l'énergie.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de

sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Gewestelijke ordonnantie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen - Leden van het College - Voordelen van alle aard - Wijziging - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

**ADMINISTRATION ET MARCHÉS - ADMINISTRATIE EN OPDRACHTEN**

**Administration et marchés - Administratie en opdrachten**

19.09.2022/A/0009 **Espace public - Acquisition de deux coffrets électriques - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : EXPOLIGHT - Dépense : 3.700 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

**Openbare ruimte - Aankoop van twee elektriciteitskasten - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: EXPOLIGHT - Uitgave: 3.700 EUR incl. btw - Informatie.**

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop van twee elektriciteitskasten voor de dienst Beheer Openbare Ruimte;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 30/06/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop van twee elektriciteitskasten voor de dienst Beheer Openbare Ruimte;

Gelet op de wet van 17/06/2016 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel

124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het bedrag van de opdracht wordt geraamd op 3.700 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht van beperkte waarde als gunningswijze te kiezen;

Gelet op de offerte van de firma CEBEO, Louis Schmidtlaan 3/1 te 1040 Etterbeek (4.380,72 EUR incl. btw);

Gelet op de offerte van de firma EXPOLIGHT, Damstraat 70A te 9220 Hamme (3.539,98 EUR incl. btw);

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in de begroting van 2022, op artikel 76300/744-98//480 van de buitengewone begroting;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- bovengenoemde opdracht van beperkte waarde te gunnen aan de firma EXPOLIGHT, Damstraat 70A te 9220 Hamme (3.539,98 EUR incl. btw) voor de aankoop van twee elektriciteitskasten voor de dienst Beheer Openbare Ruimte;
- de betaling uit te voeren met het krediet ingeschreven op artikel 76300/744-98//480 van de buitengewone begroting van de dienst 2022.

De fondsen voor de betaling van deze uitgave van het buitengewoon reservefonds af te nemen.

Deze beslissing zal ter informatie op een volgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

19.09.2022/A/0010 **Espace public - Aménagement d'un cyclo parking - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : EUROVIA - Dépense : max. 36.299 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion Espace Public, il s'indique d'aménager un cyclo parking rue des Déportés ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 23/06/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion Espace Public, il s'indique d'aménager un cyclo parking rue des Déportés ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 36.299 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 42100/731-60/-/420 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les trois opérateurs économiques suivants ont été consultés à cette occasion et ont remis prix :

- EUROVIA, allée Hof ter Vleest 1 à 1070 Anderlecht : 36.148,51 EUR TVAC,
- NUTONS, rue des Praules 9 à 5030 Gembloux : 41.000 EUR TVAC,
- LES ENTREPRISES MELIN, chaussée Provinciale 85-87 à 1341 Ottignies : 51.388,70 EUR TVAC ;

Considérant que les offres sont conformes et régulières ;

Considérant que la firme EUROVIA propose l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme EUROVIA, allée Hof ter Vleest 1 à 1070 Anderlecht, pour l'aménagement d'un cyclo parking rue des Déportés, aux conditions de son offre du 10/06/2022 d'un montant de 36.148,51 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à maximum 36.299 EUR TVAC, inscrite à l'article 42100/731-60/-/420/7670 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Openbare ruimte - Aanleg van een fietsparking - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: EUROVIA - Uitgave: max. 36.299 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

19.09.2022/A/0011 **Service Gestion Espace Public - Fourniture de 6 conteneurs de 660 L (ID 1936) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : ENGELS - Dépense : 1.335,84 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

**Dienst Beheer Openbare Ruimte - Levering van 6 containers van 660 L (ID 1936) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: ENGELS - Uitgave: 1.335,84 EUR incl. btw - Informatie.**

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van 6 containers van 660 L;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/07/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van 6 containers van 660 L;

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene

uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de uitgave wordt geraamd op 1.335,84 EUR incl. btw;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 87500/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de opdracht van beperkte waarde voor de aankoop van 6 containers van 660 L te gunnen aan de firma ENGELS, Schemkensstraat 15 te 3583 Paal;
- de betaling van een bedrag van 1.335,84 EUR incl. btw uit te voeren overeenkomstig de bepalingen van de offerte;
- een bedrag van 1.335,84 EUR incl. btw in te schrijven op artikel 87500/744-98 van de buitengewone begroting 2022;
- de fondsen voor de betaling van deze uitgave van het buitengewoon reservefonds af te nemen;

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.“

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

19.09.2022/A/0012 **Service Gestion Espace Public - Achat de signalisation mobile en plastique pour le stationnement (ID 1951) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : NIEZEN SA - Dépense : 8.380,65 EUR - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir des panneaux de signalisation mobile en plastique pour le stationnement ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/09/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir des panneaux de signalisation mobile en plastique pour le stationnement ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la description technique n° 2022-1951 pour le marché « Achat de signalisation mobile en plastique pour le stationnement - ID1951 » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 8.500 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- NIEZEN SA, chaussée de Mons 38 à 7940 Brugelette,
- TRAFIROAD NV, Nieuwe Dreef 17 à 9160 Lokeren,
- TRAFFIMEX SA, boulevard Edmond Machtens 151/14 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean,
- SIGNATEKST NV, Pachtgoedstraat 9 à 9100 Sint-Niklaas ;

Considérant que les offres devaient parvenir à l'administration au plus tard le 12/08/2022 à 12h ;

Considérant que 2 offres sont parvenues à l'administration :

- NIEZEN SA, chaussée de Mons 38 à 7940 Brugelette : 8.380,65 EUR TVAC,
- TRAFIROAD NV, Nieuwe Dreef 17 à 9160 Lokeren : 8.180,81 EUR TVAC ;

Vu le rapport d'examen des offres du 19/08/2022 ;

Considérant que, tenant compte des éléments précités, il est proposé d'attribuer ce marché à l'entreprise ayant introduit la seule offre régulière, à savoir NIEZEN SA (n° BCE : BE 0439.525.014), chaussée de Mons 38 à 7940 Brugelette, pour le montant d'offre contrôlé de 8.380,65 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire

2022, à l'article 42500/741-52 et qu'il sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 8.380,65 EUR TVAC ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la description technique n° 2022-1951 et le montant estimé s'élevant à 8.500 EUR TVAC du marché « Achat de signalisation mobile en plastique pour le stationnement - ID1951 » ;
- de ne pas sélectionner le soumissionnaire TRAFIROAD NV, l'offre d'un montant de 8.180,81 EUR TVAC ne correspondant pas aux prescriptions techniques ;
- de sélectionner le soumissionnaire NIEZEN SA qui répond aux critères de sélection qualitative ;
- de considérer l'offre de NIEZEN SA comme complète et régulière ;
- d'approuver le rapport d'examen des offres du 19/08/2022, qui fait partie intégrante de la présente délibération ;
- d'attribuer ce marché de faible montant à l'entreprise ayant introduit la seule offre régulière, à savoir NIEZEN SA, enregistrée à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le n° BE 0439.525.014, chaussée de Mons 38 à 7940 Brugelette, pour le montant d'offre contrôlé de 8.380,65 EUR ;
- d'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget extraordinaire 2022, à l'article 42500/741-52/10890 ;
- de financer cette dépense par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Dienst Beheer Openbare Ruimte - Levering van mobiele plastic parkeerborden (ID1951) - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: NIEZEN sa - Uitgave: 8.360,65 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

19.09.2022/A/0013 **Division Espaces verts - Achat de petit matériel horticole en 2022 (ID 1938) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : HORTICOLE BERNARD BODART - Dépense : 3.635,38 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du petit matériel horticole en 2022 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 01/09/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du petit matériel horticole en 2022 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 3.635,38 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées :

- TUINMACHINES VAN DEN BOSSCHE : n'a pas remis prix,
- DURANT : n'a pas remis prix,
- HORTICOLE BERNARD BODART : 3.635,38 EUR TVAC,
- VANHIE : 4.278,08 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé d'attribuer ce marché à la firme HORTICOLE BERNARD BODART, chaussée de Nivelles 35A à 1461 Haut-Ittre, aux conditions de son offre du 01/07/2022 d'un montant de 3.635,38 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 87800/744-98 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme HORTICOLE BERNARD BODART, chaussée de Nivelles 35A à 1461 Haut-Ittre, pour l'acquisition de petit matériel horticole en 2022, selon son offre du 01/07/2022 d'un montant de 3.635,38 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi

communale ;

- d'approuver la dépense totale de 3.635,38 EUR TVAC ;
- d'engager un montant de 4.000 EUR à l'article 87800/744-98/10997 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;
- de financer cette dépense par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Afdeling Groene ruimtes - Aankoop van klein tuinbouwmaterieel ( ID 1938) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier : HORTICOLE BERNARD BODART - Uitgave: 3.635,38 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

19.09.2022/A/0014 **Equipes Garage et Propreté publique - Outillage - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : DEGECO - Dépense : 6.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir de l'outillage pour les équipes Garage et Propreté publique ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 04/08/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir de l'outillage pour les équipes Garage et Propreté publique ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les

secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 6.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées :

- CLABOTS : n'a pas remis prix,
- CIPAC : 5.657,91 EUR TVAC,
- DEGECO : 5.270,16 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu aux articles 13600/744-98 (5.300 EUR TVAC) et 87500/744-98 (700 EUR TVAC) du budget extraordinaire 2022 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le marché relatif à la fourniture d'outillage pour les équipes Garage et Propreté publique ;
- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec le soumissionnaire DEGECO (BE 0402.609.584), avenue de l'Optimisme 15 à 1140 Evere, pour le montant d'offre contrôlé de 5.270,16 EUR TVAC (pour l'équipe Garage) ainsi que pour le montant de 682,85 EUR TVAC (pour l'équipe Propreté publique) ;
- d'engager un montant de 5.300 EUR à l'article 13600/744-98/10420 et un montant de 700 EUR à l'article 87500/744-98/10421 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Ploegen Garage en Openbare reinheid - Gereedschap - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: DEGECO - Uitgave: 6.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

19.09.2022/A/0015 **Equipes Transports-Fêtes et Garage - Outillage - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation des fournisseurs : LECOT et DEGECO - Dépense : 5.600 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir de l'outillage pour les équipes Transports-Fêtes et Garage ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 04/08/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir de l'outillage pour les équipes Transports-Fêtes et Garage ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 5.600 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées :

- LECOT : 5.664,29 EUR TVAC,
- CIPAC : 399,44 EUR TVAC (offre incomplète),
- DEGECO : 1.699,37 EUR TVAC (offre incomplète) ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu aux articles 76300/744-98/-/480 et 13600/744-98/-/480 du budget extraordinaire 2022 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le marché relatif à la fourniture d'outillage pour les équipes Transports-Fêtes et Garage ;

- d'approuver, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, la passation d'un marché de faible montant avec :
  - LECOT (BE 0405.350.033), boulevard de la Deuxième Armée Britannique 67 à 1190 Forest, pour le montant d'offre contrôlé de 4.736,53 EUR TVAC pour l'équipe Transports-Fêtes,
  - DEGECO (BE 0402.609.584), avenue de l'Optimisme 15 à 1140 Evere, pour le montant d'offre contrôlé de 748,59 EUR TVAC pour l'équipe Garage ;
- d'engager un montant de 4.800 EUR à l'article 76300/744-98/10424 et un montant de 800 EUR à l'article 13600/744-98/10508 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Ploegen Transport-Festiviteiten en Garage - Gereedschap - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancieren: LECOT en DEGECO - Uitgave: 5.600 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

19.09.2022/A/0016 **Wolu Techni-Cité - Rénovation de l'éclairage (ID 1939) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : CECEO - Dépense : 11.167,13 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de rénover l'éclairage du WTC ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/07/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de rénover l'éclairage du WTC ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 11.167,13 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché à faible montant ;

Considérant qu'il y a lieu d'imputer la dépense à l'article 13700/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec l'adjudicataire de la commune, CEBEO, boulevard Louis Schmidt 3 à 1140 Evere, pour la rénovation de l'éclairage au WTC, pour un montant de 11.167,13 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'inscrire la dépense totale de 11.167,13 EUR TVAC à l'article 13700/724-60/9713 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;
- de financer cette dépense par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Wolu Techni-Cité - Verlichtingsrenovatie (ID 1939) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: CEBEO - Uitgave: 11.167,13 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

19.09.2022/A/0017 **Service Secrétariat (Reprographie) - Matériel de manutention - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : MANUTAN - Dépense : 3.250 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Secrétariat et afin de permettre la manutention de charges lourdes, il s'indique d'acquérir un transpalette manuel et un monte-escalier électrique pour la Reprographie ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/09/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Secrétariat et afin de permettre la manutention de charges lourdes, il s'indique d'acquérir un transpalette manuel et un monte-escalier électrique pour la Reprographie ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 3.250 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les trois firmes suivantes ont été consultées dans le cadre de ce marché de faible montant :

- MANUTAN, chaussée de Mons 1424 à 1070 Anderlecht : 3.236 EUR TVAC,
- KAISER-KRAFT, Jan Emiel Mommaertlaan 20b à 1831 Diegem : 10.513,69 EUR TVAC,
- SCHÄFERSHOP, Excelsiorlaan 14 à 1930 Zaventem : 4.541,83 EUR TVAC ;

Considérant que l'offre de MANUTAN, chaussée de Mons 1424 à 1070 Anderlecht, est l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 10400/744-98/-/130 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme MANUTAN, chaussée de Mons 1424 à 1070 Anderlecht, pour l'acquisition d'un transpalette manuel et d'un monte-escalier électrique pour la

Reprographie, aux conditions de son offre du 30/08/2022, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

- d'approuver la dépense de maximum 3.250 EUR TVAC, inscrite à l'article 10400/744-98/-/130/11317 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Dienst Secretariaat (Reprografie) - Bedieningsapparatuur - Aankoop - Odracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: MANUTAN - Uitgave: 3.250 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

19.09.2022/A/0018 **Ecole Princesse Paola - Acquisition d'un four de remise à température - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : HORECA 3 DELTAS - Dépense : 6.900 EUR - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'indique de procéder au remplacement du four de remise à température de la cuisine de l'école Princesse Paola;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/06/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'indique de procéder au remplacement du four de remise à température de la cuisine de l'école Princesse Paola ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 ;

Vu l'article 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013, et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 6.900 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché à faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 72200/744-98//720 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Considérant que les deux fournisseurs suivants ont été consultés à cette occasion :

- BERT MULLER, Bevrijdingslaan 8 à 1932 Woluwe-Saint-Etienne (15.749,97 EUR TVAC),
- HORECA 3 DELTAS, boulevard Barthélémy 41-42 à 1000 Bruxelles (6.897 EUR TVAC) ;

Considérant que la firme HORECA 3 DELTAS a remis l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que l'offre est complète et régulière ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme HORECA 3 DELTAS, boulevard Barthélémy 41-42 à 1000 Bruxelles, pour l'acquisition d'un four de remise à température pour la cuisine de l'école Princesse Paola, aux conditions de son offre du 21/06/2022 d'un montant de 6.897 EUR TVAC et ce en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013, 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à maximum 6.900 EUR TVAC à inscrire à l'article 72200/744-98/720 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fond de réserve extraordinaire.

Cette décision sera soumise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**School "Princesse Paola" - Aankoop van een regenererooven - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: HORECA 3 DELTAS - Uitgave: 6.900 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la pose d'un compteur de passage à l'école Princesse Paola ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/07/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la pose d'un compteur de passage à l'école Princesse Paola ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 2.500 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant qu'il y a lieu d'imputer la dépense à l'article 72200/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec l'adjudicataire de la commune, VENTAIR, rue Graham Bell à 1402 Nivelles, pour le placement d'un compteur de passage à l'école Princesse Paola, pour un montant de 2.347,90 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement de la dépense totale de 2.500 EUR TVAC à l'article 72200/724-60/10331 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

- de financer cette dépense au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**School "Princesse Paola" - Plaatsing van een doorstroommeter (ID 1942) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: VENTAIR - Uitgave: 2.500 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

19.09.2022/A/0020 **Le Castel - Percements pour mise en conformité du local gaz (ID 1940) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : VENTAIR - Dépense : 1.508,80 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au percement de trous pour la mise en conformité du local gaz au Castel ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/07/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au percement de trous pour la mise en conformité du local gaz au Castel ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 1.508,80 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant qu'il y a lieu d'imputer la dépense à l'article 73410/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec l'adjudicataire de la commune, VENTAIR, rue Graham Bell 19 à 1402 Nivelles, pour le percement de trous pour la mise en conformité du local gaz au Castel, pour un montant de 1.508,80 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement de la dépense totale de 1.508,80 EUR TVAC à l'article 73410/724-60/10332 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;
- de financer cette dépense par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**"Le Castel" - Boringen voor het in overeenstemming brengen van het gaslokaal (ID 1940) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: VENTAIR - Uitgave: 1.508,80 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

19.09.2022/A/0021 **Bibliothèque néerlandophone - Fourniture de mobilier sur mesure - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : ART BASICS FOR CHILDREN - Dépense : 26.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir du mobilier sur mesure pour la bibliothèque néerlandophone ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 01/09/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE

Considérant qu'il s'indique d'acquérir du mobilier sur mesure pour la bibliothèque néerlandophone ;

Considérant qu'une première phase a été réalisée en 2018 par la firme ART BASICS OF CHILDREN ;

Considérant que dans un souci de cohérence architecturale, la firme ART BASICS OF CHILDREN, place Gaucheret 13 à 1030 Schaerbeek, a été à nouveau consultée dans le cadre de ce marché ;

Considérant que la firme ART BASICS OF CHILDREN, place Gaucheret 13 à 1030 Schaerbeek, a remis offre au montant de 25.022,80 EUR TVAC ;

Considérant que l'offre est conforme aux besoins ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que la dépense est estimée à maximum 26.000 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 76701/741-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation du marché de faible montant ayant pour objet la réalisation de mobilier sur mesure et l'aménagement de la bibliothèque néerlandophone avec la firme ART BASICS OF CHILDREN, place Gaucheret 13 à 1030 Schaerbeek, pour un montant de maximum 26.000 EUR TVAC inscrit à l'article 76701/741-51/11043 du budget extraordinaire de l'exercice 2022, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- de prélever les fonds nécessaires au paiement de cette dépense sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du

14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Nederlandstalige bibliotheek - Levering van meubilair op maat - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van leverancier: ART BASICS FOR CHILDREN - Uitgave: 26.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

19.09.2022/A/0022 **Serres et cimetière communaux - Achat de gros matériel horticole - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 7 - Dépense : 122.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de prévoir du gros matériel horticole pour les serres et le cimetière communaux ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 23/06/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de prévoir du gros matériel horticole pour les serres et le cimetière communaux ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2022-1929 relatif au marché « Serres et cimetière communaux - Achat de gros matériel horticole » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 122.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- HORTICOLE BERNARD BODART, chaussée de Nivelles 37 à 1461 Haut-Ittre,
- HEUSDENS, Lichtenberglaan 1001 à 3800 Sint-Truiden,
- VANHIE, Vilvoordesteenweg 172 à 1860 Meise,
- HILAIRE VAN DER HAEGHE NV, Boomsesteenweg 174 à 2610 Wilrijk,
- ESPRITT BVBA, Diestsesteenweg 712 à 3010 Kessel-Lo,
- ENTREPRISE RIGO, rue des Mésanges 8 à 4217 Heron,
- FELICIEN PONCELET, rue de la Station 166 à 5370 Havelange ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2022, aux articles 76600/744-51 (52.000 EUR TVAC) et 87800/744-51 (70.000 EUR TVAC) et sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2022-1929 et le montant estimé de 122.000 EUR TVAC du marché « Serres et cimetière communaux - Achat de gros matériel horticole » ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - HORTICOLE BERNARD BODART, chaussée de Nivelles 37 à 1461 Haut-Ittre,
  - HEUSDENS, Lichtenberglaan 1001 à 3800 Sint-Truiden,
  - VANHIE, Vilvoordesteenweg 172 à 1860 Meise,
  - HILAIRE VAN DER HAEGHE NV, Boomsesteenweg 174 à 2610 Wilrijk,
  - ESPRITT BVBA, Diestsesteenweg 712 à 3010 Kessel-Lo,
  - ENTREPRISE RIGO, rue des Mésanges 8 à 4217 Heron,
  - FELICIEN PONCELET, rue de la Station 166 à 5370 Havelange ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit aux articles 76600/744-51/7686 (52.000 EUR TVAC) et 87800/744-51/7690 (70.000 EUR TVAC) du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Gemeentelijke serres en begraafplaats - Aankoop van groot tuinbouwmaterieel - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek- Te raadplegen firma's: 7 - Uitgave: 122.000 EUR incl. btw - Informatie.**

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van groot tuinbouwmaterieel voor de gemeentelijke serres en begraafplaats;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 23/06/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van groot tuinbouwmaterieel voor de gemeentelijke serres en begraafplaats;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1-1<sup>o</sup> a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 lid 1-1<sup>o</sup>;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2022-1929 betreffende de opdracht “Gemeentelijke serres en -begraafplaats - Aankoop van groot tuinbouwmaterieel”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 122.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- HORTICOLE BERNARD BODART, chaussée de Nivelles 37 te 1461 Haut-Ittre,
- HEUSDENS, Lichtenberglaan 1001 te 3800 Sint-Truiden,
- VANHIE, Vilvoordesteenweg 172 te 1860 Meise,
- HILAIRE VAN DER HAEGHE nv, Boomssteenweg 174 te 2610 Wilrijk,

- ESPRITT bvba, Diestsesteenweg 712 te 3010 Kessel-Lo,
- ENTREPRISE RIGO, rue des Mésanges 8 te 4217 Heron,
- FELICIEN PONCELET, rue de la Station 166 te 5370 Havelange;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022, op artikelen 76600/744-51 (52.000 EUR incl. btw) en 87800/744-51 (70.000 EUR incl. btw) en dat de financiering gebeurt door afhouding van het buitengewoon reservefonds;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 3;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2022-1929 en de raming van 122.000 EUR incl. btw voor de opdracht “Gemeentelijke serres en -begraafplaats - Aankoop van groot tuinbouwmaterieel”;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
  - HORTICOLE BERNARD BODART, chaussée de Nivelles 37 te 1461 Haut-Ittre,
  - HEUSDENS, Lichtenberglaan 1001 te 3800 Sint-Truiden,
  - VANHIE, Vilvoordesteeweg 172 te 1860 Meise,
  - HILAIRE VAN DER HAEGHE nv, Boomsesteenweg 174 te 2610 Wilrijk,
  - ESPRITT bvba, Diestsesteenweg 712 te 3010 Kessel-Lo,
  - ENTREPRISE RIGO, rue des Mésanges 8 te 4217 Heron,
  - FELICIEN PONCELET, rue de la Station 166 te 5370 Havelange;
- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikelen 76600/744-51/7686 (52.000 EUR incl. btw) en 87800/744-51/7690 (70.000 EUR incl. btw) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022.

Deze uitgave zal gefinancierd worden door afhouding van het buitengewoon reservefonds.

Deze beslissing zal ter informatie op een volgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

**Contrat d'entretien des groupes de ventilation de la commune pour 3 ans (ID 1932) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 5 - Dépense : 60.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'entretenir les groupes de ventilation de la commune ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 23/06/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu le cahier des charges n° 2022-1932 relatif au marché « ID 1932 - Contrat d'entretien des groupes de ventilation de la commune pour 3 ans » ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) et l'article 57 ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 60.000 EUR TVAC pour 4 ans (15.000 EUR TVAC /an) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ARLEX ENGINEERING SPRL, rue des Merlettes 17 à 1495 Marbais,
- DS CHAUFFAGE SPRL, avenue Notre-Dame de Lourdes 24 à 1090 Jette,
- VENTAIR SPRL, rue Graham Bell 19 à 1402 Thines,
- GOESSENS SA, rue des Combattants 51 à 4280 Hannut,
- ENERGYS MAINTENANCE SA, rue de la Chaudronnerie 14 à 4340 Awans ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu aux différents articles

...../125-06 du budget ordinaire de l'exercice 2022 et à prévoir aux différents articles  
...../125-06 du budget ordinaire des exercices 2023, 2024 et 2025 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 236 ;

DECIDE, sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires aux budgets des exercices 2023, 2024 et 2025 par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges n° 2022-1932 et le montant estimé du marché « ID 1932 - Contrat d'entretien des groupes de ventilation de la commune pour 3 ans », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 60.000 EUR TVAC pour 4 ans (15.000 EUR TVAC /an) ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - ARLEX ENGINEERING SPRL, rue des Merlettes 17 à 1495 Marbais,
  - DS CHAUFFAGE SPRL, avenue Notre-Dame de Lourdes 24 à 1090 Jette,
  - VENTAIR SPRL, rue Graham Bell 19 à 1402 Thines,
  - GOESSENS SA, rue des Combattants 51 à 4280 Hannut,
  - ENERGYS MAINTENANCE SA, rue de la Chaudronnerie 14 à 4340 Awans ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit aux différents articles ...../125-06 du budget ordinaire de l'exercice 2022 et à prévoir aux différents articles ...../125-06 du budget ordinaire des exercices 2023, 2024 et 2025.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Onderhoudscontract voor de ventilatie-eenheden van de gemeente voor 3 jaar (ID 1932) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 5 - Uitgave: 60.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

19.09.2022/A/0024 **Entretiens et dépannages des installations de chauffage des bâtiments communaux de 2023 à 2025 (ID 1937) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firme à consulter : 7 - Dépense : 105.000 EUR TVAC / 3 ans - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'entretenir les installations de chauffage des bâtiments communaux de 2023 à 2025 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/07/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu le cahier des charges n° 2022-1937 relatif au marché « ID 1937 - Entretien et dépannages des installations de chauffage des bâtiments communaux de 2023 à 2025 » ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 105.000 EUR TVAC (35.000 EUR TVAC /an) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ARLEX ENGINEERING SPRL, rue des Merlettes 17 à 1495 Marbais,
- VENTAIR SPRL, rue Graham Bell 19 à 1402 Nivelles,
- EQUANS SERVICES, boulevard Simon Bolivar 34 à 1000 Bruxelles,
- VEOLIA SA, quai Fernand Demets 52 à 1070 Anderlecht,
- TOPKIA SPRL, avenue Odon Warland 195 à 1090 Jette,
- DS CHAUFFAGE SPRL, avenue Notre-Dame de Lourdes 24 à 1090 Jette,
- VMA BE.MAINTENANCE SA, boulevard de l'Humanité 114 à 1070 Anderlecht ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est à prévoir aux différents articles ...../125-06 du budget ordinaire des exercices 2023, 2024 et 2025 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236;

DECIDE, sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires au budget des exercices 2023, 2024 et 2025 par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges n° 2022-1937 et le montant estimé du marché « ID 1937 - Entretien et dépannages des installations de chauffage des bâtiments communaux de 2023 à 2025 », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 105.000 EUR TVAC (35.000 EUR TVAC /an) ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - ARLEX ENGINEERING SPRL, rue des Merlettes 17 à 1495 Marbais,
  - VENTAIR SPRL, rue Graham Bell 19 à 1402 Nivelles,
  - EQUANS SERVICES, boulevard Simon Bolivar 34 à 1000 Bruxelles,
  - VEOLIA SA, quai Fernand Demets 52 à 1070 Anderlecht,
  - TOPKIA SPRL, avenue Odon Warland 195 à 1090 Jette,
  - DS CHAUFFAGE SPRL, avenue Notre-Dame de Lourdes 24 à 1090 Jette,
  - VMA BE.MAINTENANCE SA, boulevard de l'Humanité 114 à 1070 Anderlecht ;
- de financer cette dépense par le crédit à prévoir aux différents articles ...../125-06 du budget ordinaire des exercices 2023, 2024 et 2025.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Onderhoud en reparatie van verwarmingsinstallaties in gemeentelijke gebouwen van 2023 tot 2025 (ID 1937) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 7 - Uitgave: 105.000 EUR incl. btw / 3 jaar - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

19.09.2022/A/0025 **Entretien et dépannages des installations de chauffage et de production d'eau chaude des propriétés communales de 2023 à 2025 (ID 1943) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firme à consulter : 6 - Dépense : 36.000 EUR TVAC / 3 ans - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'assurer les entretiens et dépannages des installations de chauffage et de production d'eau chaude des propriétés communales de 2023 à 2025 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 04/08/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'assurer les entretiens et dépannages des installations de chauffage et de production d'eau chaude des propriétés communales de 2023 à 2025 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2022-1943 relatif au marché « ID 1943 - Entretiens et dépannages des installations de chauffage et de production d'eau chaude des propriétés communales de 2023 à 2025 » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 36.000 EUR (12.000 EUR TVAC /an) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ARLEX ENGINEERING SPRL, rue des Merlettes 17 à 1495 Marbais,
- DS CHAUFFAGE SPRL, avenue Notre-Dame de Lourdes 24 à 1090 Jette,
- VMA BE.MAINTENANCE SA, boulevard de l'Humanité 114 à 1070 Anderlecht,
- BRIOVAL SRL, rue de l'Etoile 38 à 1180 Uccle,
- VENTAIR SPRL, rue Graham Bell 19 à 1402 Thines,
- EGOUT MAINTENANCE SERVICES (E-M-S), chaussée de Mons 1229 à 1070 Anderlecht ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est à prévoir aux différents articles ...../125-06 du budget ordinaire des exercices 2023, 2024 et 2025 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE, sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires au budget des exercices 2023, 2024 et 2025 par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges n° 2022-1943 et le montant estimé du marché « ID 1943 - Entretien et dépannages des installations de chauffage et de production d'eau chaude des propriétés communales de 2023 à 2025 », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 36.000 EUR TVAC (12.000 EUR TVAC /an) ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - ARLEX ENGINEERING SPRL, rue des Merlettes 17 à 1495 Marbais,
  - DS CHAUFFAGE SPRL, avenue Notre-Dame de Lourdes 24 à 1090 Jette,
  - VMA BE.MAINTENANCE SA, boulevard de l'Humanité 114 à 1070 Anderlecht,
  - BRIOVAL SRL, rue de l'Etoile 38 à 1180 Uccle,
  - VENTAIR SPRL, rue Graham Bell 19 à 1402 Thines,
  - EGOUT MAINTENANCE SERVICES (E-M-S), chaussée de Mons 1229 à 1070 Anderlecht ;
- de financer cette dépense par le crédit à prévoir aux différents articles ...../125-06 du budget ordinaire des exercices 2023, 2024 et 2025.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 4/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que des arrêtés et circulaires complémentaires.

**Onderhoud en reparatie van verwarmings- en warmwaterinstallaties in gemeentelijke gebouwen van 2023 tot 2025 (ID 1943) -  
Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 6 - Uitgave: 36.000 EUR incl. btw / 3 jaar - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

*Steve Detry quitte la séance / verlaat de zitting.*

19.09.2022/A/0026 **Complexe sportif Poséidon - Comptage énergie - PEB, certification et PLAGÉ obligatoire (ID 1928) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 8 - Dépense : 60.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de lancer un marché pour le comptage énergie - PEB, certification et PLAGÉ obligatoire au Complexe sportif Poséidon ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 23/06/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu le cahier des charges n° 2022-1928 relatif au marché « Poséidon - Comptage énergie - PEB, certification et PLAGÉ obligatoire » ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- \* Lot 1 - Comptage gaz, chaleur et eau, estimé à 40.000 EUR TVAC,
- \* Lot 2 - Comptage électricité, estimé à 20.000 EUR TVAC ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 60.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ARLEX ENGINEERING SPRL, rue des Merlettes 17 à 1495 Marbais,
- DS CHAUFFAGE SPRL, avenue Notre-Dame de Lourdes 24 à 1090 Jette,
- VENTAIR SPRL, rue Graham Bell 19 à 1402 Thines,
- COLLIGNON ENS SA, Briscol 4 à 6997 Erezée,
- WAUTHIER CONTRACTOR AND TRADING PARTNER SA, Champ du

Petit Pré 38 à 1457 Walhain-Saint-Paul,

- BBSO SPRL, boulevard Prince de Liège 134 à 1070 Anderlecht,
- ALLOSON SA, chaussée de Louvain 773 à 1140 Evere,
- MEGANELEC SA, rue de l'Industrie 21 à 5190 Jemeppe-sur-Sambre ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76420/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2022-1928 du 23/06/2022 et le montant estimé du marché « Poséidon - Comptage énergie - PEB, certification et plage obligatoire », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 60.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - ARLEX ENGINEERING SPRL, rue des Merlettes 17 à 1495 Marbais,
  - DS CHAUFFAGE SPRL, avenue Notre-Dame de Lourdes 24 à 1090 Jette,
  - VENTAIR SPRL, rue Graham Bell 19 à 1402 Thines,
  - COLLIGNON ENS SA, Briscole 4 à 6997 Erezée,
  - WAUTHIER CONTRACTOR AND TRADING PARTNER SA, Champ du Petit Pré 38 à 1457 Walhain-Saint-Paul,
  - BBSO SPRL, boulevard Prince de Liège 134 à 1070 Anderlecht,
  - ALLOSON SA, chaussée de Louvain 773 à 1140 Evere,
  - MEGANELEC SA, rue de l'Industrie 21 à 5190 Jemeppe-sur-Sambre ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 76420/724-60/7680 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Sportcomplex Poseidon - Energiemeting - EPB, certificering en verplicht PLAGE (ID 1928) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 8 - Uitgave: 60.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

*Steve Detry entre en séance / treedt in zitting.*

19.09.2022/A/0027 **Ecole Georges Désir - Annexe « Notre petite école » - Remplacement des châssis (ID 1952) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 8 - Dépense : 75.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au remplacement des châssis et vitrages de l'implantation « Notre petite école » de l'école Georges Désir ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/09/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au remplacement des châssis et vitrages de l'implantation « Notre petite école » de l'école Georges Désir ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2022-1952 relatif au marché « ID 1952 - Ecole Georges Désir - Annexe « Notre petite école » - Remplacement châssis » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 75.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- TECNOFLEX SPRL, chaussée de Vilvorde 156B à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek),
- TECHNI-VERRE SPRL, avenue de Joli-Bois 2 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre,
- GAUME, rue du Pays-Bas 4 à 6061 Montignies-sur-Sambre,

- MENUISERIE MOUTON J. & FILS, route de Mons-Maubeuge 41 à 7041 Havay,
- HOME PERSPECTIVE SPRL, rue de Ransbeek 230 bte 7 à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek),
- UNIC CONCEPT SPRL, avenue Mutsaard 76 bte 59 à 1020 Bruxelles (Laeken),
- ABI-CVR SA, chaussée de Haecht 1739 à 1130 Bruxelles (Haren),
- CHASSIS DIFFUSION M.B. SPRL, chaussée de Louvain 631 bte 139 à 1030 Schaerbeek ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 72200/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Considérant que le Gouvernement de la Communauté française a confirmé l'éligibilité du projet de remplacement des châssis de l'implantation « Notre petite école » de l'école Georges Désir au Programme prioritaire de Travaux de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour l'année 2020 ;

Considérant dès lors qu'une partie des coûts sera subsidiée par la Fédération Wallonie-Bruxelles, boulevard Léopold II 44 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, dans le cadre du Programme prioritaire de Travaux ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2022-1952 et le montant estimé du marché « ID 1952 - Ecole Georges Désir - Annexe « Notre petite école » - Remplacement châssis », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 75.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - TECNOFLEX SPRL, chaussée de Vilvorde 156B à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek),
  - TECHNI-VERRE SPRL, avenue de Joli-Bois 2 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre,
  - GAUME, rue du Pays-Bas 4 à 6061 Montignies-sur-Sambre,
  - MENUISERIE MOUTON J. & FILS, route de Mons-Maubeuge 41 à 7041 Havay,
  - HOME PERSPECTIVE SPRL, rue de Ransbeek 230 bte 7 à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek),
  - UNIC CONCEPT SPRL, avenue Mutsaard 76 bte 59 à 1020 Bruxelles (Laeken),
  - ABI-CVR SA, chaussée de Haecht 1739 à 1130 Bruxelles (Haren),
  - CHASSIS DIFFUSION M.B. SPRL, chaussée de Louvain 631 bte 139 à 1030 Schaerbeek ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 72200/724-60/11272

du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

- de charger le service Développement durable, planification et perspectives de poursuivre l'élaboration du dossier de demande de subvention auprès de l'autorité subsidiante, la Fédération Wallonie-Bruxelles, boulevard Léopold II 44 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**School "Georges Désir" - Locatie "Notre petite école" - Vervanging van ramen - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 8 - Uitgave: 75.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

19.09.2022/A/0028 **Complexe sportif Poséidon - Constitution d'un dossier technique dans le cadre de la mise en conformité électrique - Procédure négociée sans publication préalable - Firmes à consulter : 5 - Dépense : 65.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de constituer un dossier technique dans le cadre de la mise en conformité électrique du Complexe sportif Poséidon ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/06/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de constituer un dossier technique dans le cadre de la mise en conformité électrique du Poséidon ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu le cahier des charges n° 2022-1934 relatif au marché « Constitution d'un dossier technique dans le cadre de la mise en conformité électrique du Poséidon » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 65.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- F.R. INDUSTRIE SA, rue de Mont-Serrat 3A à 5190 Onoz,
- UTIS, rue du Berceau 25 à 1000 Bruxelles,
- CD ENGINEERING BVBA, chaussée d'Alsemberg 95/20 à 1630 Linkebeek,
- DEFI ELEC, rue Prekelinden 81 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert,
- MILAN CEDRIC, rue François Gay 136 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant que la date du 15/09/2022 à 16h00 est proposée comme date limite d'introduction des offres ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 76420/724-60//410 du budget extraordinaire 2022 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 et ses modifications ultérieures ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2022-1934 du marché « Constitution d'un dossier technique dans le cadre de la mise en conformité électrique du Poséidon » et le montant estimé à 65.000 EUR TVAC, à inscrire à l'article 76420/724-60//410 du budget extraordinaire 2022. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- de passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - F.R. INDUSTRIE SA, rue de Mont-Serrat 3A à 5190 Onoz,
  - UTIS, rue du Berceau 25 à 1000 Bruxelles,
  - CD ENGINEERING BVBA, chaussée d'Alsemberg 95/20 à 1630 Linkebeek,
  - DEFI ELEC, rue Prekelinden 81 en c/c,
  - MILAN CEDRIC, rue François Gay 136 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre ;
- de fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au

15/09/2022 à 16h00.

Cette dépense sera financée au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

Cette décision sera soumise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Sportcomplex Poseidon - Opstelling van een technisch dossier in het kader van de elektrische conformiteit - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Te raadplegen firma's: 5 - Uitgave: 65.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

19.09.2022/A/0029

**La Rotonde - Suppression de la cabine haute tension et remplacement par un tableau BT - Firme : ELECTRO 80 - Dépense supplémentaire : 2.867,70 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

**"De Rotonde" - Verwijdering van de hoogspanningscabine en vervanging door een LS-bord - Firma: ELECTRO 80 - Bijkomende uitgave: 2.867,70 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot bijkomende werken in het kader van de opdracht voor de verwijdering van de hoogspanningscabine van de "Rotonde" en de vervanging door een LS-bord;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 28/07/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Gelet op zijn beraadslaging van 01/10/2020 waarbij de firma ELECTRO 80,

Vilvoordsesteenweg 156 te 1820 Steenokkerzeel, aangeduid werd voor de uitvoering van de opdracht voor de verwijdering van de hoogspanningscabine van de "Rotonde" en de vervanging door een LS-bord en waarbij een totaal bedrag van 50.000 EUR incl. btw werd vastgelegd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot bijkomende werken voor een bedrag van 2.867,70 EUR incl. btw in het kader van deze opdracht;

Overwegende dat voorgesteld wordt een bijkomend bedrag van 2.867,70 EUR vast te leggen ten voordele van de firma ELECTRO 80, op artikel 76410/724-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 236;

BESLIST:

- de bijkomende uitgave van 2.867,70 EUR incl. btw goed te keuren en in te schrijven op artikel 76410/724-60/9768 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022 ten voordele van de firma ELECTRO 80, Vilvoordsesteenweg 156 te 1820 Steenokkerzeel, die aangeduid werd voor de uitvoering van de opdracht voor de verwijdering van de hoogspanningscabine van de "Rotonde" en de vervanging door een LS-bord;
- de wijziging van het investeringsprogramma van de begroting van het dienstjaar 2022 op die manier aan de Raad voor te stellen.

Deze uitgave zal gefinancierd worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie en ter goedkeuring van de wijziging van het investeringsprogramma op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

en

BESLIST de wijziging van het investeringsprogramma van de begroting van het dienstjaar 2022 goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

## GESTION DU PATRIMOINE - BEHEER VAN HET PATRIMONIUM

### Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

19.09.2022/A/0030 **Terrain communal angle chaussée de Roodebeek / rue de la Charrette - Potagers urbains - Convention - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire du terrain cadastré 3 DIV D 23P4 situé à l'angle de la chaussée de Roodebeek et de la rue de la Charrette ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 08/09/2016 approuvant la proposition de Mme SOBIESKI d'utiliser une partie de ce terrain communal pour y placer provisoirement des potagers urbains avec réaménagement du parking et de l'espace vert avoisinant ;

Vu la charte communale du développement durable et son action C.7 « Accompagner les citoyens dans leurs démarches environnementales et les associer aux prises de décision » qui vise à aider les habitants à développer des projets qui contribuent à la convivialité et au respect de l'environnement dans leur quartier ;

Considérant que le projet rencontre un grand intérêt du voisinage et désire se conforter et se développer ;

Considérant qu'il y a, dès lors, lieu d'encadrer cette occupation avec une convention d'occupation spécifique ;

Considérant qu'il s'agit d'un terrain situé en zone d'habitation à prédominance résidentielle au PRAS ;

Considérant qu'il est nécessaire de réserver une faculté de résiliation à brève échéance dans le chef de la commune, propriétaire ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/09/2022 ;

APPROUVE la convention d'occupation à titre précaire telle que reprise ci-dessous :

**CONTRAT D'OCCUPATION A TITRE PRECAIRE POUR LE PROJET « DEMAIN  
A ROODEBEEK »**

ENTRE D'UNE PART,

La Commune de Woluwe-Saint-Lambert représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre, et de M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 19/09/2022,

Ci-après dénommée "la Commune",

ET D'AUTRE PART,

Monsieur Michel DUMOULIN, domicilié rue de la Charrette 36 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert,

Madame Barbara SALTER, domiciliée chaussée de Roodebeek 381 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert,

Madame Catherine DE SAEGER, domiciliée chaussée de Roodebeek 347 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert.

Les personnes précitées sont tenues solidairement du respect des obligations reprises dans la présente convention.

Ci-après dénommé(e) "l'Occupant(e)",

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1: Objet de la convention

1.1. La présente convention précise les modalités de mise à disposition par la Commune, à titre précaire, d'une partie du terrain situé à l'angle de la rue de la Charrette et de la chaussée de Roodebeek, cadastré 3DIV d 23p4 (voir plan repris à l'annexe 1).

1.2. Ce terrain est mis à disposition de l'Occupant(e), pour un usage de jardin potager collectif partagé, destiné en priorité à la culture de légumes, d'engrais verts, de fleurs et de petits fruitiers. Le terrain se compose de parcelles et de bacs de cultures, d'espaces de détente et également de zones d'intervention minimale en faveur de la biodiversité (faune et flore) présente et à venir. L'Occupant(e) ne pourra pas occuper les lieux à d'autres fonctions et usages.

Article 2 : Indemnité

L'occupation est réalisée à titre gratuit.

Article 3 : Durée et résiliation

La présente convention d'occupation entre en vigueur le 01/11/2022. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Chaque partie peut mettre fin à la convention à tout moment moyennant un congé de 6 mois par courrier recommandé. Le préavis prend cours le premier jour du mois suivant celui au cours duquel il a été notifié.

En cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties, l'Occupant(e) doit retirer ses cultures et les infrastructures qui y sont liées (bacs, ...) durant la saison en cours, au moment de la communication de la résiliation.

Aucune indemnité de dédommagement ne pourra en aucun cas être exigée.

Article 4 : Responsabilités et assurance

La Commune est responsable des murs mitoyens, des clôtures, du sol et des éventuels vices cachés.

Sous réserve de ce qui précède, l'Occupant(e) est responsable de tous dégâts occasionnés à l'objet de la présente convention.

Pendant toute la durée de la convention, l'Occupant(e) a la possibilité de contracter une assurance (y compris une assurance incendie) couvrant les biens, les agencements fixes et les embellissements supplémentaires éventuellement installés par lui et déclare renoncer à tout recours contre la Commune sur base de la responsabilité civile contractuelle ou extracontractuelle du Code civil pour tous dommages matériels qui pourraient en résulter.

Un procès-verbal constatant l'état des lieux est dressé lors de la mise à disposition du terrain ainsi qu'à sa restitution.

#### Article 5 : Occupation et cession

L'Occupant(e) occupe le terrain à titre principal. Le terrain ne peut être ni cédé, ni sous-loué, ni fractionné, sauf accord écrit de la Commune.

L'Occupant(e) est tenu d'entretenir lui(elle)-même le terrain (à l'exclusion des arbres à haute tige qui s'y trouvent déjà et des murs mitoyens à charge de la commune). Il/elle ne peut pas céder sa gestion à un tiers.

Sous réserve de ce qui précède, l'Occupant(e) est autorisé, sous sa propre responsabilité, à donner accès au terrain à d'autres usagers qui s'intègrent dans le projet précité et qui s'engagent à respecter la présente convention ainsi que la charte visée à l'article 9.

La Commune se réserve le droit d'accès à la parcelle en tout temps, notamment en vue de l'entretien ou de la rénovation des murs mitoyens, des clôtures, des arbres à haute tige, etc.

#### Article 6 : Installation

Tous les travaux d'aménagements du jardin collectif (clôture, cabane,...) devront préalablement avoir été autorisés par la Commune. Ils doivent être en règle avec les diverses réglementations urbanistiques applicables. Toute construction réalisée sans autorisation de la commune et/ou sans les permis nécessaires, pourra être démolie aux frais de l'Occupant(e). Aussi, lorsque, après mise en demeure par lettre recommandée, l'Occupant(e) n'a pas régularisé ou démolie la construction litigieuse, la commune a le droit de procéder elle-même ou de faire procéder par un tiers à la démolition pour le compte et aux frais de l'Occupant(e).

La modification des dimensions de la parcelle est interdite.

La pose de barbelés aux abords des parcelles, l'utilisation de matériaux nocifs pour l'environnement (solvants, hydrocarbures et huiles, amiante...), la plantation d'arbres de haute tige, l'installation de toilettes sont strictement interdits.

En vertu du code forestier et du règlement de police, il est interdit de faire du feu. Les barbecues (amovibles) seront autorisés lors de fêtes du quartier moyennant notification préalable à la Commune.

#### Article 7 : Entretien et propreté

L'Occupant(e) devra assurer, à ses frais, le bon entretien de son terrain (végétation, équipements communs inclus à l'exception des arbres à haute tige qui s'y trouvent déjà).

L'Occupant(e) veillera à ce qu'aucun détrit, récipient, outil, ne traîne de son chef sur le terrain et s'engage à signaler à la Commune tout dépôt clandestin. L'Occupant(e) ne pourra pas établir dans les lieux occupés quelque dépôt de matériaux de façon telle que la sécurité du lieu soit compromise.

L'usage d'engins motorisés est interdit sauf l'usage d'outils motorisés pour l'entretien du terrain dans le respect du règlement de police ou sauf cas exceptionnel moyennant l'autorisation préalable de la Commune.

Toutes les demandes ou remarques concernant la gestion du jardin potager (ex: apport de broyat, remplissage de la citerne d'eau de pluie, etc.) doivent être adressée aux personnes de contact (voir article 11).

#### Article 8: Interdiction de l'usage des pesticides et des engrais chimiques

En référence à l'ordonnance du 01/04/2004 relative à la restriction de l'usage des pesticides par les gestionnaires des espaces publics en Région bruxelloise (publiée le 26/04/2004), l'usage de pesticides est strictement interdit sur l'ensemble de l'espace vert, en ce compris les potagers. Cette interdiction inclut notamment les fongicides, herbicides, y compris les anti-limaces.

D'autre part, l'usage d'engrais chimiques et la culture d'OGM sont également interdits.

#### Article 9 : La charte d'installation, d'occupation et d'usages

L'Occupant(e) s'engage à faire signer à chaque usager, la charte du jardin collectif « Demain à Roodebeek », qui établit la philosophie et les usages qui prévalent sur le site.

L'objectif de la charte est de permettre une occupation agréable et collective du terrain, de préserver le caractère paisible et la quiétude du lieu et des logements avoisinants.

Le terrain ne sera accessible qu'aux occupants signataires de la charte et aux personnes ayant été invitées par ceux-ci.

#### Article 10 : Résiliation pour faute

L'Occupant(e) devra supporter toutes les charges, tous les frais, débours et dépens provenant de cette résiliation.

#### Article 11 : Personnes de contact

L'Occupant(e) se doit de prévenir la Commune en cas de changement de personnes de contact.

L'Occupant(e) est par ailleurs invité(e) à prévenir la Commune de toute difficulté rencontrée dans l'occupation ou dans l'entretien du jardin collectif, afin de permettre un suivi correct de la convention (absence prolongée, maladie, voire abandon).

Les personnes de contact sont :

Pour la Commune :

La division Développement durable – Environnement

Téléphone : 02/761.29.49 ou 42 - courriel: d.durable@woluwe1200.be

Pour l'Occupant(e)

Mme Catherine DE SAEGER, chaussée de Roodebeek 347 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert

Téléphone : 0472/25.21.41 - courriel : desaegercatherine@skynet.be

#### Article 12 : Droit applicable et règlement des litiges

La présente convention est soumise à la législation belge.

En cas de litige relatif à l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable à leur différent préalablement à tout recours contentieux.

En cas d'échec du règlement à l'amiable, les litiges liés à l'application de la présente convention relèvent de la compétence des tribunaux de Bruxelles.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, en quatre exemplaires originaux, le ....

Pour la Commune,

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Patrick LAMBERT

Olivier MAINGAIN

Pour l'Occupant(e),

Michel DUMOULIN, Barbara SALTER, Catherine DE SAEGER

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

**Gemeenteterrein op de hoek van de Roodebeeksteenweg en de Karrestraat -  
Stadsmoestuinen - Overeenkomst - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van het terrein gekadastréerd 3 DIV d 23P4 gelegen op de hoek van de Roodebeeksteenweg en de Karrestraat;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 08/09/2016 waarbij wordt ingestemd met het voorstel van mevrouw SOBIESKI om een deel van deze gemeentegrond te gebruiken voor het tijdelijk onderbrengen van moestuinen met de herinrichting van de parking en de aangrenzende groene ruimte;

Gelet op het gemeentelijk handvest voor duurzame ontwikkeling en de daarin vervatte actie C.7 "De burgers ondersteunen bij hun inspanningen voor het milieu en hen betrekken bij de besluitvorming", die tot doel heeft de inwoners te helpen projecten te ontwikkelen die bijdragen tot de gezelligheid en het respect voor het leefmilieu in hun wijk;

Overwegende dat het project op grote belangstelling uit de buurt kan rekenen en zich wenst te consolideren en te ontwikkelen;

Overwegende dat er bijgevolg reden is om deze bezetting in te kaderen met een specifieke bezettingsovereenkomst;

Overwegende dat het een stuk grond betreft dat gelegen is in de overwegend residentiële zone van het GBP;

Overwegende dat het noodzakelijk is een opzeggingsmogelijkheid op korte termijn voor te behouden aan de gemeente, eigenaar;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 08/09/2022;

KEURT de volgende tijdelijke bezettingsovereenkomst GOED:

TIJDELIJKE BEZETTIJNGSOVEREENKOMST VOOR HET PROJECT "DEMAIN  
A ROODEBEEK"

TUSSEN enerzijds,

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van de heer Olivier MAINGAIN, burgemeester, en de heer Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19/09/2022, Hierna "de gemeente" genoemd;

En anderzijds,

De heer Michel DUMOULIN, wonende in de Karrestraat 36, 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe,

Mevr. Barbara SALTER, wonende te Roodebeeksteenweg 381, 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe,

Mevrouw Catherine DE SAEGER, wonende te Roodebeeksteenweg 347, 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe.

Bovengenoemde personen zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de nakoming van de in deze overeenkomst vervatte verplichtingen.

Hierna "de gebruiker" genoemd,

WORDT ER HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1: Voorwerp van de overeenkomst

1.1. In deze overeenkomst worden de voorwaarden vastgelegd voor de terbeschikkingstelling door de gemeente, op tijdelijke basis, van een gedeelte van het terrein dat gelegen is op de hoek van de Karrestraat en de Roodebeeksteenweg en dat ingeschreven is in het kadaster 3DIV d 23p4 (zie plan in bijlage 1).

1.2. Deze grond wordt aan de gebruiker ter beschikking gesteld voor gebruik als een gemeenschappelijke collectieve moestuin, in de eerste plaats bestemd voor de teelt van groenten, bemesting, bloemen en kleine fruitbomen. De grond bestaat uit percelen en bakken voor teelten, zones voor ontspanning en ook zones voor minimale ingrepen ten gunste van de biodiversiteit (fauna en flora) nu en in de toekomst. De gebruiker mag de ruimten niet voor andere functies of doeleinden gebruiken.

Artikel 2: Vergoeding

Het gebruik wordt gratis verstrekt.

Artikel 3: Duur en opzegging

Onderhavige gebruiksovereenkomst treedt in werking op 01/11/2022. Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Elk van beide partijen kan op ieder ogenblik een einde stellen aan de overeenkomst mits een opzegging van 6 maanden per aangetekend schrijven. De vooropzeg begint te lopen op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin de vooropzeg werd meegedeeld.

In geval van opzegging door een van beide partijen moet de gebruiker zijn gewassen en de bijbehorende infrastructuur (containers, enz.) tijdens het lopende seizoen verwijderen, op het moment van de kennisgeving van de opzegging.

In geen geval kan een schadevergoeding worden geëist.

#### Artikel 4: Verantwoordelijkheden en verzekering

De gemeente is verantwoordelijk voor de gemeenschappelijke muren, omheiningen, de grond en eventuele verborgen gebreken.

Met inachtneming van het bovenstaande is de gebruiker verantwoordelijk voor alle schade die aan het voorwerp van deze overeenkomst wordt toegebracht.

De gebruiker kan voor de volledige duur van de overeenkomst een verzekering (brandverzekering inbegrepen) afsluiten die de door hem geïnstalleerde goederen, vaste inrichtingen en eventuele bijkomende verfraaiingen dekt en verklaart dat hij afziet van elk verhaal tegen de gemeente op grond van contractuele of buitencontractuele burgerlijke aansprakelijkheid volgens het Burgerlijk Wetboek voor alle materiële schade die hieruit zou kunnen voortvloeien.

Binnen een maand na de sluiting van deze overeenkomst en bij de teruggave van de grond wordt een verslag opgesteld over de toestand van het terrein.

#### Artikel 5: Bezetting en overdracht

De gebruiker bezet het terrein als hoofdgebruiker. Het perceel mag niet worden overgedragen, onderverhuurd of gesplitst, tenzij met schriftelijke toestemming van de gemeente.

De gebruiker is verplicht het perceel zelf te onderhouden (met uitzondering van de hoge bomen die reeds op het perceel staan en de gemeenschappelijke muren die onder de verantwoordelijkheid van de gemeente vallen). Hij mag zijn/haar beheer niet aan een derde overdragen.

Onder voorbehoud van het bovenstaande is de bewoner gemachtigd, onder zijn eigen verantwoordelijkheid, toegang tot het terrein te verlenen aan andere gebruikers die deel uitmaken van het voornoemde project en die zich ertoe verbinden de onderhavige overeenkomst alsmede het in artikel 9 bedoelde handvest na te leven.

De gemeente behoudt zich het recht voor om op elk moment toegang te krijgen tot het perceel, met name voor het onderhoud of de renovatie van de gemeenschappelijke muren, omheiningen, hoge bomen, enz.

#### Artikel 6: Installatie

Voor alle werkzaamheden in de gemeenschappelijke tuin (omheiningen, schuurtjes, enz.) moet vooraf toestemming worden gevraagd aan de gemeente. Zij moeten voldoen aan de verschillende geldende stedenbouwkundige voorschriften. Elk bouwwerk dat zonder toestemming van de gemeente en/of zonder de nodige vergunningen wordt uitgevoerd, kan op kosten van de gebruiker worden afgebroken. Ook wanneer de gebruiker, na ingebrekestelling per aangetekende brief, de omstreden constructie niet heeft geregulariseerd of afgebroken, heeft de gemeente het recht om zelf tot afbraak over te gaan of een derde partij namens en op kosten van de gebruiker tot afbraak te laten overgaan.

De wijziging van de afmetingen van het perceel is verboden.

De installatie van prikkeldraad rond de randen van de percelen, het gebruik van materialen die schadelijk zijn voor het milieu (oplosmiddelen, koolwaterstoffen en oliën, asbest, enz.), de aanplant van hoge bomen en de installatie van toiletten zijn strikt verboden.

Volgens het bosbouwwetboek en het politiereglement is het verboden vuur te maken. Barbecues (verplaatsbaar) kunnen tijdens buurtfeesten worden toegestaan na voorafgaande toestemming van de burgemeester.

#### Artikel 7: Onderhoud en netheid

De gebruiker zorgt op eigen kosten voor het goede onderhoud van zijn perceel (begroeiing, gemeenschappelijke voorzieningen inbegrepen, met uitzondering van de hoge bomen die er al staan).

De gebruiker zal erop toezien dat geen afval, recipiënt of gereedschap door hem op het perceel wordt achtergelaten en verbindt zich ertoe de gemeente op de hoogte te brengen van elke vorm van sluikstorten. De gebruiker mag op de bezette plaatsen geen materiaal deponeren op een zodanige wijze dat de veiligheid van het terrein in gevaar wordt gebracht.

Het gebruik van gemotoriseerde voertuigen is verboden, met uitzondering van het gebruik van gemotoriseerde werktuigen voor het onderhoud van het terrein in overeenstemming met het politiereglement of in uitzonderlijke gevallen met voorafgaande toestemming van de gemeente.

Alle aanvragen of opmerkingen betreffende het beheer van de moestuin (bv.: levering van versnipperd materiaal, vullen van de regenwatertank, enz.) moeten gericht worden aan de contactpersonen (zie artikel 11).

#### Artikel 8: Verbod op het gebruik van pesticiden en chemische meststoffen

Onder verwijzing naar de ordonnantie van 01/04/2004 betreffende de beperking van het gebruik van pesticiden door de beheerders van de openbare ruimte in het Brussels Gewest (gepubliceerd op 26/04/2004), is het gebruik van pesticiden strikt verboden op alle groene ruimten, met inbegrip van moestuinen. Dit verbod omvat fungiciden, herbiciden, inclusief slakkenkorrels.

Voorts zijn ook het gebruik van kunstmest en de teelt van GGO's verboden.

#### Artikel 9: Het handvest voor installatie, ingebruikneming en gebruik

De gebruiker verbindt zich ertoe elke gebruiker het handvest van de collectieve tuin "Demain à Roodebeek" te laten ondertekenen, waarin de filosofie en de gebruiken die op het terrein gelden, worden vastgelegd.

Het doel van het handvest is een aangename en collectieve bewoning van de grond mogelijk te maken, het vredige karakter en de rust van de plaats en de aangrenzende woningen te bewaren.

De site zal alleen toegankelijk zijn voor de gebruikers die het handvest hebben ondertekend en voor mensen die door hen zijn uitgenodigd.

#### Artikel 10: Ontbinding wegens fout

De gebruiker draagt alle kosten, lasten, kosten en uitgaven die uit een dergelijke beëindiging voortvloeien.

#### Artikel 11: Contactpersonen:

De gebruiker moet de gemeente informeren in geval van wijziging van contactpersonen.

De gebruiker wordt ook verzocht de gemeente op de hoogte te brengen van eventuele moeilijkheden bij het bezetten of onderhouden van de gemeenschappelijke tuin, zodat de overeenkomst correct kan worden opgevolgd (langdurige afwezigheid, ziekte, of zelfs verlaten van de tuin).

De contactpersonen: zijn:

Voor de gemeente:

De afdeling Duurzame Ontwikkeling – Leefmilieu  
Telefoon: 02 / 761,29 49 / 42- E-mail: d.durable@woluwe1200.be

Voor de gebruiker  
Catherine DE SAEGER, Roodebeeksteenweg 347, 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe  
Telefoon: 0472/25.21.41 - E-mail: desaegercatherine@skynet.be

Artikel 12: Toepasselijk recht en regelen van geschillen  
Onderhavige overeenkomst is onderworpen aan de Belgische wetgeving.  
In geval van een geschil betreffende de interpretatie of de toepassing van deze overeenkomst verbinden de partijen zich ertoe te streven naar een minnelijke schikking van hun geschillen alvorens enige gerechtelijke stappen te ondernemen.  
In geval geen minnelijke schikking kan worden getroffen, vallen geschillen met betrekking tot de toepassing van deze overeenkomst onder de bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe in vier originele exemplaren op....

Voor de gemeente,

De Gemeentesecretaris,      De Burgemeester,

Patrick LAMBERT                      Olivier MAINGAIN

Voor de gebruiker

Michel DUMOULIN,      Barbara SALTER,      Catherine DE SAEGER

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

19.09.2022/A/0031      **Avenue Georges Henri 342-344 - SRL PIMP MY BIKE - Convention -  
Reconduction - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire de l'immeuble de commerce sis avenue Georges Henri 342-344 ;

Considérant que cet immeuble fera l'objet d'une rénovation lourde ;

Vu sa délibération du 25/04/2022 approuvant la convention d'occupation pour le bien par la SRL Pimp My Bike jusqu'au 30/09/2022 ;

Vu sa délibération du 29/06/2022 approuvant le cahier des charges pour la rénovation de ce bien et le lancement de la procédure de marché public pour la désignation de la société en charge de la réalisation de ces travaux ;

Considérant que le dépouillement des offres était prévu pour le 14/09/2022 ;

Considérant que les délais d'analyse, de décision et de notification impliquent que le chantier ne commencera pas avant janvier 2023 ;

Vu la demande de prolongation introduite par la SRL Pimp My Bike par courriel du 05/08/2022 ;

Considérant que cette prolongation est de nature à assurer une occupation jusqu'au début du chantier de rénovation ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/09/2022 ;

DECIDE d'approuver l'avenant à la convention repris ci-dessous :

#### CONVENTION D'OCCUPATION

ENTRE :

La Commune de Woluwe-Saint-Lambert représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre, et M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 19/09/2022,  
Ci-après dénommée «la Commune»;

ET :

La SRL Pimp My Bike (0752.935.675) ayant son siège rue Armand Campenhout 87 à 1050 Ixelles, représentée par M. Thomas REYNDERS agissant en qualité de co-fondateur et administrateur,  
Ci-après dénommée « l'occupante » ou « la société »;

#### PREAMBULE

La société a occupé les locaux entre le 04/04/2022 et le 04/07/2022 dans le cadre du projet « Auberge Espagnole itinérante» pour lequel la Commune et Hub.Brussels avaient un partenariat.

Les travaux de rénovation de l'immeuble ne commençant pas début juillet mais à l'automne, la commune et l'occupant ont décidé de prolonger l'occupation du bien hors du cadre du projet visé jusqu'au 30/09/2022.

Le dépouillement des offres relatives au marché public de travaux étant programmé le 14/09/2022 et considérant les délais d'analyse, de décision et de notification, le chantier ne commencera pas avant janvier 2023.

Aussi, l'occupation visée peut être prolongée jusqu'à cette date.

LA CONVENTION EST AMENDEE COMME SUIT :

**Ancien article 2 : Durée**

La présente convention d'occupation entre en vigueur le 05/07/2022. Elle expirera le 30/09/2022.

Les soussignés déclarent formellement que le présent contrat ne tombe pas sous l'application de la loi sur le bail commercial.

La convention ne pourra dès lors en aucun cas être tacitement reconduite à son expiration.

**Nouvel article 2 : Durée**

La présente convention d'occupation entre en vigueur le 05/07/2022. Elle expirera le 31/12/2022.

Les soussignés déclarent formellement que le présent contrat ne tombe pas sous l'application de la loi sur le bail commercial.

La convention ne pourra dès lors en aucun cas être tacitement reconduite à son expiration.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le            /            /2022 en autant d'exemplaires que de parties.

Chaque signataire reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Signature de l'occupant,

Signature du bailleur,

Le Secrétaire communal, Le Bourgmestre,

Patrick LAMBERT

Olivier MAINGAIN

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

**Georges Henrilaan 342-344 - PIMP MY BIKE bv - Overeenkomst - Verlenging - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van het handelspand gelegen in de Georges Henrilaan 342-344;

Overwegende dat dat dit pand het voorwerp zal uitmaken van een grondige renovatie;

Gelet op zijn beraadslaging van 25/04/2022 houdende goedkeuring van de overeenkomst voor de bezetting van het goed door de srl Pimp My Bike tot 30/09/2022;

Gelet op zijn beraadslaging van 29/06/2022 tot goedkeuring van het lastenboek voor

de renovatie van dit goed en de start van de procedure van overheidsopdracht voor de aanwijzing van de onderneming die met de uitvoering van deze werkzaamheden wordt belast;

Overwegende dat de opening van de overheidsopdracht is gepland voor 14/09/2022;

Aangezien de termijnen voor analyse, beslissing en kennisgeving inhouden dat de werkzaamheden niet voor januari 2023 zullen beginnen;

Gelet op het verzoek om verlenging dat door de srl Pimp My Bike bij e-mail van 05/08/2022 is ingediend;

Overwegende dat deze verlenging er waarschijnlijk toe zal leiden dat het pand tot het begin van de renovatiewerkzaamheden bezet zal blijven;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 08/09/2022;

BESLIST onderstaande hanghangsels aan de overeenkomst goed te keuren:

### GEBRUIKSOVEREENKOMST

TUSSEN:

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van de heer Olivier MAINGAIN, burgemeester, en de heer Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19/09/2022, Hierna "de gemeente" genoemd;

EN:

De srl Pimp My Bike (0752.935.675), met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Armand Campenhoutstraat 87, vertegenwoordigd door de heer Thomas REYNDERS, optredend in de hoedanigheid van mede-oprichter en bestuurder; Hierna "de gebruiker" of "de onderneming" genoemd;

INLEIDING

De onderneming heeft de lokalen bezet tussen 04/04/2022 en 04/07/2022 in het kader van het project "mobiele Auberge Espagnole", waarvoor de gemeente en de HUB.BRUSSELS een partnerschapsovereenkomst hebben.

Aangezien de renovatiewerkzaamheden aan het gebouw niet begin juli maar in het najaar zullen beginnen, hebben de gemeente en de bewoner besloten de bewoning van het pand buiten het kader van het project in kwestie te verlengen tot 30/09/2022.

Aangezien de opening van de offertes voor de overheidsopdracht voor openbare werken gepland is voor 14/09/2022, zullen de werkzaamheden, gezien de tijd die nodig is voor analyse, beslissing en kennisgeving, niet voor januari 2023 van start gaan.

De bezetting in kwestie kan derhalve tot die datum worden verlengd.

DE OVEREENKOMST WORDT ALS VOLGT GEWIJZIGD:

**Oud artikel 2: Duur**

Onderhavige gebruiksovereenkomst treedt in werking op 05/07/2022. Ze zal aflopen op 30/09/2022.

De ondergetekende formeel verklaren dat de onderhavige overeenkomst niet onder de toepassing van de wet op de handelshuur valt.

Bovendien kan de overeenkomst bij het verstrijken ervan niet stilzwijgend worden verlengd.

**Nieuw artikel 2: Duur**

Onderhavige gebruiksovereenkomst treedt in werking op 05/07/2022. Ze zal aflopen op 31/12/2022.

De ondergetekende formeel verklaren dat de onderhavige overeenkomst niet onder de toepassing van de wet op de handelshuur valt.

Bovendien kan de overeenkomst bij het verstrijken ervan niet stilzwijgend worden verlengd.

Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe op \_\_\_\_\_ /2022 in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Elke partij verklaart een exemplaar ontvangen te hebben.

Handtekening van de gebruiker,

Handtekening van de verhuurder,

De Gemeentesecretaris, De Burgemeester,

Patrick LAMBERT Olivier MAINGAIN

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

19.09.2022/A/0032 **Boulevard de la Woluwe 71 - SRL SLOT MARKET - Convention - Prolongation de la gratuité - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 29/11/2021 relative à l'approbation du bail commercial pour l'immeuble situé 71 boulevard de la Woluwe, aussi nommé « Le Slot » ;

Considérant que l'article 4 du bail prévoyait une gratuité de loyer pour une période de 6 mois, et ce afin de permettre au locataire de préparer son installation et d'obtenir toutes les autorisations administratives (dont permis) et les financements nécessaires à son projet ;

Considérant que le locataire a entrepris des démarches proactives et réactives auprès du service régional URBAN (division patrimoine culturel) et de la commune pour introduire une demande de permis d'urbanisme le plus en conformité avec les

exigences de chacune de ces institutions ;

Considérant que la réactivité d'URBAN dans ce dossier n'est pas suffisante ;

Considérant que l'introduction de la demande de permis a dès lors été retardée (demande introduite le 25/02/2022) ;

Considérant, par ailleurs, que le délai restreint de 75 jours initialement annoncé au locataire pour l'ensemble de la procédure, et ce au vu du faible impact des travaux prévus sur le bâti historique, n'a pas été retenu et qu'il y a finalement eu 124 jours de délai entre l'introduction de la demande et la délivrance du permis (le 29/06/2022) ;

Considérant que le permis a ainsi été octroyé à la veille des congés du bâtiment, ne permettant plus la commande rapide de certains travaux conséquents ;

Considérant que l'augmentation importante du prix des matériaux ces derniers mois rend ce retard d'autant plus dommageable ;

Considérant que, du fait du retard pris, l'ouverture du commerce ne pourra intervenir cet été et devrait intervenir courant du mois de novembre ;

Vu la demande du 07/09/2022 d'allonger la période de gratuité du loyer de 4 mois ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/09/2022 ;

DECIDE d'approuver le bail commercial ci-dessous :

#### BAIL COMMERCIAL

ENTRE :

La Commune de Woluwe-Saint-Lambert représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre, et M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 19/09/2022,  
ci-après dénommée « la commune »,  
d'une part,

ET

La SRL SLOT MARKET dont le numéro d'entreprise est le BE782841369, ayant son siège à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, boulevard de la Woluwe 71, représentée par Mme Laurie DEBOELPAEP, agissant en qualité de gérante,  
ci-après dénommée « le locataire »,  
d'autre part,

#### PREAMBULE

Les démarches en vue de l'obtention du permis unique pour la réalisation des travaux ont été retardées et ce malgré la diligence du locataire.

LA CONVENTION EST, DES LORS, AMENDEE COMME SUIT :

#### **Ancien Article 4 – Loyer**

Le loyer de base s'élève à 4.000 EUR par mois.

Afin de permettre au locataire de préparer son installation et obtenir toutes les autorisations administratives et les financements nécessaires à son projet, le loyer ne sera exigé qu'à partir du 7<sup>e</sup> mois après l'entrée en vigueur de la convention, soit au 01/08/2022.

Par ailleurs, afin de couvrir partiellement le montant des travaux et eu égard à l'état du bien, une réduction de loyer complémentaire est prévue à concurrence de 50 % des montants investis dans les travaux (après déductions des diverses primes éventuelles) et pour un montant total maximum de 50.000 EUR. Cette réduction de loyer complémentaire sera accordée par décision du Collège des bourgmestre et échevins sur la base de pièces probantes (factures) et pour autant que les travaux aient été autorisés par le Collège et soient conformes aux législations en vigueur. Le locataire introduira par courrier recommandé sa demande accompagnée des pièces et d'une attestation quant aux primes perçues. Le Collège statuera sur la demande dans un délai de 45 jours ouvrables et informera le locataire du montant total de la réduction de loyer octroyée sur la base des documents fournis.

Le loyer et les charges locatives éventuelles sont payables anticipativement, avant le 10 du mois auquel ils se rapportent, au compte IBAN n° BE39 0910 1186 2119 de l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert.

A défaut de paiement de tout ou d'une partie du loyer et/ou des charges locatives, le montant restant dû sera majoré de plein droit et sans mise en demeure préalable d'un intérêt fixé au taux légal, tout mois commencé étant dû. En outre, tout montant impayé à son échéance sera majoré de plein droit et sans mise en demeure d'une indemnité forfaitaire et irréductible de 10 %.

Le loyer, les redevances et les charges locatives sont dus par le locataire jusqu'à la fin du bail ou jusqu'à la date de la remise des clés, au cas où le locataire n'aurait pas quitté les locaux à la date prévue.

#### **Nouvel Article 4 – Loyer**

Le loyer de base s'élève à 4.000 EUR par mois.

Afin de permettre au locataire de préparer son installation et obtenir toutes les autorisations administratives et les financements nécessaires à son projet, le loyer ne sera exigé qu'à partir du 11<sup>e</sup> mois après l'entrée en vigueur de la convention, soit au 01/12/2022.

Par ailleurs, afin de couvrir partiellement le montant des travaux et eu égard à l'état du bien, une réduction de loyer complémentaire est prévue à concurrence de 50 % des montants investis dans les travaux (après déductions des diverses primes éventuelles) et pour un montant total maximum de 50.000 EUR. Cette réduction de loyer complémentaire sera accordée par décision du Collège des bourgmestre et échevins sur la base de pièces probantes (factures) et pour autant que les travaux aient été autorisés par le Collège et soient conformes aux législations en vigueur. Le locataire introduira par courrier recommandé sa demande accompagnée des pièces et d'une attestation quant aux primes perçues. Le Collège statuera sur la demande dans un délai de 45 jours ouvrables et informera le locataire du montant total de la réduction de

loyer octroyée sur la base des documents fournis.

Le loyer et les charges locatives éventuelles sont payables anticipativement, avant le 10 du mois auquel ils se rapportent, au compte IBAN n° BE39 0910 1186 2119 de l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert.

A défaut de paiement de tout ou d'une partie du loyer et/ou des charges locatives, le montant restant dû sera majoré de plein droit et sans mise en demeure préalable d'un intérêt fixé au taux légal, tout mois commencé étant dû. En outre, tout montant impayé à son échéance sera majoré de plein droit et sans mise en demeure d'une indemnité forfaitaire et irréductible de 10 %.

Le loyer, les redevances et les charges locatives sont dus par le locataire jusqu'à la fin du bail ou jusqu'à la date de la remise des clés, au cas où le locataire n'aurait pas quitté les locaux à la date prévue.

Les formalités d'enregistrement du présent avenant sont effectuées par le locataire et à ses frais.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le ...../...../2022 en trois exemplaires.

Chaque signataire reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Signature du locataire,

Signature du bailleur,

Le Secrétaire communal,      Le Bourgmestre,

Laurie DEBOELPAEP

Patrick LAMBERT

Olivier MAINGAIN

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

**Woluwedal 71 - SLOT MARKET bv - Overeenkomst - Verlenging van het gratis gebruik - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van 29/11/2021 met betrekking tot de goedkeuring van de handelshuur voor het gebouw gelegen in Woluwedal 71, ook gekend als "Het Slot";

Overwegende dat artikel 4 van de huurovereenkomst voorzagt in een kosteloze huur gedurende een periode van 6 maanden om de huurder in staat te stellen zijn installatie voor te bereiden en alle voor zijn project noodzakelijke administratieve vergunningen (met inbegrip van vergunningen) en financiering te verkrijgen;

Overwegende dat de huurder proactieve en reactieve stappen heeft ondernomen bij de gewestelijke dienst URBAN (afdeling cultureel erfgoed) en de gemeente om een

aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning in te dienen die zo goed mogelijk aan de eisen van elk van deze instellingen voldoet;

Overwegende dat de reactie van URBAN in deze zaak niet bevredigend is geweest;

Overwegende dat de invoering van de vergunningsaanvraag daarom is vertraagd (aanvraag ingediend op 25/02/2022);

Overwegende voorts dat de aanvankelijk aan de huurder voor de gehele procedure aangekondigde beperkte termijn van 75 dagen, gelet op de geringe impact van de geplande werkzaamheden op het historische gebouw, niet is gehandhaafd en dat er uiteindelijk een vertraging van 124 dagen is opgetreden tussen de indiening van de aanvraag, en de afgifte van de vergunning (op 29/06/2022);

Overwegende dat de vergunning aldus werd afgegeven aan de vooravond van de vakantie, waardoor het niet langer mogelijk was snel een aantal belangrijke werken te bestellen;

Overwegende dat deze vertraging des te schadelijker is gezien de aanzienlijke stijging van de materiaalprijzen in de afgelopen maanden;

Overwegende dat omwille van deze vertraging de opening van de handelszaak niet deze zomer heeft kunnen plaatsvinden en deze in de maand december zou moeten plaatsvinden;

Gelet op het verzoek van 07/09/2022 om de periode van gratis huur met 4 maanden te verlengen;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 08/09/2022;

BESLIST het aanhangsel aan de handelshuurovereenkomst zoals hieronder opgenomen, goed te keuren:

#### AANHANGSEL AAN DE HANDELSHUUROVEREENKOMST

TUSSEN:

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van de heer Olivier MAINGAIN, burgemeester, en de heer Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19/09/2022, hierna "de gemeente" genoemd enerzijds,

En

De SLOT MARKET bv met ondernemingsnummer BE782841369, met zetel te Woluwedal 71, 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door Mevrouw Laurie DEBOEKPAEP, handelend in de hoedanigheid van manager, hierna "de huurder" genoemd, anderzijds,

## INLEIDING

De procedure voor het verkrijgen van een unieke vergunning voor de uitvoering van de werkzaamheden heeft vertraging opgelopen, ondanks de inspanningen van de huurder.

DE OVEREENKOMST WORDT MET DIT AANHANGSEL DUS ALS VOLGT GEWIJZIGD:

### **Vorig artikel 4 – Huurprijs**

De basis huurprijs bedraagt 4.000 EUR per maand.

Om de huurder in staat te stellen zijn installatie voor te bereiden en alle nodige administratieve vergunningen en financieringen voor zijn project te verkrijgen, zal de huur pas vanaf de 7e maand na de inwerkingtreding van de overeenkomst worden gevraagd, hetzij vanaf 01/08/2022;

Bovendien is, om het bedrag van de werken gedeeltelijk te dekken en rekening houdend met de staat van het goed, een bijkomende huurvermindering tot 50 % van de in de werken geïnvesteerde bedragen voorzien (na aftrek van de verschillende mogelijke premies) en voor een maximum totaalbedrag van 50.000 EUR; Deze bijkomende huurvermindering zal worden toegekend bij beslissing van het College van burgemeester en schepenen op basis van bewijsstukken (facturen) en voor zover de werkzaamheden door het College zijn toegestaan en in overeenstemming zijn met de geldende wetgeving. De huurder dient zijn verzoek per aangetekende brief in, vergezeld van documenten en een attest betreffende de ontvangen premies. Het College neemt binnen 45 werkdagen een besluit over het verzoek en stelt de huurder op de hoogte van het totale bedrag van de toegekende huurverlaging op basis van de verstrekte documenten

De huur en de eventuele huurkosten zijn vooraf betaalbaar, vóór de 10e van de maand waarop ze betrekking hebben, op het IBAN-rekeningnummer BE39 0910 1186 2119 van het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe.

In geval van niet-betaling van het geheel of een gedeelte van de huurprijs en/of huurlasten, zal het verschuldigde bedrag van rechtswege en zonder voorafgaande ingebrekestelling worden verhoogd met de wettelijke rente, elke begonnen maand verschuldigd. Bovendien zal elk bedrag dat op de vervaldag niet is betaald, van rechtswege en zonder ingebrekestelling worden vermeerderd met een forfaitaire en onherleidbare vergoeding van 10 %.

De huurprijs, vergoedingen en huurlasten zijn door de huurder verschuldigd tot het einde van de huurovereenkomst of tot de datum van overhandiging van de sleutels, ingeval de huurder het pand niet op de geplande datum heeft verlaten.

### **Nieuw artikel 4 – Huurprijs**

De basis huurprijs bedraagt 4.000 EUR per maand.

Om de huurder in staat te stellen zijn installatie voor te bereiden en alle nodige administratieve vergunningen en financieringen voor zijn project te verkrijgen, zal de huur pas vanaf de 11e maand na de inwerkingtreding van de overeenkomst worden gevraagd, hetzij vanaf 01/12/2022;

Bovendien is, om het bedrag van de werken gedeeltelijk te dekken en rekening houdend met de staat van het goed, een bijkomende huurvermindering tot 50 % van de in de werken geïnvesteerde bedragen voorzien (na aftrek van de verschillende mogelijke premies) en voor een maximum totaalbedrag van 50.000 EUR; Deze bijkomende huurvermindering zal worden toegekend bij beslissing van het College van burgemeester en schepenen op basis van bewijsstukken (facturen) en voor zover de werkzaamheden door het College zijn toegestaan en in overeenstemming zijn met de geldende wetgeving. De huurder dient zijn verzoek per aangetekende brief in, vergezeld van documenten en een attest betreffende de ontvangen premies. Het College neemt binnen 45 werkdagen een besluit over het verzoek en stelt de huurder op de hoogte van het totale bedrag van de toegekende huurverlaging op basis van de verstrekte documenten

De huur en de eventuele huurkosten zijn vooraf betaalbaar, vóór de 10e van de maand waarop ze betrekking hebben, op het IBAN-rekeningnummer BE39 0910 1186 2119 van het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe.

In geval van niet-betaling van het geheel of een gedeelte van de huurprijs en/of huurlasten, zal het verschuldigde bedrag van rechtswege en zonder voorafgaande ingebrekestelling worden verhoogd met de wettelijke rente, elke begonnen maand verschuldigd. Bovendien zal elk bedrag dat op de vervaldag niet is betaald, van rechtswege en zonder ingebrekestelling worden vermeerderd met een forfaitaire en onherleidbare vergoeding van 10 %.

De huurprijs, vergoedingen en huurlasten zijn door de huurder verschuldigd tot het einde van de huurovereenkomst of tot de datum van overhandiging van de sleutels, ingeval de huurder het pand niet op de geplande datum heeft verlaten.

De formaliteiten voor de registratie van dit aanhangsel worden door de huurder en op zijn kosten verricht.

Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe op ../...2022 in drie exemplaren.

Elke partij verklaart een exemplaar ontvangen te hebben.

Handtekening van de huurder,

Handtekening van de verhuurder,

De Gemeentesecretaris, De Burgemeester,

Laurie DEBOELPAEP

Patrick LAMBERT

Olivier MAINGAIN

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-president van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

19.09.2022/A/0033 **Boulevard de la Woluwe 70 bte 65 - SPRL SUSHI MART - Bail - Renouvellement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le bail commercial approuvé en séance du 26/01/2015, relatif au local de commerce situé au niveau inférieur de l'extension du Woluwe Shopping Center, boulevard de la Woluwe 70 bte 65 ;

Vu la loi du 30/04/1951 relative aux règles particulières aux baux commerciaux, telle que modifiée ;

Vu le courrier recommandé du 10/08/2022 de la SPRL SUSHI MART relatif à la demande de renouvellement du bail commercial visé ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/09/2022 ;

DECIDE d'approuver le renouvellement du bail commercial pour le commerce sis boulevard de la Woluwe 70 bte 65 au 01/03/2024 pour se terminer de plein droit au 28/02/2033.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

**Woluwedal 70 bus 65 - SUSHI MART bvba - Huurovereenkomst - Verlenging - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de handelshuurovereenkomst goedgekeurd tijdens de vergadering van 26/01/2015, met betrekking tot de handelsruimte gelegen op de benedenverdieping van de verlenging van het Woluwe Shopping Center, Woluwedal 70 bus 65;

Gelet op de wet van 30/04/1951 betreffende de specifieke regels voor handelshuur, zoals gewijzigd;

Gelet op de aangetekende brief van 10/08/2022 van de bvba SUSHI MART met betrekking tot het verzoek om hernieuwing van de genoemde handelshuurovereenkomst;

Op basis van artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 08/09/2022;

BESLIST de verlenging goed te keuren van het handelshuurcontract voor de handelszaak gelegen te Woluwedal 70 bus 65 op 01/03/2024 om automatisch af te lopen op 28/02/2033.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

19.09.2022/A/0034 **Avenue Georges Henri 234 - TWASKA TEXTILES - Convention d'occupation - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire de l'immeuble de commerce sis avenue Georges Henri 234 ;

Considérant que celui-ci est actuellement occupé par Siré KABA avec sa marque ERRATUM FASHION ;

Considérant que cette occupation prendra fin au 31/10/2022 ;

Considérant que les procédures administratives préalables à la rénovation ne sont pas terminées ;

Vu le courriel du 03/09/2022 de Noémi HOTTOIS sollicitant d'occuper le local visé pour les mois de novembre et décembre 2022 ;

Considérant qu'elle est professeure de design textile à la Haute Ecole Francisco Ferrer, et est également la créatrice de la marque d'accessoires tissés TWASKA TEXTILES ;

Vu sa reconnaissance comme artisane certifiée ;

Considérant que, dans le cadre de cette activité, elle a fait la connaissance de Siré KABA et qu'ensemble, elles ont lancé la gamme d'accessoires tissés METISSAGE pour valoriser les chutes de tissus wax en accessoires de modes tissés ;

Considérant qu'elle a aidé Siré KABA dans le cadre de son pop-up (produits et présence en magasin, promotion, ...) et que cette prise de contact directe lui a permis de rencontrer sa clientèle et d'étoffer sa gamme de produits en continuant à développer de plus en plus la partie déco et bijoux de sa marque ;

Considérant qu'elle envisage de s'ancrer, début 2023, un peu plus longuement dans le tissu économique de la commune en collaboration avec Siré KABA ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/09/2022 ;

DECIDE d'approuver la convention reprise ci-dessous :

## CONVENTION D'OCCUPATION

ENTRE :

La Commune de Woluwe-Saint-Lambert représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre, et M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 19/09/2022,

Ci-après dénommée « la Commune » ;

ET :

Madame Noémi HOTTOIS, née le ... (NN: ...) à ... (...) ; ... à ... et inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro BE 0744.390.569,

Ci-après dénommée « l'occupante » ou « la société » ;

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

### 1. Objet de la convention

La présente convention régit l'occupation du rez-de-chaussée de l'immeuble sis avenue Georges Henri 234.

Le bien mis à disposition sera affecté principalement aux activités de la société (magasin d'accessoires de mode et de déco).

La société s'engage à veiller à la bonne occupation des lieux et au respect des règles élémentaires d'entretien et de bon voisinage et s'engage à signaler par écrit à l'administration (service Propriétés communales) toute modification de ses statuts et tout changement relatif à la personne chargée des relations avec la Commune.

### 2. Durée

La présente convention d'occupation entre en vigueur le 01/11/2022. Elle expirera le 31/12/2022. Elle ne pourra pas être reconduite ou prorogée.

Considérant que les soussignés déclarent formellement que le présent contrat de tombe pas sous l'application de la loi sur le bail commercial, la durée de l'occupation ne pourra en aucun cas dépasser 12 mois consécutifs.

### 3. Indemnité d'occupation et charges

L'indemnité mensuelle est fixée à 200 EUR. Celle-ci ne comprend pas les charges (eau, gaz, mazout et électricité). A titre de provision le charges, la société versera mensuellement une somme de 150 EUR. Tout paiement à un tiers est nul et non avvenu.

L'indemnité et la provision de charges doivent impérativement être versées au crédit du compte IBAN BE39 0910 1186 2119 de la Commune de Woluwe-Saint-Lambert pour le 5e jour de chaque mois.

Les charges feront l'objet d'un décompte sur la base des consommations réelles, auprès la libération des locaux.

En cas de non-paiement de ce montant dans les 15 jours de l'échéance, la Commune applique, après mise en demeure, une augmentation de 10 % des montants en retard.

### 4. Assurances

La Commune a souscrit une police d'assurance de type "intégrale incendie" (incendie, dégâts des eaux, bris de vitrage) comprenant une clause d'abandon de recours envers l'occupant. Elle devra rembourser à la commune le montant de la franchise légale qui sera déduite par l'assureur du bâtiment.

Par conséquent, celui-ci ne doit pas souscrire de police d'assurance incendie, dégâts des eaux. Il lui est loisible de souscrire une police couvrant son mobilier.

Dans tous les cas, la société renonce, sans réserve, à tout recours contre la Commune

du chef des dispositions prévues aux articles 1721, 1386 du Code civil. La Commune ne pourra notamment être rendue responsable de vols, déprédations et dégradations dont la société pourrait être victime.

La société assumera personnellement, et à la décharge de la Commune, toute responsabilité des accidents et de leurs dommages qui pourraient se produire dans les locaux mis à sa disposition.

#### 5. Taxes et impôts

La société supporte les impôts ou taxes relatifs à la jouissance ou l'utilisation du bien loué (p. ex. taxe d'enlèvement des immondices).

Le précompte immobilier est à charge de la Commune.

#### 6. États des lieux

Au plus tard pour l'entrée de la société dans les lieux et à la fin de la convention, après enlèvement du mobilier et avant la remise des clefs, un état des lieux détaillé amiable sera établi. Les compteurs seront relevés lors des états des lieux d'entrée et de sortie.

La société rend les lieux dans l'état dans lequel elle les a reçus, suivant l'état des lieux, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure. Les parties constateront les dégâts éventuels. Dans ce cas, le service des Propriétés communales fixera le montant des dommages et intérêts.

La société répond des dégradations ou des pertes survenant pendant sa jouissance, à moins qu'elle ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute. La société répond également des dégradations ou pertes qui surviennent par le fait des personnes qu'elle accueille dans les lieux loués.

Il sera fait exception à ces dispositions pour les dégâts qui seraient causés à des éléments qui devront être évacués ou démolis lors de la rénovation de l'immeuble (conformément au cahier spécial des charges y afférent).

#### 7. Modifications au bien

La société ne pourra modifier les lieux loués sans accord préalable et écrit de la commune.

Un accord est d'ores et déjà donné pour la remise en peinture des locaux.

#### 8. Accès au bien loué

Un délégué de la Commune aura, en tout temps, accès au bien loué pour le visiter, s'assurer de la bonne exécution par la société de toutes ses obligations et préparer la rénovation de l'immeuble (y compris visites de soumissionnaires pour le marché public). La commune devra toutefois, sauf urgence particulière, prévenir la société 24 heures à l'avance.

#### 9. Sous-location, jouissance, animaux

En aucun cas, la société ne pourra ni sous-louer en tout ou en partie, ni céder ses droits sur le bien.

Il est strictement interdit d'occuper les locaux de l'immeuble qui ne sont pas l'objet de la présente convention. Toute infraction à cette disposition entraînerait la résiliation immédiate de la convention au tort de la société.

#### 10. Application des lois

Les droits et devoirs réciproques des parties sont fixés par la présente convention, complétée par les lois belges pour tout ce qui n'est pas précisé.

#### 11. Juridiction compétente

Le Droit Belge sera d'application et les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le        en autant d'exemplaires que de parties.

Chaque signataire reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Signature de la société,

Signature du bailleur,

Le Secrétaire communal, Le Bourgmestre,

Noémi HOTTOIS

Patrick LAMBERT

Olivier MAINGAIN

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

**Georges Henriiaan 234 - TWASKA TEXTILES - Gebruiksovereenkomst - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van het handelspand gelegen in de Georges Henriiaan 234;

Overwegende dat het momenteel bezet wordt door Siré KABA met haar merk ERRATUM FASHION;

Overwegende dat deze bezetting afloopt op 31/10/2022;

Overwegende dat de administratieve procedures die de renovatie voorafgaan nog niet afgelopen zijn;

Gelet op de e-mail van Noémi Hottois van 03/09/2022 met het verzoek om het betrokken pand te mogen betrekken voor de maanden november en december 2022;

Overwegende dat ze docent textiele vormgeving is aan de Hoge School Francisco Ferrer en tevens de ontwerpster van het merk TWASKA TEXTILES voor geweven accessoires;

Gezien haar erkenning als gecertificeerde ambachtsvrouw;

Overwegende dat zij In het kader van deze activiteit Siré KABA heeft leren kennen en dat zij samen de METISSAGE-lijn van geweven accessoires hebben gelanceerd om restjes wax te valoriseren tot geweven modeaccessoires;

Overwegende dat zij Siré Kaba heeft geholpen in het kader van haar pop-up (producten en aanwezigheid in de winkel, promotie, ...) en dat dit rechtstreekse contact haar in staat heeft gesteld haar klanten te ontmoeten en haar assortiment uit te breiden door het luik decoratie en juwelen van haar merk verder te ontwikkelen;

Overwegende dat zij van plan is om zich begin 2023, in samenwerking met Siré KABA, nog wat langer in het economische weefsel van de gemeente te vestigen;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 08/09/2022;

BESLIST onderstaande overeenkomst goed te keuren:

## GEBRUIKSOVEREENKOMST

TUSSEN:

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van de heer Olivier MAINGAIN, burgemeester, en de heer Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19/09/2022, Hierna "de gemeente" genoemd;

EN:

Mevrouw Noémi HOTTOIS, geboren te ... (RR ...) te... (...) ; ... op ... en ingeschreven in de Kruispuntenbank der Ondernemingen onder het nummer BE 0744.390.569, Hierna "de gebruiker" of "de onderneming" genoemd;

WERD HET VOLGENDE VERKLAARD EN OVEREENGEKOMEN:

### 1. Voorwerp van de overeenkomst

Onderhavige overeenkomst regelt de bezetting van het gelijkvloers van het gebouw in de Georges Henrilaan 234.

Het ter beschikking gestelde onroerend goed zal hoofdzakelijk worden gebruikt voor de activiteiten van de onderneming (modeaccessoires en winkel voor decoratie).

De onderneming verbindt er zich toe te waken over het goede gebruik van de plaats en over het naleven van de elementaire regels van onderhoud en goede buurtschap en verbindt er zich eveneens toe iedere wijziging in de statuten en iedere verandering betreffende de persoon belast met de relaties met de gemeente schriftelijk te melden aan de administratie (dienst gemeente-eigendommen).

### 2. Duur

Onderhavige gebruiksovereenkomst treedt in werking op 01/11/2022. Ze zal aflopen op 31/12/2022. Ze kan niet worden verlengd of hernieuwd.

Overwegende dat ondertekenden formeel verklaren dat onderhavige overeenkomst niet valt onder de toepassing van de handelshuurwet, mag de duur van de bezetting in geen geval meer dan 12 achtereenvolgende maanden bedragen.

### 3. Bezettingsvergoeding en lasten

De maandelijkse vergoeding wordt vastgelegd op 200 EUR. Hierin zijn de lasten (water-, gas-, stookolietank en elektriciteit) niet inbegrepen. Als provisie op de lasten betaalt de onderneming maandelijks een bedrag van 150 EUR. Elke betaling aan een derde partij is nietig.

De schadeloosstelling en de provisie op de lasten moeten verplicht worden betaald op het credit van de rekening IBAN BE39 0910 1186 2119 van de gemeente Sint-

Lambrechts-Woluwe tegen de 5de dag van elke maand.

De kosten zullen het onderwerp uitmaken van een afrekening op basis van het werkelijke verbruik, wanneer het pand wordt ontruimd.

Indien dit bedrag niet wordt betaald binnen de 15 dagen na de vervaldag, past de gemeente na een ingebrekestelling een verhoging van 10% van de achterstallige bedragen toe.

#### 4. Verzekeringen

De gemeente heeft een verzekeringspolis afgesloten van het type "volledige brandverzekering" (brand, waterschade, glasbreuk) die een clause bevat die verhaal op de gebruiker uitsluit. Ze zal het bedrag van de wettelijke franchise dat de verzekeraar van het gebouw inhoudt aan de gemeente moeten terugbetalen.

Deze moet dus geen brandverzekering of verzekering voor waterschade afsluiten. Het staat haar vrij een verzekering af te sluiten die het meubilair dekt.

In ieder geval verzaakt de onderneming zonder voorbehoud aan ieder beroep tegen de gemeente in hoofde van de beschikkingen voorzien in artikelen 1721 en 1386 van het Burgerlijk Wetboek. De gemeente kan meer bepaald niet aansprakelijk gesteld worden voor diefstal, beroving en schade waarvan de onderneming het slachtoffer zou kunnen zijn.

De onderneming neemt persoonlijk, ter ontlasting van de gemeente, de verantwoordelijkheid op zich voor de ongelukken en de daardoor ontstane schade die zich kunnen voordoen in de haar ter beschikking gestelde lokalen.

#### 5. Taksen en belastingen

De onderneming staat in voor de belastingen of taksen betreffende het genot of het gebruik van het gehuurde goed (bijvoorbeeld belasting op de ophaling van huisvuil).

De onroerende voorheffing is ten laste van de gemeente.

#### 6. Plaatsbeschrijving

Ten laatste voor de onderneming de plaats in gebruik neemt en op het einde van de overeenkomst, na het verwijderen van het meubilair en voor het teruggeven van de sleutels, wordt een minnelijke gedetailleerde plaatsbeschrijving opgemaakt. De standen van de tellers zullen opgemeten worden tijdens de plaatsbeschrijvingen bij het betrekken en het verlaten van de lokalen.

De onderneming laat de plaats achter in de staat waarin zij deze aangetroffen heeft, volgens de plaatsbeschrijving, behalve vergane of door ouderdom aangetaste zaken of door overmacht. De partijen zullen de eventuele schade vaststellen. In dit geval zal de dienst gemeente-eigendommen het bedrag van de schade en van de intresten vaststellen.

De onderneming staat in voor de beschadigingen of het verval die tijdens het gebruik voorkomen behalve indien zij kan bewijzen dat die plaatsvonden buiten haar schuld. De onderneming staat ook in voor de schade en het verval veroorzaakt door personen die zij in de gehuurde lokalen ontvangt.

Er zal een uitzondering worden gemaakt op deze bepalingen voor schade aan elementen die tijdens de renovatie van het gebouw zullen moeten worden verwijderd of afgebroken (in overeenstemming met het relevante lastenboek).

#### 7. Wijzigingen aan het goed

De onderneming mag de gehuurde plaatsen niet wijzigen zonder voorafgaandelijk en schriftelijk akkoord van de gemeente.

Er is al een akkoord verleend voor het opnieuw schilderen van het pand.

#### 8. Toegang tot het gehuurde goed

Een afgevaardigde van de gemeente heeft, te allen tijde, toegang tot het gehuurde

goed om het te bezichtigen en zich ervan te verzekeren dat de onderneming al haar verplichtingen nakomt en de renovatie van het gebouw voor te bereiden (met inbegrip van de bezoeken van inschrijvers voor de overheidsopdracht). De gemeente moet de onderneming echter 24 uur op voorhand verwittigen behalve bij bijzondere dringendheid.

#### 9. Onderverhuren, vruchtgebruik, dieren

De onderneming mag in geen enkel geval het geheel of een deel van het goed onderverhuren noch zijn rechten erop afstaan.

Het is ten strengste verboden om de lokalen van het gebouw te bezetten die niet onder deze overeenkomst vallen. Elke inbreuk op deze bepaling zou leiden tot de onmiddellijke beëindiging van de overeenkomst ten nadele van de onderneming.

#### 10. Toepassing van de wetten

Deze overeenkomst stelt de wederzijdse rechten en plichten van beide partijen vast, aangevuld door de Belgische wetten voor alles wat niet gepreciseerd is.

#### 11. Bevoegde jurisdictie

Het Belgisch recht is van toepassing en enkel de Brusselse rechtbanken zijn bevoegd;

Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe op in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Elke partij verklaart een exemplaar ontvangen te hebben.

Handtekening van de  
onderneming

Handtekening van de verhuurder,

De Gemeentesecretaris, De Burgemeester,

Noémi HOTTOIS

Patrick LAMBERT

Olivier MAINGAIN

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-president van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

## **ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS**

### **Enseignement francophone - Franstalig onderwijs**

19.09.2022/A/0035 **Académie Paul-Baudouin Michel - Congés et vacances de l'année scolaire 2022-2023 - Dates - Fixation - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la circulaire n° 8651 du 23/06/2022 du Ministère de la Communauté française fixant les dispositions relatives à l'organisation de l'année scolaire 2022-2023 pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/07/2022 ;

FIXE, comme suit, pour l'année scolaire 2022-2023, le calendrier des congés et vacances de l'Académie Paul-Baudouin Michel :

#### CONGES OFFICIELS

- Fête de la Communauté française de Belgique : le mardi 27/09/2022,
- Vacances d'automne : du lundi 24/10/2022 au dimanche 06/11/2022,
- Armistice : le vendredi 11/11/2022,
- Vacances d'hiver : du dimanche 25/12/2022 au dimanche 08/01/2023,
- Vacances de détente : du lundi 20/02/2023 au dimanche 05/03/2023,
- Congé de Pâques : les dimanche 09/04/2023 et lundi 10/04/2023,
- Vacances de printemps : du lundi 01/05/2023 au dimanche 14/05/2023,
- Congé de l'Ascension : le jeudi 18/05/2023,
- Congé de Pentecôte : les dimanche 28/05/2023 et lundi 29/05/2023 ;

#### CONGES FACULTATIFS

- Vendredi 23/12/2022,
- Samedi 24/12/2022 ;

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à Mme la Ministre de l'Enseignement.

31 votants : 31 votes positifs.

**"Académie Paul-Baudouin Michel" - Verloven en vakanties van het schooljaar 2022-2023 - Data - Vaststelling - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

## **CULTURE - CULTUUR**

### **Culture - Cultuur**

19.09.2022/A/0036 **ASBL Cinéfilms - Comptes, bilan et rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense : 10.000 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 10.000 EUR a été prévu au budget 2022 à l'article 76215/332-02 en faveur de l'ASBL Cinéfilms ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes 2021 et le rapport d'activités pour la période 2021 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 13/07/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2021, des comptes 2021 et du rapport d'activités 2021 (programme) de l'ASBL Cinéfilms ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 10.000 EUR inscrit au budget 2022 à l'article 76215/332-02/9088 en faveur de l'ASBL Cinéfilms.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

**Vzw "Cinéfilms" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 10.000 EUR - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

19.09.2022/A/0037 **ASBL Polyfolies - Comptes, bilan et rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense : 6.000 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 6.000 EUR a été prévu au budget 2022 à l'article 76215/332-02 en faveur de l'ASBL Polyfolies;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes et le rapport d'activités pour la période 2021 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins en date du 08/09/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2021, des comptes 2021 et du rapport d'activités de l'ASBL Polyfolies .
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 6.000 EUR inscrit au budget 2022 à l'article 76215/332-02/11202 en faveur de l'ASBL Polyfolies.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

**Vzw "Polyfolies" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 6.000 EUR - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

## **Lecture publique FR - Openbaar Lectuur FR**

19.09.2022/A/0038 **ASBL Bibliothèque publique locale - Comptes, bilan et rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense : 140.000 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant que des subsides, au montant total de 140.000 EUR, ont été prévus au budget 2022 à l'article 76700/435 -01/-/767 en faveur de la Bibliothèque publique locale ASBL ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes et le rapport d'activités pour la période 2021/2022 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 01/09/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2021, des comptes et du rapport d'activités 2021/2022 de la Bibliothèque publique locale ASBL;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 140.000 EUR inscrit au budget 2022 à l'article 76700/435 -01/10895 en faveur de la Bibliothèque de Kapelleveld ASBL.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

**Vzw "Bibliothèque publique locale" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 140.000 EUR - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

## **ADMINISTRATION ET MARCHÉS - ADMINISTRATIE EN OPDRACHTEN**

### **Administration et marchés - Administratie en opdrachten**

19.09.2022/A/0039 **Assurance automobile et omnium mission - Exercices 2023-2025 - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 4 - Dépense : 135.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de renouveler l'assurance automobile et omnium mission pour les années 2023 à 2025 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 23/06/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de renouveler l'assurance automobile et omnium mission pour les années 2023 à 2025 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures

et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2022-1930 relatif au marché « Assurance automobile et omnium mission 2023-2025 » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 135.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ETHIAS SA, rue des Croisiers 24 à 4000 Liège,
- AXA BELGIUM SA, place du Trône 1 à 1000 Bruxelles,
- FEDERALE ASSURANCE, rue de l'Etuve 12 à 1000 Bruxelles,
- P&V ASSURANCES, rue Royale 151 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant que la date du 31/08/2022 est proposée comme date limite d'introduction des offres ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est à inscrire au budget ordinaire des exercices 2023 à 2025, à l'article 13600/127-08 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2022-1930 et le montant estimé de 135.000 EUR TVAC du marché « Assurance automobile et omnium mission 2023-2025 » ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - ETHIAS SA, rue des Croisiers 24 à 4000 Liège,
  - AXA BELGIUM SA, place du Trône 1 à 1000 Bruxelles,
  - FEDERALE ASSURANCE, rue de l'Etuve 12 à 1000 Bruxelles,
  - P&V ASSURANCES, rue Royale 151 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;
- de fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 31/08/2022 ;
- de financer cette dépense par le crédit à inscrire au budget ordinaire des exercices 2023 à 2025, à l'article 13600/127-08.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Autoverzekering en omniumverzekering dienstverplaatsingen - Dienstjaren 2023-2025 - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 4 - Uitgave: 135.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

19.09.2022/A/0040 **Assurance incendie et périls annexes - Exercices 2023-2024 - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 4 - Dépense : 130.000 TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de renouveler l'assurance incendie et périls annexes pendant les années 2023 et 2024 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 23/06/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de renouveler l'assurance incendie et périls annexes pendant les années 2023 et 2024 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2022-1931 relatif au marché « Assurance incendie et périls annexes - Exercices 2023-2024 » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 130.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ETHIAS SA, rue des Croisiers 24 à 4000 Liège,
- AXA BELGIUM SA, place du Trône 1 à 1000 Bruxelles,
- FEDERALE ASSURANCE, rue de l'Etuve 12 à 1000 Bruxelles,
- P&V ASSURANCES, rue Royale 151 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est à inscrire au budget ordinaire des exercices 2023 et 2024, aux articles 10400/125-08, 12400/125-08, 13700/125-08, 72200/125-08, 76100/125-08, 76600/125-08, 76410/125-08, 77100/125-08, 79000/125-08, 83400/125-08, 84400/125-08, 87800/125-08 et 92200/125-08 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2022-1931 et le montant estimé de 130.000 EUR TVAC du marché « Assurance incendie et périls annexes - Exercices 2023-2024 » ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - ETHIAS SA, rue des Croisiers 24 à 4000 Liège,
  - AXA BELGIUM SA, place du Trône 1 à 1000 Bruxelles,
  - FEDERALE ASSURANCE, rue de l'Etuve 12 à 1000 Bruxelles,
  - P&V ASSURANCES, rue Royale 151 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;
- de financer cette dépense par le crédit à inscrire au budget ordinaire des exercices 2023 et 2024, aux articles 10400/125-08, 12400/125-08, 13700/125-08, 72200/125-08, 76100/125-08, 76600/125-08, 76410/125-08, 77100/125-08, 79000/125-08, 83400/125-08, 84400/125-08, 87800/125-08 et 92200/125-08.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Brandverzekering en aanverwante gevaren - Dienstjaren 2023-2024 - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 4 - Uitgave: 130.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

19.09.2022/A/0041 **Assurance Responsabilité civile - Exercice 2023 - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 4 - Dépense : 90.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de renouveler l'assurance Responsabilité civile pour l'année 2023 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 23/06/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de renouveler l'assurance Responsabilité civile pour l'année 2023 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2022-1926 relatif au marché « Assurance Responsabilité civile » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 90.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- AXA BELGIUM SA, place du Trône 1 à 1000 Bruxelles,
- ETHIAS SA, rue des Croisiers 24 à 4000 Liège,
- FEDERALE ASSURANCE, rue de l'Etuve 12 à 1000 Bruxelles,
- P&V ASSURANCES, rue Royale 151 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant que la date du 31/08/2022 est proposée comme date limite d'introduction

des offres ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est à inscrire au budget ordinaire de l'exercice 2023, aux articles 05000/124-08, 72200/124-08, 76100/124-08 et 83400/124-08 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2022-1926 et le montant estimé de 90.000 EUR TVAC du marché « Assurance Responsabilité civile » ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - AXA BELGIUM SA, place du Trône 1 à 1000 Bruxelles,
  - ETHIAS SA, rue des Croisiers 24 à 4000 Liège,
  - FEDERALE ASSURANCE, rue de l'Etuve 12 à 1000 Bruxelles,
  - P&V ASSURANCES, rue Royale 151 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;
- de fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 31/08/2022.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Verzekering Burgelijke Aansprakelijkheid - Dienstjaar 2023 -  
Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te  
raadplegen firma's: 4 - Uitgave: 90.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

## **SPORTS / JEUNESSE - SPORT / JEUGD**

### **Sports - Sport**

19.09.2022/A/0042 **Stade Fallon - Toit de padel - Bâches latérales - Marché de faible montant -  
Désignation du fournisseur : ANTONSEN BVBA - Dépense : 3.000 EUR TVAC -  
Information.**

Le Conseil prend connaissance.

**Fallonstadion - Padeldak - Zijdelingse dekzeilen - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: ANTONSEN bvba - Uitgave: 3.000 EUR incl. btw - Informatie.**

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is om zijdelingse dekzeilen aan te kopen voor het padeldak in het Fallonstadion;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 01/09/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is om zijdelingse dekzeilen aan te kopen voor het padeldak in het Fallonstadion;

Overwegende dat de kosten hiervoor worden geraamd op 3.000 EUR incl. btw;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat dit een overheidsopdracht van beperkte waarde is;

Overwegende dat twee gespecialiseerde bedrijven werden geraadpleegd, namelijk:

- ANCIENNE USINE AUGUSTE HAINAUT nv, Finstraat 18 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek: 6.292 EUR incl. btw,
- ANTONSEN bvba (Dekzeilenshop), Haifastraat 1 te 2030 Antwerpen: 2.534 EUR incl. btw;

Overwegende dat bij deze prijzen +/- 200 EUR moet worden opgeteld voor bevestigingsmiddelen en +/- 100 EUR voor vervoer;

Overwegende dat de kredieten beschikbaar zijn op artikel 76410/744-98 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2022;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- om zijdelingse dekzeilen aan te kopen voor het padeldak in het Fallonstadion;
- een overheidsopdracht van beperkte waarde te sluiten met de firma

ANTONSEN bvba (Dekzeilenshop), Haifastraat 1 te 2030 Antwerpen, voor een bedrag van 2.534 EUR incl. btw, in toepassing van artikel 92 van de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, artikel 124 van het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

- de uitgave van 2.834 EUR incl. btw (2.534 EUR incl. btw voor de dekzeilen, 200 EUR incl. btw voor de bevestigingen en 100 EUR incl. btw voor het vervoer) in te schrijven op artikel 76410/744-98/764/10536 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2022 en een bedrag van 3.000 EUR vast te leggen op hetzelfde artikel;
- deze uitgave te dekken door een afname van het buitengewoon reservefonds.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

19.09.2022/A/0043 **Service Jeunesse - Salle des sports - Matériel de rangement - Fourniture - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : SPORT EN SPEL BVBA - Dépense : 1.383,03 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

**Dienst Jeugd - Sportzaal - Opslagmateriaal - Levering - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van leverancier: SPORT EN SPEL bvba - Uitgave: 1.383,03 EUR incl. btw - Informatie.**

DE RAAD,

Overwegende dat de dienst Jeugd zijn sportuitrusting wenst te beschermen tijdens diverse animaties in de school Don Bosco, Stokkelsesteenweg 270 tg;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 01/09/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat de dienst Jeugd zijn sportuitrusting wenst te beschermen tijdens diverse animaties in de school Don Bosco, Stokkelsesteenweg 270 tg;

Overwegende dat de uitgave hiervoor wordt geraamd op 1.500 EUR incl. btw;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat dit een overheidsopdracht van beperkte waarde is;

Overwegende dat voor deze opdracht drie economische operatoren werden geraadpleegd, namelijk:

- BP SPORTS, avenue des Azalées 6 te 1300 Wavre, gemeentelijke opdrachthouder: onvolledige offerte voor een bedrag van 751,52 EUR incl. btw,
- D&D SPORT, Plasstraat 13 te 1860 Meise, gemeentelijke opdrachthouder: volledige offerte voor een bedrag van 1.634,46 EUR incl. btw,
- SPORT EN SPEL bvba, Nieuwpoortsesteenweg 55 te 8400 Oostende: volledige offerte voor een bedrag van 1.383,03 EUR incl. btw;

Overwegende dat het raadzaam is om te kiezen voor het volledige aanbod van de onderneming SPORT EN SPEL bvba tegen een gecontroleerde offertebedrag van 1.383,03 EUR incl. btw;

Overwegende dat de kredieten hiervoor beschikbaar zijn op artikel 76410/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- opslagmateriaal voor de activiteiten van de dienst Jeugd aan te kopen voor de grote sportzaal in de school Don Boscol, Stokkelsesteenweg 270 tg;
- een overheidsopdracht van beperkte waarde te sluiten met de onderneming SPORT EN SPEL bvba, Nieuwpoortsesteenweg 55 te 8400 Oostende, voor een bedrag van 1.383,03 EUR incl. btw, in toepassing van artikel 92 van de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, artikel 124 van het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
- de uitgave van 1.383,03 EUR incl. btw in te schrijven op artikel 76410/744-98/11038 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2022;
- deze uitgaven te dekken door middel van een afname van het buitengewoon reservefonds.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

## **RECETTE - GEMEENTEKAS**

### **Recette - Gemeentekas**

19.09.2022/A/0044 **Caisse communale - Procès-verbal de vérification du 2e trimestre 2022 - Prise de connaissance.**

LE CONSEIL,

Vu le procès-verbal de vérification de l'encaisse du Receveur communal du 2<sup>e</sup> trimestre 2022 établi le 27/06/2022 par le Receveur communal ;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/08/2022 ;

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de vérification de l'encaisse du Receveur communal pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2022.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

### **Gemeentekas - Proces-verbaal van verificatie van het 2e trimester 2022 - Kennisneming.**

DE RAAD,

Gelet op het proces-verbaal van verificatie van de kas van de Gemeenteontvanger van het 2<sup>de</sup> trimester 2022 opgesteld op 27/06/2022 door de Ontvanger;

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 11/08/2022;

NEEMT KENNIS van het proces-verbaal van verificatie van de kas van de Gemeenteontvanger voor het 2<sup>de</sup> trimester 2022.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van

de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

## **INFORMATIQUE - INFORMATICA**

### **Informatique - Informatica**

19.09.2022/A/0045 **Maintenance et location des logiciels CIVADIS - Procédure négociée sans publication préalable - Fournisseur unique : CIVADIS - Dépense : 45.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de souscrire un contrat pour la maintenance des applications CIVADIS ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/06/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique de souscrire au contrat pour la maintenance des applications CIVADIS ;

Considérant que le seul fournisseur qui peut donner du support sur les applications CIVADIS est le constructeur ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° d) -iii (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 139.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que, suite à un marché par procédure négociée sans publication préalable avec le fournisseur unique, il s'avère que la société CIVADIS, rue de Néverlée 12 à 5020 Namur, est le seul opérateur possible ;

Considérant que la dépense est estimée à maximum 45.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire la dépense de 45.000 EUR TVAC à l'article 13900/123-13 du budget ordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché par procédure négociée sans publication préalable avec le fournisseur unique, à savoir la société CIVADIS, rue de Néverlée 12 à 5020 Namur, pour l'exécution du marché relatif à la maintenance des applications CIVADIS en application de l'article 42 de la loi du 17/06/2016, de l'article 90 de l'arrêté royal du 18/04/2017 des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense de 45.000 EUR TVAC à inscrire à l'article 13900/123-13/8034 du budget ordinaire de l'exercice 2022.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Onderhoud en huur van de programma's CIVADIS - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Unieke leverancier: CIVADIS - Uitgave: 45.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

## **ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS**

### **Enseignement néerlandophone - Nederlandstalig onderwijs**

19.09.2022/A/0046 **Ecoles communales - Congés et vacances de l'année scolaire 2022-2023 - Dates - Fixation - Approbation.**

Le Conseil approuve le point.  
31 votants : 31 votes positifs.

**Gemeentescholen - Verloven en vakanties van het schooljaar 2022-2023 - Data - Vaststelling - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van 17/04/1991 van de Vlaamse regering tot organisatie van het schooljaar in het basis- en secundair onderwijs, in het deeltijds onderwijs en in het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door de Vlaamse regering;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 07/07/2022;

STELT VAST, als volgt, voor het schooljaar 2022-2023, de vakanties en verlofdagen van het kleuter- en lager onderwijs in het Nederlands taalstelsel:

#### OFFICIELE DAGEN

- Herfstvakantie : van maandag 31/10/2022 tot zondag 06/11/2022,
- Wapenstilstand : vrijdag 11/11/2022,
- Kerstvakantie : van maandag 26/12/2022 tot zondag 08/01/2023,
- Krokusvakantie : van maandag 20/02/2023 tot zondag 26/02/2023,
- Paasvakantie : van maandag 03/04/2023 tot maandag 17/04/2023,
- Hemelvaart : donderdag 18/05/2023,
- Brugdag : vrijdag 19/05/2023,
- Pinkstermaandag : maandag 29/05/2023;

#### FACULTATIEVE DAGEN (3 dagen)

- woensdag 17/05/2023,
- dinsdag 30/05/2023,
- woensdag 31/05/2023.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

19.09.2022/A/0047 **"Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord" - Congés et vacances de l'année scolaire 2022-2023 - Dates - Fixation - Approbation.**

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

**Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord - Verloven en vakanties van het schooljaar 2022-2023 - Data - Vaststelling - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van 17/04/1991 van de Vlaamse regering tot organisatie van het schooljaar in het basis- en secundair onderwijs, in het deeltijds onderwijs en in het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door de Vlaamse regering;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 07/07/2022;

STELT VAST, als volgt, voor het schooljaar 2022-2023, de vakanties en verlofdagen van de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord:

## OFFICIELE DAGEN

- Herfstvakantie : van maandag 31/10/2022 tot zondag 06/11/2022,
- Wapenstilstand : vrijdag 11/11/2022,
- Kerstvakantie : van maandag 26/12/2022 tot zondag 08/01/2023,
- Krokusvakantie : van maandag 20/02/2023 tot zondag 26/02/2023,
- Paasvakantie : van maandag 03/04/2023 tot maandag 17/04/2023,
- Feest van de arbeid : maandag 01/05/2023,
- Hemelvaart : donderdag 18/05/2023,
- Pinkstermaandag : maandag 29/05/2023;

## FACULTATIEVE DAGEN (2 dagen)

- vrijdag 19/05/2023,
- zaterdag 20/05/2023.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

## CULTURE - CULTUUR

### Lecture publique NL - Openbaar leetuur NL

19.09.2022/A/0048 **Bibliothèque publique communale - Accord de coopération concernant l'application d'un règlement régional commun dans toutes les bibliothèques publiques néerlandophones de la Région bruxelloise - Approbation.**

Le Conseil approuve le point.  
31 votants : 31 votes positifs.

**Gemeentelijke openbare bibliotheek - Samenwerkingsovereenkomst betreffende de toepassing van een gemeenschappelijk regioreglement in alle Nederlandstalige openbare bibliotheken in het Brussels Gewest - Goedkeuring.**

## DE RAAD

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16/12/2019 waarbij het bibliotheekbeleidsplan van de Nederlandstalige Sint-Lambrechtsbibliotheek werd goedgekeurd;

Overwegende dat de gemeentelijke Nederlandstalige openbare bibliotheken in het Brusselse Gewest en Muntpunt, zich onder de coördinatie en met de ondersteuning van de VGC een samenwerkingsverband vormen met een gemeenschappelijk bibliotheekstelsel, een gemeenschappelijke lenerspas, een gemeenschappelijke catalogus en een gezamenlijk platform voor bibliotheekwebsites;

Overwegende dat enkel het bibliotheekreglement, de tarieven, termijnen en aantallen

tot nu toe lokaal verschillend bleven;

Overwegende dat onze bibliotheek als doelstelling heeft om zo laagdrempelig mogelijk te zijn, en speciale aandacht schenkt aan samenwerking, kwaliteit en een inclusieve werking;

Overwegende dat onze bibliotheek heeft meegewerkt aan een gemeenschappelijk bibliotheekreglement, ten dienste en in het belang van de bibliotheekgebruikers, met gemeenschappelijke tarieven, termijnen en aantallen;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 08/09/2022;

BESLIST de goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC), de 19 gemeenten van het Brusselse Gewest en vzw Muntpunt betreffende de toepassing van een gemeenschappelijk regioreglement in alle Nederlandstalige openbare bibliotheken in het Brusselse Gewest.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE, PLANIFICATION ET PERSPECTIVES - DUURZAME ONTWIKKELING, PLANNING EN VOORUITZICHTEN**

### **Planification stratégique et mobilité - Strategische planning en mobiliteit**

19.09.2022/A/0049 **Convention de mise à disposition de 7 vélos à assistance électrique avec l'ASBL Les Ateliers de la rue Voot - Conditions générales d'utilisation (pour les utilisateurs) - Descriptif de l'état du matériel mis à disposition - Modification - Signature - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la mobilité dans une commune a un impact important sur la qualité de vie de ses citoyens ;

Considérant l'appel à projets « Soutien régional aux actions communales de mobilité - 2022 », émanant de Bruxelles Mobilité et de Brulocalis ;

Considérant que le Collège s'est inscrit dans cette démarche pour l'obtention de subsides en faveur de la mise en œuvre de projets de sensibilisation à la mobilité durable ;

Considérant que Bruxelles Mobilité et Brulocalis ont fait part de leur décision, dans leur courriel du 29/03/2022, d'octroyer un subside couvrant, à 100 % les frais pour

l'organisation de la mise à disposition gratuite de vélos à assistance électrique aux habitants de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, et la création d'ateliers spécifiques dédiés aux VAE ;

Considérant que le Collège a lancé et attribué le 14/04/2022 le marché à l'ASBL Les Ateliers de la rue Voot pour un montant de 5.000 EUR ;

Considérant que le crédit permettant les dépenses nécessaires à l'opération est prévu au budget 2022, à l'article 87901/124-06 ;

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 117 et 232 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 01/09/2022

DECIDE :

1° de modifier comme suit l'article 4 de la convention et l'article 1 § 2 des conditions générales d'utilisation repris dans la convention entre la commune et l'ASBL Les Ateliers de la rue Voot et les conditions générales d'utilisation approuvée le 23/05/2022 et

2° d'approuver la convention et les conditions générales d'utilisation telles que modifiées et reprises ci-dessous entre la commune et l'ASBL Les Ateliers de la rue Voot :

#### **Convention ASBL et la Commune - Ancien article 4**

L'ASBL a souscrit pour le compte de la commune une police d'assurance couvrant les VAE en cas de vol par effraction et incendie lors de l'entreposage.

Les VAE sont entreposés rue Voot 91 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, dans un local répondant aux conditions fixées par la police d'assurance.

L'ASBL assure également le vélo contre le vol hors entreposage pendant toute la durée de la convention.

En cas de vol d'un vélo, à défaut pour l'utilisateur de déclarer le vol dans un délai de 24h conformément à l'article X des conditions générales d'utilisation, l'ASBL sera tenue de faire elle-même ladite déclaration auprès des autorités. L'ASBL adressera une copie du procès-verbal à la Commune dans les plus brefs délais.

#### **Convention ASBL et la Commune - Nouvel article 4**

L'ASBL a souscrit pour le compte de la commune une police d'assurance couvrant les VAE en cas de vol par effraction et incendie lors de l'entreposage.

Les VAE sont entreposés rue Voot 91 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, dans un local répondant aux conditions fixées par la police d'assurance.

En cas de vol d'un vélo, à défaut pour l'utilisateur de déclarer le vol dans un délai de 24h conformément à l'article X des conditions générales d'utilisation, l'ASBL sera tenue de faire elle-même ladite déclaration auprès des autorités de police. L'ASBL adressera une copie du procès-verbal à la Commune dans les plus brefs délais.

#### **Conditions générales d'utilisation – Ancien article 1 § 2**

§ 2. La mise à disposition aux utilisateurs est faite à titre gratuit.

Une caution de 200 EUR est exigée en garantie de l'indemnisation des détériorations éventuelles. La caution garantit également le paiement du montant de la franchise fixée par le contrat d'assurance souscrite par l'ASBL.

## Conditions générales d'utilisation – Nouvel article 1 § 2

§ 2. La mise à disposition aux utilisateurs est faite à titre gratuit.

Une caution de 200 EUR est exigée en garantie de l'indemnisation des détériorations éventuelles. La caution garantit également le paiement partiel du montant de la franchise fixée par le contrat d'assurance souscrite par la commune, en cas de faute établie dans le chef de l'utilisateur.

### CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE 7 VELOS A ASSISTANCE ELECTRIQUE (VAE) AVEC L'ASBL LES ATELIERS DE LA RUE VOOT

Entre, d'une part :

L'ASBL Les Ateliers de la rue Voot (n° d'entreprise 420.426.605), dont le siège social est établi rue Voot 91 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, valablement représentée par Mme Marina COX, Directrice,

Ci-après dénommée « l'ASBL »

Et, d'autre part :

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, dont le siège est situé avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, représentée par MM. Grégory MATGEN, Echevin de l'environnement, du développement durable et de la mobilité, et Patrick LAMBERT, Secrétaire communal,

Ci-après dénommée « la commune »,

Il est convenu ce qui suit :

#### Article 1.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la mise à disposition, du 01/06/2022 au 28/09/2022, à l'ASBL des vélos à assistance électrique et accessoires décrits à l'article 2, dont la commune est propriétaire, en vue de leur mise à disposition à l'essai des habitants de la commune du , dans le cadre du projet régional « journées vélos et visibilité cycliste ».

Les conditions de la mise à disposition aux habitants utilisateurs sont reprises dans le document « conditions générales ».

Les VAE ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles décrites à l'alinéa premier.

#### Article 2.

§ 1. Les VAE mis à disposition ont les caractéristiques et la valeur suivantes :

- 1 VAE pliable d'une valeur d'achat de 2.349,00 EUR TVAC, de marque AHOOGA ;
- 1 VAE avec assistance dans le pédalier d'une valeur d'achat de 1.999,00 EUR TVAC de marque Kross (TRANS HYBRID 3.0) ;
- 1 VAE avec assistance dans le pédalier d'une valeur d'achat de 3.078,00 EUR TVAC de marque TREK ;
- 1 VAE compact d'une valeur d'achat de 3.777,99 EUR TVAC, de marque I:SY ;
- 2 VAE familiaux d'une valeur d'achat de 5.340,70 EUR TVAC chacun, de marque Bike43 ;

1 VAE Cargo d'une valeur d'achat de 7.271,00 EUR TVAC, de marque Urban Arrow.

§ 2. Une description contradictoire de l'état des vélos et accessoires, signée par l'ASBL et la commune, est établie avant leur mise à disposition et lors de leur restitution.

L'ASBL n'est pas responsable des dégâts causés aux vélos par les utilisateurs, sous réserve du §3 ci-dessous et de l'obligation de reverser la caution à la commune conformément à l'article 3.

§3. L'ASBL est tenue de vérifier l'état des VAE et accessoires lors de leur restitution par les utilisateurs. A cette fin, elle fait signer par l'utilisateur, avant chaque mise à disposition, le document annexé aux conditions générales d'utilisation. Les détériorations constatées sont décrites dans ce document et signées par l'utilisateur et un représentant de l'ASBL.

L'ASBL est responsable de toute détérioration non mentionnée dans le document visé au § précédent.

#### Article 3.

La mise à disposition à l'ASBL et aux utilisateurs est faite à titre gratuit et contre signature accompagnée de la mention "pour accord" des conditions générales reprises en annexe 1. Les utilisateurs sont informés faire usage du vélo sous leur propre responsabilité et à leurs risques et périls.

L'ASBL ne peut exiger aucune rétribution des utilisateurs pour la mise à disposition des VAE.

L'ASBL s'engage à réclamer à l'utilisateur, avant toute mise à disposition, une caution de 200 EUR en garantie de l'indemnisation des détériorations éventuelles. La caution garantit également le paiement du montant de la franchise fixée par le contrat d'assurance contre le vol souscrit par l'ASBL.

La caution est perçue par l'ASBL et restituée à l'utilisateur lors de la restitution du VAE si aucun dommage n'est constaté par le représentant de l'ASBL.

En cas de dommage ou de vol, l'ASBL s'engage à verser à la commune, dans le mois de la restitution ou de la déclaration de vol, la part de la caution correspondant au préjudice subi.

#### Article 4.

L'ASBL a souscrit pour le compte de la commune une police d'assurance couvrant les VAE en cas de vol par effraction et incendie lors de l'entreposage.

Les VAE sont entreposés rue Voot 91 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, dans un local répondant aux conditions fixées par la police d'assurance.

En cas de vol d'un vélo, à défaut pour l'utilisateur de déclarer le vol dans un délai de 24h conformément à l'article X des conditions générales d'utilisation, l'ASBL sera tenue de faire elle-même ladite déclaration auprès des autorités de police. L'ASBL adressera une copie du procès-verbal à la Commune dans les plus brefs délais.

#### Article 5.

L'ASBL assure la maintenance et l'entretien des VAE entre chaque mise à disposition aux utilisateurs (pneumatique, dérailleur, chaîne, propreté, aspect extérieur général, etc.).

Article 6.

Les droits et devoirs réciproques des parties sont fixés par la présente convention, complétée par les lois belges pour tout ce qui n'est pas précisé.

Article 7.

Les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le.....en autant d'exemplaires que de parties.

Chaque signataire reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Pour la commune,

Le Secrétaire communal,	Par délégation, L'Echevin de l'Environnement, du Développement durable et de la Mobilité,
-------------------------	---

Patrick LAMBERT	Gregory MATGEN
-----------------	----------------

Pour l'ASBL,

La Directrice,

Marina COX

## CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

### Conditions générales d'utilisation d'un vélo de la commune de Woluwe-Saint-Lambert dans le cadre de la mise à disposition gratuite de vélos à assistance électrique aux habitants de la commune

Les présentes conditions générales s'adressent aux habitants de la commune de Woluwe-Saint-Lambert auxquels les vélos à assistance électriques (VAE) sont mis à disposition à l'essai, ci-après dénommés les utilisateurs.

Le projet dans lequel s'inscrit cette mise à disposition de vélos à assistance électrique est un projet de soutien à la « dynamique vélo » que la commune souhaite poursuivre, avec comme objectif un changement comportemental : l'utilisation accrue du deux-roues pour les déplacements courts et moyens, en remplacement de l'automobile.

## ARTICLE I.

§ 1. La commune de Woluwe-Saint-Lambert a chargé l'ASBL Les Ateliers de la rue Voot, (n° d'entreprise 420.426.605), dont le siège social est établi rue Voot 91, ci-après dénommée l'ASBL, de mettre à disposition d'habitants de la commune des vélos à assistance électrique et accessoires décrits à l'article 2, dont elle est

propriétaire, en vue de leur mise à disposition à l'essai à des habitants de la commune. Les vélos mis à disposition sont en état de marche et respectent les normes de sécurité établie par le code de la route. Ils sont fournis avec un antivol, une sacoche et un casque mais sans trousse de secours.

§ 2. La mise à disposition aux utilisateurs est faite à titre gratuit.

Une caution de 200 EUR est exigée en garantie de l'indemnisation des détériorations éventuelles. La caution garantit également le paiement partiel du montant de la franchise fixée par le contrat d'assurance souscrite par la commune, en cas de faute établie dans le chef de l'utilisateur.

La caution est versée par l'utilisateur sur le compte BE02 5230 8092 3640 de l'ASBL au plus tard 3 jours avant la mise à disposition. Elle sera restituée lors de la restitution du VAE si aucun dommage n'est constaté par le représentant de l'ASBL.

ARTICLE II. Le type de vélo et accessoires, la durée de la mise à disposition, la date et le lieu de restitution ainsi que la description de l'état du vélo sont mentionnés dans un acte préalablement signé par l'utilisateur, établi en double exemplaire, par lequel il s'engage à respecter les présentes conditions générales.

Le modèle de l'acte précité est annexé aux présentes conditions générales.

Une description de l'état du vélo est établie lors de la restitution et signée par un représentant de l'ASBL et l'utilisateur.

ARTICLE III. Les VAE mis à disposition ont les caractéristiques et la valeur suivantes :

- 1 VAE pliable d'une valeur d'achat de 2.349,00 EUR TVAC, de marque AHOOGA ;
- 1 VAE avec assistance dans le pédalier d'une valeur d'achat de 1.999,00 EUR TVAC de marque Kross (TRANS HYBRID 3.0) ;
- 1 VAE avec assistance dans le pédalier d'une valeur d'achat de 3.078,00 EUR TVAC de marque TREK ;
- 1 VAE compact d'une valeur d'achat de 3.777,99 EUR TVAC, de marque I:SY ;
- 2 VAE familiaux d'une valeur d'achat de 5.340,70 EUR TVAC chacun, de marque Bike43 ;
- 1 VAE Cargo d'une valeur d'achat de 7.271,00 EUR TVAC, de marque Urban Arrow.

ARTICLE IV. En cas d'événements extérieurs et indépendants de sa volonté (conditions climatiques extrêmes, maladie, grève, faillite, défaut technique, force majeure...), la commune de Woluwe-Saint-Lambert se réserve le droit d'annuler la mise à disposition de VAE.

ARTICLE V. L'ASBL a le droit d'apprécier la capacité et l'aptitude des participants à utiliser un vélo. L'utilisateur se déclare apte à la pratique du vélo et n'avoir aucune contre-indication médicale.

L'ASBL et la commune de Woluwe-Saint-Lambert se réservent le droit d'exclure de leurs activités et mise à disposition de vélos toute personne manifestement sous l'emprise de l'alcool, d'une drogue quelconque ou ne présentant pas les capacités physiques à rouler seul à vélo. Dans ce cas, aucun dédommagement ne pourra être réclamé.

ARTICLE VI. Le matériel mis à disposition (vélo et accessoires) reste la propriété exclusive de la commune de Woluwe-Saint-Lambert pendant toute la durée de la mise

à disposition. Les utilisateurs ne peuvent les prêter, ni les sous-louer à un tiers, sans l'assentiment de la commune de Woluwe-Saint-Lambert.

ARTICLE VII. L'utilisateur reconnaît que le vélo loué est en parfait état de marche et s'engage à l'utiliser avec soin, à le restituer à l'issue de la période de mise à disposition, dans l'état où il se trouvait lors de la réception et aux date et endroit mentionnés dans l'acte visé à l'article 2.

ARTICLE VIII. Les montants correspondant aux dommages subis au vélo pendant l'utilisation pourront être facturés à l'utilisateur, ce que ce dernier accepte dès à présent.

Les indemnités pour les accessoires suivants s'élèvent à : Casque Torch : 149 EUR, sacoche Klickfix : 38 EUR, fixation Klickfix : 23 EUR.

Les indemnités pour les accessoires endommagés non cités seront fixées par la commune moyennant la production de pièces justificatives.

ARTICLE IX. Si le vélo est immobilisé en cours d'utilisation, l'utilisateur s'engage à contacter l'ASBL par téléphone au 02/762.48.93 dans les meilleurs délais, selon les horaires d'ouvertures des bureaux. Après analyse de la panne avec l'utilisateur, l'ASBL s'engage à intervenir dans les 48 heures ou à remplacer le vélo (dans la limite des stocks disponibles et selon les jours ouvrables des Ateliers de la rue Voot ASBL). En aucun cas, l'utilisateur ne pourra réclamer des dommages et intérêts pour trouble de jouissance en cours de mise à disposition.

ARTICLE X. L'utilisateur s'engage à déclarer tout vol du vélo et/ou de ses accessoires à l'ASBL et aux autorités de police, dans un délai de 24 heures. Il s'engage ensuite à transmettre, dans les 24 heures, les clés du cadenas (et éventuellement le cadenas fracturé), une copie du procès-verbal de la police, un justificatif déclarant sur l'honneur qu'il avait bien attaché le vélo par le cadre et la roue avant à un point fixe avec le(s) cadenas fourni par l'ASBL. Dans le cas contraire, la commune se réserve le droit de réclamer à l'utilisateur un montant égal à la valeur du vélo et/ou des accessoires, reprise aux articles III et VIII.

ARTICLE XI. Si l'utilisateur contrevient aux lois et règlements en vigueur, au cours de l'utilisation, la commune de Woluwe-Saint-Lambert ne peut en aucun cas en être tenue pour responsable. L'utilisateur roule sous sa propre responsabilité et s'engage à respecter le code de la route.

L'utilisateur veillera à s'équiper de vêtements appropriés à la pratique du vélo. La commune de Woluwe-Saint-Lambert ne pourra être tenue responsable de salissures, déchirures ou toute autre atteinte aux vêtements des participants.

ARTICLE XII. Le port du casque est laissé à la libre appréciation de l'utilisateur. La commune de Woluwe-Saint-Lambert met des casques à disposition mais n'impose pas leur port. En cas d'accident, la commune de Woluwe-Saint-Lambert ne pourra être tenue responsable ni des dommages causés ni de la qualité des casques mis à disposition.

## DESCRIPTIF DE L'ETAT DU MATERIEL MIS A DISPOSITION

MISE A DISPOSITION DE VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE  
Commune de Woluwe-Saint-Lambert, avenue Paul Hymans 2, 1200 Bruxelles

Les Ateliers de la rue Voot ASBL  
*A conserver et à présenter à la restitution du matériel*

Jour : ..... Date : ..... Heure : .....

Lieu de mise à disposition : .....

COORDONNEES DE L'UTILISATEUR :

NOM : ..... PRENOM : .....

ADRESSE : ..... CP : .....

VILLE : ..... PAYS : .....

TEL. : ..... MAIL : .....

N° national : .....

MISE A DISPOSITION :

Retour : Jour : ..... Date : ..... Heure : ..... Durée : ..... minutes

Matériel mis à disposition

Description de l'état du  
matériel mis à disposition

Quantité	Type de vélo & accessoires	Valeur
----------	-------------------------------	--------

Accessoires			
sacoche	casque	antivol	fixation

Je reconnais avoir pris connaissance des conditions générales et m'engage à les respecter.

Signature de l'utilisateur :

DESCRIPTION DE L'ETAT DU MATERIEL A LA RESTITUTION :

L'utilisateur                      Le représentant de l'ASBL Les Ateliers de la rue Voot

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

**Overeenkomst betreffende de terbeschikkingstelling van 7 fietsen met elektrische trapondersteuning met de vzw "Les Ateliers de la rue Voot" - Algemene gebruiksvoorwaarden (voor de gebruikers) - Beschrijving van de staat van het materiaal dat ter beschikking gesteld wordt - Wijziging - Ondertekening - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat de mobiliteit in een gemeente een belangrijke invloed heeft op de levenskwaliteit van de burgers;

Gelet op de projectoproep "gewestelijke steun voor gemeentelijke mobiliteitsacties - 2022" van Brussel Mobiliteit en Brulocalis;

Overwegende dat het College zich aansluit bij deze aanpak om subsidies te verkrijgen voor de uitwerking van sensibiliseringsprojecten voor duurzame mobiliteit;

Overwegende dat Brussel Mobiliteit en Brulocalis hun beslissing hebben aangekondigd, in hun e-mail van 29/03/2022, om een subsidie toe te kennen die 100 % van de kosten dekt voor de organisatie van de gratis terbeschikkingstelling van elektrisch ondersteunde fietsen aan de inwoners van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, en de oprichting van specifieke werkplaatsen voor FET;

Overwegende dat het College op 14/04/2022 een opdracht heeft gelanceerd en gegund aan de vzw "Les Ateliers de la rue Voot" voor een bedrag van 5.000 EUR;

Overwegende dat in artikel 87901/ 124 -06 van de begroting 2022 een krediet is voorzien voor de uitgaven die nodig zijn voor deze operatie;

Gelet op de nieuwe gemeentewet en meer bepaald artikelen 117 en 232;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen van 01/09/2022;

**BESLIST :**

1° tot wijziging van het artikel 4 van de overeenkomst en 1 §2 van de algemene gebruiksvoorwaarden tussen de gemeente en de vzw "Les Ateliers de la rue Voot", goedgekeurd door de gemeenteraad op 23/05/2022 en

2° de als volgt gewijzigde overeenkomst en de algemene gebruiksvoorwaarden tussen de gemeente en de vzw "Les Ateliers de la rue Voot" goed te keuren :

**Overeenkomst tussen de VZW en de gemeente - Oud artikel 4**

De VZW sluit voor rekening van de gemeente een verzekeringspolis af ter dekking van de FET in geval van diefstal door inbraak en brand tijdens de stalling ervan.

De FET worden opgeslagen in de Vootstraat 91 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe in een lokaal dat aan alle voorwaarden voldoet die door de verzekeringspolis worden opgelegd.

De VZW verzekert de fiets ook tegen diefstal buiten de stalling om voor de duur van de overeenkomst.

In geval van diefstal van een fiets, indien de gebruiker de diefstal niet binnen 24 uur meldt overeenkomstig artikel X van de algemene gebruiksvoorwaarden, is de vzw verplicht deze aangifte zelf te doen bij de autoriteiten. De vzw moet zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal naar de gemeente sturen.

#### **Overeenkomst tussen de VZW en de gemeente - Nieuw artikel 4**

De VZW sluit voor rekening van de gemeente een verzekeringspolis af ter dekking van de FET in geval van diefstal door inbraak en brand tijdens de stalling ervan.

De FET worden opgeslagen in de Vootstraat 91 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe in een lokaal dat aan alle voorwaarden voldoet die door de verzekeringspolis worden opgelegd.

In geval van diefstal van een fiets, indien de gebruiker de diefstal niet binnen 24 uur meldt overeenkomstig artikel X van de algemene gebruiksvoorwaarden, is de vzw verplicht deze aangifte zelf te doen bij de politie. De vzw moet zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal naar de gemeente sturen.

#### **Algemene gebruiksvoorwaarden – Oud artikel 1 §2**

De terbeschikkingstelling aan de gebruikers gebeurt gratis.

Er wordt een waarborg van 200 EUR gevraagd als garantie voor de vergoeding van eventuele schade. Deze waarborg garandeert ook de betaling van het deel 'eigen risico' dat is vastgesteld door het verzekeringscontract tegen diefstal dat de VZW aangaat.

#### **Algemene gebruiksvoorwaarden – Nieuw artikel 1 §2**

De terbeschikkingstelling aan de gebruikers gebeurt gratis.

Er wordt een waarborg van 200 EUR gevraagd als garantie voor de vergoeding van eventuele schade.

Deze waarborg garandeert ook de gedeeltelijke betaling van het deel 'eigen risico' dat is vastgesteld door het verzekeringscontract tegen diefstal dat de gemeente aangaat in geval van een vastgestelde fout van de gebruiker.

### **OVEREENKOMST MET DE VZW "LES ATELIERS DE LA RUE VOOT" OVER DE TERBESCHIKKINGSTELLING VAN 7 FIETSEN (FET) MET ELEKTRISCHE TRAPONDERSTEUNING**

Tussen, enerzijds:

De vzw "Les Ateliers de la rue Voot" (ondernemingsnummer 420.426.605), met maatschappelijke zetel in de Vootstraat 91 91, geldig vertegenwoordigd door mevrouw Marina COX, directrice,

hierna " de VZW " genoemd

En, anderzijds:

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, met zetel te Paul Hymanslaan 2 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door de heer Gregory MATGEN, schepen voor milieu, duurzame ontwikkeling en mobiliteit en Patrick LAMBERT,

gemeentesecretaris,

Hierna "de gemeente" genoemd,

wordt er het volgende overeengekomen:

#### Artikel 1.

Deze overeenkomst wil de voorwaarden vastleggen voor de terbeschikkingstelling, van 01/06/2022 tot 28/09/2022, aan de VZW van de fietsen met elektrische trapondersteuning en de accessoires die beschreven worden in artikel 2 en waarvan de gemeente eigenaar zodat de inwoners van de gemeente ze kunnen testen in het kader van het gewestelijke project "fietsdagen en zichtbaarheid van fietsers".

De voorwaarden voor de terbeschikkingstelling aan de inwoners die ze gebruiken, zijn opgenomen in de "algemene voorwaarden".

De FET kunnen enkel gebruikt worden voor de doeleinden die in de eerste alinea beschreven worden.

#### Artikel 2.

§ 1. De ter beschikking gestelde FET hebben de volgende eigenschappen en waarde:

- 1 plooibare FET van het merk AHOOGA met een aankoopwaarde van 2.349 EUR incl. btw;
- 1 FET met ondersteuning in de trappers van het merk Kross (TRANS HYBRID 3.0) met een aankoopwaarde van 1.999 EUR incl. btw;
- 1 FET met ondersteuning in de trappers van het merk TREK met een aankoopwaarde van 3.078,00 EUR incl. btw;
- 1 compacte FET van het merk I:SY met een aankoopwaarde van 3.777,99 EUR incl. btw;
- 2 familie FET van het merk BIKE43 met een aankoopwaarde van 5.340,70 EUR incl. btw, per stuk;
- 1 Cargo FET van het merk Urban Arrow met een aankoopwaarde van 7.271,00 EUR incl. btw.

§ 2. Wanneer ze ter beschikking gesteld worden en wanneer ze teruggebracht worden, wordt er een tegensprekelijke beschrijving van de staat van de fietsen en de accessoires opgesteld die door zowel de VZW als de gemeente ondertekend wordt.

De VZW is niet verantwoordelijk voor schade veroorzaakt aan de fietsen door gebruikers, onder voorbehoud van §3 hieronder en de verplichting om de waarborg terug te betalen in aan de gemeente overeenstemming met artikel 3.

§3. De VZW is eraan gehouden om de staat van de FET en hun accessoires te controleren wanneer ze door de gebruikers weer worden binnengebracht. Voor ieder gebruik zal de VZW hiertoe de gebruiker het bijgevoegde document met de algemene gebruiksvoorwaarden laten ondertekenen. Opgemerkte slijtage en schade wordt door de gebruiker en een vertegenwoordiger van de VZW in het document opgetekend en ondertekend.

De VZW is verantwoordelijk voor alle schade en slijtage die niet vermeld wordt in het document vermeld in §2, al.

### Artikel 3.

De algemene voorwaarden in bijlage 1 worden gratis ter beschikking gesteld van de VZW en van de gebruikers tegen ondertekening met de vermelding "voor akkoord". De gebruiker wordt erop gewezen dat hij de fiets op eigen verantwoordelijkheid en op eigen risico gebruikt.

De VZW kan aan de gebruikers geen enkele vergoeding vragen voor de terbeschikkingstelling van de FET.

De VZW verbindt zich ertoe om, nog voor de terbeschikkingstelling, aan de gebruiker een waarborg van 200 EUR te vragen als garantie van de vergoeding voor eventuele schade. Deze waarborg garandeert ook de betaling van het deel 'eigen risico' dat is vastgesteld door het verzekeringscontract tegen diefstal dat de VZW aangaat.

De VZW int deze waarborg en stort die terug aan de gebruiker wanneer hij de FET terugbrengt en de vertegenwoordiger van de VZW geen schade heeft vastgesteld.

De VZW verbindt zich ertoe om in het geval van schade of diefstal binnen de maand na de teruggave of na de aangifte van diefstal, aan de gemeente het deel van de waarborg te storten dat overeenkomt met de geleden schade.

### Artikel 4.

De VZW sluit voor rekening van de gemeente een verzekeringspolis af ter dekking van de FET in geval van diefstal door inbraak en brand tijdens de stalling ervan.

De FET worden opgeslagen in de Vootstraat 91 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe in een lokaal dat aan alle voorwaarden voldoet die door de verzekeringspolis worden opgelegd.

In geval van diefstal van een fiets, indien de gebruiker de diefstal niet binnen 24 uur meldt overeenkomstig artikel X van de algemene gebruiksvoorwaarden, is de vzw verplicht deze aangifte zelf te doen bij de politie. De vzw moet zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal naar de gemeente sturen.

### Artikel 5.

De VZW zorgt voor het onderhoud van de FET tussen elke terbeschikkingstelling voor de gebruikers (banden, versnellingen, ketting, netheid, algemene uiterlijke kenmerken, enz.)

### Artikel 6.

Deze overeenkomst stelt de wederzijdse rechten en plichten van beide partijen vast, aangevuld door de Belgische wetten voor alles wat niet gepreciseerd is.

### Artikel 7.

Enkel de Brusselse rechtbanken zijn bevoegd.

Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe op  
er partijen zijn.

in evenveel exemplaren als

Elke partij verklaart een exemplaar ontvangen te hebben.

Voor de gemeente,

De Gemeentesecretaris,

In opdracht,  
De Schepen voor Leefmilieu,  
Duurzame Ontwikkeling en Mobiliteit,

Patrick LAMBERT

Gregory MATGEN

Voor de vzw,

De directeur,

Marina COX

## ALGEMENE GEBRUIKSVoorwaarden

Algemene voorwaarden voor het gebruik van een fiets van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe in het kader van de gratis terbeschikkingstelling van fietsen met elektrische trapondersteuning aan de inwoners van de gemeente

Deze algemene voorwaarden zijn bedoeld voor de inwoners van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe aan wie er ter proef fietsen met elektrische trapondersteuning (FET) ter beschikking worden gesteld en die hierna worden aangeduid als de gebruikers.

Deze terbeschikkingstelling van fietsen met elektrische trapondersteuning kadert in een project rond de 'fietsdynamiek' die de gemeente wil voeren met als doelstelling een mentaliteitswijziging: een verhoogd gebruik van tweewielers voor korte en middellange afstanden ter vervanging van de auto.

### ARTIKEL I.

§ 1. De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe heeft de VZW 'Ateliers de la rue Voot' (ondernemingsnummer 420.426.605) met maatschappelijke zetel in de Vootstraat 91 en hierna de VZW genoemd, de opdracht gegeven om fietsen met elektrische trapondersteuning en toebehoren beschreven in artikel 2, waarvan ze eigenaar is, ter beschikking aan de inwoners van de gemeente opdat dezen ze zouden kunnen testen. De ter beschikking gestelde fietsen bevinden zich in goede werkingsstaat en voldoen aan de veiligheidsvoorschriften van het verkeersreglement. Ze worden geleverd met een anti-diefstalbeveiliging, een fietstas en een helm maar zonder reparatiekit.

§ 2. De terbeschikkingstelling aan de gebruikers gebeurt gratis.

Er wordt een waarborg van 200 EUR gevraagd als garantie voor de vergoeding van eventuele schade.

Deze waarborg garandeert ook de gedeeltelijke betaling van het deel 'eigen risico' dat is vastgesteld door het verzekeringscontract tegen diefstal dat de gemeente aangaat in geval van een vastgestelde fout van de gebruiker.

De gebruiker stort de waarborg ten laatste 3 dagen voor de terbeschikkingstelling op

rekening BE02 5230 8092 3640 van de VZW. De VZW stort deze waarborg terug aan de gebruiker wanneer hij de FET terugbrengt en de vertegenwoordiger van de VZW geen schade heeft vastgesteld.

ARTIKEL II. Het type fiets en toebehoren en de duur van de terbeschikkingstelling, de datum en de plaats van de teruggave evenals de beschrijving van de staat van de fiets worden vermeld in een in twee exemplaren opgestelde akte die vooraf door de gebruiker wordt ondertekend en waarbij hij zich ertoe verbindt om onderhavige algemene voorwaarden na te leven.

Het model voor voormelde akte wordt bij onderhavige algemene voorwaarden gevoegd.

Bij de teruggave van de fiets wordt er een beschrijving van de staat van de fiets opgesteld en ondertekend door een vertegenwoordiger van de VZW en door de gebruiker.

ARTIKEL III. De ter beschikking gestelde FET hebben de volgende eigenschappen en waarde:

1 plooibare FET van het merk AHOOGA met een aankoopwaarde van 2.349 EUR incl. btw; 1 FET met ondersteuning in de trappers van het merk Kross (TRANS HYBRID 3.0) met een aankoopwaarde van 1.999 EUR incl. btw;

1 FET met ondersteuning in de trappers van het merk TREK met een aankoopwaarde van 3.078,00 EUR incl. btw;

1 compacte FET van het merk I:SY met een aankoopwaarde van 3.777,99 EUR incl. btw;

2 familie FET van het merk BIKE43 met een aankoopwaarde van 5.340,70 EUR incl. btw, per stuk;

1 Cargo FET van het merk Urban Arrow met een aankoopwaarde van 7.271,00 EUR incl. btw.

ARTIKEL IV. De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe behoudt zich het recht voor om in het geval van gebeurtenissen die buiten haar wil om gebeuren (extreme weersomstandigheden, ziekte, staking, faillissement, technische storingen, overmacht,...) de terbeschikkingstelling van de FET te annuleren.

ARTIKEL V. DE VZW heeft het recht om het vermogen en de geschiktheid van de gebruiker om een fiets te gebruiken, te beoordelen. De gebruiker verklaart de kunst van het fietsen machtig te zijn en aan geen enkele medische tegenindicatie te lijden.

De VZW en de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe behouden zich het recht voor om iedere persoon die duidelijk onder de invloed van alcohol of andere stimulerende middelen is of die niet over de fysieke capaciteiten beschikt om alleen met de fiets te rijden, van hun activiteiten te weren en te weigeren aan deze personen een FET ter beschikking te stellen. In dat geval zal er geen enkele schadevergoeding geëist kunnen worden.

ARTIKEL VI. Het materiaal dat ter beschikking wordt gesteld (fiets en toebehoren) blijft tijdens de hele duur van de terbeschikkingstelling exclusieve eigendom van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe. De gebruikers mogen de FET zonder toestemming van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe niet aan derden uitlenen of onderverhuren.

ARTIKEL VII. De gebruiker erkent dat de gehuurde fiets zich in perfecte staat bevindt en verbindt zich ertoe om deze zorgvuldig te gebruiken, om hem aan het

einde van de termijn van terbeschikkingstelling terug te brengen in de staat waarin hij zich bij ontvangst bevond en om hem op het tijdstip en op de plaats terug te bezorgen die voorzien is in artikel 2.

ARTIKEL VIII. De bedragen die overeenstemmen met de schade die de fiets tijdens het gebruik heeft opgelopen, kunnen aan de gebruiker gefactureerd worden, wat hij bij deze aanvaardt.

De vergoedingen voor de toebehoren bedragen: Helm Torch: 149 EUR, fietstas Klickfix: 38 EUR, bevestiging Klickfix: 23 EUR.

De vergoedingen voor de niet vermelde toebehoren worden door de gemeente vastgesteld mits voorlegging van bewijsstukken.

ARTIKEL IX. De gebruiker verbindt zich ertoe om indien de fiets tijdens het gebruik blokkeert, de VZW zo snel mogelijk tijdens de kantooruren te bellen op het nummer 02 762 762.48 93. Na een analyse van de panne met de gebruiker, verbindt de VZW zich ertoe om binnen de 48 uur tussenbeide te komen of om de fiets te vervangen (binnen de mogelijkheden van de beschikbare voorraad en de werkdagen van de 'Ateliers de la rue Voot vzw'). De gebruiker kan in geen enkel geval schadevergoeding of interesten eisen voor gemist genot in de loop van de terbeschikkingstelling.

ARTIKEL X. De gebruiker verbindt zich ertoe om binnen de 24 uur iedere diefstal van de fiets en/of van zijn accessoires aan de VZW en aan de politie te melden. Hij verbindt zich er toe om vervolgens binnen de 24 uur de sleutels van het slot (en eventueel het gebroken slot), een kopie van het proces-verbaal van de politie en een verklaring op erewoord dat hij de fiets via het fietskader en het voorwiel door middel van het slot dat door de VZW geleverd werd, goed heeft bevestigd aan een vast punt, over te maken. Indien hij die niet doet, behoudt de gemeente zich het recht voor om van de gebruiker een som te eisen die gelijk is aan de waarde van de fiets en/of de accessoires, vermeld in artikelen III en VIII.

ARTIKEL XI. De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe kan in geen geval verantwoordelijk gesteld worden indien de gebruiker tijdens de terbeschikkingstelling de heersende wetten en regels overtreedt. De fietser rijdt op eigen verantwoordelijkheid en verbindt zich ertoe het verkeersreglement na te leven.

De gebruiker zal kledij dragen die geschikt is om mee te fietsen. De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe kan in geen geval verantwoordelijk gesteld worden indien de kledij van de deelnemers beschadigd of bevuild wordt of op enig andere manier schade ondervindt.

ARTIKEL XII. Het staat de gebruiker vrij om al of niet de helm te dragen. De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe stelt helmen ter beschikking maar verplicht de gebruiker niet om ze te dragen. De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe kan bij ongeval niet verantwoordelijk gesteld worden voor de geleden schade, noch voor de kwaliteit van de ter beschikking gestelde helmen.

BESCHRIJVING VAN DE STAAT VAN HET MATERIAAL DAT TER BESCHIKKING GESTELD WORDT

TERBESCHIKKINGSTELLING VAN FIETS MET ELEKTRISCHE TRAPONDERSTEUNING

Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, Paul Hymanslaan 2, 1200 Brussel

"Les Ateliers de la rue Voot" vzw

*Reçu te bewaren en voor te leggen wanneer het materiaal wordt binnengebracht*

Dag: .....Datum: .....Uur: .....

Plaats van terbeschikkingstelling: .....

GEGEVENS VAN DE GEBRUIKER:

NAAM: ..... VOORNAAM: .....

ADRES: ..... PC: .....

STAD: ..... LAND:.....

TEL ..... E-MAIL: .....

Rijksregisternummer:.....

TERBESCHIKKINGSTELLING:

Terug op: Dag: ..... Datum: ..... Uur: ..... Duur: ..... minuten

Ter beschikking gesteld materiaal: Beschrijving van de staat van het materiaal dat ter beschikking gesteld wordt

Hoeveelheid	Type fiets en toebehoren	Waarde
-------------	--------------------------	--------

Accessoires		
fietstas	helm	anti-diefstalbevestiging

Ik verklaar kennis genomen te hebben van de algemene voorwaarden en ik verbind me ertoe ze na te leven.

Handtekening van de gebruiker:

## BESCHRIJVING VAN DE STAAT VAN HET MATERIAAL BIJ TERUGGAVE:

De gebruiker De vertegenwoordiger van de vzw "Les ateliers de la rue Voot"

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

19.09.2022/A/0050 **Soutien régional aux actions communales de mobilité 2022 - Mise en œuvre du PAVE - Signature de la convention - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la mobilité dans une commune a un impact important sur la qualité de vie de ses citoyens ;

Vu le plan régional de mobilité « Good Move », dont l'ambition est de renforcer les conditions d'accessibilité, de confort et de sécurité des piétons au sein de l'espace public ;

Vu l'appel à projets émanant de Bruxelles Mobilité dans le cadre du « soutien régional aux actions communales de mobilité et de sécurité routière », pour l'année 2022 ;

Considérant que le Collège s'est inscrit dans cette démarche pour l'obtention de subsides en faveur de la mise en œuvre du plan d'accessibilité des voiries et des espaces publics (PAVE) ;

Considérant que 2 projets ont été retenus par le pouvoir subsidiant à concurrence d'un budget prévisionnel maximal pour la subvention de 324.987,99 EUR pour la réfection des trottoirs de l'avenues Dietrich (côté habitations) et Tomberg (entre la place du Sacré-Coeur et la rue F. Mélard) ;

Considérant que le crédit permettant les dépenses nécessaires à la réalisation de ces travaux d'infrastructure visant à améliorer la mise en accessibilité du réseau piéton est prévu au budget 2022 ;

Vu le projet de convention proposé par Bruxelles Mobilité ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/07/2022 ;

DECIDE d'approuver la convention entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et la Région bruxelloise afin de régler les modalités de la mise à disposition de la subvention d'un montant de 324.987,99 EUR pour la mise en œuvre du plan

d'accessibilité des voiries et des espaces publics (PAVE), reprise ci-dessous :

## **CONVENTION**

### **Entre :**

la Région de Bruxelles-Capitale, représentée par la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière, Madame Elke Van den Brandt,

Dénommée ci-après « *La Région* »

### **et**

la commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent conjointement Monsieur Olivier Maingain, Bourgmestre et Monsieur Patrick Lambert, Secrétaire communal, agissant sous condition suspensive de l'approbation de la présente convention par le Conseil communal et de la non annulation dans le délai légal par l'autorité de tutelle sur les Pouvoirs locaux de ladite décision d'approbation,

Dénommée ci-après « *Le Bénéficiaire* »,

### **il est convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du Bénéficiaire, d'une subvention de la Région, d'un montant de 324.987,99 EUR conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du ..... 2022.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

La subvention est allouée au Bénéficiaire pour la réfection des trottoirs des avenues Dietrich (côté habitations) et Tomberg (entre la place du Sacré-Coeur et la rue F. Mélard), dénommées ci-après « Voiries », dans le cadre de son Plan d'accessibilité des voiries et des espaces publics (PAVE).

Les dépenses qui pourront être prises en charge par la subvention concernent les paiements, dans le cadre de marchés publics, effectués par le Bénéficiaire aux prestataires de services, fournisseurs et entrepreneurs, y compris les révisions de prix contractuelles et la TVA pour :

- les travaux de réaménagement des Voiries à la condition que les non-conformités relevées aient été résolues en suivant les principes et recommandations du cahier de l'accessibilité piétonne ;
- la pose de l'éclairage public et de feux tricolores (si nécessaire) ;
- l'achat et la pose de mobilier urbain ;
- les signalisations et marquages ;
- tout autre élément nécessaire à la mise en accessibilité des Voiries.

Le montant des dépenses éligibles pour justification qui dépasse le budget maximal de la subvention reste financièrement à charge du Bénéficiaire.

Les frais et dépenses suivants, qui ne sont pas pris en charge par la Région dans le cadre de cette convention et de l'arrêté de subvention et qui ne sont donc pas éligibles pour justification dans le budget prévisionnel maximal de la subvention, sont financièrement prises en charge par le Bénéficiaire.

Ce sont notamment :

- les études techniques, à l'exception des adaptations ponctuelles du plan (voir ci-dessus liste des dépenses éligibles) ;
- les frais de fonctionnement de l'administration communale ;
- les frais de matériel et matériaux communaux ;
- les frais administratifs et d'obtention des permis et autorisations ;
- les frais de loyer et charges locatives ;

- les frais de déplacement, de séjour et de nourriture du personnel communal ;
- les frais et dépenses de dédommagement d'adjudicataires dans le cadre de marchés publics ;
- les frais de dédommagement de riverains, utilisateurs de voirie, impétrants et détenteurs de permission de voirie ;
- les frais de subsides communaux à des organismes ;
- la modification des installations existantes des impétrants pour les besoins des travaux envisagés dans le cadre de la présente convention, à savoir : les frais d'adaptation et déplacement des câbles, canalisations et installations souterrains et en surface, d'une part lorsqu'ils sont situés en domaine public communal et/ou d'autre part lorsqu'il s'agit de sociétés-impétrants qui n'ont pas le statut de société intercommunale.

Les aménagements devront être réalisés dans le respect du Règlement régional d'urbanisme, des recommandations du Cahier de l'accessibilité piétonne, se conformer aux prescrits de sécurité routière repris dans le Plan d'Actions régional de Sécurité routière 2021-2030 et intégrer les principes de la Charte sur les revêtements piétons en Région de Bruxelles-Capitale.

### **Article 2 - Durée**

La convention porte sur la période du 01/03/2022 au 31/12/2024.

### **Article 3 - Communication**

Il sera fait mention du soutien de la Région de Bruxelles-Capitale, de son logo et/ou du logo de Bruxelles Mobilité lors de toute communication du bénéficiaire relative à l'objet de la subvention, quel qu'en soit le support.

Dans toute reproduction du logo de la Région de Bruxelles-Capitale, le bénéficiaire veillera à respecter scrupuleusement la charte graphique du Service public régional de Bruxelles, disponible via [info@sprb.brussels](mailto:info@sprb.brussels).

### **Article 4 - Modalités de liquidation et pièces à fournir lors des demandes de paiement**

La subvention sera liquidée en deux tranches :

- une première tranche de **162.494,00 EUR** sur la base d'une déclaration de créance, après la notification du présent arrêté au Bénéficiaire ;
- le solde de **162.493,99 EUR** sur présentation d'une déclaration de créance, accompagnée du décompte final des dépenses et recettes, appuyée de tous les justificatifs des dépenses éligibles prévues dans le budget prévisionnel et des recettes. Chaque justificatif présenté devra obligatoirement être accompagné d'un extrait de compte ou d'un ticket prouvant la dépense.

Seront également joints à la dernière déclaration de créance, un rapport d'activités et un exemplaire de chaque support promotionnel, s'il échet. Le dossier complet doit être introduit au plus tard le **30/06/2025 selon les modalités reprises ci-dessous**. Si le dossier final est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement annulée.

- Les **déclarations de créance** sont à envoyer sous format électronique PDF à [invoice@sprb.brussels](mailto:invoice@sprb.brussels), avec copie adressée à [aldepeint@sprb.brussels](mailto:aldepeint@sprb.brussels) (chaque e-mail ne contenant qu'une demande de paiement unique, dans un seul fichier PDF).

- Les documents suivants sont à envoyer sous format **papier** à :

*Iris Tower*

*Bruxelles Mobilité - Direction Support (3e étage)*

*Alexandra Depeint*

Place Saint-Lazare 2 - 1035 Bruxelles

- copie de la déclaration de créance ;
- déclaration sur l'honneur de bonne utilisation du subside ;
- tableau récapitulatif des pièces justificatives ;
- décompte final des dépenses et recettes ;
- pièces justificatives en un exemplaire original (avec extrait de compte ou ticket prouvant la dépense) ;
- fascicule relatif à la présentation des pièces justificatives ;
- rapport d'activités ;
- exemplaire de chaque support promotionnel (le cas échéant).
- Une copie **électronique** des pièces justificatives est également à envoyer à [aldepeint@sprb.brussels](mailto:aldepeint@sprb.brussels).

#### **Article 5 - Présentation des pièces justificatives**

En cas de financements multiples et de diverses origines, il est du devoir du bénéficiaire de lever toute équivoque sur les pièces présentées, tant au moment de la demande de paiement que lors d'éventuels contrôles ultérieurs, que ces contrôles soient sur pièces ou sur place.

Lorsqu'une pièce justificative est présentée à plusieurs pouvoirs subsidiaires, la ventilation entre pouvoirs subsidiaires devra être acceptée au préalable et sera reprise sur chaque pièce originale.

Les pièces justificatives seront soit acquittées, soit accompagnées des preuves de leur paiement (extraits de comptes bancaires ou toute autre forme de preuve de paiement). Comme tempérament à cette règle, des copies de pièces justificatives et des copies de preuves de paiement sont admises.

Elles doivent être numérotées selon l'ordre chronologique et précédées d'une liste reprenant, dans l'ordre des numéros de pièces, le nom du fournisseur, la date de la pièce, le montant hors TVA, le montant TVA comprise si elle est due, c'est-à-dire effectivement supportée. La liste doit se clôturer par un total et être datée et signée par une personne habilitée à engager le Bénéficiaire.

#### **Article 6 - Contrôle des subventions**

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application. Ces articles sont reproduits, in extenso, ci-dessous :

**Art 92** : Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, précitée, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par la bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

**Art 93** : Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

**Art 94** : Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;

- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

**Art 95** : Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

#### **Article 7 - Paiements**

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires.

Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

#### **Article 8 - Responsabilité**

Le Bénéficiaire est l'unique responsable comme maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution des Travaux et s'engage à garantir la Région contre tout recours de tiers ou des participants ou les adjudicataires qui trouvent son origine dans l'exécution des Travaux, des services ou fournitures pour la réalisation des Travaux.

La Région ne peut en aucun cas être tenue ou liée par des obligations contractuelles, quasi contractuelles délictuelles ou quasi délictuelles qui ont été conclues par le Bénéficiaire dans le cadre des marchés de services, de fournitures et de travaux.

#### **Article 9 - Marchés publics**

Le Bénéficiaire est soumis aux dispositions de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

#### **Article 10 - Imputation budgétaire**

Le montant de la subvention est imputable sur l'allocation de base 19.002.28.01.6321 du budget 2022 de la Région de Bruxelles-Capitale.

#### **Article 11 - Litiges**

Tout litige relatif à la présente convention relève de la compétence des Tribunaux de Bruxelles.

#### **Article 12 - Transmission des documents**

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

### **1. POUR LA RÉGION**

Iris Tower  
Bruxelles Mobilité - Direction Mobilité et Sécurité routière  
A l'attention de Mr Kristof De Mesmaeker, Directeur-Chef de Service  
Place Saint-Lazare 2  
1035 BRUXELLES

### **2. POUR LE BÉNÉFICIAIRE**

La commune de Woluwe-Saint-Lambert

Avenue Paul Hymans 2  
1200 Bruxelles

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires, le .....

Pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert	La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière
Olivier Maingain, Bourgmestre	Patrick Lambert, Secrétaire communal Elke Van den Brandt

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

**Gewestelijke steun voor gemeentelijke mobiliteitsacties 2022 - Uitwerking van het PAVE - Ondertekening van de overeenkomst - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat de mobiliteit in een gemeente een belangrijke invloed heeft op de levenskwaliteit van de burgers;

Gezien het Gewestelijke Mobiliteitsplan "Good Move" dat tot doel heeft de toegankelijkheid, het comfort en de veiligheid van voetgangers in de openbare ruimte te verbeteren;

Gezien de oproep tot het indienen van projecten die door Brussel Mobiliteit is gedaan in het kader van " Gewestelijke steun voor gemeentelijke acties op het gebied van mobiliteit en verkeersveiligheid", voor het jaar 2022;

Overwegende dat het College zich aansluit bij deze aanpak om subsidies te verkrijgen voor de uitwerking van het toegankelijkheidsplan voor de wegen en de openbare ruimten" (PAVE);

Overwegende dat 2 projecten door de subsidiërende overheid zijn geselecteerd tot een maximaal voorlopig budget voor de subsidie van 324.987,99 EUR voor het herstel van de voetpaden aan de Dietrichlaan (kant van de woningen) en de Tomberglaan (tussen het Heilig-Hartplein en de F. Mélardstraat);

Overwegende dat het krediet waarmee de noodzakelijke uitgaven voor de uitvoering van deze infrastructuurwerken ter verbetering van de toegankelijkheid van het voetgangersnetwerk kunnen worden gefinancierd, in de begroting voor 2022 is opgenomen;

Gelet op het ontwerp van overeenkomst van Brussel Mobiliteit;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 28/07/2022;

BESLIST de onderstaande overeenkomst tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en het Brussels Gewest goed te keuren teneinde de modaliteiten en voorwaarden te regelen voor de toekenning van de subsidie voor een bedrag van 324.987,99 EUR voor de uitvoering van het toegankelijkheidsplan voor wegen en openbare ruimten (PAVE):

## **OVEREENKOMST**

### **Tussen:**

het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met mobiliteit, openbare werken en verkeersveiligheid, Elke Van den Brandt,

Hierna « het Gewest » genoemd,

### **en**

de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, waarvoor gezamenlijk optreden de heer Olivier Maingain, burgemeester, en de heer Olivier Maingain, gemeentesecretaris, met de opschortende voorwaarde van goedkeuring van deze overeenkomst door de gemeenteraad en van de niet-vernietiging binnen de wettelijke termijn van de bedoelde goedkeuringsbeslissing door de toezichthoudende overheid op de plaatselijke besturen,

Hierna « de Begunstigde » genoemd,

### **wordt overeengekomen wat volgt :**

#### **Artikel 1 - Voorwerp van de overeenkomst**

Onderhavige overeenkomst bepaalt de modaliteiten voor de toekenning aan de Begunstigde, van een subsidie van het Gewest voor een bedrag van 324.987,99 € overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van .....2022.

In geen enkel geval mag het toepassingsveld van bovenvermeld besluit gewijzigd, ingeperkt of uitgebreid worden krachtens onderhavige overeenkomst.

De subsidie wordt aan de begunstigde toegekend voor de herstelling van de voetpaden in Georges Henrilaan (woningskant) en Tomberg (tussen Heilig-Hartplein en Fernand Mélardstraat), hierna “de Wegen” genoemd, in het kader van haar plan voor toegankelijk maken van de weg en de openbare ruimte (PAVE).

De kosten die door de subsidie kunnen worden gedekt, hebben betrekking op de betalingen die de begunstigde in het kader van overheidsopdrachten uitvoert aan dienstverleners, leveranciers en aannemers, met inbegrip van de contractuele prijsherzieningen en de btw voor:

- de heraanlegwerken van de wegen, op voorwaarde dat de opgemerkte afwijkingen opgelost zijn door de beginselen en aanbevelingen van het cahier voetgangerstoegankelijkheid op te volgen;
- de plaatsing van openbare verlichting en verkeerslichten (zo nodig);
- de aankoop en plaatsing van stadsmeubilair;
- de borden en markeringen;
- elk ander element dat noodzakelijk is om de wegen toegankelijk te maken.

Het bedrag aan in aanmerking komende uitgaven dat de maximale begroting van de subsidie overschrijdt, blijft financieel ten laste van de begunstigde.

De volgende kosten en uitgaven, die het Gewest niet op zich neemt in het kader van deze overeenkomst en het subsidiëeringsbesluit en die dus niet in aanmerking komen

voor verantwoording binnen de maximale voorbegroting van de subsidie, vallen financieel ten laste van de begunstigde.

Het gaat onder meer om:

- de technische studies, met uitzondering van de specifieke aanpassingen aan het plan (zie hierboven in de lijst met in aanmerking komende uitgaven);
- de werkingskosten van het gemeentebestuur;
- de gemeentelijke materieel- en materiaalkosten;
- de administratiekosten en de kosten voor toelatingen en vergunningen;
- de huurkosten en -lasten;
- de verplaatsings-, verblijfs- en maaltijdkosten van het gemeentepersoneel;
- de schadevergoedingen aan opdrachtnemers in het kader van overheidsopdrachten;
- de schadevergoedingen aan omwonenden, weggebruikers, nutsbedrijven en houders van een wegenvergunning;
- de kosten van gemeentelijke subsidies aan instellingen;
- de wijziging van de bestaande installaties van de nutsbedrijven voor de werken gepland in het kader van deze overeenkomst, namelijk: de kosten voor de aanpassing en verplaatsing van de onder- en bovengrondse kabels, leidingen en installaties, enerzijds als ze zich op gemeentelijk openbaar domein bevinden en/of anderzijds als het gaat om nutsbedrijven die niet het statuut van intercommunaal bedrijf hebben.

De inrichtingen moeten worden uitgevoerd in overeenstemming met de Gewestelijke stedenbouwkundige Verordening, de aanbevelingen van de Cahier voetgangerstoegankelijkheid, de verkeersveiligheidsregels uiteengezet in het Gewestelijk Actieplan Verkeersveiligheid 2021-2030 en de principes van het Handvest van de verhardingen voor voetgangersvoorzieningen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

### **Artikel 2 - Duur**

De overeenkomst dekt de periode van 01/03/2022 t.e.m. 31/12/2024.

### **Artikel 3 - Communicatie**

Bij elke communicatie door de begunstigde met betrekking tot het voorwerp van de subsidie, ongeacht de drager, moet de steun van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden vermeld en moet het logo van het Gewest en/of van Brussel Mobiliteit worden aangebracht.

Bij elke reproductie van het logo van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zal de begunstigde ervoor zorgen dat ze de huisstijl van de Gewestelijke Overheidsdienst van Brussel, die beschikbaar is bij [info@gob.brussels](mailto:info@gob.brussels).

### **Artikel 4 - Betalingsmodaliteiten en te bezorgen stukken bij de aanvraag tot betaling**

De subsidie wordt in twee schijven uitbetaald:

- een eerste schijf van **162.494,00 EUR** op basis van een schuldvordering, na kennisgeving van dit besluit aan de begunstigde;
- het saldo van **162.493,99 EUR** na het indienen van een schuldvordering samen met de eindafrekening van de ontvangsten en uitgaven, gestaafd met alle verantwoordingsstukken van de in aanmerking komende, in de begrotingsraming opgenomen uitgaven en van de ontvangsten. Elk verantwoordingsstuk dat voorgelegd wordt, moet vergezeld worden van een rekeninguittreksel of een ticket dat de uitgave bewijst.

Een activiteitenverslag, alsook desgevallend een exemplaar van elke vorm van promotiemateriaal, worden eveneens bij de laatste schuldvordering gevoegd. Ten laatste op **30/06/2025** moet het volledige dossier ingediend worden **volgens de hieronder opgegeven modaliteiten**. Indien het einddossier op een latere datum wordt

ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de subsidie; de desbetreffende verplichting tot betaling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch

- De **schuldvorderingen** moeten verzonden worden in elektronisch PDF-formaat naar [invoice@gob.brussels](mailto:invoice@gob.brussels), met kopie aan [aldepeint@gob.brussels](mailto:aldepeint@gob.brussels) (elke e-mail mag slechts één enkele betalingsaanvraag bevatten, in één PDF-document).

- De volgende documenten moeten verzonden worden in **papieren** formaat naar :

*Iris Tower*

*Brussel Mobiliteit - Directie Support (3de verdieping)*

*Alexandra Depeint*

*Sint-Lazarusplein 2 - 1035 Brussel*

- kopie van de schuldvorderingen;
- verklaring op erewoord betreffende het goede gebruik van de subsidie;
- samenvattende tabel van de bewijsstukken;
- eindafrekening van de ontvangsten en uitgaven;
- verantwoordingsstukken in één origineel exemplaar (met rekeninguittreksel of ticket dat de uitgave bewijst);
- lijst betreffende de voorlegging van de bewijsstukken;
- activiteitenverslag;
- exemplaar van elke vorm van promotiemateriaal (in voorkomend geval).
- Een **elektronisch** kopie van de verantwoordingsstukken moet ook verzonden worden naar [aldepeint@gob.brussels](mailto:aldepeint@gob.brussels).

#### **Artikel 5 - Indiening van de verantwoordingsstukken**

In geval van meerdere financieringen van diverse oorsprong, dient de Begunstigde ervoor te zorgen dat er geen enkele onduidelijkheid bestaat over de ingediende stukken, zowel op het ogenblik van de aanvraag tot betaling als tijdens eventuele latere controles. Deze controles kunnen zowel een controle van de stukken als een controle ter plaatse inhouden.

Wanneer een verantwoordingsstuk bij meerdere subsidiërende overheden wordt ingediend, dient de verdeling tussen de subsidiërende overheden vooraf aanvaard te zijn en dient ze vermeld te worden op alle originele stukken.

De verantwoordingsstukken dienen ofwel gekwiteerd te zijn, ofwel vergezeld van het bewijs van betaling (rekeninguittreksels of eender welke andere vorm van bewijs van betaling). Als matiging van deze regel worden ook kopieën van de verantwoordingsstukken en kopieën van de betalingsbewijzen toegelaten.

Ze moeten chronologisch worden genummerd en moeten voorafgegaan worden door een lijst waarin, in de volgorde van de genummerde stukken, de naam van de leverancier, de datum van het document, het bedrag exclusief BTW en desgevallend het bedrag inclusief BTW, d.w.z. als er BTW verschuldigd is, dient te worden vermeld. De lijst moet worden afgesloten met een totaal en moet worden gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is om verbintenissen aan te gaan in naam van de Begunstigde.

#### **Artikel 6 - De controle op de subsidies**

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, zijn van toepassing. Deze artikelen worden hieronder in extenso overgenomen :

**Art 92** : Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

**Art. 93** : Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

**Art. 94** : Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde :

1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend ;

2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;

3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert ;

4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

**Art 95** : Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

### **Artikel 7 - Betalingen**

De betalingen gebeuren binnen de limieten van de budgettaire kredieten.

Ze gebeuren zo spoedig mogelijk, rekening houdende met de voorwaarden inzake controle.

### **Artikel 8 - Verantwoordelijkheid**

Als opdrachtgever blijft de Begunstigde de enige verantwoordelijke voor de uitvoering van de werken. Hij verbindt zich ertoe het Gewest te vrijwaren van elke vordering van derden, deelnemers of opdrachtnemers waaraan de uitvoering van de werken, met inbegrip van de eraan verbonden levering en diensten, ten grondslag ligt. Het Gewest kan onder geen beding gehouden of verbonden worden geacht door contractuele, quasi-contractuele, delictuele of quasi-delictuele verbintenissen die door de Begunstigde zijn aangegaan in het kader van overheidsopdrachten voor werken, leveringen of diensten.

### **Artikel 9 - Overheidsopdrachten**

De Begunstigde is onderworpen aan de bepalingen van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.

### **Artikel 10 - Budgettaire aanrekening**

Het bedrag van de subsidie wordt aangerekend op basisallocatie 19.002.28.01.6321 van de begroting 2022 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

### **Artikel 11 - Geschillen**

Alle geschillen betreffende deze overeenkomst vallen onder de bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

### **Artikel 12 - Bezorgen van de documenten**

Alle notificaties en kennisgevingen die krachtens deze overeenkomst gegeven moeten worden, dienen door de partijen op geldige wijze te worden verstuurd naar de volgende adressen:

#### **1. VOOR HET GEWEST**

Iris Tower  
Brussel Mobiliteit - Directie Mobiliteit en Verkeersveiligheid  
Ter attentie van de heer Kristof De Mesmaeker, Directeur-Diensthofd  
Sint-Lazarusplein 2  
1035 BRUSSEL

#### **2. VOOR DE BEGUNSTIGDE**

Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe  
Paul Hymanslaan 2  
1200 Brussel

Opgemaakt in twee exemplaren, Brussel .....

Voor de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe

Olivier Maingain,      Patrick Lambert,  
Burgemeester          Gemeentesecretaris

De Minister van de  
Brusselse Hoofdstedelijke  
Regering bevoegd voor  
mobiliteit, openbare  
werken en  
verkeersveiligheid

Elke Van den Brandt

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

19.09.2022/A/0051      **Soutien régional aux actions communales de sécurité routière 2022 - Signature de la convention - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'améliorer la sécurité routière par la réalisation

d'aménagements spécifiques ;

Vu le plan régional de mobilité « Good Move », établissant que certains travaux d'infrastructure, mettant en œuvre des mesures réglementaires et physiques, incitent au respect des limitations en vigueur, plus particulièrement dans le contexte de la « Ville 30 », par la crédibilisation de celles-ci ;

Vu l'appel à projets émanant de Bruxelles Mobilité dans le cadre du « soutien régional aux actions communales de mobilité et de sécurité routière » pour l'année 2022 ;

Considérant que le Collège s'est inscrit dans cette démarche pour l'obtention de subsides en faveur de projets d'investissement pour l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales ;

Considérant que 2 projets ont été retenus par le pouvoir subsidiant à concurrence d'un budget prévisionnel maximal pour la subvention de 98.000 EUR, à savoir :

- Tomberg : Réduction et maîtrise de la vitesse ville 30 par l'installation d'un radar répressif et l'aménagement d'une avancée de trottoir couplée à la réalisation d'un passage pour piétons ;
- Avenue du Prince Héritier et avenue Général Lartigue : Réduction et maîtrise de la vitesse ville 30 par l'installation d'un carrefour surélevé ;

Considérant que le crédit permettant les dépenses nécessaires à la réalisation de ces travaux d'infrastructure visant à la sécurisation est prévu au budget 2022 ;

Vu le projet de convention proposé par Bruxelles Mobilité ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/07/2022 ;

DECIDE d'approuver la convention entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et la Région bruxelloise afin de régler les modalités de la mise à disposition de la subvention d'un montant de 98.000 EUR pour la réalisation de petits travaux d'infrastructure pour l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales, reprise ci-dessous :

## CONVENTION

### **Entre :**

la Région de Bruxelles-Capitale, représentée par la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière, Madame Elke Van den Brandt,

Dénommée ci-après « La Région »

### **et**

la commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent conjointement Monsieur Olivier Maingain, Bourgmestre et Monsieur Patrick Lambert, Secrétaire communal, agissant sous condition suspensive de l'approbation de la présente convention par le Conseil communal et de la non annulation dans le délai légal par l'autorité de tutelle sur les Pouvoirs locaux de ladite décision d'approbation,

Dénommée ci-après « Le bénéficiaire »,

**il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire, d'une subvention de la Région, d'un montant de 98.000,00 EUR conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du .....

La subvention est allouée au bénéficiaire pour l'organisation et l'exécution de petits travaux d'infrastructures dans le cadre du projet d'investissement pour l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales en 2022.

Les dépenses qui pourront être prises en charge par la subvention sont les suivantes :

- Tomberg: réduction et maîtrise de la vitesse ville 30
- Avenue du Prince Héritier X Avenue Général Lartigue : réduction et maîtrise de la vitesse ville 30

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

**Article 2 - Durée**

La convention porte sur la période du 01/08/2022 au 31/07/2024.

Cette période peut être prolongée en fonction des procédures de marché public, et de l'évolution des travaux de réaménagement moyennant l'accord de la Ministre chargée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité Routière, endéans la période de couverture de la subvention.

**Article 3 – Communication**

Il sera fait mention du soutien de la Région de Bruxelles-Capitale, de son logo et/ou du logo de Bruxelles Mobilité lors de toute communication du bénéficiaire relative à l'objet de la subvention, quel qu'en soit le support.

Dans toute reproduction du logo de la Région de Bruxelles-Capitale, le bénéficiaire veillera à respecter scrupuleusement la charte graphique du Service public régional de Bruxelles, disponible via [info@sprb.brussels](mailto:info@sprb.brussels).

**Article 4 - Modalités de liquidation et pièces à fournir lors des demandes de paiement**

La subvention sera liquidée en deux tranches :

- une première tranche de 49.000,00 EUR sur la base d'une déclaration de créance, après la notification du présent arrêté au bénéficiaire ;
- le solde de 49.000,00 EUR (à titre de seconde tranche) sur présentation d'une déclaration de créance, accompagnée du décompte final des dépenses et recettes, appuyée de tous les justificatifs des dépenses éligibles prévues dans le budget prévisionnel et des recettes. Chaque justificatif présenté devra obligatoirement être accompagné d'un extrait de compte ou d'un ticket prouvant la dépense. Sera également joint à cette dernière déclaration de créance, un reportage photographique après exécution des travaux subsidiés.

Le dossier complet doit être introduit au plus tard le 31/10/2024 selon les modalités reprises ci-dessous. Si le dossier final est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement annulée.

Les déclarations de créance sont à envoyer sous format électronique PDF à [invoice@sprb.brussels](mailto:invoice@sprb.brussels), avec copie adressée à [aldepeint@sprb.brussels](mailto:aldepeint@sprb.brussels) (chaque e-mail

ne contenant qu'une demande de paiement unique, dans un seul fichier PDF).

Les documents suivants sont à envoyer sous format papier à :

Iris Tower

Bruxelles Mobilité - Direction Support (3e étage)

Alexandra Depeint

Place Saint-Lazare 2 - 1035 Bruxelles

- copie de la déclaration de créance ;
- déclaration sur l'honneur de bonne utilisation du subside ;
- tableau récapitulatif des pièces justificatives ;
- décompte final des dépenses et recettes ;
- pièces justificatives en un exemplaire original (avec extrait de compte ou ticket prouvant la dépense) ;
- fascicule relatif à la présentation des pièces justificatives ;
- rapport d'activités ;
- exemplaire de chaque support promotionnel (le cas échéant).

Une copie électronique des pièces justificatives est également à envoyer à [aldepeint@sprb.brussels](mailto:aldepeint@sprb.brussels).

### **Article 5 - Présentation des pièces justificatives**

En cas de financements multiples et de diverses origines, il est du devoir du bénéficiaire de lever toute équivoque sur les pièces présentées, tant au moment de la demande de paiement que lors d'éventuels contrôles ultérieurs, que ces contrôles soient sur pièces ou sur place.

Lorsqu'une pièce justificative est présentée à plusieurs pouvoirs subsidiaires, la ventilation entre pouvoirs subsidiaires devra être acceptée au préalable et sera reprise sur chaque pièce originale.

Les pièces justificatives seront soit acquittées, soit accompagnées des preuves de leur paiement (extraits de comptes bancaires ou toute autre forme de preuve de paiement).

Comme tempérament à cette règle, des copies de pièces justificatives et des copies de preuves de paiement sont admises.

Elles doivent être numérotées selon l'ordre chronologique et précédées d'une liste reprenant, dans l'ordre des numéros de pièces, le nom du fournisseur, la date de la pièce, le montant hors TVA, le montant TVA comprise si elle est due, c'est-à-dire effectivement supportée. La liste doit se clôturer par un total et être datée et signée par une personne habilitée à engager le Bénéficiaire.

### **Article 6 - Contrôle des subventions**

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application.

Ces articles sont reproduits, in extenso,

ci-dessous :

Art 92 : Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, précitée, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par la bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art 93 : Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le

droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art 94 : Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;

2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;

3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;

4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art 95 : Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

### **Article 7 - Paiements**

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires.

Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

### **Article 8 – Maîtrise d'ouvrage et principes d'aménagement**

1. Les objectifs des aménagements sont les suivants :

• Tomberg : réduction et maîtrise de la vitesse ville 30

✓ placer un radar répressif à hauteur du numéro 25, en accord avec la zone de Police, sans aucune forme d'entrave ni au cheminement des piétons (cf. Cahier de l'accessibilité piétonne), ni à la visibilité entre usagers ou à une autre signalisation (cf. aménagement d'une avancée de trottoir, couplée à la réalisation d'un passage pour piétons).

N.B : [Le passage de bus devant se croiser dans cette voirie étroite n'a pas permis d'envisager l'installation de dispositif ralentisseur classique et pertinent. Les plateaux aux normes STIB s'avèrent peu efficaces et l'installation de coussins berlinois ne peut se faire pour cause de largeur insuffisante de la voirie]

• Avenue du Prince Héritier X Avenue Général Lartigue : réduction et maîtrise de la vitesse ville 30

✓ installer un carrefour surélevé (plateau sinusoïdal - partie plane en asphalte) au niveau du carrefour formé par l'avenue du Prince Héritier et l'avenue Général Lartigue

✓ mettre à niveau les traversées piétonnes

✓ réaliser une oreille de trottoir

✓ mettre en oeuvre les dalles podotactiles pour les personnes malvoyantes

✓ supprimer le stationnement à moins de 5 mètres de la traversée piétonne (déminalisation et placement de plantations basses)

✓ aménager un trottoir traversant à l'entrée de l'avenue du Prince Héritier depuis le square Levie afin de créer un effet de porte

2. Le bénéficiaire est tenu de respecter les principes suivants :

• ordonnance du 3 juillet 2008 relative aux chantiers en voirie ;

• ordonnance du 26 juillet 2013 relative à l'accès et à l'échange d'informations sur les câbles souterrains et sur les conduites et les canalisations souterraines ;

• recommandations des vade-mecum régionaux, dont le Cahier de l'accessibilité et le Guide pratique pour l'installation de dispositifs ralentisseurs surélevés en Région de

Bruxelles-Capitale ;

- recommandations du plan d'actions de sécurité routière 2021-2030 ;
- Code du gestionnaire ;
- RRU ;
- en particulier, les traversées piétonnes, même suggérées dans le cas des trottoirs traversant, seront équipées de dalles podotactiles et se feront sans ressaut (cf. cahier de l'accessibilité piétonne).

3. Le bénéficiaire est en tant que maître d'ouvrage l'unique responsable de la procédure d'attribution des marchés publics.

Le maître d'ouvrage exécute les opérations suivantes :

- il rédige, approuve et publie les avis de marché (ou appel à candidats) et les cahiers des charges ;
- il rédige et approuve les décisions motivées de sélection et/ou d'attribution ;
- il notifie les marchés et/ou tranches et donne les ordres de services pour les différentes phases ;
- il désigne en son sein le fonctionnaire dirigeant et ses adjoints ;
- il assure le suivi des marchés, notamment par l'établissement et l'approbation des éventuels avenants et/ou décomptes, la rédaction et la notification des procès-verbaux de constat ainsi que leur traitement ultérieur, etc. ;
- il contrôle et approuve les déclarations de créance et procède au paiement des factures;
- il accorde les réceptions techniques, provisoires et définitives.

4. Le bénéficiaire assure la coordination des travaux des impétrants.

#### **Article 9 - Responsabilité**

Le bénéficiaire est l'unique responsable comme maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution des travaux et s'engage à garantir la Région contre tout recours de tiers ou des participants ou les adjudicataires qui trouvent son origine dans l'exécution des travaux, des services ou fournitures pour la réalisation des travaux.

La Région ne peut en aucun cas être tenue ou liée par des obligations contractuelles, quasi contractuelles délictuelles ou quasi délictuelles qui ont été conclues par le bénéficiaire dans le cadre des marchés de services, de fournitures et de travaux.

#### **Article 10 - Marchés publics**

Le bénéficiaire est soumis aux dispositions de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

#### **Article 11 – Réception des travaux**

Le bénéficiaire invite Bruxelles Mobilité à participer aux réceptions provisoires et définitives des travaux.

#### **Article 12 - Imputation budgétaire**

Le montant de la subvention est imputable sur l'allocation de base 17.007.28.01.6321 EF du budget 2022 de la Région de Bruxelles-Capitale.

#### **Article 13 - Litiges**

Tout litige relatif à la présente convention relève de la compétence des Tribunaux de Bruxelles.

#### **Article 14 - Transmission des documents**

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

## 1. POUR LA RÉGION

Iris Tower  
Bruxelles Mobilité - Direction Mobilité et Sécurité routière  
A l'attention de Mr Kristof De Mesmaeker, Directeur-Chef de Service  
Place Saint-Lazare 2  
1035 Bruxelles

## 2. POUR LE BÉNÉFICIAIRE

La commune de Woluwe-Saint-Lambert  
Monsieur Olivier Maingain, Bourgmestre  
Avenue Paul Hymans 2,  
1200 Woluwe-Saint-Lambert

Personne de contact : Mme Laurence Vandenbroucke  
l.vandenbroucke@woluwe1200.be

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires, le .....

Pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert	La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière
Olivier Maingain, Bourgmestre	Patrick Lambert, Secrétaire communal Elke Van den Brandt

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

### **Gewestelijke steun voor gemeentelijke acties voor verkeersveiligheid 2022 - Ondertekening van de overeenkomst - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is de verkeersveiligheid te verbeteren door de realisatie van specifieke inrichtingen;

Gelet op het Gewestelijke Mobiliteitsplan « Good Move » dat vaststelt dat bepaalde infrastructuurwerken, door de uitvoering van regelgevende en materiële maatregelen, de naleving van de geldende grenswaarden bevorderen, meer bepaald in het kader van de "Stad 30", door ze geloofwaardig te maken;

Gelet op de oproep tot het indienen van projecten die Brussel Mobiliteit in het kader van de "gewestelijke steun voor gemeentelijke mobiliteits- en verkeersveiligheidsacties" heeft gedaan voor het jaar 2022;

Overwegende dat het College zich aansluit bij deze aanpak om subsidies te verkrijgen voor de uitwerking van investeringsprojecten ter verbetering van de verkeersveiligheid op gemeentelijke wegen;

Overwegende dat door de subsidiërende overheid 2 projecten zijn geselecteerd voor een maximaal geraamd budget voor de subsidie van 98.000 EUR, namelijk:

- Tomberg: vermindering en beheersing van de snelheid Stad 30 de plaatsing van een repressieve radar en de inrichting van een trottoiruitstulping, gekoppeld aan de aanleg van een voetgangersoversteekplaats;
- Erfprinslaan en Generaal Lartigueiaan: vermindering en beheersing van de snelheid Stad 30 door de installatie van een verhoogd kruispunt;

Overwegende dat het krediet dat de uitgaven mogelijk maakt die nodig zijn voor de uitvoering van de infrastructuurwerken met het oog op beveiliging voorzien is in de begroting 2022;

Gelet op het ontwerp van overeenkomst van Brussel Mobiliteit;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 28/07/2022;

BESLIST de onderstaande overeenkomst tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en het Brussels Gewest goed te keuren teneinde de modaliteiten en voorwaarden te regelen van de toekenning van de subsidie ten belope van 98.000 EUR voor de uitvoering van kleine infrastructuurwerkzaamheden ter verbetering van de verkeersveiligheid op gemeentelijke wegen:

## **OVEREENKOMST**

### **Tussen:**

het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met mobiliteit, openbare werken en verkeersveiligheid, Elke Van den Brandt,  
Hierna « het Gewest » genoemd,

### **en**

de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, waarvoor gezamenlijk optreden de heer Olivier Maingain, burgemeester en de heer Patrick Lambert, gemeentesecretaris, met de opschortende voorwaarde van goedkeuring van deze overeenkomst door de gemeenteraad en van de niet-vernietiging binnen de wettelijke termijn van de bedoelde goedkeuringsbeslissing door de toezichthoudende overheid op de plaatselijke besturen,  
Hierna « de begunstigde » genoemd,

### **wordt overeengekomen wat volgt :**

#### **Artikel 1 - Voorwerp van de overeenkomst**

Onderhavige overeenkomst bepaalt de modaliteiten voor de toekenning aan de begunstigde, van een subsidie van het Gewest voor een bedrag van 98.000,00 € overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van .....  
De subsidie wordt toegekend aan de begunstigde voor de organisatie en uitvoering van kleine infrastructuurwerken in het kader van het investeringsproject voor de verbetering van de verkeersveiligheid op de gemeentewegen in 2022.

De uitgaven die door deze subsidie kunnen gedekt worden zijn de volgende:

- Tomberg: vermindering en beheersing van de snelheid Stad 30

- Erfprinslaan X Generaal Lartigueaan : vermindering en beheersing van de snelheid Stad 30

In geen enkel geval mag het toepassingsveld van bovenvermeld besluit gewijzigd, ingeperkt of uitgebreid worden krachtens onderhavige overeenkomst.

### **Artikel 2 - Duur**

De overeenkomst dekt de periode van 01/08/2022 t.e.m. 31/07/2024.

Deze periode kan verlengd worden in functie van de openbare aanbestedingen en van het vorderen van de werken van heraanleg, mits akkoord, binnen de geldigheidsperiode van de subsidie, van de minister die door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast is met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid.

### **Artikel 3 – Communicatie**

Bij elke communicatie door de begunstigde met betrekking tot het voorwerp van de subsidie, ongeacht de drager, moet de steun van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden vermeld en moet het logo van het Gewest en/of van Brussel Mobiliteit worden aangebracht.

Bij elke reproductie van het logo van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zal de begunstigde ervoor zorgen dat ze de huisstijl van de Gewestelijke Overheidsdienst van Brussel, die beschikbaar is bij [info@gob.brussels](mailto:info@gob.brussels).

### **Artikel 4 - Betalingsmodaliteiten en te bezorgen stukken bij de aanvraag tot betaling**

De subsidie wordt in twee schijven uitbetaald:

- een eerste schijf van 49.000,00 EUR op basis van een schuldvordering, na kennisgeving van dit besluit aan de begunstigde;
- het saldo van 49.000,00 EUR (als tweede schijf) na het indienen van een schuldvordering samen met de eindafrekening van de ontvangsten en uitgaven, gestaafd met alle verantwoordingsstukken van de in aanmerking komende, in de begrotingsraming opgenomen uitgaven en van de ontvangsten. Elk verantwoordingsstuk dat voorgelegd wordt, moet vergezeld worden van een rekeninguittreksel of een ticket dat de uitgave bewijst. Bij deze laatste schuldvordering moet na de uitvoering van de gesubsidieerde werken ook een fotoreportage worden gevoegd.

Ten laatste op 31/10/2024 moet het volledige dossier ingediend worden volgens de hieronder opgegeven modaliteiten. Indien het einddossier op een latere datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de subsidie; de desbetreffende verplichting tot betaling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De schuldvorderingen moeten verzonden worden in elektronisch PDF-formaat naar [invoice@gob.brussels](mailto:invoice@gob.brussels), met kopie aan [aldepeint@gob.brussels](mailto:aldepeint@gob.brussels) (elke e-mail mag slechts één enkele betalingsaanvraag bevatten, in één PDF-document).

De volgende documenten moeten verzonden worden in papieren formaat naar :

Iris Tower

Brussel Mobiliteit - Directie Support (3de verdieping)

Alexandra Depeint

Sint-Lazarusplein 2 - 1035 Brussel

- kopie van de schuldvordering;
- verklaring op erewoord betreffende het goede gebruik van de subsidie;
- samenvattende tabel van de bewijsstukken;

- eindafrekening van de ontvangsten en uitgaven;
  - verantwoordingsstukken in één origineel exemplaar (met rekeninguittreksel of ticket dat de uitgave bewijst);
  - lijst betreffende de voorlegging van de bewijsstukken;
  - activiteitenverslag;
  - exemplaar van elke vorm van promotiemateriaal (in voorkomend geval).
- Een elektronisch kopie van de verantwoordingsstukken moet ook verzonden worden naar [aldepeint@gob.brussels](mailto:aldepeint@gob.brussels).

#### **Artikel 5 - Indiening van de verantwoordingsstukken**

In geval van meerdere financieringen van diverse oorsprong, dient de Begunstigde ervoor te zorgen dat er geen enkele onduidelijkheid bestaat over de ingediende stukken, zowel op het ogenblik van de aanvraag tot betaling als tijdens eventuele latere controles. Deze controles kunnen zowel een controle van de stukken als een controle ter plaatse inhouden.

Wanneer een verantwoordingsstuk bij meerdere subsidiërende overheden wordt ingediend, dient de verdeling tussen de subsidiërende overheden vooraf aanvaard te zijn en dient ze vermeld te worden op alle originele stukken.

De verantwoordingsstukken dienen ofwel gekwiteerd te zijn, ofwel vergezeld van het bewijs van betaling (rekeninguittreksels of eender welke andere vorm van bewijs van betaling). Als matiging van deze regel worden ook kopieën van de verantwoordingsstukken en kopieën van de betalingsbewijzen toegelaten.

Ze moeten chronologisch worden genummerd en moeten voorafgegaan worden door een lijst waarin, in de volgorde van de genummerde stukken, de naam van de leverancier, de datum van het document, het bedrag exclusief BTW en desgevallend het bedrag inclusief BTW, d.w.z. als er BTW verschuldigd is, dient te worden vermeld. De lijst moet worden afgesloten met een totaal en moet worden gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is om verbintenissen aan te gaan in naam van de Begunstigde.

#### **Artikel 6 - De controle op de subsidies**

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, zijn van toepassing. Deze artikelen worden hieronder in extenso overgenomen :

Art 92 : Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art. 93 : Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

Art. 94 : Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot

onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde :

1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend ;

2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;

3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert ;

4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art 95 : Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

### **Artikel 7 - Betalingen**

De betalingen gebeuren binnen de limieten van de budgettaire kredieten.

Ze gebeuren zo spoedig mogelijk, rekening houdende met de voorwaarden inzake controle.

### **Artikel 8 – Opdrachtgeverschap en principes voor de invoering**

1. Dit zijn de doelstellingen van de aanleg :

• Tomberg: vermindering en beheersing van de snelheid Stad 30

✓ een repressieve radar plaatsen ter hoogte van nr. 25 in samenspraak met de politiezone, zonder een hindernis te vormen voor voetgangers (zie Cahier voetgangerstoegankelijkheid) noch voor de zichtbaarheid van weggebruikers of van een of andere signalisatie (bv. inrichting van een trottoiruitstulping, gekoppeld aan de aanleg van een voetgangersoversteekplaats)

N.B.: [Omdat de bussen elkaar moeten kruisen in deze smalle straat kan hier geen klassieke en relevante snelheidsremmer worden geplaatst. De verkeersplateaus die voldoen aan de normen van de MIVB zijn weinig doeltreffend, en voor Berlijnse kussens is de weg onvoldoende breed]

• Erfprinslaan X Generaal Lartigueuaan : vermindering en beheersing van de snelheid Stad 30

✓ een verkeersplateau aanleggen (sinusvormig - het vlakke gedeelte in asfalt) op het kruispunt van de Erfprinslaan en de Generaal Lartigueuaan

✓ de voetgangersoversteekplaatsen verhogen

✓ een trottoiruitstulping is gepland

✓ podotactiele tegels plaatsen voor slechtzienden

✓ parkeren afschaffen op minder dan vijf meter van een voetgangersoversteekplaats (ontharden en aanplanting lage struiken)

✓ een dwars trottoir inrichten aan het begin van de Erfprinslaan vanaf de Leviesquare om een poorteffect te creëren

2. De begunstigde moet de volgende principes naleven :

• de ordonnantie van 3 juli 2008 betreffende de bouwplaatsen op de openbare weg;

• de ordonnantie van 26 juli 2013 betreffende de toegang tot en de uitwisseling van informatie over ondergrondse kabels, buizen en leidingen;

• de aanbevelingen van de gewestelijke vademecums, waaronder het Cahier voetgangerstoegankelijkheid en de Praktische handleiding aanleg van verhoogde snelheidsbeperkende inrichtingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

• de aanbevelingen van het Actieplan verkeersveiligheid 2021-2030;

- de Code van de wegbeheerder;
- GSV;
- in het bijzonder moeten de oversteekplaatsen voor voetgangers, zelfs die welke gesuggereerd worden in het kader van de doorlopende trottoirs, uitgerust worden met podotactiele tegels en zonder opstand zijn (cf. cahier voetgangerstoegankelijkheid).

3. De begunstigde is als opdrachtgever de enige verantwoordelijke voor de gunningsprocedure van de overheidsopdrachten.

De opdrachtgever voert de volgende verrichtingen uit :

- hij/zij stelt de aankondigingen van de opdracht (of oproepen tot kandidaten) op, keurt ze goed en publiceert ze, alsook de bestekken ;
- hij/zij stelt de gemotiveerde selectie- en/of gunningsbeslissingen op en keurt ze goed ;
- hij/zij betekent de opdrachten en/of schijven en geeft de dienstorders voor de verschillende fasen ;
- hij/zij duidt intern de leidende ambtenaar en zijn/haar medewerkers aan ;
- hij/zij volgt de opdrachten op, onder meer door eventuele addenda en/of afrekeningen op te stellen en goed te keuren, door processen-verbaal van bevinding op te stellen en te betekenen en verder af te handelen, enz. ;
- hij/zij controleert de schuldvorderingen, keurt die goed en betaalt de facturen ;
- hij/zij kent de technische, voorlopige en definitieve oplevering toe.

4. De begunstigde coördineert de werken van de nutsbedrijven.

#### **Artikel 9 - Verantwoordelijkheid**

Als opdrachtgever blijft de begunstigde de enige verantwoordelijke voor de uitvoering van de Werken. Hij verbindt zich ertoe het Gewest te vrijwaren van elke vordering van derden, deelnemers of opdrachtnemers waaraan de uitvoering van de Werken, met inbegrip van de eraan verbonden levering en diensten, ten grondslag ligt.

Het Gewest kan onder geen beding gehouden of verbonden worden geacht door contractuele, quasi-contractuele, delictuele of quasi-delictuele verbintenissen die door de begunstigde zijn aangegaan in het kader van overheidsopdrachten voor werken, leveringen of diensten.

#### **Artikel 10 - Overheidsopdrachten**

De begunstigde is onderworpen aan de bepalingen van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.

#### **Artikel 11 - Oplevering van de werken**

De begunstigde nodigt Brussel Mobiliteit uit om deel te nemen aan de voorlopige en definitieve oplevering van de werken.

#### **Artikel 12 - Budgettaire aanrekening**

Het bedrag van de subsidie wordt aangerekend op basisallocatie 17.007.28.01.6321 EF van de begroting 2022 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

#### **Artikel 13 - Geschillen**

Alle geschillen betreffende deze overeenkomst vallen onder de bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

#### **Artikel 14 - Bezorgen van de documenten**

Alle notificaties en kennisgevingen die krachtens deze overeenkomst gegeven moeten worden, dienen door de partijen op geldige wijze te worden verstuurd naar de

volgende adressen:

## 1. VOOR HET GEWEST

Iris Tower  
Brussel Mobiliteit - Directie Mobiliteit en Verkeersveiligheid  
Ter attentie van de heer Kristof De Mesmaeker, Directeur-Diensthofd  
Sint-Lazarusplein 2  
1035 Brussel

## 2. VOOR DE BEGUNSTIGDE

Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe  
De heer Olivier Maingain, Burgemeester  
Paul Hymanslaan 2  
1200 Sint-Lambrechts-Woluwe  
Contactpersoon: Mvr. Laurence Vandebroucke [l.vandebroucke@woluwe1200.be](mailto:l.vandebroucke@woluwe1200.be)

Opgemaakt in twee exemplaren, Brussel .....

Voor de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe	De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor mobiliteit, openbare werken en verkeersveiligheid
Olivier Maingain, Burgemeester	Patrick Lambert, Gemeentesecretaris Elke Van den Brandt

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

## Promotion du patrimoine - Promotie van het patrimonium

19.09.2022/A/0052 **Gestion et animation du moulin à vent - Subside 2022 à l'ASBL Luizenmolen-Anderlecht selon convention - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la circulaire du 30/11/2006 relative à la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes ;

Vu la convention de partenariat du 19/03/2021 liant la commune et l'ASBL Luizenmolen-Anderlecht, ayant trait à l'entretien et à l'animation du moulin à vent de l'Hof ter Musschen et aux termes de laquelle la commune s'engage à verser une contrepartie de 3.000 EUR ;

Considérant que ce montant a été prévu à l'article 77300/332-02/-/770 du budget ordinaire 2022 en faveur de l'ASBL Luizenmolen-Anderlecht ;

Considérant que l'ASBL a produit les documents requis par l'article 5 de la loi précitée, à savoir le bilan arrêté au 31/12/2021 et le rapport d'activités pour l'exercice 2021 ; que le contenu de ces documents démontre à suffisance l'adéquation de l'utilisation des crédits alloués à l'asbl par la commune ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 23/06/2022 ;

DECIDE

- d'octroyer un subside de 3.000 EUR à l'ASBL Luizenmolen-Anderlecht en contrepartie de l'entretien et de l'animation du moulin à vent de l'Hof ter Musschen.
- la dépense est inscrite à l'article 77300/332-02/5175 du budget ordinaire de l'exercice 2022.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

**Beheer en dynamisering van de windmolen - Subsidie aan de vzw Luizenmolen-Anderlecht volgens overeenkomst - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14/11/1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies;

Gelet op de omzendbrief inzake de wet van 14/11/1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van de door de gemeenten verleende subsidies;

Gelet op de overeenkomst van partnerschap van 19/03/2021 tussen de gemeente en de vzw Luizenmolen-Anderlecht betreffende het onderhoud en het dynamiseren van de windmolen van het Hof ter Musschen en waarbij de gemeente zich verbindt tot betaling van een vergoeding van 3.000 EUR;

Overwegende dat dit bedrag is opgenomen in artikel 77300/332-02/-/770 van de gewone begroting 2022 ten gunste van de vzw Luizenmolen-Anderlecht;

Overwegende dat de vzw de door artikel 5 van voornoemde wet vereiste documenten heeft overgelegd, namelijk de balans per 31/12/2021 en het activiteitenverslag voor het begrotingsjaar 2021; dat uit de inhoud van deze documenten voldoende blijkt dat

de door de gemeente aan de vereniging toegekende kredieten op passende wijze worden gebruikt;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 23/06/2022;

BESLIST

- een subsidie van 3.000 EUR toe te kennen aan de vzw Luizenmolen-Anderlecht als tegenprestatie voor het onderhoud en het dynamiseren van de windmolen van Hof ter Musschen.
- de uitgave is opgenomen in artikel 77300/332-02/5175 van de gewone begroting voor 2022.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

## **Subsides - Subsidies**

19.09.2022/A/0053 **Convention de sous-traitance avec la zone de police Montgomery dans le cadre de la gestion de la plateforme « animaux perdus » - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets régional « Label commune amie des animaux » clôturé le 15/05/2020 ;

Considérant que la commune a répondu à cet appel à projets et que Bruxelles Environnement a fait part de sa décision d'octroyer un subsidie pour le projet rentré par son email du 01/09/2020, soit le projet d'organisation de formations et de développement d'une plateforme "animaux perdus" ;

Considérant que le Conseil communal a approuvé la convention y relative en séance du 19/10/2020 ;

Considérant qu'il s'indique d'approuver la convention avec la zone de police Montgomery pour mettre en oeuvre le projet de plateforme ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/09/2022 ;

DECIDE d'approuver la convention entre la Commune et la zone de police Montgomery afin de régler les modalités de la mise en oeuvre de la plateforme

“animaux perdus”.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

**Overeenkomst van onderaanneming met de politiezone Montgomery voor het beheer van het platform "verloren dieren" - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke projectoproep “ Label diervriendelijke gemeente ”afgesloten op 15/05/2020;

Overwegende dat de gemeente heeft gereageerd op deze projectoproep en dat Leefmilieu Brussel in zijn e-mail van 01/092020 heeft aangekondigd een subsidie toe te kennen voor het ingediende project voor de organisatie van opleidingen en de ontwikkeling van een platform "verloren dieren";

Overwegende dat de Gemeenteraad de betreffende overeenkomst in zijn zitting van 20/09/2021 heeft goedgekeurd;

Overwegende dat het noodzakelijk is de overeenkomst met de politiezone Montgomery goed te keuren om het project van het platform uit te voeren;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 08/09/2022;

BESLIST de overeenkomst tussen de gemeente en de politiezone Montgomery goed te keuren om de voorwaarden voor de uitvoering van het platform "verloren dieren" te regelen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

*Quentin Deville entre en séance / treedt in zitting.*

## RELATIONS PUBLIQUES - PUBLIEKE RELATIES

### Relations extérieures - Externe betrekkingen

19.09.2022/A/0054 **ASBL Wolu-International - Comptes, bilan et rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense : 110.000 EUR - Subside spécifique « Journée de l'Europe » - Dépense : 4.000 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside, d'un montant de 110.000 EUR, a été prévu au budget 2022 en faveur de l'ASBL Wolu-International, inscrit à l'article budgétaire 15002/332-02//160 ;

Considérant qu'une subside, d'un montant de 4.000 EUR, a été prévu au budget 2022 en faveur de l'ASBL Wolu-International pour l'organisation des Journées de l'Europe, inscrit à l'article budgétaire 76215/332-02//762 ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes 2021 et le rapport d'activités pour la période 2022 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 07/07/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE:

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2021, des comptes 2021 et du rapport d'activités 2021 de l'ASBL Wolu-International ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 110.000 EUR, inscrit au budget 2022 à l'article 15002/332-02/8044, en faveur de l'ASBL Wolu-International, sise 2 avenue Paul Hymans en c/c ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 4.000 EUR spécifiquement dédiée à l'organisation de la Journée de l'Europe, inscrit au budget 2022 à l'article 76215/332-02/8043, en faveur de l'ASBL Wolu-International, sise 2 avenue Paul Hymans en c/c.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

32 votants : 23 votes positifs, 9 abstentions.

*Abstentions : Georges De Smul, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Ingrid Goossens, Steve Detry, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal*

*Dransart, Salla Saastamoinen.*

**Vzw "Wolu-International" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 110.000 EUR - Specifieke subsidie "Dag van Europa" - Uitgave: 4.000 EUR - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 23 positieve stemmen, 9 onthoudingen.

*Onthoudingen : Georges De Smul, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Ingrid Goossens, Steve Detry, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.*

## **SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT**

### **Secrétariat - Secretariaat**

19.09.2022/A/0055 **Justification de vote du groupe MR+ sur le point 53 de l'ordre du jour intitulé : ASBL Wolu-International - Comptes, bilan et rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense : 110.000 EUR - Subside spécifique « Journée de l'Europe » - Dépense : 4.000 EUR - Approbation.**

#### **Point 53 ASBL Wolu-International**

L'ASBL Wolu-international est une ASBL de Woluwe-Saint-Lambert qui a été créée à l'origine pour assurer la gestion administrative et financière du partenariat avec la commune de Bandalungwa. Wolu-International a, au fil des années, étoffé ses activités en se donnant notamment pour mission de promouvoir les droits fondamentaux, la démocratie, la bonne gouvernance, l'Etat de droit et les libertés fondamentales en Belgique et ailleurs.

Dans le but de remplir ce dernier objectif, Wolu-international octroie un subside à l'ADHUM (Association de promotion des Droits Humains et Minorité) de 20.000 EUR par an.

S'il est indéniable que le MR soutient les causes portées et défendue par l'ADHUM, notamment son soutien aux francophones de la périphérie, il est interpellant de voir que cette association a pour seule rentrée financière ce subside de Wolu-international et donc des habitants de Woluwe-Saint-Lambert. De plus, ce budget représente une part importante du subside communal total (110.000 EUR) octroyé à Wolu-international.

Nous l'avons dit à chaque reprise. Bien que nous défendions les objectifs de l'ADHUM, nous pensons que cette association devrait diversifier ses sources de revenus comme nos représentants l'ont demandé à chaque conseil d'administration ou assemblée générale depuis 2017. Ces demandes ont d'ailleurs été acceptées par le conseil d'administration de Wolu-International et une lettre reprenant cette demande a été envoyée à l'ADHUM en 2017. Cependant, sauf erreur de notre part, nous n'avons constaté aucun changement depuis et le conseil d'administration, composé presque entièrement de membres de la majorité communale, ne semble pas aussi concerné que nous par cette question.

C'est pour cette raison que le MR s'abstient

**Stemredenene van de MR+-fractie over het punt 53 van de dagorde met als titel: Vzw "Wolu-International" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 110.000 EUR - Specifieke subsidie "Dag van Europa" - Uitgave: 4.000 EUR - Goedkeuring.**

De Raad wordt geïnformeerd.

## **RELATIONS PUBLIQUES - PUBLIEKE RELATIES**

### **Relations extérieures - Externe betrekkingen**

19.09.2022/A/0056 **Jumelage Woluwe-Saint-Lambert/Mbazi - Comptes, bilan et rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense : 15.500 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside, d'un montant de 15.500 EUR, a été prévu au budget 2022 à l'article 15005/332-02 ;

Considérant qu'il y a lieu, afin de davantage maîtriser l'utilisation des soldes du subside en fin d'exercice et d'utiliser ceux-ci pour d'éventuels projets complémentaires de partenariat entre Mbazi et Woluwe-Saint-Lambert, de verser le subside à l'ASBL Wolu-International et non plus directement à Auto-Développement Afrique, à charge pour l'ASBL Wolu-International de transférer les fonds nécessaires à la mise en place des projets sur la base de déclarations de créance remises par Auto-Développement Afrique et/ou l'APROJUMAP ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes 2021 et le rapport d'activités pour la période 2021 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 07/07/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE:

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2021, des comptes 2021 et du rapport d'activités 2021 de Auto-Développement Afrique concernant le jumelage avec Mbazi ;

- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 15.500 EUR, inscrit au budget 2022 à l'article 15005/332-02/8045 en faveur de l'ASBL Wolu-International, avenue Paul Hymans 2 en c/c (numéro d'entreprise : 842.107.577).

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

32 votants : 32 votes positifs.

**Verbroedering Sint-Lambrechts-Woluwe/Mbazi - Rekeningen, balans en activiteitenverslagen 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 15.500 EUR - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

## **AFFAIRES JURIDIQUES - JURIDISCHE ZAKEN**

### **Affaires juridiques - Juridische zaken**

19.09.2022/A/0057 **Règlement de police sur l'occupation privative du domaine public - Modification - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement de police sur l'occupation privative du domaine public, adopté en séance du 18/11/2013 ;

Considérant que le domaine public doit rester propre et agréable pour l'usage de tous, ce qui implique que son occupation privative participe à la qualité esthétique de son environnement ;

Considérant que l'utilisation et la manipulation de gaz dans l'espace public sont susceptibles de générer un danger pour les usagers de l'espace public ; que les chauffages extérieurs électriques présentent un risque de court-circuit ; que les dispositifs de chauffage extérieur, de type chauffage au gaz ou autre, doivent être interdits pour des raisons de sécurité ;

Considérant que les dispositifs de chauffage extérieur donnent lieu à une consommation énergétique inutile ;

Considérant que la consommation énergétique d'une terrasse équipée de cinq braseros allumés 14 heures par jour de mi-novembre à mi-mars dépasse 50.400 kWh par hiver, ce qui correspond à 13,7 tonnes de gaz carbonique émis dans l'atmosphère, soit l'équivalent en termes d'émissions de 120.000 km parcourus par une berline neuve ;

Considérant qu'une terrasse équipée de 10 radiateurs électriques, consomme sur la même période l'équivalent de 25.200 kWh ;

Considérant que l'émission de gaz à effet de serre est nocive pour la santé publique ;

Considérant que pour des raisons de sécurité et de santé mais également pour éviter des gaspillages énergétiques préjudiciables à l'environnement, il s'indique d'interdire la mise en place d'un dispositif de chauffage extérieur, de type chauffage ou gaz ou autre ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 119, 119bis et 119ter ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 08/09/2022 ;

DECIDE d'approuver :

- la modification suivante du règlement de police sur l'occupation privative du domaine public approuvé le 18/11/2013 ;
- l'insertion d'un nouvel article 37 rédigé comme suit : « Les appareils de chauffage (mobiles ou statiques) en terrasse sont totalement interdits à dater du 01/10/2022 » et de renuméroter les articles suivants en conséquence ;
- le texte définitif modifié du règlement de police sur l'occupation privative du domaine public tel que repris ci-après :

## RÈGLEMENT DE POLICE SUR L'OCCUPATION PRIVATIVE DU DOMAINE PUBLIC

### TITRE I. DISPOSITIONS GENERALES.

#### CHAPITRE I. Champ d'application.

##### Article 1.

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

##### a) Domaine public :

Le domaine public comprend tous les biens qui sont directement affectés à l'usage public mais aussi tous ceux qui sont affectés à l'exécution des missions des services publics, notamment :

##### 1. La voirie, en ce compris les accotements et les trottoirs ;

- le trottoir s'entend par l'accotement généralement surélevé par rapport à la chaussée, situé le long de l'alignement et destiné au cheminement des piétons,

- l'accotement s'entend par l'espace ou la partie de la voirie qui n'est pas comprise dans la chaussée.

2. Les espaces verts : à savoir les squares, parcs, jardins publics, et d'une manière générale toutes les portions du domaine public situées hors voirie, ouvertes à la circulation des personnes et affectées, en ordre principal, à la promenade ou à la détente.

3. Les plaines et aires de jeux publics.

b) Occupation privative du domaine public :

Toute occupation à titre précaire d'un élément du domaine public au niveau, au-dessus ou au-dessous du sol par une ou plusieurs personne(s), physique(s) ou morale(s), à l'exclusion de toute autre pour une utilisation à des fins auxquelles il n'est pas immédiatement destiné mais compatible avec sa destination. Cette occupation est soit permanente, soit discontinue mais renouvelée, soit encore continue et temporaire.

Article 2.

Ne sont pas visés par le présent règlement :

a. les occupations liées à la circulation et au stationnement non privatif des véhicules sur la voie publique, à l'exception des accotements et des trottoirs, des passages aériens et souterrains pour piétons, des chemins et servitudes de passage réservés aux piétons ;

b. les occupations liées à la circulation et au stationnement non privatif des véhicules dans les parcs à stationnement ;

c. les occupations du domaine public pour lesquelles l'emplacement occupé est attribué par voie d'adjudication publique ou en vertu d'un contrat de concession ;

d. les occupations du domaine public réalisées par un organisme public dans le cadre d'une mission de sécurisation ou d'entretien de l'espace public ;

e. les occupations du domaine public réalisées pour le compte de la Commune ou du C.P.A.S.

CHAPITRE II. Autorisation préalable.

Article 3.

Toute occupation privative du domaine public doit être préalablement autorisée par le bourgmestre.

Le cas échéant, l'autorisation de police impose le placement de signaux routiers de type E1 (interdiction de stationner) ou E3 (interdiction de stationner et de s'arrêter).

Sauf application de l'article 78.1.1. de l'arrêté royal du 01/12/1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique qui concerne les chantiers établis sur la voie publique, il est interdit d'utiliser d'autres panneaux routiers que ceux de l'administration communale.

Il est interdit d'utiliser des matériaux de quelque nature que ce soit pour réserver une zone de stationnement.

La délivrance de l'autorisation ne dispense pas son titulaire d'obtenir les autres permis et autorisations ni de payer les taxes ou redevances requis ou établies par d'autres législations ou réglementations, ni du respect des autres législations ou réglementations en vigueur, notamment du règlement régional d'urbanisme.

Le règlement général de police approuvé par le conseil communal du 16/02/2006 et ses modifications subséquentes reste d'application.

Article 4.

Le délai pour introduire la demande d'autorisation d'occuper le domaine public auprès du bourgmestre est de dix jours ouvrables, conformément au règlement général de police. Toute demande introduite tardivement est irrecevable, sauf urgence dûment motivée.

Article 5.

Outre l'identité du requérant, la demande d'autorisation mentionne l'objet de l'occupation, sa durée, sa localisation précise, ainsi que la superficie qu'il est prévu d'occuper. A l'introduction de la demande, le requérant doit délivrer un plan de

situation précis, reflétant l'emprise exacte du domaine public. Des plans supplémentaires ou des relevés de la situation, selon l'occupation, peuvent être demandés par l'administration communale.

Le requérant est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa demande en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seraient réclamés par l'administration communale à cet effet.

#### Article 6.

Toute demande de prolongation d'occupation du domaine public doit être introduite auprès du bourgmestre et ceci au plus tard le jour ouvrable qui précède le dernier jour de l'occupation initialement autorisée. Quand la durée de l'autorisation est égale ou inférieure à 2 jours calendrier, la nouvelle demande sera introduite au plus tard le jour même de la fin de l'occupation initialement autorisée, et ceci avant 12.00 heures.

En cas de modification de la surface d'occupation, une nouvelle demande devra être introduite auprès du bourgmestre, accompagnée d'un nouveau plan de situation, au plus tard le jour ouvrable qui précède cette modification, et ceci avant 12.00 heures.

#### Article 7.

Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire et révocable, sous forme d'un titre personnel et incessible, qui n'engage pas la responsabilité de la commune.

Elles peuvent être modifiées ou révoquées par le bourgmestre à tout moment et sans indemnité lorsque l'intérêt général l'exige.

Les autorisations restent valables jusqu'à leur terme, leur révocation, leur suspension ou leur retrait.

#### Article 8.

L'acte d'autorisation doit toujours être visible de la voie publique pour en permettre le contrôle ou, lorsque ce n'est pas possible, exhibé à toute réquisition de la police ou d'un agent habilité.

#### Article 9.

Les bénéficiaires de l'autorisation doivent se conformer strictement aux prescriptions et conditions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'objet de celui-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publiques.

La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

### CHAPITRE III. Obligations diverses.

#### Article 10.

Il est formellement interdit de couvrir des constructions ou objets d'usage public tels que panneaux de signalisation, bouches d'incendie, bouches à gaz, eau etc. Les avaloirs et les bouches d'égouts doivent être conservés propres en tout temps ; des débris, résidus de matériaux du bâtiment ou des déchets ne peuvent pas y être déposés.

#### Article 11.

Il est interdit d'entraver la circulation des piétons et le libre passage des services de secours et des transports en commun.

Toutes les habitations doivent rester accessibles aux piétons et aux services de secours. Les chemins d'accès aux habitations ne peuvent pas être dangereux.

#### Article 12.

Les objets quelconques, matériaux, débris ou déchets de construction qui menacent la sécurité, la propreté ou la salubrité publiques ou entravent la circulation des usagers de la route et qui ne sont pas enlevés immédiatement après en avoir reçu l'ordre du bourgmestre pourront être évacués d'office aux frais de la personne physique ou morale titulaire de l'autorisation, du maître d'ouvrage, de l'entrepreneur ou du responsable à un titre quelconque.

#### Article 13.

Les bénéficiaires de l'autorisation et responsables à un titre quelconque doivent se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions des fonctionnaires de police et autres agents habilités, en vue de maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté ou la salubrité publiques ou de faciliter les missions des services de secours et l'aide aux personnes en péril.

### CHAPITRE IV. Sanctions.

#### Article 14.

§1. Toutes les infractions aux autorisations délivrées par le bourgmestre dans le cadre du présent règlement sont passibles des sanctions suivantes :

- suspension administrative de l'autorisation,
- retrait administratif de l'autorisation,
- fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

§2. Toute personne ayant commis une infraction au présent règlement, ainsi que l'absence d'autorisation pour une occupation privative du domaine public, sera punie d'une amende administrative aux taux prévus par la loi, 350 EUR maximum si elle est majeure et 175 EUR maximum si elle est mineure de 16 ans accomplis.

§3. Des mesures alternatives de prestation citoyenne (facultative) et de médiation locale (obligatoire pour les mineurs et facultative pour les majeurs) sont mises en place.

§4. En ce qui concerne les mineurs, une procédure d'implication parentale facultative est prévue préalablement à l'offre de médiation, de prestation citoyenne ou, le cas échéant, à l'imposition d'une amende administrative.

§5. Il y a récidive lorsque le contrevenant a déjà été sanctionné pour une même infraction dans les vingt-quatre mois qui précèdent la nouvelle constatation de l'infraction.

### TITRE II. DISPOSITIONS PARTICULIERES.

#### CHAPITRE I. Occupation privative par des chantiers, conteneurs, échafaudages, tours, grues et appareils de levage.

##### Section 1. Dispositions communes aux chantiers, conteneurs, échafaudages, tours, grues et appareils de levage

#### Article 15.

Le domaine public doit être libéré dès que le chantier, le conteneur, l'échafaudage, la tour, la grue, ou l'appareil de levage qui y est placé n'est plus nécessaire à l'exécution normale des travaux.

## Section 2. Dispositions spécifiques aux chantiers.

### Article 16.

Un chantier est une zone où des travaux de construction, de démolition, de reconstruction, d'embellissement, de transformation, de rénovation d'immeubles, ou d'autres travaux aux bâtiments sont exécutés et où il est possible de stocker des matériaux de construction, des conteneurs, des silos, des grues et autres objets nécessaires à l'exécution des travaux.

### Article 17.

A l'introduction de la demande, le maître d'ouvrage, l'entrepreneur ou toute autre personne physique ou morale requérante doit délivrer un plan de situation précis à l'échelle de 1/100 qui reflète la prise exacte du domaine public et les mesures correctes de la zone du chantier.

### Article 18.

Après l'installation du chantier, le maître d'ouvrage, l'entrepreneur, la personne physique ou morale titulaire de l'autorisation ou le responsable à un titre quelconque doit démarrer immédiatement les travaux et les continuer sans interruption. Des interruptions sont seulement autorisées en cas d'intempéries, autres cas de force majeure, de congés ou les samedis, dimanches et jours fériés.

Pour les interruptions qui durent plus de 2 jours ouvrables, la voie publique devra être libérée au maximum.

### Article 19.

Quelle que soit la superficie du chantier, celui-ci doit être clôturé par une clôture conforme aux prescriptions du règlement régional d'urbanisme. La clôture du chantier doit être fermée à la fin de chaque jour de travail. Les portes prévues dans la clôture ne peuvent pas s'ouvrir vers l'extérieur.

## Section 3. Dispositions spécifiques aux conteneurs de déchets.

### Article 20.

Les conteneurs visés à la présente section sont des conteneurs fermés ou ouverts destinés à amener ou évacuer des matériaux de construction ou autres à l'occasion de travaux ou d'autres activités.

### Article 21.

Après avoir placé le conteneur, le maître d'ouvrage, l'entrepreneur, la personne physique ou morale titulaire de l'autorisation ou le responsable à un titre quelconque doit démarrer immédiatement les travaux et les continuer sans interruption. Des interruptions sont seulement autorisées en cas d'intempéries, d'autres cas de force majeure, de congés ou les samedis, dimanches et jours fériés.

### Article 22.

Pour pouvoir charger ou décharger un conteneur comme il se doit, il est nécessaire de prévoir un espace libre de 20 mètres. La zone réservée pour le conteneur a donc les caractéristiques suivantes :

Longueur : 6.00 mètres

Largeur : 2.30 mètres

Espace libre qui devrait être réservé devant le conteneur destiné au chargement ou déchargement du camion :

Longueur : 14.00 mètres

Largeur : 2.30 mètres

Surface totale de : 20.00 mètres X 2.30 mètres = 46 m<sup>2</sup>.

Article 23.

A la fin de chaque jour de travail, le conteneur doit être recouvert d'une bâche.

Section 4. Dispositions spécifiques aux conteneurs à usages divers.

Article 24.

Les conteneurs visés à la présente section en question sont des conteneurs fermés éventuellement pourvus de portes et fenêtres, pour y héberger un réfectoire, une salle de réunion de chantier, une installation sanitaire ou un commerce temporaire dans le cadre de transformations en cours.

Article 25.

Le placement d'un conteneur à usages divers dans le cadre d'un commerce temporaire, auquel le public a donc accès, sera uniquement autorisé sur production d'un permis d'urbanisme délivré pour le placement de ce conteneur.

Section 5. Dispositions spécifiques aux échafaudages et tours.

Article 26.

Les installations visées à la présente section sont des échafaudages ou des tours placés sur ou au-dessus du domaine public pour exécuter des travaux au niveau des façades des bâtiments.

Article 27.

Les échafaudages, les échelles libres, ponts libres et tous les autres matériaux doivent être solidement placés pour empêcher des accidents. Il faut éviter que des objets ne tombent ou ne puissent tomber sur la voie publique par des bâches fermées.

Section 6. Dispositions spécifiques aux grues et appareils de levage.

Article 28.

Les installations visées à la présente section sont des grues du type grue tour, grue mobile ou grue de chantier et des appareils de levage du type lift, mécanique ou pas, équipé d'un châssis motorisé ou pas.

Article 29.

Pendant les manœuvres de la grue ou de l'appareil de levage, le maître d'ouvrage, l'entrepreneur, la personne physique ou morale à qui l'autorisation est délivrée ou le responsable à un titre quelconque doit veiller à installer des signaleurs des deux côtés de la grue ou de l'appareil de levage. De plus, il doit veiller à ce qu'aucun objet ne puisse tomber sur la voie publique.

CHAPITRE II. Occupation privative par des véhicules ou objets quelconques à l'occasion d'évènements nécessaires ou inhérents à la vie sociale ou d'évènements promotionnels ou festifs.

Article 30.

Les occupations visées au présent chapitre sont des occupations par des véhicules ou objets quelconques à l'occasion d'évènements nécessaires ou inhérents à la vie sociale (déménagements, livraisons, ...) ou d'évènements promotionnels ou festifs.

Article 31 (Conseil communal du 25/10/2010).

Les occupations par des véhicules ou objets quelconques à l'occasion d'évènements nécessaires ou inhérents à la vie sociale ou d'évènements promotionnels ou festifs ont les caractéristiques suivantes :

Longueur: 20 mètres

Largeur: la largeur maximale est déterminée à 2 mètres

Surface totale d'une zone de 20 mètres = 40 m<sup>2</sup>

### CHAPITRE III. Occupation privative par des terrasses, échoppes étals et assimilés.

Section 1. Dispositions communes aux occupations privatives par des terrasses, échoppes, étals et assimilés.

Article 32.

Les autorisations pour des objets visés au présent chapitre ne peuvent être données que pour les lieux du domaine public où la circulation ne sera pas entravée par leur placement.

Article 33.

Un inventaire de tous les matériaux et biens qui seront placés sur le domaine public doit être annexé à la demande d'autorisation.

Article 34.

La personne à qui l'autorisation est délivrée ou le responsable à un titre quelconque doit en tout temps enlever tous les déchets sur la surface occupée et dans son périmètre direct. Le nettoyage doit être fait silencieusement afin de ne pas perturber le repos des voisins.

Article 35.

L'installation et les biens placés sur le domaine public doivent être entretenus soigneusement.

Quand le bourgmestre estime que l'ordre public est menacé par leur état ou que la sécurité des piétons n'est plus assurée, la personne physique ou morale à qui l'autorisation a été délivrée ou le responsable à un titre quelconque peut être mis en demeure de restaurer ou de nettoyer immédiatement les lieux, sans préjudice de l'application de l'article 12 du présent règlement.

Section 2. Dispositions spécifiques aux terrasses.

Article 36.

Les objets visés à la présente section sont des tables, bancs, chaises et autres objets qui sont nécessaires à l'aménagement d'une terrasse.

Article 37

Les appareils de chauffage (mobiles ou statiques) en terrasse sont totalement interdits à dater du 01/10/2022.

Article 38.

Pour permettre le contrôle de l'autorisation délivrée, cette dernière doit être exposée à l'intérieur du commerce sur une des devantures en façade donnant sur le domaine public.

Article 39.

Toutes les tables, chaises, parasols et autre mobilier de terrasse sont rangés quotidiennement. Les meubles de terrasse peuvent rester sur le domaine public à condition d'être empilés et rangés.

L'empilage doit être stable et rangé dans la zone du domaine public autorisée.

Article 40.

Pendant la période où les terrasses temporaires sont enlevées, rien ne peut dépasser du sol et chaque ouverture creusée dans le domaine public doit être rebouchée.

Section 3. Dispositions spécifiques aux échoppes, étals et assimilés.

Article 41.

Les objets visés à la présente section sont des échoppes, étals et assimilés réservés à l'exposition et à la présentation de marchandises.

Article 42.

Pour permettre le contrôle de l'autorisation délivrée, cette dernière doit être exposée à l'intérieur du commerce sur une des devantures en façade donnant sur le domaine public.

Article 43.

Toutes les échoppes, étals et assimilés sont quotidiennement rangés à l'heure de fermeture.

Article 44.

Pendant la période où les échoppes, étals et assimilés sont enlevés, rien ne peut dépasser du sol et chaque ouverture creusée dans le domaine public doit être rebouchée.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

32 votants : 32 votes positifs.

### **Politierglement betreffende de private bezetting van het openbaar domein - Wijziging - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op het politierglement betreffende de private bezetting van het openbaar domein, goedgekeurd in zitting van 18/11/2013;

Overwegende dat het openbaar domein proper en aangenaam moet blijven voor het gebruik door iedereen, wat impliceert dat de private bezetting ervan bijdraagt aan de esthetische kwaliteit van de omgeving;

Overwegende dat het gebruik van en het hanteren van gas in de openbare ruimte gevaar kan opleveren voor de gebruikers van de openbare ruimte; dat elektrische buitenverwarmingstoestellen gevaar voor kortsluiting opleveren; dat buitenverwarmingstoestellen, van het type verwarming op gas of andere, om veiligheidsredenen moeten worden verboden;

Overwegende dat buitenverwarmingstoestellen tot onnodig energieverbruik leiden;

Overwegende dat het energieverbruik van een terras dat is uitgerust met vijf vuurpotten die 14 uur per dag branden van half november tot half maart meer dan 50.400 kWh per winter bedraagt, wat overeenkomt met 13,7 ton kooldioxide die in de atmosfeer wordt uitgestoten, wat overeenkomt met de uitstoot van 120.000 km afgelegd door een nieuwe sedan;

Overwegende dat bedenkt dat een terras dat is uitgerust met 10 elektrische radiatoren in dezelfde periode het equivalent van 25.200 kWh verbruikt;

Overwegende dat de uitstoot van broeikasgassen schadelijk is voor de volksgezondheid;

Overwegende dat het om veiligheids- en gezondheidsredenen, maar ook om energieverpilling te voorkomen die schadelijk is voor het milieu, aangewezen is om de installatie van een extern verwarmingssysteem, al dan niet op gas, te verbieden;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, met name de artikelen 119, 119bis en 119ter ;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 08/09/2022 ;

BESLIST goed te keuren:

- de volgende wijziging van het politiereglement betreffende de private bezetting van het openbaar domein goedgekeurd op 18/11/2013;
- een nieuw artikel 37 invoegen dat als volgt luidt: "Verwarmingstoestellen (mobiel of statisch) op terrassen zijn vanaf 01/10/2022 volledig verboden" en de volgende artikelen dienovereenkomstig ter henummeren;
- de definitieve gewijzigde tekst van het politiereglement betreffende de private bezetting van het openbaar eigendom zoals hieronder vermeld:

## POLITIEREGLEMENT OP DE PRIVATIEVE BEZETTING VAN HET OPENBAAR DOMEIN

### TITEL I. ALGEMENE BEPALINGEN.

#### HOOFDSTUK I. Toepassingsgebied.

##### Artikel 1.

Voor de toepassing van onderhavig reglement, verstaat men onder:

##### a) Openbaar domein:

Het openbare domein omvat alle goederen die rechtstreeks voor het openbaar gebruik bestemd zijn, maar ook die goederen die bestemd zijn voor de uitvoering van de opdrachten van openbare diensten, met name:

1. de openbare weg, met inbegrip van de bermen en voetpaden;
  - Onder trottoir verstaat men de doorgaans ten opzichte van de rijweg verhoogde berm, die langs de rooilijn gelegen is en voor de voetgangers bestemd is.
  - De berm is de ruimte of het gedeelte van de weg dat niet in de rijweg inbegrepen is.
2. de groene ruimten: te weten de openbare plantsoenen, parken, tuinen en alle stukken van het openbaar domein buiten de rijbaan, die openstaan voor het verkeer van personen en in hooforde bestemd zijn voor wandelen of ontspanning.
3. de openbare speelpleinen en –ruimten.

##### b) Privatieve bezetting van het openbaar domein:

Iedere preciaire bezetting van een deel van het openbaar domein op, boven of onder de grond, door één of verschillende natuurlijke of rechtspersonen, voor een exclusief gebruik waartoe het niet meteen bestemd is maar dat wel compatibel is met de normale bestemming. Dit gebruik kan permanent zijn, of niet niet-permanent maar verlengd zijn, of ook doorlopend maar tijdelijk van aard zijn.

#### Artikel 2.

Vallen niet onder het voorliggende reglement:

- a) het gebruik dat in verband staat met het niet-privatief circuleren en parkeren van voertuigen op de openbare weg, met uitzondering van de berm en voetpaden, de bovengrondse en ondergrondse doorgangen voor voetgangers, de paden en het recht van doorgang voorbehouden aan voetgangers;
- b) het gebruik dat in verband staat met het niet-privatief circuleren en parkeren van voertuigen op parkeerterreinen;
- c) het gebruik van het openbaar domein waarvoor de gebruikte plaats werd toegekend bij aanbesteding of krachtens een concessieovereenkomst;
- d) het gebruik van het openbaar domein door een openbare instelling in het kader van een opdracht met het oog op de beveiliging of het onderhoud van de openbare ruimte;
- e) het gebruik van het openbaar domein in opdracht van de Gemeente of het OCMW

### HOOFDSTUK II. Voorafgaandelijke toestemming.

#### Artikel 3.

Elke privatieve bezetting van het openbaar domein moet voorafgaandelijk toegelaten worden door de burgemeester. Als dat het geval is houdt de politievergunning in dat er verkeersborden van het type E1 (parkeerverbod) of E3 (verboden te parkeren en stil te staan) geplaatst moeten worden.

Behalve in toepassing van het artikel 78.1.1. van Koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg dat handelt over werven op de openbare weg, is het verboden om andere verkeersborden te gebruiken dan deze van de gemeenteadministratie.

Het is verboden om eender welke materialen te gebruiken om een parkeerplaats te reserveren.

De uitreiking van de vergunning stelt de houder ervan niet vrij van de verplichting om andere vereiste toelatingen en vergunningen te bekomen of om de taksen of vergoedingen te betalen die door andere wetten of reglementen ingesteld zijn, noch om andere van kracht zijnde wetten of reglementen na te leven, met name de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening.

Het algemeen politiereglement dat door de gemeenteraad goedgekeurd werd op 16/02/2006 en de daarop volgende wijzigingen blijft van toepassing.

#### Artikel 4.

De termijn om bij de burgemeester de vergunningsaanvraag om het openbaar domein te bezetten in te dienen bedraagt, overeenkomstig het algemeen politiereglement, tien werkdagen. Alle laattijdig ingediende aanvragen zijn onontvankelijk, behalve als de dringendheid voldoende gemotiveerd wordt.

#### Artikel 5.

Behalve de identiteit van de aanvrager moet de aanvraag van de vergunning de bedoeling van de bezetting, de duur, de juiste plaats en de voorziene oppervlakte vermelden. Bij het indienen van de aanvraag moet de aanvrager een precies plan van de situatie indienen dat de exacte impact op het openbaar domein weergeeft. De gemeenteadministratie kan naargelang de bezetting bijkomende plannen of

weergaveschetsen van de situatie vragen.

De aanvrager moet de eventuele controle van zijn aanvraag gemakkelijker maken door alle documenten en inlichtingen die de gemeenteadministratie daarvoor vraagt te verschaffen.

#### Artikel 6.

Elke aanvraag voor een verlenging van de bezetting van het openbare domein moet ten laatste tijdens de werkdag die voorafgaat aan de laatste dag van de aanvankelijk toegestane bezetting bij de burgemeester ingediend worden. Als de looptijd van de vergunning slechts twee kalenderdagen of minder bedraagt, moet de nieuwe aanvraag ten laatste om 12u00 op de laatste dag van de aanvankelijk toegestane bezetting ingediend worden.

Als de oppervlakte van de bezetting gewijzigd wordt moet er een nieuwe aanvraag ingediend

worden bij de burgemeester, samen met een nieuwe situatieschets, dit ten laatste om 12u00 op de werkdag voorafgaand aan deze wijziging.

#### Artikel 7.

De in dit voorliggende reglement beoogde vergunningen worden precair uitgereikt en kunnen terug ingetrokken worden. De vergunningen zijn op naam en zijn niet overdraagbaar en houden voor de gemeente geen verantwoordelijkheid in.

Ze kunnen door de burgemeester, zonder schadeloosstelling, op eender welk moment gewijzigd of ingetrokken worden als het algemeen belang dit vereist.

De vergunningen blijven geldig tot op het einde van de termijn, hun herroeping, opschorting of intrekking.

#### Artikel 8.

De vergunning moet altijd zichtbaar zijn van op de openbare weg om de controle ervan mogelijk te maken, of als dat niet mogelijk is, moeten ze op vraag van de politie of een daartoe bevoegde ambtenaar altijd voorgelegd kunnen worden.

#### Artikel 9.

De begunstigden van de vergunning moeten zich strikt aan de voorschriften en voorwaarden van de vergunning houden en erop toezien dat de vergunde activiteiten niemand schade kunnen toebrengen en de openbare veiligheid, rust, hygiëne of reinheid niet in het gedrang kunnen brengen.

De gemeente is niet verantwoordelijk voor schade die aangebracht werd, al dan niet door nalatigheid, tijdens de uitoefening van de activiteit die in de vergunning vermeld staat.

### HOOFDSTUK III. Diverse verplichtingen.

#### Artikel 10.

Het is formeel verboden om bouwsels of voorwerpen van openbaar nut af te dekken zoals signalisatieborden, brandkranen, gaskranen, waterkranen, etc. Rioolputjes en riooldeksels moeten altijd proper gehouden worden. Het is verboden om er puin, overschotten van bouwmaterialen of afval achter te laten.

#### Artikel 11.

Het is verboden om het voetgangersverkeer en de vrije doorgang van de nooddiensten en het openbaar vervoer te bemoeilijken.

Alle woningen moeten voor voetgangers en de nooddiensten bereikbaar blijven. De toegangswegen naar woningen mogen niet gevaarlijk zijn.

#### Artikel 12.

Eender welke voorwerpen, materialen, puin of bouwafval die de openbare veiligheid, reinheid of hygiëne in het gedrang brengen, of het verkeer van de weggebruikers hinderen en die niet onmiddellijk weggehaald worden nadat de burgemeester daartoe opdracht heeft gegeven, worden verwijderd ten koste van de natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam de vergunning werd uitgereikt, van de bouwmeester, van de ondernemer of eender welke andere verantwoordelijke.

#### Artikel 13.

De houders van een vergunning en eender welke verantwoordelijken moeten onmiddellijk de bevelen en eisen van politie-ambtenaren en andere bevoegde ambtenaren opvolgen om de openbare veiligheid, rust, reinheid of hygiëne te vrijwaren of om de opdrachten van hulpdiensten en de hulp aan personen in nood te vergemakkelijken.

### HOOFDSTUK IV. Sancties.

#### Artikel 14.

§1. Alle inbreuken op de vergunningen afgeleverd door de burgemeester zijn vatbaar voor volgende sancties:

- administratieve schorsing van de vergunning,
- administratieve intrekking van de vergunning,
- tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van een etablissement.

§2. Elke persoon die een inbreuk heeft gepleegd op onderhavig reglement, evenals de afwezigheid van een vergunning voor een privaat bezetting van het openbaar domein, zal bestraft worden met een administratieve boete waarvan de tarieven bepaald worden door artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet, te weten maximum 350 EUR indien hij meerderjarig is en maximum 175 EUR indien hij minderjarig is en de leeftijd van 16 jaar heeft bereikt.

§3. Er worden alternatieve maatregelen van gemeenschapsdienst (facultatief) en van lokale bemiddeling (verplicht voor de minderjarigen en facultatief voor de meerderjarigen) voorzien.

§4. Wat de minderjarigen betreft, kan er een procedure van ouderlijke betrokkenheid worden voorzien voorafgaand aan het aanbod tot bemiddeling, tot gemeenschapsdienst of, desgevallend, de oplegging van een administratieve boete.

§5. Indien dezelfde inbreuk wordt begaan binnen de twaalf maanden na het begaan van de eerste inbreuk, is er herhaling voor de toepassing van de bij wet bepaalde administratieve boete.

### TITEL II. BIJZONDERE BEPALINGEN.

HOOFDSTUK I. Privaat bezetting door werven, containers, stellingen, toren, kranen en heftoestellen.

Sectie 1. Gemeenschappelijke bepalingen voor werven, containers, stellingen, toren, kranen en heftoestellen

#### Artikel 15.

Het openbaar domein moet vrijgemaakt worden van zodra de werf, de container, de stelling, de toren, de kraan of het heftoestel dat zich daar bevindt niet langer noodzakelijk is om de werken normaal uit te voeren.

## Sectie 2. Specifieke bepalingen voor werven.

### Artikel 16.

Een werf is een zone waar er bouw-, afbraak-, reconstructie-, verfraaiings-, transformatie- of renovatiewerken of andere werken aan gebouwen worden uitgevoerd en waar het mogelijk is om bouwmaterialen, containers, silo's, kranen en andere voorwerpen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de werken op te slaan.

### Artikel 17.

Bij het indienen van de aanvraag moet de bouwmeester, de ondernemer of eender welke andere aanvragende natuurlijke of rechtspersoon een juist plan van de situatie op een schaal van 1/100 indienen dat exact weergeeft welk deel van het openbare domein bezet wordt en dat ook de juiste afmetingen van de werfzone bevat.

### Artikel 18.

Na de installatie van de werf moet de bouwmeester, de ondernemer of eender welke andere natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam de vergunning staat of eender welke andere verantwoordelijke onmiddellijk de werken starten en deze zonder onderbreking verderzetten.

Onderbrekingen zijn alleen maar toegelaten in het geval van slecht weer, andere overmacht, verlof of op zaterdagen, zondagen en feestdagen.

Voor onderbrekingen die langer dan 2 werkdagen duren moet de openbare weg zoveel als mogelijk vrijgemaakt worden.

### Artikel 19.

Ongeacht de grootte van de werf moet deze afgesloten worden met een afsluiting die conform is aan de voorschriften uit de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening. Op het einde van elke werkdag moet de afsluiting gesloten worden.

De deuren die in de afsluiting voorzien zijn mogen niet naar buiten openen.

## Sectie 3. Specifieke bepalingen voor afvalcontainers.

### Artikel 20.

De containers die in deze sectie bedoeld worden, zijn gesloten of open containers die dienen voor het aan- of afvoeren van bouw- of andere materialen voor de werken of voor andere activiteiten.

### Artikel 21.

Na het plaatsen van de container moet de bouwmeester, de ondernemer of eender welke andere natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam de vergunning staat of eender welke andere verantwoordelijke onmiddellijk de werken starten en deze zonder onderbreking verderzetten.

Onderbrekingen zijn alleen maar toegelaten in het geval van slecht weer, andere overmacht, verlof of op zaterdagen, zondagen en feestdagen.

### Artikel 22.

Om een container correct te kunnen laden of lossen, is het noodzakelijk om een vrije ruimte van 20 meter te voorzien. De zone die voor de container gereserveerd wordt, heeft dus de volgende eigenschappen:

Lengte: 6.00 meter

Breedte: 2.30 meter

Vrije ruimte voor een container die gereserveerd moet worden en bestemd is voor het laden of lossen van een vrachtwagen:

Lengte: 14.00 meter

Breedte: 2.30 meter

Totale oppervlakte: 20.00 meter X 2.30 meter = 46 m<sup>2</sup>.

Artikel 23.

Op het einde van elke werkdag moet de container met een dekzeil afgedekt worden.

Sectie 4. Specifieke bepalingen voor containers voor divers gebruik.

Artikel 24.

De containers die in deze sectie bedoeld worden zijn gesloten containers, eventueel uitgerust met deuren en ramen, die dienen als eetzaal, werfvergaderzaal, voor sanitair of om een tijdelijke handelszaak in onder te brengen binnen het kader van aan de hang zijnde veranderingswerken.

Artikel 25.

Het plaatsen van een container voor divers gebruik binnen het kader van een tijdelijke handelszaak, waartoe het publiek dus toegang heeft, zal enkel toegelaten worden als er een stedenbouwkundige vergunning voor het plaatsen van de container kan voorgelegd worden.

Sectie 5. Specifieke bepalingen voor stellingen en toren.

Artikel 26.

De installaties die in deze sectie bedoeld worden, zijn stellingen of toren die op of boven het openbaar domein geplaatst worden om werken uit te voeren aan de gevels van gebouwen.

Artikel 27.

De stellingen, vrije ladders, bruggen en alle andere materialen moeten stevig bevestigd zijn om ongelukken te voorkomen. Er moet met gesloten zeilen voorkomen worden dat voorwerpen op de openbare weg vallen of kunnen vallen.

Sectie 6. Specifieke bepalingen voor kranen en heftoestellen.

Artikel 28.

De installaties die in deze sectie bedoeld worden, zijn kranen van het type torenkraan, mobiele kraan of werfkraan en heftoestellen zoals liften, al dan niet mechanisch, die al dan niet met een gemotoriseerd chassis zijn uitgerust.

Artikel 29.

Tijdens het besturen van de kraan of het heftoestel container moet de bouwmeester, de ondernemer of eender welke andere natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam de vergunning staat of eender welke andere verantwoordelijke erop letten om langs de twee kanten van de kraan of het heftoestel aanduidingen te plaatsen. Bovendien moet hij erop letten dat geen enkel voorwerp op de openbare weg kan vallen.

HOOFDSTUK II. Privatieve bezetting door voertuigen of eender welk ander voorwerp voor activiteiten die noodzakelijk zijn of inherent zijn aan het sociale leven of voor promotionele of feestactiviteiten.

Artikel 30.

De bezettingen die bedoeld worden in dit hoofdstuk zijn bezettingen door voertuigen of eender welk ander voorwerp voor activiteiten die noodzakelijk zijn of inherent zijn

aan het sociale leven (verhuizingen, leveringen,...) of voor promotionele of feestactiviteiten.

Artikel 31 (Gemeenteraad van 25/10/2010).

Bezettingen door voertuigen of eender welk ander voorwerp voor activiteiten die noodzakelijk zijn of inherent zijn aan het sociale leven of promotionele of feestactiviteiten hebben de volgende eigenschappen:

Lengte: 20 meter

Breedte: de maximale breedte bedraagt 2 meter

Totale oppervlakte van een zone van 20 meter = 40 m<sup>2</sup>

HOOFDSTUK III. Privatieve bezettingen door terrassen, winkels, kramen en gelijkgestelden.

Sectie 1. Gemeenschappelijke bepalingen voor privatieve bezettingen door terrassen, winkels, kramen en gelijkgestelden.

Artikel 32.

De vergunningen voor de voorwerpen die in dit hoofdstuk bedoeld worden, kunnen enkel uitgereikt worden voor plaatsen van het openbaar domein waar het verkeer niet gehinderd wordt door hun plaatsing.

Artikel 33.

Bij de vergunningsaanvraag moet er een inventaris worden bijgevoegd van alle materialen en goederen die op het openbaar domein zullen geplaatst worden.

Artikel 34.

De persoon aan wie de vergunning werd uitgereikt of eender welke andere verantwoordelijke moet altijd alle afval op de bezette oppervlakte en in de onmiddellijke omgeving verwijderen. Het schoonmaken moet in stilte gebeuren om de rust van de burens niet te storen.

Artikel 35.

De installaties en de goederen die op het openbaar domein geplaatst worden, moeten goed onderhouden worden. Als de burgemeester de mening toegedaan is dat de openbare orde bedreigd wordt door hun staat of dat de veiligheid van de voetgangers niet langer verzekerd is, kan de natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam de vergunning staat of eender welke andere verantwoordelijke in gebreke gesteld worden om de plaatsen onmiddellijk te repareren of te reinigen zonder dat dit afbreuk doet aan de toepassing van artikel 12 van dit reglement.

Sectie 2. Specifieke bepalingen voor terrassen.

Artikel 36.

De voorwerpen die in deze sectie bedoeld worden, zijn tafels, banken, stoelen en andere voorwerpen die noodzakelijk zijn om een terras in te richten.

Artikel 37

Verwarmingstoestellen (mobiel of statisch) op terrassen zijn volledig verboden vanaf 01/10/2022.

Artikel 38.

Om het mogelijk te maken om de uitgereikte vergunning te controleren, moet deze binnen in de handelszaak tegen een van de etalages die op het openbare domein

uitkijken aangebracht worden.

Artikel 39.

Alle tafels, stoelen, parasols en ander meubilair moet dagelijks opgeruimd worden. De terrasmeubels mogen op het openbaar domein blijven op voorwaarde dat deze opgestapeld of opgeruimd worden.

De stapels moeten stabiel zijn en binnen de toegelaten zone van het openbaar domein staan.

Artikel 40.

In de periode tijdens dewelke de tijdelijke terrassen verwijderd worden, mag er niets uit de grond steken en moeten alle putten die in het openbaar domein gegraven werden, dichtgemaakt worden.

Sectie 3. Specifieke bepalingen voor winkels, kramen en gelijkgestelden.

Artikel 41.

De voorwerpen die in deze sectie bedoeld worden, zijn winkels, kramen en gelijkgestelden die dienen om handelswaren tentoon te stellen en voor te stellen.

Artikel 42.

Om het mogelijk te maken om de uitgereikte vergunning te controleren, moet deze binnen in de handelszaak tegen een van de etalages die op het openbare domein uitkijken aangebracht worden.

Artikel 43.

Alle winkels, kramen en gelijkgestelden moeten dagelijks opgeruimd worden tijdens het sluitingsuur.

Artikel 44.

In de periode tijdens dewelke de winkels, kramen en gelijkgestelden verwijderd worden, mag er niets uit de grond steken en moeten alle putten die in het openbaar domein gegraven werden, dichtgemaakt worden.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*Laïla Anbari quitte la séance / verlaat de zitting.*

## **SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT**

### **Interpellations (Section 4 - art. 7 - sous-section 1) - Interpellaties (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 1)**

19.09.2022/A/0058 **Actions entreprises par la commune face aux difficultés dans la gestion du centre d'accueil des réfugiés ukrainiens situé avenue Ariane. (M. LORIAUX)**

M. LORIAUX interpelle le Collège comme suit, concernant les actions entreprises par la commune face aux difficultés dans la gestion du centre d'accueil des réfugiés ukrainiens :

« Dès les premières heures de la guerre, la commune de Woluwe-Saint-Lambert a hissé le drapeau ukrainien au seuil de la Maison communale. Cette action a permis à quelques premières et premiers Ukrainiens arrivés en Belgique d'identifier Woluwe-Saint-Lambert comme une commune d'accueil. Dès mars, le bourgmestre communiquait sur la mise en ligne d'une plateforme spécifiquement dédiée à la mise à disposition de logements. Résultat : grâce à la mobilisation exemplaire des citoyens, plus de 600 Ukrainiens, familles et personnes seules ont été hébergés.

Des réunions à l'attention des hébergeurs et des hébergés ont été menées, dès fin mars, par le bourgmestre, traduites en direct et rassemblant de nombreux participants.

Les médias ont souvent pointé le dynamisme, voire l'impressionnante capacité d'adaptation, de l'administration communale dans la gestion de cette crise sans précédent. Très tôt, nous avons appris, au fil des réponses apportées par le bourgmestre ou les échevins lors des séances du Conseil communal, que des agents de la plupart des services communaux ont activement participé à la permanence quotidienne « Solidarité Ukraine », mise en place début mars. De son côté, en collaboration avec la commune, le CPAS s'est également organisé pour faire face à des centaines de demandes d'aide.

Bien que la gestion d'une crise majeure ne se mesure pas uniquement à l'aune de statistiques, j'ai été frappé par les chiffres régulièrement fournis par le bourgmestre.

Lors d'événements communaux, mais aussi via les réseaux sociaux, on se rend aisément compte du travail accompli par la commune pour accueillir et héberger au mieux les réfugiés.

Nous avons été également informés de l'existence de difficultés pour le moins interpellantes dans la gestion du centre situé au no 7 de l'avenue Ariane.

A cet égard :

- Quelle est l'attitude du Collège face à cette problématique préoccupante qui touche jusqu'à la dignité humaine ?
- Quelles sont les personnes, quels sont les services qui se sont rendus au centre Ariane ? Les autorités compétentes ont-elles officiellement été approchées ?
- Quelles actions ont été entreprises par l'autorité communale afin de s'assurer du bien-être des réfugiés et du fait que ces derniers sont bien pris en charge afin de les rediriger dans les meilleurs délais vers des structures plus adaptées, non destinées aux situations d'urgence ? »

M. MAINGAIN rappelle qu'il avait déjà fait état, lors du Conseil du 29/06/2022, des très nombreuses démarches entreprises par la commune auprès des autorités ministérielles pour attirer leur attention sur les difficultés rencontrées par les personnes hébergées. Parmi les manquements constatés, outre l'hébergement qui n'est pas transitoire (de 2 ou 3 nuits comme annoncé) et semble se prolonger, il y a les conditions d'hygiène. Contactés, ni le Premier Ministre, ni le Secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, n'ont répondu aux courriers. Le Ministre régional de la Santé publique n'a pas plus directement répondu, mais par contre, a fait diligenter une intervention des services d'inspection de l'hygiène. Un rapport a été reçu. Nous avons convoqué la SLRB, propriétaire du bâtiment, accompagné des représentants de la Croix Rouge flamande qui assume la gestion de ce lieu d'hébergement. A ce jour, nous n'avons pas reçu de réponse à un certain nombre de questions (liens juridiques, convention de mise à disposition du bâtiment, ...). Le CPAS a pris des dispositions permettant, notamment, aux personnes à mobilité réduite d'être transportées vers la maison de repos du CPAS afin qu'elles puissent bénéficier d'une douche adaptée. Il a également été rappelé que ce n'est pas à la commune de se substituer au Gouvernement fédéral pour pallier aux carences constatées. Nous avons sommé Fedasil d'assumer la prise en charge médicale et des frais médicaux des personnes

hébergées. Un avocat a été désigné pour établir un courrier.

Un fait nouveau : une lettre de la Secrétaire d'Etat à l'Asile nous a informés de ce que la destination de ce centre allait changer et désormais devenir un centre de gestion d'autres candidats réfugiés, sans indiquer ce que les réfugiés ukrainiens demandeurs d'hébergement allaient devenir. Une demande a été faite de constituer un groupe de travail (Commune, CPAS, autorité fédérale) pour déterminer les conditions d'hébergement, le nombre de candidats réfugiés potentiels ...

Il faut un dialogue respectueux et constructif pour atteindre les objectifs, tout comme lorsque le Samu Social, dépendant de la Région bruxelloise, a demandé à pouvoir occuper un de nos bâtiments. Nous verrons ce que l'on peut encore faire, dans le respect de la loi.

Mme BORDES CASTELLS demande à quel moment la commune a été prévenue par Fedasil du changement d'affectation du centre et quand les personnes qui s'y trouvent actuellement vont être délogées ?

M. MAINGAIN répond que la Secrétaire d'Etat lui a téléphoné il y a 8 jours de sa propre initiative. On ne sait rien de plus sur le délai de départ des réfugiés ukrainiens, ni sur celui de l'arrivée d'autres réfugiés.

Mme BORDES CASTELLS a bien noté toutes les actions mises en place par le Collège et rappelle qu'au niveau du logement des réfugiés ukrainiens certains hébergeurs ne reçoivent aucun accusé de réception venant de la commune suivant leur offre d'hébergement. Comment dès lors faire en sorte que les citoyens gardent leur motivation à proposer un hébergement si aucune nouvelle ne leur est donnée par rapport à leur offre ?

M. MAINGAIN répond que la situation a changé et que ce n'est plus la commune qui gère la plateforme mise en place, celle-ci étant désormais régionale. Nous ne faisons plus que transmettre les informations à la Région, qui en a la gestion totale.

M. DETRY prend acte de l'annonce de la Secrétaire d'Etat. Il ne comprend pas l'inaction de la Région pour le bâtiment appartenant à la SRLB. Il rappelle que le Conseil a voté précédemment une motion stipulant que le Centre Ariane devait être destiné à l'hébergement temporaire des réfugiés ukrainiens, il faut prendre des mesures pour faire respecter la motion et qu'il aura le soutien du groupe MR+.

M. MAINGAIN ajoute qu'il n'a des pouvoirs de Police que pour faire respecter uniquement deux aspects :

- 1) la sécurité (sur base d'un rapport du SIAMU, par exemple),
- 2) l'hygiène et la santé publique (par exemple le nombre de douches par rapport au nombre d'occupants).

Mme BOONEN souhaite savoir s'il existe des craintes d'accueillir un autre public que des familles avec enfants ou des femmes seules avec enfants dans le cadre de la réaffectation du Centre Ariane.

M. MAINGAIN explique que la question a été posée à la Secrétaire d'Etat de connaître le public le plus exposé aux difficultés ainsi qu'aux risques à l'approche de l'hiver et qu'il lui a été répondu que c'étaient les enfants. L'hébergement de candidats réfugiés est de la responsabilité exclusive du niveau fédéral, le niveau local pouvant aider s'il est sollicité. Il rappelle que l'aspect de la capacité d'hébergement a été estimée par le SIAMU à 1200 personnes au Centre Ariane. Il estime normal qu'il faut donner la priorité aux familles avec enfants et aux mineurs non accompagnés.

## **Maatregelen genomen door de gemeente in verband met de moeilijkheden bij het beheer van het opvangcentrum voor Oekraïense vluchtelingen gelegen in de Arianelaan. (Dhr. LORIAUX)**

Dhr. LORIAUX interpelleert het College als volgt over de maatregelen die de gemeente heeft genomen naar aanleiding van de problemen bij het beheer van het opvangcentrum voor Oekraïense vluchtelingen:

"Vanaf de eerste uren van de oorlog hees de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe de Oekraïense vlag op de drempel van het gemeentehuis. Dankzij deze actie konden sommige van de eerste Oekraïners die in België aankwamen, Sint-Lambrechts-Woluwe identificeren als een gastvrije gemeente. Al in maart kondigde de burgemeester de lancering aan van een platform dat zich specifiek richt op het aanbieden van huisvesting. Resultaat: dankzij de voorbeeldige inzet van burgers zijn meer dan 600 Oekraïners, gezinnen en alleenstaanden opgevangen.

Eind maart werden door de burgemeester bijeenkomsten gehouden met simultane vertaling ter attentie van de gastgezinnen en de gasten, bijgewoond door vele deelnemers.

De media hebben vaak gewezen op het dynamisme en zelfs het indrukwekkende aanpassingsvermogen van het gemeentebestuur bij het beheer van deze ongekende crisis. Uit de antwoorden van de burgemeester of de schepenen tijdens de vergaderingen van de gemeenteraad vernamen wij al heel vroeg dat het personeel van de meeste gemeentelijke diensten actief deelnam aan de dagelijkse dienst "Oekraïne Solidariteit", die begin maart werd ingesteld. Het OCMW van zijn kant heeft zich, in samenwerking met de gemeente, georganiseerd om honderden hulpvragen te behandelen.

Hoewel de beheersing van een grote crisis niet alleen aan de hand van statistieken kan worden gemeten, was ik geschokt door de cijfers die de burgemeester regelmatig verstrekt.

Tijdens gemeentelijke evenementen, maar ook via sociale netwerken, is goed te zien wat de gemeente doet om vluchtelingen zo goed mogelijk op te vangen en te huisvesten.

Voorts is ons ter ore gekomen dat zich bij het beheer van het centrum aan de Arianelaan 7 problemen voordoen die op zijn zachtst gezegd verontrustend zijn.

In dit opzicht:

- Wat is het standpunt van het College ten aanzien van dit zorgwekkende probleem dat de menselijke waardigheid aantast?
- Welke mensen en diensten hebben het centrum Ariane bezocht? Zijn de bevoegde autoriteiten officieel benaderd?
- Welke maatregelen hebben de gemeentelijke autoriteiten genomen om het welzijn van de vluchtelingen te garanderen en ervoor te zorgen dat zij goed worden opgevangen, zodat zij zo spoedig mogelijk kunnen worden overgebracht naar meer geschikte structuren, die niet voor noodsituaties bestemd zijn?"

Dhr. MAINGAIN herinnert eraan dat hij in vergadering van de raad van 29/06/2022 reeds melding heeft gemaakt van de talrijke stappen die de gemeente bij de ministeriële instanties heeft ondernomen om hun aandacht te vestigen op de moeilijkheden die de gehuisveste personen ondervinden. Tot de geconstateerde tekortkomingen behoren, afgezien van de accommodatie die niet tijdelijk is (2 of 3 nachten zoals aangekondigd) en lang lijkt te duren, de hygiënische omstandigheden. Bij navraag hebben noch de eerste minister noch de staatssecretaris voor asiel en

migratie de brieven beantwoord. Ook de gewestelijke minister van Volksgezondheid reageerde niet direct, maar liet daarentegen de hygiëne-inspectie ingrijpen. Er is een verslag ontvangen. We hebben de BGHM, de eigenaar van het gebouw, samen met vertegenwoordigers van het Vlaamse Rode Kruis, dat deze accommodatie beheert, ontboden. Tot op heden hebben wij geen antwoord gekregen op een aantal vragen (juridische banden, overeenkomst om het gebouw ter beschikking te stellen, enz.) Het OCMW heeft regelingen getroffen om onder meer personen met beperkte mobiliteit naar het OCMW-rusthuis te kunnen vervoeren, zodat zij van een aangepaste douche gebruik kunnen maken. Ook werd erop gewezen dat het niet aan de gemeente is om de plaats van de federale overheid in te nemen om de geconstateerde tekortkomingen te verhelpen. We hebben Fedasil gevraagd om de verantwoordelijkheid op zich te nemen voor de medische zorg en de medische kosten van de mensen die zijn ondergebracht. Een advocaat is aangesteld om een brief op te stellen.

Een nieuwe ontwikkeling: in een brief van de staatssecretaris voor asielzaken werd meegedeeld dat de bestemming van dit centrum zou veranderen en een centrum voor het beheer van andere asielzoekers zou worden, zonder aan te geven wat er met de Oekraïense asielzoekers zou gebeuren. Er werd gevraagd een werkgroep op te richten (gemeente, OCMW, federale overheid) om de voorwaarden voor huisvesting, het aantal potentiële vluchtelingen...

Een respectvolle en constructieve dialoog is nodig om de doelstellingen te bereiken, net zoals toen de Samu Social, die afhankelijk is van het Brussels Gewest, vroeg om een van onze gebouwen te mogen betrekken. We zullen zien wat we nog meer kunnen doen, met inachtneming van de wet.

Mw. BORDES CASTELLS vraagt wanneer de gemeente door Fedasil in kennis is gesteld van de wijziging van het gebruik van het centrum en wanneer de mensen die er momenteel wonen, zullen worden verwijderd.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de Staatssecretaris hem 8 dagen geleden op eigen initiatief heeft gebeld. Er is niets meer bekend over het tijdschema voor het vertrek van de Oekraïense vluchtelingen, noch over de komst van andere vluchtelingen.

Mw. BORDES CASTELLS neemt nota van alle door het College opgezette acties en herinnert de vergadering eraan dat, wat de huisvesting van Oekraïense vluchtelingen betreft, sommige gastheren geen ontvangstbevestiging van de gemeente ontvangen na hun aanbod tot huisvesting. Hoe kunnen burgers dan gemotiveerd blijven om onderdak te bieden als zij geen nieuws over hun aanbod ontvangen?

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de situatie is veranderd en dat het niet langer de gemeente is die het opgerichte platform beheert, dat nu gewestelijk is. Alles wat wij nu doen is de informatie doorgeven aan het gewest, dat er het volledige beheer over heeft.

Dhr. DETRY neemt nota van de aankondiging van de staatssecretaris. Hij begrijpt niet dat het Gewest niet optreedt ten aanzien van het gebouw van de BGHM. Hij herinnert eraan dat de Raad eerder een motie had aangenomen waarin wordt bepaald dat het Arianecentrum moet worden gebruikt voor de tijdelijke opvang van Oekraïense vluchtelingen, dat er maatregelen moeten worden genomen om ervoor te zorgen dat de motie wordt nageleefd en dat hij de steun van de MR+-fractie krijgt.

Dhr. MAINGAIN voegt eraan toe dat hij slechts op twee punten politiebevoegdheid heeft:

- 1) veiligheid (gebaseerd op een rapport van de DBDMH, bijvoorbeeld),
- 2) hygiëne en volksgezondheid (bijvoorbeeld het aantal douches in verhouding tot het

aantal bewoners).

Mw. BOONEN wil weten of er in het kader van de herbestemming van het Arianecentrum bezorgdheid bestaat over de opvang van een ander publiek dan gezinnen met kinderen of alleenstaande vrouwen met kinderen.

Dhr. MAINGAIN legt uit dat de staatssecretaris is gevraagd welk publiek het meest blootstaat aan moeilijkheden en risico's bij het naderen van de winter en dat hem is verteld dat het kinderen zijn. De huisvesting van kandidaat-vluchtelingen is de exclusieve verantwoordelijkheid van het federale niveau, het lokale niveau kan op verzoek helpen. Hij brengt in herinnering dat de accommodatiecapaciteit in het Arianecentrum door de DBDMH is geraamd op 1200 personen. Hij vindt het normaal dat gezinnen met kinderen en niet-begeleide minderjarigen voorrang krijgen.

*Laïla Anbari entre en séance / treedt in zitting.*

19.09.2022/A/0059 **Opération « économie circulaire ». (Mme PANS)**

Mme PANS interpelle le Collège comme suit, concernant l'Opération « économie circulaire » :

« Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, mais, de plus en plus de citoyens dans notre commune décident de déposer des objets en bon état, devant chez eux, avec un petit mot "à donner". Cela va du canapé, en passant par des vélos ou encore des jeux pour enfants. On remarque que ces objets ne restent pas très longtemps sur le trottoir et retrouvent assez vite une seconde vie. C'est ce que l'on appelle l'économie circulaire. Une citoyenne nous a expliqués qu'il existe un concept très intéressant en Allemagne qui encadre cette pratique. Le concept est assez simple, la commune décide d'instaurer un jour par mois, la journée de l'économie circulaire, et tous les habitants peuvent ce jour-là déposer devant chez eux des objets en bon état à donner. Après 24h00 ou 48h00, un camion de la commune vient retirer les objets qui n'ont pas trouvé une seconde vie. Cela permet d'avoir tous les bénéfices de cette pratique spontanée, tout en évitant les inconvénients qui peuvent résulter du dépôt sur la voie publique, et d'inviter les habitants à participer, les citoyens étant avertis en avance de la date de dépôt. Nous pensons aussi que ce concept pourrait tout à fait être dupliqué dans notre commune.

Mes questions sont les suivantes :

- Le Collège pourrait-il mettre en place un tel projet? Cela pourrait se faire non pas une fois par mois mais pourquoi pas deux fois par an ?
- Serait-il possible de voir avec Bruxelles Propreté s'ils pourraient participer à ce genre d'action? Si pas, la commune pourrait-elle se charger de la collecte ? »

M. JAQUEMYNS donne la réponse suivante :

« Madame la conseillère,

A Woluwe-Saint-Lambert, le soutien aux initiatives relevant de l'économie circulaire n'a pas attendu votre question.

En effet, le Collège apporte son soutien à divers projets sur notre territoire. A titre d'exemple, on peut citer le projet solidaire et participatif de la Ba'hutte dans le parc des sources. Plusieurs riverains s'y sont réunis pour créer un lieu où les habitants peuvent venir déposer des vêtements qui pourront être réutilisés par d'autres qui se trouvent dans le besoin. Cette ba'hutte a connu quelques déboires (notamment un

incendie). Les services communaux ont soutenus les habitants dans le cadre de sa reconstruction et de sa réouverture.

Autre initiative mise en place par le Collège : les différentes boîtes à livres qui sont réparties dans de nombreux quartiers de la commune. Il s'agit là aussi de la possibilité pour des habitants de venir y déposer des livres dont ils se séparent afin qu'ils soient lus par d'autres. Il s'agit là aussi d'une forme d'économie circulaire.

Par ailleurs, dans l'exercice même de ses missions, l'administration communale, à l'initiative du Collège, utilisent les mécanismes de l'économie circulaire et de réemploi lorsque cela est possible. A titre d'exemple, on peut citer la filière de déclasserement des véhicules qui prévoit de revendre nos véhicules communaux déclassés en vue soit d'une réutilisation complète ou une réutilisation des pièces détachées encore en bon état.

En outre, lors de projets de rénovation menés par les services communaux, il est fait appel au réseau Opalis afin de venir récupérer tous les matériaux et objets qui peuvent être réintroduits dans le réseau d'économie circulaire. Les services font également appel à ce réseau lorsqu'il s'agit de trouver des matériaux spécifiques dans le cadre des chantiers de restauration des bâtiments classés.

Si l'idée soulevée dans votre question peut, de prime abord, paraître sympathique, elle se heurte néanmoins à la dure réalité du terrain et de certaines mentalités. En effet, depuis plusieurs années et singulièrement depuis la crise sanitaire, nous constatons un certain laisser-aller de certains, mais aussi de personnes venant de l'extérieur de la commune qui, sans vergogne, déposent dans l'espace public divers objets en y apposant – ou non – une pancarte « à donner ».

A l'inverse de ce que vous indiquez dans votre question, il s'agit, le plus souvent, de mobilier qui n'est pas en bon état et qui ne peut être réutilisé dignement dans le cadre de l'économie circulaire.

Dans votre question, vous estimez que ce mécanisme d'économie circulaire fonctionne parce que les objets disparaissent assez rapidement. Or, ce n'est pas le cas. En effet, la disparition rapide de ces objets résulte de la célérité avec laquelle le service communal de la propreté publique enlève ces objets de l'espace public. En effet, l'adage commun « la crasse appelle la crasse » trouve ici pleinement à s'appliquer. Si vous laissez ces objets dans l'espace public, d'autres déchets s'amoncelleront rapidement autour.

Il s'agit alors, ni plus, ni moins, d'encombrants. A cet égard, je me réfère à la réponse que j'avais donnée lors du conseil du mois de mai 2022 suite à la question du conseiller Michaël LORIAUX relative aux dépôts clandestins sur le territoire de la commune.

Je tiens à vous rappeler une des statistiques que je donnais à cette occasion, à savoir le volume d'encombrants enlevés du territoire communal. En l'espèce, en 2020, ce sont 819 m<sup>3</sup> qui ont été retirés de l'espace public et en 2021 870,35 m<sup>3</sup>. Après un rapide calcul, vous aurez compris que nous faisons face à une augmentation de 6,40 % du volume d'encombrants retirés de l'espace public.

Par ailleurs, vous n'êtes pas sans savoir que le Ministre régional en charge de la propreté publique a lancé il y a quelques mois une réflexion en vue de l'élaboration d'une nouvelle stratégie en matière de propreté publique en région de Bruxelles-Capitale. Dans ce cadre, les communes, en tant qu'acteurs de terrain, ont été invitées à participer aux travaux. Il en est ressorti qu'une des principales causes en matière de malpropreté était justement le nombre particulièrement élevé de dépôts clandestins dans l'espace public. Il a été convenu que des actions devraient être mises en place tant à l'échelon régional qu'au niveau local.

D'une part, vous ne pouvez faire campagne sur la malpropreté sur la commune, tout en proposant d'autre part votre initiative qui, dans les faits, mènera à augmenter les dépôts clandestins en tout genre sur le territoire communal. En outre, il est également contradictoire de proposer votre initiative où les habitants pourront, sans aucun

contrôle préalable de la qualité mettre des objets dans l'espace public, et en espérant faire appel au bon sens des gens pour qu'il ne dépose que des objets de bonne qualité, et, dans le même temps, soutenir la mise en place de caméras fixes temporaires visant à lutter contre les incivilités et donc les dépôts clandestins en tout genre (voir délibération du conseil du 31/01/2022).

De plus, dans le mécanisme que vous proposez, vous faites peser sur les services communaux une importante charge supplémentaire. En effet, vous proposez de voir avec Bruxelles-Propreté si leurs équipes ne pourraient pas se charger de venir rechercher tout ce qui n'aurait pas trouvé preneur le jour de votre opération « économie solidaire ». A défaut, ce serait aux services communaux de passer dans les voiries pour rechercher les objets ainsi délaissés. Sachant qu'à l'heure actuelle, il est déjà régulier que des rues soient oubliées lors des collectes classiques de déchets, il y a fort à parier que ce sera le cas lors de cette opération spéciale. Ce n'est pas aux services communaux à suppléer les carences de l'agence. Par ailleurs, même à considérer que nous pourrions procéder à l'enlèvement des objets restants, je dois vous préciser qu'en plus nous devrions mettre en place une filière de tri des objets repris. En effet, en poussant votre logique jusqu'au bout, nous devrions déterminer ce qui est encore en bon état et le déposer auprès d'une entreprise ou d'une association active dans l'économie solidaire et nous départir de tout ce qui ne serait pas en bon état (après un tri sélectif important : le tout-venant tendant à diminuer – obligation de tout trier, sous peine de pénalités lors du versage). Bref, si l'idée peut être sympathique, vu ce qui se passe sur le terrain, elle ne pourra atteindre correctement son but sans entraîner pour la commune d'importantes dépenses inadéquates.

Des expériences, actuellement en cours d'évaluation par la région, ont déjà été tentées au niveau régional avec le concours d'associations actives dans le domaine de l'économie circulaire lors d'opérations de collecte mobiles en l'absence de recypark proche. Or, notre commune dispose d'un recypark à proximité immédiate, celui situé à Woluwe-Saint-Pierre.

En réalité, il existe déjà des possibilités pour l'habitant qui souhaite se départir d'un objet qui pourrait être réutilisé. D'une part, outre la Ba'hutte, vous avez les magasins de seconde main, le milieu associatif qui font des merveilles au départ de petits riens, mais il y a aussi un point de dépôt pour ces objets qui a été mis en place à l'entrée de la déchetterie à Woluwe-Saint-Pierre. Il s'agit d'une collaboration entre les communes de Woluwe-Saint-Lambert, Saint-Pierre, de l'Agence Bruxelles-Propreté et de l'ASBL Les Petits riens. Certes, cela impose de se déplacer jusqu'à un point de dépôt, mais celui qui souhaite vraiment faire cette démarche de s'inscrire dans le mécanisme de l'économie circulaire dispose, comme je viens de l'indiquer, de plusieurs options existantes et performantes. »

Mme PANS remercie M. JAQUEMYNS pour sa réponse et comprend les réticences exprimées. Elle se demande si on ne pourrait pas proposer aux comités de quartier de s'organiser sur l'espace privé.

### **Operatie "circulaire economie". (Mw. PANS)**

Mw. PANS interpelleert het College als volgt over de operatie "circulaire economie": "Ik weet niet of het u is opgevallen, maar steeds meer burgers in onze gemeente besluiten voorwerpen in goede staat voor hun huis achter te laten, met een klein briefje "weg te geven". Dit gaat van sofa's tot fietsen en kinderspelletjes. We merken dat deze voorwerpen niet lang op de stoep blijven liggen en snel een tweede leven vinden. Dit noemen we de circulaire economie. Een burger legt ons uit dat er in Duitsland een zeer interessant concept bestaat dat deze praktijk omkadert. Het concept is heel eenvoudig: de gemeente besluit één dag per maand een dag van de

kringlooeconomie in te stellen, en alle inwoners kunnen voorwerpen in goede staat voor hun huis achterlaten om ze weg te geven. Na 24 of 48 uur komt een vrachtwagen van de gemeente de voorwerpen ophalen die geen tweede leven hebben gevonden. Op die manier hebben we alle voordelen van deze spontane praktijk, terwijl we de ongemakken vermijden die kunnen voortvloeien uit het deponeren van voorwerpen op de openbare weg, en kunnen we de inwoners uitnodigen om deel te nemen, aangezien ze van tevoren op de hoogte worden gebracht van de datum. Wij geloven ook dat dit concept in onze gemeente kan worden gedupliceerd.

Mijn vragen zijn de volgende:

- Kan het College een dergelijk project opzetten? Zou het niet één keer per maand kunnen, maar waarom niet twee keer per jaar?
- Zou kunnen worden bekeken of Brusselse milieudiensten aan dit soort acties kunnen deelnemen? Zo niet, kan de gemeente de inzameling op zich nemen?"

Dhr. JAQUEMYNS geeft het volgende antwoord:

"Geachte raadslid,

In Sint-Lambrechts-Woluwe wachtte de steun voor initiatieven in verband met de kringlooeconomie niet op uw vraag. In feite steunt het College verschillende projecten op ons grondgebied. Als voorbeeld kan het solidariteits- en participatieproject van de Ba'hutte in het Bronnepark worden genoemd. Verschillende buurtbewoners zijn samengekomen om een plek te creëren waar bewoners kleding kunnen inleveren die kan worden hergebruikt door anderen in nood. Deze ba'hutte heeft wat tegenslagen gehad (met name een brand). De gemeentelijke diensten ondersteunden de inwoners bij de wederopbouw en heropening ervan.

Een ander initiatief van het College zijn de verschillende boekenruildozen die op veel plaatsen in de gemeente staan. Ook hier kunnen bewoners boeken afgeven die ze niet meer kunnen lezen, zodat ze door anderen kunnen worden gelezen. Dit is ook een vorm van circulaire economie.

Voorts maakt het gemeentebestuur, op initiatief van het college, bij de uitoefening van zijn taken gebruik van de mechanismen van de kringlooeconomie en van hergebruik wanneer dat mogelijk is. Een voorbeeld is de regeling voor de ontmanteling van voertuigen, die voorziet in de doorverkoop van onze ontmantelde gemeentelijke voertuigen met het oog op hetzij volledig hergebruik, hetzij hergebruik van reserveonderdelen die nog in goede staat verkeren.

Bovendien wordt bij renovatieprojecten van de gemeentelijke diensten een beroep gedaan op het Opalis-netwerk om alle materialen en voorwerpen die opnieuw in het netwerk van de kringlooeconomie kunnen worden opgenomen, te komen recupereren. De diensten doen ook een beroep op dit netwerk voor het vinden van specifieke materialen in het kader van restauratiewerkzaamheden aan beschermde gebouwen.

Hoewel het idee dat in uw vraag wordt geopperd op het eerste gezicht sympathiek lijkt, stuit het toch op de harde realiteit van het veld en op bepaalde mentaliteiten. Sinds enkele jaren, en vooral sinds de gezondheidscrisis, stellen wij inderdaad een zekere achteloosheid vast bij sommige mensen, maar ook bij mensen van buiten de gemeente die schaamteloos diverse voorwerpen in de openbare ruimte deponeren, al dan niet met een bordje "weg te geven".

In tegenstelling tot wat u in uw vraag aangeeft, gaat het meestal om meubilair dat niet in goede staat is en dat niet waardig kan worden hergebruikt in het kader van de circulaire economie.

In uw vraag zegt u dat dit circulaire economie mechanisme werkt omdat de voorwerpen vrij snel verdwijnen. Dit is echter niet het geval. De snelle verdwijning van deze voorwerpen is namelijk het gevolg van de snelheid waarmee de

gemeentelijke reinigingsdienst deze voorwerpen uit de openbare ruimte verwijdert. Het gezegde "vuil brengt vuil voort" is hier volledig van toepassing. Als u deze voorwerpen in de openbare ruimte achterlaat, zal er zich snel ander afval omheen opstapelen.

Het is dan, niet meer en niet minder, omvangrijk. In dit verband verwijs ik naar het antwoord dat ik in de raadsvergadering van mei 2022 heb gegeven naar aanleiding van de vraag van raadslid Michaël LORIAUX over sluikstorten op het grondgebied van de gemeente.

Ik wil u herinneren aan een van de statistieken die ik bij die gelegenheid heb gegeven, namelijk de hoeveelheid grofvuil die van het gemeentelijk grondgebied is verwijderd. In dit geval is in 2020 819 m<sup>3</sup> uit de openbare ruimte verwijderd en in 2021 870,35 m<sup>3</sup>. Na een snelle berekening zult u begrepen hebben dat we te maken hebben met een toename van 6,40% van de hoeveelheid grofvuil die uit de openbare ruimte wordt verwijderd.

Zoals u weet, heeft de gewestelijke minister die bevoegd is voor de openbare netheid enkele maanden geleden een studie gelanceerd om een nieuwe strategie uit te werken voor de openbare netheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. In dit verband werden de gemeenten, als actoren in het veld, uitgenodigd om deel te nemen aan de werkzaamheden. Gebleken is dat een van de belangrijkste oorzaken van de onreinheid het bijzonder grote aantal illegale stortingen in de openbare ruimte is. Overeengekomen werd dat zowel op gewestelijk als op gemeentelijk niveau actie moet worden ondernomen.

U kunt niet enerzijds campagne voeren tegen zwerfvuil in de gemeente en anderzijds uw initiatief voorstellen, dat in feite zal leiden tot een toename van allerlei soorten zwerfvuil in de gemeente. Bovendien is het ook tegenstrijdig om uw initiatief voor te stellen waarbij de inwoners, zonder enige voorafgaande kwaliteitscontrole, voorwerpen in de openbare ruimte kunnen deponeren, in de hoop een beroep te doen op het gezond verstand van de mensen zodat zij alleen voorwerpen van goede kwaliteit deponeren, en tegelijkertijd de installatie van tijdelijke vaste camera's te steunen met het oog op de bestrijding van overlast en dus van allerhande sluikstorten (zie beraadslaging van de raad van 31/01/2022).

Bovendien legt u met het door u voorgestelde mechanisme een belangrijke extra last op de gemeentelijke diensten. In feite stelt u voor om bij Net Brussel te informeren of hun teams niet zouden kunnen komen kijken naar alles wat geen koper heeft gevonden op de dag van uw operatie "solidaire economie". Anders moeten de gemeentelijke diensten de straat op om de achtergelaten voorwerpen te zoeken. Aangezien het al regelmatig voorkomt dat straten bij klassieke afvalinzamelingen worden vergeten, is de kans groot dat dit bij deze speciale operatie ook het geval zal zijn. Het is niet aan de gemeentelijke diensten om de tekortkomingen van het agentschap te compenseren. Bovendien moet ik erop wijzen dat, zelfs als wij van mening zouden zijn dat wij tot verwijdering van de resterende voorwerpen kunnen overgaan, wij ook een sorteersysteem moeten opzetten voor de teruggenomen voorwerpen. Inderdaad, als we uw logica tot het uiterste doorvoeren, zouden we moeten bepalen wat nog in goede staat is en dat deponeren bij een bedrijf of een vereniging die actief is in de solidaire economie, en alles wat niet in goede staat is weggooien (na een aanzienlijke selectieve sortering: de hoeveelheid afval neigt ernaar te verminderen - verplichting om alles te sorteren, op straffe van betaling). Kortom, het mag dan een aardig idee zijn, gezien de situatie ter plaatse zal het zijn doel niet naar behoren kunnen bereiken zonder dat de gemeente aanzienlijke en ongepaste uitgaven moet doen.

Op gewestelijk niveau zijn met de hulp van verenigingen die actief zijn op het gebied van de kringlooeconomie reeds experimenten uitgevoerd tijdens mobiele ophaaloperaties bij afwezigheid van een nabijgelegen recypark. Onze gemeente heeft echter een recuperatiepark in de onmiddellijke omgeving, dat van Sint-Pieters-

Woluwe.

In feite zijn er al mogelijkheden voor inwoners die zich willen ontdoen van een voorwerp dat kan worden hergebruikt. Enerzijds zijn er, naast de Ba'utte, tweedehandswinkels en verenigingen die wonderen doen met kleine voorwerpen, maar er is ook een afgiftepunt voor deze voorwerpen dat is ingericht aan de ingang van het containerpark in Sint-Pieters-Woluwe. Dit is een samenwerking tussen de gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters, het Agentschap Net Brussel en de vzw Les Petits riens. Het is waar dat daarvoor naar een afgiftepunt moet worden gegaan, maar wie echt deze stap wil zetten om deel uit te maken van het mechanisme van de kringlooeconomie heeft, zoals ik zojuist heb aangegeven, verschillende bestaande en doeltreffende opties."

Mw. PANS dankt dhr. JAQUEMYNS voor zijn antwoord en heeft begrip voor de geuite bedenkingen. Zij vraagt zich af of het mogelijk is de wijkcomités voor te stellen zich in een eigen ruimte te organiseren.

*Jacqueline Destrée-Laurent quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Philippe Jacquemyns quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Charles Six quitte la séance / verlaat de zitting.*

19.09.2022/A/0060 **Désimperméabilisation et ré-aménagement des cours d'écoles, où en est le projet?  
(M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit, concernant la désimperméabilisation et le réaménagement des cours d'écoles :

« Le 20 novembre 2020, j'ai interpellé le Collège sur ses actions entreprises pour que les cours de récréation des écoles communales soient plus vertes et plus accueillantes, tant pour les filles que pour les garçons. Il m'avait été répondu en séance qu'un certain nombre de projets étaient envisagés mais que la ou les personnes en charge de leur étude n'avaient pu y consacrer le temps voulu.

Le 24 juillet dernier, j'ai envoyé une question écrite afin d'en savoir plus sur l'avancement des études et de la réalisation de tels projets. Vous devez donc voir dans cette interpellation la suite de mon questionnement sur ce sujet.

Sans entrer dans le degré de détails qui font l'objet de ma question écrite, je souhaiterais connaître vos intentions en matière de réalisation. Je ne parle pas ici de petites réalisations ponctuelles tels que les bacs potagers qui ne portent que sur quelques mètres carrés mais de véritables réhabilitations de nature à changer fondamentalement l'aspect et l'usage des cours de récréation : des cours moins bruyantes, des zones de jeux où les enfants trouvent leur place quel que soit leur genre, des zones de calme et de repos, plus de nature, une imperméabilisation minimale... Concernant les zones « vertes » et de nature, je parle ici de surfaces d'au minimum 100m<sup>2</sup> et même beaucoup plus.

Si je compte bien, notre commune compte 7 écoles francophones + 2 annexes et 3 écoles néerlandophones qui sont concernées. Si j'exclu les 2 récentes constructions, G Désir et La Charmille, cela fait 10 cours de récréations à réhabiliter.

Je poserai au Collège les questions suivantes:

1. Le Collège a-t-il établi un calendrier de réalisation de ces travaux durant les prochaines années et si oui, comment sont-ils phasés ?
2. Comment les équipes pédagogiques respectives sont-elles associées à ces projets ?
3. A combien estimez-vous le budget qui sera nécessaire pour conduire à bien

ces projets ? »

M. MAINGAIN répond que l'agent communal chargé de ce projet fut absent pour une période relativement longue mais qu'il est désormais en mesure d'apporter les précisions suivantes :

En ce qui concerne l'école Princesse Paola Francophone, le réaménagement complet et de qualité de la cour de la section primaire est à l'étude. Il comprendra notamment la création de surfaces végétalisées et ludiques ainsi que des espaces de jeux. Des arbres à hautes tiges et d'essences indigènes seront plantés pour ombrager la cour et les façades exposées au soleil. De grandes zones en pleine terre seront aménagées en collaboration avec l'équipe pédagogique de l'école en une zone calme (cours en extérieur, coin lecture, etc...) et une zone didactique (jeux naturels, potager, etc...). Une attention particulière sera donnée à la gestion des eaux afin de rendre un maximum d'eaux pluviales au sol. L'accès aux véhicules sera limité aux livraisons, aux véhicules communaux (entretien des espaces verts, réparation, etc...) et aux véhicules de secours. Ainsi, la cour déminéralisée gagnera en surface. Le projet s'étend sur environ 2000 m<sup>2</sup> dont, au stade actuel de l'étude, près de 400 m<sup>2</sup> en pleine terre contre environ 50m<sup>2</sup> actuellement (les talus périphériques ne sont pas inclus). Le projet sera présenté prochainement aux équipes pédagogiques, puis aux élèves et leurs parents.

Pour l'école Van Meyel, l'association des parents de l'école Van Meyel, porteuse du projet participatif 2021 « Du vert à Van Meyel », propose de :

- planter des petits fruitiers (framboisier, mûrier, etc...) le long d'un mur ;
- planter 3 arbres à hautes tiges d'essences indigènes avec installation de bancs autour ;
- planter une haie pour séparer deux zones (zone de ballons et autres jeux).

La végétalisation d'une partie du préau faisait partie du projet mais ne pourra pas se faire, la structure n'étant pas prévue pour accueillir une surcharge. D'autres techniques sont envisagées pour ombrager le préau dans l'attente que les arbres se développent suffisamment. Pour rappel, l'ancien marronnier malade qui avait dû être abattu suffisait pour ombrager tout le préau. Nous étudions la possibilité d'utiliser le budget prévu pour la végétalisation du préau pour la gestion des eaux pluviales sur le site. Le projet ne devrait pas être soumis à l'obtention d'un permis d'urbanisme. Un montant de 20.000 EUR est inscrit au budget 2022. La réalisation des travaux est estimée pour l'automne/hiver 2022, voire début 2023.

En ce qui concerne l'école Prince Baudouin, le site bénéficie déjà d'espaces de verdure. Seule la cour de la section primaire est quasiment complètement dallée et un seul arbre y est planté. Il est prévu de rencontrer prochainement l'équipe pédagogique afin de déterminer les besoins et souhaits. Une estimation sera établie sur base d'un avant-projet (pour lequel il faudra également voir si un permis d'urbanisme sera requis ou non) et il sera proposé d'inscrire le budget nécessaire en 2023 le cas échéant.

Pour l'école Parc Malou, la cour primaire haute a été remise à niveau en mars 2022. En effet, le remblai réalisé lors de la construction de la section primaire et de la salle omnisports a subi un tassement au fil des années. La pente de la cour s'était inversée et les eaux de pluies s'écoulaient alors vers le bâtiment causant des infiltrations. Quant au préau dans la zone verte de la cour primaire supérieure, il a été installé en avril dernier après obtention du permis d'urbanisme. Au sujet de l'aménagement de la zone verte de la cour primaire, la pelouse qui avait été semée lors de la construction de l'école n'a jamais tenu à cause de la combinaison de l'ombrage des arbres et du piétinement. En cas de pluie, cette partie est inutilisable et nous constatons des coulées de boue sur la cour et le trottoir à rue. Il est donc prévu d'aménager un espace de jeux

de ballons du côté gauche, sous les arbres, séparé de l'autre zone de jeux par une clôture de châtaigner. Des copeaux de bois seront posés au sol de la zone de jeux sans ballon. Les travaux seront réalisés par les équipes communales en automne 2022.

Concernant l'école Vervloesem, les deux cours de cette école sont largement plantées et ombragées. Nous attendons une procédure de classement, et nous intégrerons une réflexion sur les cours de récréation.

Pour les écoles Georges Désir et La Charmille, le site de l'éco-quartier présente déjà près de 50 % de verdure.

A « Notre Petite Ecole », les espaces extérieurs sont largement plantés et engazonnés. Enfin, pour Prinses Paolaschool, la cour de la section primaire pourrait être repensée dans le même esprit que le projet à l'étude pour l'école francophone. L'avenir du site de Klim opschool étant en discussion avec les instances néerlandophones tout projet « ambitieux » concernant le site est gelé. Nous attendons une rencontre prochaine avec le Ministre Sven Gatz pour lui demander une écoute attentive sur le sujet.

### **Ontharding en heraanleg van de schoolpleinen, hoe staat het met het project? (Dhr. VAN der AUWERA)**

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt over de ontharding en herinrichting van schoolpleinen:

"Op 20 november 2020 heb ik het College ondervraagd over de acties die het heeft ondernomen om de speelplaatsen van de gemeentelijke scholen groener en gezelliger te maken, zowel voor meisjes als voor jongens. Tijdens de vergadering werd mij verteld dat een aantal projecten in behandeling is, maar dat de persoon of personen die belast zijn met de bestudering ervan niet de nodige tijd daaraan hebben kunnen besteden.

Op 24 juli jl. heb ik een schriftelijke vraag gesteld om meer te weten te komen over de voortgang van de studies en de uitvoering van dergelijke projecten. U moet dus in deze vraag de voortzetting zien van mijn vragen over dit onderwerp.

Zonder in detail te treden, zoals in mijn schriftelijke vraag, zou ik graag willen weten wat uw voornemens zijn met betrekking tot de tenuitvoerlegging. Ik heb het hier niet over kleine, eenmalige projecten zoals de moestuinen die slechts enkele vierkante meters beslaan, maar over echte renovaties die het uitzicht en het gebruik van de speelplaatsen fundamenteel zouden veranderen: minder lawaaierige speelplaatsen, speelplaatsen waar kinderen hun plaats kunnen vinden, ongeacht hun geslacht, rustige en rustgevende zones, meer natuur, minimale waterdichtheid... Wat "groen" en natuurgebieden betreft, heb ik het over gebieden van minstens 100m<sup>2</sup> en zelfs veel meer.

Als ik goed tel, heeft onze gemeente 7 Franstalige scholen + 2 bijgebouwen en 3 Nederlandstalige scholen die betrokken zijn. Als ik de 2 recente constructies, G Désir en La Charmille, buiten beschouwing laat, zijn dat 10 te herstellen speelplaatsen.

Ik zou het College de volgende vragen willen stellen:

1. Heeft het College een tijdschema opgesteld voor de uitvoering van deze werkzaamheden in de komende jaren en zo ja, hoe wordt dit gefaseerd?
2. Hoe zijn de respectieve onderwijsteams bij deze projecten betrokken?
3. Hoe hoog schat u het budget dat nodig zal zijn om deze projecten te voltooien?"

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de voor dit project verantwoordelijke gemeenteambtenaar vrij lang afwezig is geweest, maar dat hij nu de volgende gegevens kan verstrekken:

Wat de Prinses Paola Franstalige school betreft, wordt de volledige herinrichting van de speelplaats van de lagere school bestudeerd. Het omvat de aanleg van beplante en speelse oppervlakken en speelterreinen. Hoge bomen van inheemse soorten zullen worden geplant om de binnenplaats en de aan de zon blootgestelde gevels in de schaduw te stellen. Grote open terreinen zullen in samenwerking met het onderwijzend personeel van de school worden ingericht als een rustige zone (buitenklas, leeshoek, enz.) en een educatieve zone (natuurlijke spelletjes, moestuin, enz.). Bijzondere aandacht zal worden besteed aan het waterbeheer om zoveel mogelijk regenwater naar de bodem terug te voeren. De toegang voor voertuigen wordt beperkt tot leveringen, voertuigen van de gemeente (onderhoud van groenvoorzieningen, reparaties, enz.) en voertuigen van hulpdiensten. Zo zal de gedemineraliseerde speelplaats aan oppervlakte winnen. Het project beslaat ongeveer 2000 m<sup>2</sup>, waarvan in het huidige stadium van de studie bijna 400 m<sup>2</sup> open terrein zal zijn, in tegenstelling tot de huidige 50 m<sup>2</sup> (de randbermen zijn niet inbegrepen). Het project wordt binnenkort gepresenteerd aan de onderwijsteams en vervolgens aan de leerlingen en hun ouders.

De oudervereniging van de Van Meyelschool, die verantwoordelijk is voor het participatieproject "Du vert à Van Meyel" van 2021, stelt voor om:

- kleine fruitbomen (framboos, moerbeï, enz.) te planten langs een muur;
- het planten van 3 hoge bomen van inheemse soorten met banken eromheen;
- het planten van een haag om twee gebieden te scheiden (zone balspelen en andere spelen).

De beplanting van een deel van de binnenplaats maakte deel uit van het project, maar zal niet mogelijk zijn omdat de structuur niet berekend is op een extra belasting. Er worden andere technieken overwogen om de binnenplaats in de schaduw te stellen totdat de bomen voldoende ontwikkeld zijn. Ter herinnering: de oude zieke kastanjeboom die moest worden geveld was voldoende om de hele binnenplaats in de schaduw te zetten. Wij onderzoeken de mogelijkheid om het budget te gebruiken voor de vergroening van de binnenplaats voor regenwaterbeheer op het terrein. Voor het project is geen bouwvergunning nodig. In de begroting voor 2022 is een bedrag van 20.000 euro opgenomen. Naar schatting zullen de werkzaamheden in de herfst/winter van 2022 of begin 2023 worden uitgevoerd.

Wat de Prins Boudewijnschool betreft, beschikt het terrein reeds over groene ruimten. Alleen de binnenplaats van de lagere school is bijna volledig geplaveid en er is slechts één boom geplant. Het is de bedoeling binnenkort met het onderwijzend personeel bijeen te komen om hun behoeften en wensen vast te stellen.

Er zal een raming worden opgesteld op basis van een voorlopig project (waarvoor ook moet worden nagegaan of er al dan niet een bouwvergunning nodig is) en er zal worden voorgesteld om in 2023 eventueel de nodige begroting op te nemen.

Voor de Parc Malou School werd de speelplaats van de lagere school in maart 2022 opnieuw aangelegd. In feite was de vulling die tijdens de bouw van het lagere gedeelte en de sporthal was aangebracht, in de loop der jaren bezonken. De helling van de speelplaats was omgekeerd en het regenwater stroomde naar het gebouw, wat infiltratie veroorzaakte. De speelplaats in de groene zone van de bovenbouw van het basisonderwijs is in april jongstleden aangelegd na het verkrijgen van een bouwvergunning. Wat de inrichting van de groene zone van de speelplaats betreft, heeft het gazon dat bij de bouw van de school werd aangelegd, nooit standgehouden door een combinatie van schaduw van bomen en voetgangersverkeer. Als het regent is dit gebied onbruikbaar en zien we modderstromen op de speelplaats en het trottoir aan de straat. Daarom is het de bedoeling aan de linkerkant, onder de bomen, een zone voor balspelen aan te leggen, gescheiden van de andere speelplaats door een hek uit kastanjehout. Op de andere speelplaats worden houtkrullen op de grond gelegd. De

werkzaamheden zullen in het najaar van 2022 door de gemeentelijke teams worden uitgevoerd.

De twee speelplaatsen van de school van Vervloesem zijn grotendeels beplant en beschaduwd. Wij zijn in afwachting van een classificatieprocedure.

Voor de scholen Georges Désir en La Charmille bestaat de site van de ecowijk al voor bijna 50 % uit groen.

In "Notre Petite Ecole" zijn de buitenruimtes grotendeels beplant en voorzien van gras. Voor de Prinses Paolaschool ten slotte zou de speelplaats van de lagere school kunnen worden heringericht in dezelfde geest als het bestudeerde project voor de Franse school. De toekomst van het terrein van de Klim opschool wordt besproken met de Nederlandstalige autoriteiten en elk "ambitieuw" project betreffende het terrein wordt bevroren. Wij verwachten binnenkort een ontmoeting met minister Sven Gatz om hem te vragen aandachtig naar het onderwerp te luisteren.

*Philippe Jaquemyns entre en séance / treedt in zitting.*

*Charles Six entre en séance / treedt in zitting.*

*Michèle Nahum quitte la séance / verlaat de zitting.*

19.09.2022/A/0061 **Imperméabilisation et infractions urbanistiques, quelles actions sont prises par le Collège pour faire respecter la loi et les bonnes pratiques ? (M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit, concernant l'imperméabilisation et les infractions urbanistiques :

« Le 10 juin dernier, j'ai attiré l'attention de Madame l'échevine de l'urbanisme sur le déroulement de travaux visant à imperméabiliser une entrée de garage. Cette surface, initialement construite avec des caillebotis de béton destinés à laisser l'herbe pousser et surtout à limiter l'imperméabilisation avait été réalisée conformément au permis d'urbanisme délivré par l'administration communale il y a moins de 10 ans. Des ouvriers se sont appliqués à retirer la terre et l'herbe des alvéoles et à combler soigneusement les trous avec du mortier de ciment pour rendre la surface lisse et surtout imperméable!

Je tiens à replacer dans son contexte ce qui pourrait apparaître à un observateur peu averti comme un fait divers sans intérêt. Dans notre commune, nombreux sont les exemples de zones de recul et de jardinets de façades transformés en zone de parking sans permis... Ce qui est exemplaire, ici c'est que ce chantier représente probablement l'un des tout premiers cas d'imperméabilisation d'une zone de recul de cette nature. Dans le passé, répondant à des questions sur la désimperméabilisation des zones de recul, le Collège avait fait part de son impuissance à obtenir la remise en état des infractions anciennes et à dissuader les contrevenants.

Je suis interpellé par ces travaux qui vont à l'encontre des bonnes pratiques en matière de désimperméabilisation. Vous n'ignorez pas que le quartier situé à l'aval est particulièrement exposé aux inondations et nous ne savons pas ce que nous réserve l'avenir en matière de phénomènes climatiques violents! Je ne comprendrais pas une absence de réaction des autorités communales menant à la restauration et à la désimperméabilisation à bref délai de cette zone de recul !

Je poserai au Collège les questions suivantes:

1. N'ayant constaté aucune remise en état à ce jour, je souhaiterais connaître les suites qui ont été et seront encore données à cette situation pour obtenir très rapidement la remise en état ?
2. Je souhaite également connaître les mesures proactives qui seront mises en

place pour prévenir de telles infractions ailleurs dans la commune et agir immédiatement et plus généralement, en cas d'ouverture de chantier non autorisé ?

3. Où en est le projet de réalisation d'une noue dans le bas de l'avenue G Henri. L'an dernier vous m'aviez répondu avoir reçu un permis d'urbanisme pour sa réalisation ? »

M. MAINGAIN répond que ce genre de situation ne laisse pas les services communaux indifférents.

M. THAYER ajoute que suite à l'introduction par le Conseiller VAN der AUWERA d'une question écrite concernant les faits survenus le 10 juin dernier – cas spécifique de désimperméabilisation d'une zone de recul, la réponse a été approuvée par le Collège qui s'est tenu le 15 septembre dernier et sera communiquée dans les prochains jours. Concernant la politique de la commune relative à la remise en état des zones de recul, je suis en mesure de vous communiquer les éléments de réponse suivants. L'article 11 du Titre I du Règlement régional d'urbanisme (RRU) prévoit que la zone de recul doit être aménagée en jardinet et plantée de pleine terre. Les zones de recul ne peuvent être transformées en espace de stationnement et recouvertes de matériaux imperméables, exception faite des accès aux portes d'entrée et de garage. Le Collège des Bourgmestre et Echevins est particulièrement attentif à la préservation des zones de recul ainsi qu'à la remise en état des zones de recul non conformes aux prescriptions du RRU. Lors de l'instruction de chaque demande de permis d'urbanisme concernant un bien doté d'une zone de recul, le service de l'urbanisme s'attache à vérifier si la zone de recul est bien conforme à la situation de droit du bien consignée dans les plans d'archives. Si tel n'est pas le cas, le permis d'urbanisme délivré impose la remise en état de la zone de recul dans un délai déterminé. À cet égard, le Collège a parfois imposé que la remise en état de la zone de recul ait lieu avant la fin des autres travaux autorisés par le permis et ce, afin de contraindre le contrevenant à remettre rapidement en état la zone de recul. Outre l'instruction des demandes de permis, la cellule infraction du service de l'urbanisme a dressé un inventaire des zones de recul non conformes. Dans ce cadre, le service prend contact avec le contrevenant et lui indique que la zone de recul est en infraction. Le service privilégie le dialogue et l'encadrement du contrevenant en vue de la remise en état de la zone de recul. Si le contrevenant n'entreprend pas les démarches nécessaires en vue de réaliser les travaux de remise en état, un procès-verbal d'infraction est dressé. Dès lors que le parquet ne poursuit pas en général ce type d'infractions, le dossier est transmis au fonctionnaire sanctionnateur de la Région bruxelloise. Celui-ci peut imposer la remise en état de la zone de recul et infliger, le cas échéant, une amende au contrevenant. Enfin, dès que la cellule infraction du service de l'urbanisme constate ou est avertie que des travaux non-autorisés sont en cours dans une zone de recul, celle-ci se rend directement sur place pour faire arrêter les travaux et enjoindre le contrevenant à remettre en état la zone de recul.

M. JAQUEMYNS précise que suite à l'obtention du permis d'urbanisme délivré par la région après de très nombreuses années d'attente, nous allons pouvoir entamer le chantier de sécurisation du carrefour formé par l'avenue Georges Henri et l'avenue de Mai. Dans ce cadre, il est effectivement notamment prévu de créer une noue permettant la retenue de l'eau en cas de pluie. Comme vous le savez, il y a, depuis de nombreuses années, l'obligation en région bruxelloise de coordonner les chantiers en voirie. Dans le cadre de nos travaux, nous attendons d'abord l'avancement du chantier de réfection des installations de la société VIVAQUA actuellement en cours dans le quartier qui impactera notre zone de travaux. Une fois celle-ci libérée de tout chantier

mené par une société concessionnaire de service public, nous pourrions procéder à nos aménagements de sécurisation et de création de la noue au niveau de ce carrefour.

M. VAN der AUWERA demande s'il existe un calendrier en la matière.

M. JAQUEMYNS ajoute qu'un chantier est en cours.

**Waterdichtheid en stedenbouwkundige overtredingen, welke acties worden door het College ondernomen om de wet en goede praktijken te handhaven? (Dhr. VAN der AUWERA)**

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt over de waterdichtheid en stedenbouwkundige overtredingen:

"Op 10 juni jl. heb ik de schepen van stedenbouw gewezen op de voortgang van werkzaamheden gericht op het waterdicht maken van een oprit. Deze oppervlakte, aanvankelijk aangelegd met betonnen roosters om het gras te laten groeien en vooral om de waterdichtheid te beperken, was aangelegd overeenkomstig de bouwvergunning die nog geen 10 jaar geleden door het gemeentebestuur was afgegeven. De arbeiders waren druk bezig aarde en gras uit de cellen te verwijderen en de gaten zorgvuldig te vullen met cementmortel om het oppervlak glad en vooral waterdicht te maken!

Ik wil graag in de juiste context plaatsen wat voor een onwetende waarnemer een triviale gebeurtenis zou kunnen lijken. In onze gemeente zijn er tal van voorbeelden van achteruitbouwzones, terreinen en voortuinen die zonder vergunning worden omgevormd tot parkeerplaatsen... Het voorbeeldige hieraan is dat deze locatie waarschijnlijk een van de allereerste gevallen is van afdichting van een dergelijke achteruitbouwzone. In het verleden heeft het College, in antwoord op vragen over het ontzeggen van achteruitbouwzones, te kennen gegeven dat het niet in staat is oude overtredingen te laten herstellen en overtreders af te schrikken.

Ik vrees dat dit werk in strijd is met de goede praktijken op het gebied van het waterdicht maken. Zoals u weet is het gebied stroomafwaarts bijzonder kwetsbaar voor overstromingen en we weten niet wat de toekomst zal brengen in termen van hevige klimaatverschijnselen! Ik zou niet begrijpen dat een gebrek aan reactie van het gemeentebestuur leidt tot een zo spoedig mogelijk waterdicht maken en ontpoldering van deze achteruitbouwstrook!

Ik wil het college de volgende vragen stellen:

1. Aangezien ik tot op heden geen herstel heb gezien, wil ik graag weten welke maatregelen zijn en zullen worden genomen om ervoor te zorgen dat deze situatie zo snel mogelijk wordt hersteld.
2. Ik zou ook graag willen weten welke proactieve maatregelen zullen worden genomen om dergelijke overtredingen elders in de gemeente te voorkomen en om onmiddellijk en meer in het algemeen op te treden wanneer er ongeoorloofde bouwplaatsen worden geopend?
3. Wat is de status van het project om een wadi aan te leggen onderaan de Georges Herilaan? Vorig jaar antwoordde u dat u een bouwvergunning had gekregen voor de bouw?"

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat dit soort situaties de gemeentelijke diensten niet onverschillig laat.

Dhr. THAYER voegt daaraan toe dat naar aanleiding van de indiening door het

raadslid VAN der AUWERA van een schriftelijke vraag over de gebeurtenissen van 10 juni jl. - een specifiek geval van waterdicht maken van een achteruitbouwzone - het antwoord op 15 september jl. door het College is goedgekeurd en in de komende dagen zal worden megedeeld. Met betrekking tot het beleid van de gemeente inzake het herstel van achteruitbouwzones kan ik u de volgende informatie verstrekken. In artikel 11 van titel I van de verordeningen inzake ruimtelijke ordening (RRU) is bepaald dat de achteruitbouwstrook moet worden aangelegd en beplant met open grond. Achteruitbouwzones mogen niet worden ingericht als parkeerplaatsen en bedekt met ondoordringbare materialen, behalve voor de toegang tot ingangs- en garagedeuren. Het College van burgemeester en schepenen besteedt bijzondere aandacht aan het behoud van achteruitbouwzones en aan het herstel van achteruitbouwzones die niet voldoen aan de bepalingen van de GSV. Bij de behandeling van elke aanvraag voor een bouwvergunning voor een pand met een achteruitbouwzone, gaat de dienst planning na of de achteruitbouwzone in overeenstemming is met de juridische situatie van het pand zoals vastgelegd in de archiefplannen. Indien dit niet het geval is, vereist de afgegeven bouwvergunning het herstel van de achteruitbouwzone binnen een bepaalde termijn. In dit verband heeft het College soms opgelegd dat het herstel van de achteruitbouwzones moet plaatsvinden vóór de voltooiing van andere door de vergunning toegestane werkzaamheden en dit om de overtreder te dwingen de achteruitbouwzone onmiddellijk te herstellen. Naast het onderzoek van de vergunningsaanvragen heeft de eenheid Inbreuken van de dienst Stedenbouw een inventaris opgemaakt van de niet-conforme zones. In dit verband neemt de dienst contact op met de overtreder en deelt hem mee dat de achteruitbouwzone in overtreding is. De dienst geeft prioriteit aan de dialoog en het toezicht op de overtreder met het oog op het herstel van de achteruitbouwzone. Als de overtreder niet het nodige doet om het gebied te herstellen, wordt een proces-verbaal van overtreding opgesteld

Aangezien het parket dit soort misdrijven doorgaans niet vervolgt, wordt de zaak overgedragen aan de sanctionerende ambtenaar van het Brusselse Gewest. Deze kan het herstel van de achteruitbouwzone opleggen en de overtreder eventueel een boete opleggen. Ten slotte gaat de cel inbreuken van de dienst Stedenbouw, zodra deze constateert of ervan in kennis wordt gesteld dat er ongeoorloofde werkzaamheden in een achteruitbouwzone worden uitgevoerd, onmiddellijk naar de plaats van uitvoering om de werkzaamheden stil te leggen en de overtreder te gelasten de achteruitbouwzone te herstellen.

Dhr. JAQUEMYNS zegt dat, nu het gewest na vele jaren wachten een bouwvergunning heeft verleend, kan worden begonnen met het veiliger maken van het kruispunt tussen de Georges Henrilaan en de Meilaan. In dit kader is het inderdaad de bedoeling een wadi aan te leggen om water vast te houden in geval van regen. Zoals u weet bestaat er in het Brusselse Gewest al vele jaren een verplichting om de wegenwerken te coördineren. In het kader van onze werkzaamheden wachten wij eerst de voortgang af van de herstelwerkzaamheden aan de installaties van het bedrijf VIVAQUA die momenteel in de buurt plaatsvinden en die gevolgen zullen hebben voor ons werkgebied. Zodra dit gebied vrij is van werkzaamheden door een concessiehouder van openbare diensten, kunnen wij doorgaan met onze veiligheidsverbeteringen en de aanleg van een wadi op dit kruispunt.

Dhr. VAN der AUWERA vraagt of hiervoor een tijdschema bestaat.

Dhr. JAQUEMYNS voegt hieraan toe dat er een project gaande is.

*Michèle Nahum entre en séance / treedt in zitting.*

*Jacqueline Destrée-Laurent entre en séance / treedt in zitting.*

*Julie Van Goidsenhoven-Bolle quitte la séance / verlaat de zitting.*

19.09.2022/A/0062 **Réduction de la consommation énergétique des infrastructures communales. (M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit, concernant la réduction de la consommation énergétique des infrastructures communales :

« Nous y sommes : après 2 étés qui ont démontré sa réalité à ceux qui doutaient encore du dérèglement climatique, la crise liée à la transition énergétique nous a rattrapés. L'Europe et singulièrement notre pays sont en crise et n'importe quel évènement international imprévu nous éloignera du point d'équilibre et cette vulnérabilité ne nous quittera pas avant longtemps.

Je suis régulièrement intervenu sur le sujet de la transition énergétique mais jamais nous n'aurions imaginé nous trouver dans la situation actuelle aussi rapidement. Les habitants de notre commune sont frappés par des hausses de dépenses contraintes sans précédent avec des effets en cascade dont nous ignorons encore comment y faire face. Socialement, nous avons à mettre en place des mécanismes de solidarité et je ne doute pas que notre CPAS sera sollicité comme jamais.

L'objet de cette interpellation porte sur les mesures de réduction importantes et urgentes mises en place et encore à mettre en place pour faire face à la crise énergétique. Lors du Conseil communal de mai, j'ai interrogé le Collège sur l'exécution du plan PLAGE en m'inquiétant de la lenteur de son exécution depuis de nombreuses années. A présent, vous devez préserver et même augmenter la capacité communale d'investir dans les économies d'énergie tout en faisant face à des augmentations de coûts. Il faut donc réduire les consommations de façon radicale. Certaines villes ont décidé de fermer leur piscine, de réduire l'intensité de l'éclairage public et même de l'éteindre la nuit. Vous allez nous dire que vous réduirez le chauffage à 19°C mais je crains que cela ne suffira pas !

Je poserai au Collège les questions suivantes:

- Quelle est l'exposition de la commune à l'augmentation des coûts en matière de tarifs de l'énergie ?
- Allez-vous rester sans réaction face au sur-éclairage maintenu par Sibelga dans de nombreuses voiries communales ?
- Que ferez-vous pour supprimer l'éclairage inutile et insensé de la maison communale (et quelques autres lieux) par des spots de forte puissance dont certains n'éclairent que le ciel ?
- Comment allez-vous vous assurer que les salles de classes des écoles communales ne sont éclairées qu'en présence d'élèves et/ou de personnel communal ?
- Comment prévoyez-vous d'accélérer la rénovation de l'éclairage des bâtiments communaux ?
- Comment allez-vous réduire les dépenses énergétiques au stade Fallon ?
- Comment allez-vous contenir les dépenses énergétiques au Poséidon ?
- Comment allez-vous réduire drastiquement les dépenses de carburant des véhicules communaux et aurez-vous la volonté de renoncer à l'allocation carburant des membres du Collège ?
- Comment allez-vous multiplier la surface des panneaux solaires sur les toits communaux et comment allez-vous en faire bénéficier le voisinage avec une priorité pour les logements sociaux? »

M. MATGEN tient tout d'abord en guise d'introduction contredire les propos selon lesquels le programme de réduction des consommations d'énergie des bâtiments communaux fait preuve de lenteur dans son exécution. Tout d'abord le fait d'avoir commencé lancé notre programme PLAGE il y a maintenant presque 15 ans ne veut pas dire que nous progressons trop lentement mais bien que nous avons déjà compris il y a 15 ans les enjeux que représentaient les économies d'énergie pour notre économie mais aussi pour la planète. Sans cela nous n'aurions d'ailleurs pas atteint les objectifs climatiques qui étaient exigés pour 2030 par la COP21 et de poursuivre dans cette voie puisque le gouvernement régional bruxellois a rehaussé en mai 2022 nos objectifs pour atteindre -47 % en 2030. (-43 % atteints actuellement par la commune). En outre, même avant 2008, la commune avait déjà commencé à remplacer des chaudières, à isoler des toitures, remplacer des châssis et procéder à des « relighting ». De 2004 à 2008 la consommation de gaz avait déjà baissé en raison des investissements prioritaires importants réalisés sur le Poséidon, l'école P Malou et le dépôt communal. Le PLAGE permet d'avancer avec ordre et méthode et surtout de monitorer les économies réalisées et donc les dépenses évitées. Avant d'arguer de tels propos, il serait donc bien de pouvoir nous prouver en quoi nous n'avancerions pas assez vite.

Quels sont les points de comparaison que vous êtes en mesure de nous donner ? Disposez-vous des chiffres des autres communes bruxelloises en la matière ?

Un des collaborateurs de la cellule énergie est un ancien employé de Sibelga. Il était notamment en charge du monitoring des points faibles énergétiques dans le patrimoine régional. Il confirme que l'AC de WSL fait partie des communes les plus en avance en matière de maîtrise des consommations d'énergie. Nous sommes fiers à cet égard de pouvoir communiquer aux conseillers communaux en toute transparence le bilan énergétique de nos bâtiments communaux. Il est évident que si tous les acteurs privés et publics régionaux pouvaient présenter un bilan de moins 50 % de consommation de gaz et de moins 30 % d'électricité la crise énergétique aurait un autre visage. A présent, nous devons poursuivre les efforts et les investissements comme nous le prévoyons chaque année au budget pour atteindre l'exemplarité qui nous est demandée.

**Concernant l'exposition de la commune à l'augmentation des coûts en matière de tarifs de l'énergie :**

Comme expliqué à la conseillère De Patoul lors d'une précédente interpellation, nous bénéficions encore d'un tarif fixe jusqu'au 31/12/2022 grâce à la centrale d'achat régionale. Pour 2023, selon Sibelga, les derniers clics effectués par la centrale d'achat porteraient l'augmentation par rapport à notre prix actuel sur le plan contractuel à 70 % pour le gaz et à 45 % pour l'électricité. C'est une estimation parce que le prix des dernières tranches ne sera fixé que dans les semaines à venir. Au-delà de 2023 nous n'avons encore aucune vue sur les prix et bien heureux celui qui a une boule de cristal.

**Concernant le sur-éclairage maintenu par Sibelga dans de nombreuses voiries communales :**

Je vous laisse la responsabilité de vos propos à l'égard de la politique de gestion menée par Sibelga et me demande dans quelle mesure elle est partagée et soutenue par les représentants ECOLO au sein du conseil d'administration de Sibelga. Je vous informe toutefois que Sibelga a un programme de rénovation sur 25 ans des éclairages dans l'espace public, soit environ 90.000 luminaires. Les nouveaux éclairages sont des luminaires à leds connectés. Ce qui offre de nombreux avantages d'instantanéité d'allumage, de dimmage, de suivi d'état, de programmation intelligente, de renouvellement, de diminution d'impact environnemental en énergie grise,... A ce propos, le comité de direction de Sibelga a décidé d'accélérer ce programme de remplacement afin de le terminer pour 2030. Au niveau de Woluwe-Saint-Lambert, la

consommation liée à l'EP en 2021 a diminué de 8,2 % depuis 2014 selon les chiffres communiqués par Sibelga. Sibelga est également en train d'étudier et de mettre en œuvre des systèmes intelligents d'éclairage notamment au niveau de l'éclairage des voiries afin de tenir compte de la météo et des plages horaires. Rappelons que nous sommes dans un espace urbanisé et public. La sécurité et le sentiment de sécurité sont des critères importants.

**Concernant l'éclairage de la maison communale :**

Dans le cadre du renouvellement de l'éclairage public aux abords de la maison communale, la société Radiance 35 a transmis un dossier de mise en lumière afin qu'une demande de permis d'urbanisme auprès du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale soit introduite. Le projet consiste à mettre en lumière par un éclairage adapté, économe en énergie et modulable en fonction des heures l'entrée principale, la tour, les pignons, les baies de la salle du Collège afin de souligner la richesse des volumes, mais il porte aussi sur l'éclairage public aux abords de la maison communale. Le permis d'urbanisme a été délivré. Le marché doit maintenant être lancé à l'initiative de Sibelga qui finance le projet.

**Concernant l'éclairage des salles de classes des écoles communales en-dehors de la présence d'élèves et/ou de personnel communal :**

Tout d'abord, pour ce qui concerne les nouvelles écoles, elles sont munies de détecteurs de présence et de sondes permettant le dimmage en fonction de l'apport naturel. Pour les autres écoles, les rénovations d'éclairage sont en cours ou planifiées. P Baudouin est fait, nous abordons P Malou cette année. Nous ferons ensuite dans l'ordre P. Paola, Van Meyel, le Castel et Vervloesem. De façon générale, le service ne recommande pas de façon systématique une gestion automatique des luminaires qui présente les désavantages de coûts de gestion, d'énergie grise ou encore de déresponsabilisation. Chaque situation est différente et nécessite des solutions différentes et sur mesure. La division énergie estime que l'éclairage est bien géré. Néanmoins, le collège a demandé qu'une campagne de sensibilisation des utilisateurs soit menée par le service DD avec la collaboration de la cellule énergie.

**Concernant la rénovation de l'éclairage des bâtiments communaux :**

Là aussi le processus est en cours. Dans le dernier rapport PLAGE, il est rappelé que la rénovation de l'éclairage et la maîtrise des consommations d'électricité sont une priorité. L'évolution des chiffres de consommation en témoigne. En 2018, on parlait d'une diminution de 18,4 % par rapport à 2018 alors qu'aujourd'hui nous sommes arrivés à 30 % de diminution.

**Concernant les dépenses énergétiques au stade Fallon :**

Enormément a déjà été fait en la matière. Nous vous renvoyons pour cela au rapport PLAGE. On vous a toutefois déjà annoncé que nous comptons aller plus loin en ne chauffant plus les bulles de tennis, en poursuivant la rénovation de l'éclairage des terrains de sport (le prochaine rénovation est le terrain 3), en avançant les horaires d'entraînement d'une demi-heure ce qui représente 15 à 20 % d'économies sur l'éclairage des stades, en réduisant la consigne de chauffe à 18 ° dans les vestiaires, en optimisant les plages horaires de production d'eau chaude. A plus long terme, l'élaboration du plan directeur conduira à une rationalisation de tous les équipements et à une performance énergétique encore plus élevée.

**Concernant les dépenses énergétiques du Poséidon :**

Les toitures ont été isolées, des PV ont été installés, l'isolation des façades est en cours et la rénovation des techniques spéciales est programmée. Nous prévoyons également de fermer la piscine à certaines périodes. Le Poséidon est comme vous le savez la priorité actuelle du plan PLAGE.

**Concernant les dépenses de carburant des véhicules communaux et l'allocation carburant des membres du Collège :**

Après avoir déjà réduit le nombre de litres par an autorisés par membre du collège, le collège a décidé de renoncer à cette faculté malgré le fait que le véhicule personnel est

utilisé pour la fonction. Contrairement au collège de Bruxelles Ville, les membres du collège de Woluwe-Saint-Lambert ne font pas l'acquisition par la commune de véhicules de fonction (pour un montant de plus de 2 millions) pour leur déplacement, même si ceux-ci sont électriques. Quant au charroi communal, nous réduisons le nombre de véhicules comme l'impose l'arrêté exemplarité des pouvoirs publics. La pratique du vélo et des déplacements à pied est fortement encouragée et lorsque ce n'est pas possible nous permettons à présent l'utilisation de véhicules partagés.

**Concernant la surface des panneaux solaires sur les toits communaux et le fait d'en faire bénéficier le voisinage et plus particulièrement les logements sociaux :**

L'essentiel des toitures des bâtiments communaux exploitables sont déjà exploitées. Pour les toitures non encore équipées, il reste soit des problèmes techniques que nous sommes en train de résoudre (extension maisons communales, extension Poséidon, crèche Prince Baudouin, Staar, Le bateau au parc de Roodebeek, Wolubilis,...), soit à finaliser d'importants projets au niveau de la structure du bâtiment (Baudouin, Van Meyel, Pléiades, stade Fallon,..). Concernant la mise à disposition de la production des panneaux communaux pour le voisinage nous avons déjà répondu lors du précédent Conseil communal. Il ne faudrait pas surestimer l'apport d'une telle solution pour le voisinage. C'est au facilitateur de Bruxelles Environnement qu'il convient d'accompagner de tels projets. Au niveau communal, nous avons accordé la priorité à la mise en commun de la production d'énergie renouvelable au parc de Roodebeek entre les différents bâtiments. Le musée communal bénéficie par exemple de l'électricité produite par les PV situés sur le toit de la crèche communale et de l'école. Nous envisageons également une telle formule pour le site du Village culturel.

M. VAN der AUWERA prend acte de ces réponses très complètes et ajoute que les choses bougent effectivement.

M. MAINGAIN ne peut qu'apporter des louanges à la Cellule Energie de la commune qui a pris une avance énorme. Il précise que l'augmentation du coût de l'énergie aura un effet sur les surcoûts des investissements envisagés. La commune a veillé à fixer ces investissements passés avec des taux faibles. On a insisté auprès de Sibelga pour découpler l'éclairage de l'Hôtel communal et du château Malou de l'éclairage public, en veillant, par exemple, à ce que cet éclairage soit éteint dès 22h. Nous sommes en attente de leur réponse.

M. VAN der AUWERA indique que si l'on remplace des luminaires par des leds, on aura un éclairage beaucoup plus important. Pourquoi n'a-t-on alors que 8 % d'économies ? Le gain n'est pas celui attendu.

M. LORIAUX, en tant que représentant de la commune auprès de Sibelga, précise que la volonté de l'intercommunale était de remplacer tous les éclairages par des leds en 2040. Maintenant, on parle de 2030, avec une réduction de 30 % et donc de créer des zones moins lumineuses. L'idée semble intéressante, mais il faut une étude globale sur les effets connexes (déplacements, criminalité, ...) en envisageant un maximum de cas.

M. JAQUEMYNS ajoute que Sibelga remplace petit à petit les systèmes actuels par les éclairages intelligents. La commune de Woluwe-Saint-Lambert est candidate au projet « bulles de lumière ». Sibelga doit adapter / revoir ses éclairages dans certaines situations, voire les éteindre totalement.

Mme PANS se pose la question de savoir si la fermeture du Poséidon, telle qu'elle fut évoquée dans la presse, a un lien avec ces économies d'énergie. Si c'est le cas, elle se demande si cette mesure ne s'avérera pas disproportionnée voire inefficace.

M. MAINGAIN rappelle que le communiqué de presse qui a été diffusé parlait, au niveau des mesures envisagées, d'un devoir de modération dans les consommations publiques. Il ajoute que si on peut coupler les travaux envisagés au Poséidon avec les fermetures pour y faire des économies de consommation énergétique, pourquoi pas, c'est tant mieux, la volonté du Collège est bien de réduire ces consommations.

**Vermindering van het energieverbruik van de gemeentelijke infrastructuur.  
(Dhr. VAN der AUWERA)**

De heer VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt toe over de vermindering van het energieverbruik van de gemeentelijke infrastructuur:

"Hier zijn we dan: na twee zomers die de realiteit van de klimaatverandering hebben aangetoond aan degenen die nog twijfelden, de crisis in verband met de energietransitie heeft ons ingehaald. Europa en vooral ons land bevinden zich in een crisis en elke onvoorziene internationale gebeurtenis zal ons uit ons evenwicht brengen en deze kwetsbaarheid zal nog lang duren.

Ik heb regelmatig over de energietransitie gesproken, maar we hadden nooit gedacht dat we zo snel in de huidige situatie terecht zouden komen. De inwoners van onze gemeente worden getroffen door ongekende verhogingen van de verplichte uitgaven met watervaleffecten waar we nog niet goed raad mee weten. Op sociaal vlak moeten we solidariteitsmechanismen opzetten en ik twijfel er niet aan dat er als nooit tevoren een beroep zal worden gedaan op ons OCMW.

Het onderwerp van deze interpellatie betreft de belangrijke en dringende reductiemaatregelen die zijn genomen en nog moeten worden genomen om de energiecrisis aan te pakken. In de Raadszitting van mei heb ik het College vragen gesteld over de uitvoering van het plan PLAGE en mijn bezorgdheid geuit over het trage tempo van de uitvoering gedurende vele jaren. Nu moet u de gemeentelijke capaciteit om te investeren in energiebesparingen behouden en zelfs vergroten, terwijl u geconfronteerd wordt met kostenstijgingen. Dit betekent dat het verbruik drastisch moet worden verminderd. Sommige steden hebben besloten hun zwembaden te sluiten, de intensiteit van de openbare verlichting te verminderen en deze 's nachts zelfs uit te schakelen. U gaat ons vertellen dat u de verwarming gaat verlagen tot 19°C, maar ik vrees dat dit niet genoeg zal zijn!

Ik wil het College de volgende vragen stellen:

- Hoe heeft de gemeente te lijden onder de stijgende energiekosten?
- Gaat u niet reageren op de overbelichting door Sibelga op vele gemeentelijke wegen?
- Wat gaat u doen om de nutteloze en zinloze verlichting van het gemeentehuis (en sommige andere plaatsen) met krachtige schijnwerpers, waarvan sommige alleen de hemel verlichten, af te schaffen?
- Hoe gaat u ervoor zorgen dat klaslokalen in de plaatselijke scholen alleen verlicht zijn wanneer er leerlingen en/of gemeentelijk personeel aanwezig zijn?
- Hoe denkt u de renovatie van de verlichting in gemeentelijke gebouwen te versnellen?
- Hoe gaat u de energiekosten in het Fallonstadion verlagen?
- Hoe gaat u de energiekosten bij Poseidon binnen de perken houden?
- Hoe gaat u de brandstofkosten voor gemeentelijke voertuigen drastisch verlagen en bent u bereid de brandstofvergoeding voor leden van het College op te geven?

- Hoe gaat u de oppervlakte van zonnepanelen op gemeentelijke daken vergroten en hoe gaat u deze ter beschikking stellen van de buurt, met voorrang voor sociale woningen?"

Dhr. MATGEN weerlegt allereerst de bewering dat het programma ter vermindering van het energieverbruik in gemeentelijke gebouwen traag verloopt. In de eerste plaats betekent het feit dat wij bijna 15 jaar geleden met ons PLAGÉ-programma zijn begonnen niet dat wij te langzaam vorderen, maar veeleer dat wij 15 jaar geleden al hadden begrepen wat er op het spel stond om energie te besparen voor onze economie en voor de planeet. Zonder dit zouden we de klimaatdoelstellingen die de COP21 voor 2030 heeft vastgesteld, niet hebben gehaald en we moeten op de ingeslagen weg voortgaan aangezien de Brusselse gewestregering onze doelstellingen in mei 2022 heeft verhoogd tot -47 % in 2030. (-43 % momenteel bereikt door de gemeente). Bovendien was de gemeente al vóór 2008 begonnen met het vervangen van verwarmingsketels, het isoleren van daken, het vervangen van ramen en het aanbrengen van nieuwe verlichting. Tussen 2004 en 2008 was het gasverbruik al gedaald als gevolg van grote prioritaire investeringen in de Poseidon, de Malou-school en het gemeentelijk depot. De PLAGÉ maakt het mogelijk om op een geordende en methodische manier vooruitgang te boeken en vooral om de gerealiseerde besparingen en dus de vermeden uitgaven te controleren. Alvorens dergelijke beweringen te doen, zou het goed zijn ons te kunnen bewijzen waarom wij niet snel genoeg vooruitgaan.

Welke vergelijkingspunten kunt u ons geven? Hebt u de cijfers van de andere Brusselse gemeenten in dit verband? Een van de medewerkers van de cel energie is een voormalige werknemer van Sibelga. Hij was belast met het toezicht op de zwakke punten in het gewestelijk domein. Hij bevestigt dat de Sint-Lambrechts-Woluwe een van de meest geavanceerde gemeenten is wat betreft de beheersing van het energieverbruik. Wij zijn er trots op dat wij onze gemeenteraadsleden een transparante energiebalans voor onze gemeentelijke gebouwen kunnen voorleggen. Het is duidelijk dat als alle particuliere en openbare spelers in het gewest een balans zouden kunnen opmaken van 50 % minder gasverbruik en 30 % minder elektriciteitsverbruik, de energiecrisis er heel anders uit zou zien. We moeten nu onze inspanningen en investeringen voortzetten, zoals we elk jaar in de begroting plannen, om de voorbeeldfunctie die van ons wordt verlangd te bereiken.

**Met betrekking tot de blootstelling van de gemeente aan stijgende energiekosten:**

Zoals het raadslid De Patoul in een eerdere vraag heeft uitgelegd, genieten wij dankzij de gewestelijke aankoopcentrale nog steeds een vast tarief tot 31/12/2022. Voor 2023 zou volgens Sibelga de verhoging ten opzichte van onze huidige prijs op contractueel niveau volgens de laatste clicks van de aankoopcentrale 70% bedragen voor gas en 45 % voor elektriciteit. Dit is een schatting omdat de prijs van de laatste tranches pas in de komende weken wordt vastgesteld. Na 2023 hebben we nog steeds geen zicht op de prijzen en gelukkig voor ons wie een kristallen bol heeft.

**Wat betreft de overbelichting door Sibelga op vele gemeentelijke wegen:**

Ik laat het aan u over om verantwoordelijkheid te nemen voor wat u zegt over het beleid van Sibelga en vraag me af in hoeverre dit beleid wordt gedeeld en gesteund door de vertegenwoordigers van ECOLO in de raad van bestuur van Sibelga. Ik wil u er echter op wijzen dat Sibelga een programma van 25 jaar heeft om de verlichting in de openbare ruimten te vernieuwen, dat wil zeggen ongeveer 90.000 lampen. De nieuwe lichten zijn aangesloten LED lampen. Dit biedt vele voordelen in termen van onmiddellijke verlichting, dimmen, statusbewaking, intelligente programmering, vernieuwing, verminderde milieu-impact in termen van grijze energie, enz. In dit verband heeft het beheerscomité van Sibelga besloten dit vervangingsprogramma te versnellen om het tegen 2030 te voltooien. In Sint-Lambrechts-Woluwe is het verbruik in verband met PE in 2021 met 8,2 % gedaald sinds 2014, volgens cijfers van

Sibelga. Sibelga is ook bezig met het bestuderen en implementeren van intelligente verlichtingssystemen, met name voor straatverlichting, om rekening te houden met het weer en de tijdstippen. Laten we niet vergeten dat we ons in een verstedelijkte en openbare ruimte bevinden. Veiligheid en veiligheidsgevoel zijn belangrijke criteria.

**Betreffende de verlichting van het gemeentehuis:**

In het kader van de vernieuwing van de openbare verlichting rond het gemeentehuis heeft de onderneming Radiance 35 een verlichtingsdossier ingediend zodat een stedenbouwkundige vergunning kan worden aangevraagd bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Het project bestaat uit de verlichting van de hoofdingang, de toren, de gevels en de traveeën van het gemeentehuis met passende, energie-efficiënte verlichting die kan worden aangepast aan het tijdstip van de dag, om de rijkdom van de volumes te benadrukken, maar het betreft ook de openbare verlichting rond het gemeenschapscentrum. Er is een bouwvergunning verleend. Het contract moet nu van start gaan op initiatief van Sibelga, die het project financiert.

**Betreffende de verlichting van klaslokalen in gemeentelijke scholen wanneer er geen leerlingen en/of gemeentepersoneel aanwezig zijn:**

Ten eerste zijn de nieuwe scholen uitgerust met aanwezigheidsdetectoren en sensoren die het mogelijk maken te dimmen naargelang van het natuurlijke licht. Voor de andere scholen zijn verlichtingsrenovaties aan de gang of gepland. P Boudewijn is klaar, en we beginnen dit jaar met P Malou. We doen dan P. Paola, Van Meyel, Le Castel en Vervloesem in volgorde. In het algemeen beveelt de dienst niet systematisch het automatisch beheer van de verlichting aan, wat de nadelen heeft van beheerskosten, grijze energie en gebrek aan verantwoording. Elke situatie is anders en vereist andere oplossingen op maat. De energieafdeling is van mening dat de verlichting goed wordt beheerd. Niettemin heeft het College verzocht om een bewustmakingscampagne voor de gebruikers door de dienst DO in samenwerking met de energie-eenheid.

**Betreffende de renovatie van de verlichting in gemeentelijke gebouwen:**

Ook hier is het proces gaande. In het laatste PLAGE-verslag wordt eraan herinnerd dat de renovatie van de verlichting en de beheersing van het elektriciteitsverbruik een prioriteit zijn. De ontwikkeling van de consumptiecijfers getuigt hiervan. In 2018 was er sprake van een reductie van 18,4 % ten opzichte van 2017, terwijl we vandaag zijn uitgekomen op een reductie van 30%.

**Over de energiekosten in het Fallonstadion:**

In dit opzicht is al veel gedaan. Wij verwijzen naar het PLAGE-rapport. We hebben echter al aangekondigd dat we verder willen gaan door de overdekte tennisbanen niet langer te verwarmen, door de renovatie van de verlichting van de sportvelden voort te zetten (de volgende renovatie is veld 3), door de trainingsuren met een half uur te vervroegen, wat een besparing van 15 tot 20 % op de verlichting van de stadions betekent, door het instelpunt van de verwarming in de kleedkamers te verlagen tot 18° en door de tijdstippen voor de productie van warm water te optimaliseren. Op langere termijn zal de ontwikkeling van het masterplan leiden tot een rationalisering van alle apparatuur en een nog hogere energieprestatie.

**Wat betreft de energiekosten van de Poséidon:**

De daken zijn geïsoleerd, er zijn PV's geïnstalleerd, de isolatie van de gevels is in volle gang en de renovatie van de speciale technieken is geprogrammeerd. We zijn ook van plan om het zwembad op bepaalde tijden te sluiten. De Poseidon is, zoals u weet, de huidige prioriteit van het PLAGE-plan.

**Betreffende de brandstofkosten van de gemeentelijke voertuigen en de brandstofvergoeding van de leden van het College:**

Na reeds het aantal toegestane liters per jaar per lid van het College te hebben verminderd, heeft het College besloten van deze mogelijkheid af te zien, ondanks het feit dat het persoonlijke voertuig voor de functie wordt gebruikt. In tegenstelling tot de gemeenteraad van Brussel kopen de leden van de gemeenteraad van Sint-Lambrechts-

Woluwe geen bedrijfswagens (ter waarde van meer dan 2 miljoen EUR) van de gemeente voor hun verplaatsingen, ook al zijn ze elektrisch. Wat het gemeentelijk wagenpark betreft, verminderen wij het aantal voertuigen overeenkomstig het voorbeeldbesluit van de overheid. Fietsen en lopen worden sterk aangemoedigd en waar dat niet mogelijk is, staan wij nu het gebruik van gedeelde voertuigen toe.

Wat betreft de oppervlakte van zonnepanelen op gemeentelijke daken en het feit dat deze ten goede komen aan de buurt en met name aan sociale woningen:

De meeste daken van de gemeentelijke gebouwen die gebruikt kunnen worden, worden al gebruikt. Voor de daken die nog niet zijn uitgerust, zijn er ofwel technische problemen die we aan het oplossen zijn (uitbreiding van de gemeentehuizen, uitbreiding van Poseidon, Kinderdagverblijf Prins Boudewijn, Staar, De boot in het park van Roodebeek, Wolubilis, ...), ofwel belangrijke projecten die op het niveau van de structuur van het gebouw moeten worden afgerond (Boudewijn, Van Meyel, Pléiades, Fallon stadion, enz.) Wat betreft de beschikbaarheid van de productie van gemeentelijke panelen voor de wijk, hebben wij reeds geantwoord op de vorige gemeenteraad. De bijdrage van een dergelijke oplossing aan de buurt mag niet worden overschat. Het is aan de facilitator van Leefmilieu Brussel om dergelijke projecten te ondersteunen. Op gemeentelijk niveau hebben we prioriteit gegeven aan het bundelen van de productie van hernieuwbare energie in het Roodebeekpark tussen de verschillende gebouwen. Het gemeentemuseum profiteert bijvoorbeeld van de elektriciteit die geproduceerd wordt door de PV-systemen op het dak van het gemeentelijke kinderdagverblijf en school. Wij overwegen een dergelijke formule ook voor het Culturele Dorp.

Dhr. VAN der AUWERA neemt kennis van deze zeer uitvoerige antwoorden en voegt daaraan toe dat er inderdaad beweging in zit.

Dhr. MAINGAIN kan alleen maar lof hebben voor de cel Eergie van de gemeente, die een enorme vooruitgang heeft geboekt. Hij wijst erop dat de stijging van de energiekosten gevolgen zal hebben voor de extra kosten van de geplande investeringen. De gemeente heeft ervoor gezorgd dat deze investeringen uit het verleden met lage tarieven zijn vastgezet. Sibelga werd aangespoord om de verlichting van het gemeentehuis en het Château Malou los te koppelen van de openbare verlichting, bijvoorbeeld door ervoor te zorgen dat deze verlichting om 22.00 uur wordt uitgeschakeld. We wachten op hun antwoord.

Dhr. VAN der AUWERA zegt dat als we de lampen vervangen door LED's, we veel meer verlichting zullen hebben. Waarom hebben we dan maar 8 % winst? De winst is niet wat werd verwacht.

Dhr. LORIAUX wijst er als vertegenwoordiger van de gemeente bij Sibelga op dat de intercommunale van plan was om tegen 2040 alle verlichting te vervangen door LED's. Nu hebben we het over 2030, met een vermindering van 30 % en dus minder heldere gebieden. Het idee lijkt interessant, maar er is een globale studie nodig naar de daarmee samenhangende effecten (reizen, criminaliteit, enz.), waarbij een maximum aan gevallen in aanmerking wordt genomen.

Dhr. JAQUEMYNS voegt eraan toe dat Sibelga de huidige systemen geleidelijk vervangt door intelligente verlichting. De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe is kandidaat voor het project "lichte bubbels". Sibelga moet haar verlichting in bepaalde situaties aanpassen/herzien, of zelfs helemaal uitschakelen.

Mw. PANS vraagt zich af of de sluiting van de Poseidon, waarover in de pers is bericht, verband houdt met deze energiebesparingen. In dat geval vraagt zij zich af of

deze maatregel niet onevenredig of zelfs ondoeltreffend zal blijken.

Dhr. MAINGAIN herinnert de vergadering eraan dat in het persbericht dat is verspreid, wordt gesproken over een plicht tot matiging van de overheidsconsumptie wat betreft de voorgenomen maatregelen. Hij voegt eraan toe dat als de geplande werkzaamheden aan de Poseidon kunnen worden gecombineerd met de sluitingen om energie te besparen, waarom niet?

*Amélie Pans quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Charles Six quitte la séance / verlaat de zitting.*

19.09.2022/A/0063 **Plan d'Accessibilité, de la Voirie et de l'Espace public (PAVE), quels projets pour notre commune ? (Mme BORDES CASTELLS)**

Mme BORDES CASTELLS interpelle le Collège comme suit, concernant le PAVE :  
« La commune participe au Plan Good Move, et nous en sommes ravis. Bruxelles Mobilité est allée plus loin que le Good Move et a réalisé en partenariat avec les 19 communes le Plan d'Accessibilité, de la Voirie et de l'Espace public (PAVE), et ce depuis 2019. Ce plan vise à hiérarchiser les réseaux de piétons selon leur importance et leur usage (itinéraire principal, itinéraire de liaison, itinéraire de base) et à les rendre accessibles.

Selon le site de Bruxelles Mobilité, un audit concernant l'accessibilité de tous les trottoirs de toute la région bruxelloise a permis d'identifier, sur base du [Cahier de l'accessibilité piétonne](#), l'ensemble des gênes et entraves aux déplacements des piétons, en général, et des personnes à mobilité réduite, en particulier. Pour chaque non-conformité relevée, les bureaux chargés de l'audit ont proposé des corrections à apporter et estimé le coût de celles-ci. Ces rapports, remis à l'ensemble des gestionnaires de voirie, peuvent être consultés en ligne par les services techniques.  
Cerise sur le gâteau : la région a mis en place des subsides pour prendre en charge le coût des aménagements.

Aujourd'hui, je voudrais savoir quels sont les projets que la commune a soumis et surtout combien d'entre eux concernent l'accessibilité. Bien que la commune y travaille depuis 2013, certaines boucles sont toujours inachevées, sans compter que l'état des trottoirs se détériore, ce qui n'arrange pas la situation.

Je poserai au collège les questions suivantes :

- Le service Mobilité de notre administration communale utilise-t-il les rapports de l'audit et ses recommandations ?
- Le PAVE a permis de hiérarchiser les rues piétonnes, avec l'objectif d'en prioriser les interventions : quelles sont les plus urgentes selon cette liste ?
- Pouvez-vous nous dire quels sont vos projets dans le PAVE ?
- Quel est le montant annuel accordé par la Région à notre commune et quelles sont les limites imposées par rapport au nombre de projets ou au montant subsidié ?
- Avez-vous inclus parmi ces projets la réfection des trottoirs, des rues qui composent les boucles plus anciennes ? »

M. MATGEN explique que le PAVE est un document qui porte bien son nom : pour les trottoirs de Woluwe-Saint-Lambert, cet audit fait 2.711 pages. Il a le mérite

d'exister mais il est extrêmement lourd et la hiérarchie des interventions ne constitue pas un plan d'action exploitable facilement. Il faut savoir en outre que le programme communal de réfection des trottoirs ne peut pas uniquement être dicté par le PAVE, d'autres critères intervenant dans la priorisation des interventions du service de la Gestion de l'Espace Public :

- d'une part, le coffre de certaines voiries doit impérativement être remis en état et il est rarement imaginable de refaire la voirie dans sans refaire les trottoirs (exemple : avenues Abeloos et Montald) ;
- d'autre part, les impétrants (eau, gaz, électricité, égouts, téléphonie) disposent de leur propre programme et il est souvent judicieux de s'associer aux travaux pour en profiter pour remettre les trottoirs à neuf après le passage de ces opérateurs (exemple : Avenue Gilbert Mullie).

Dès avant le PAVE, la commune avait déjà lancé le concept des « boucles d'accessibilité PMR ». L'audit de l'espace public qui prévaut à leur mise en œuvre est beaucoup plus fin et mieux hiérarchisé : il a été demandé au bureau d'étude de classer chaque intervention requise selon le degré d'urgence et de dangerosité de la situation actuelle. Ce classement permet une rédaction du cahier des charges plus précise et une mise en œuvre plus rapide des aménagements requis.

L'évolution des aménagements doit être surveillée et mise à jour. C'est ainsi que la première boucle – sur 7 boucles existantes – a été réévaluée récemment et que de nouveaux travaux ont été entrepris.

Notons que les boucles PMR relèvent d'une initiative communale. Ces aménagements ne sont pas tous repris dans l'audit du PAVE et, se trouvant sur les voiries locales, ne font que rarement l'objet d'une subvention régionale.

- *Le service Mobilité de notre administration communale utilise-t-il les rapports de l'audit et ses recommandations ?*

Le rapport de l'audit liste les points à traiter : cela passe du revêtement du sol irrégulier au manque de contraste du mobilier urbain, à la présence d'objet constituant un obstacle à la chaîne de déplacement. Bien que le constat de ces non-conformités ne constitue pas le point de départ de tout nouveau projet, les services de la gestion de l'espace public et de la planification stratégique tiennent compte des recommandations du PAVE dans l'élaboration des plans de réaménagement. Ils intègrent les critères d'accessibilité principaux tels que l'installation de dalles podotactiles à l'approche des traversées piétonnes, la suppression de ressaut, l'installation de nouveau mobilier urbain en dehors du cheminement piéton, le choix du modèle de banc adapté aux PMR.

- *Le PAVE a permis de hiérarchiser les rues piétonnes, avec l'objectif d'en prioriser les interventions : quelles sont les plus urgentes selon cette liste ?*

Le PAVE identifie 845 points prioritaires ! Comme indiqué plus haut, ce nombre est excessif, voire dissuasif, et nuit à une mise en place efficace d'un programme de résolution exhaustif de l'ensemble de ces points.

- *Pouvez-vous nous dire quels sont vos projets dans le PAVE ?*

Chaque année, la Région oriente les critères de sélection dont découlera la répartition de l'enveloppe budgétaire entre les communes. En 2022, la Région souhaitait par

exemple prioriser l'octroi des subventions PAVE pour des interventions prévues aux abords d'arrêts de transports en commun. Cependant toutes les demandes visant à améliorer la mise en accessibilité du réseau piéton peuvent être prises en compte. Par contre, l'une des conditions obligatoires à remplir est d'intervenir sur les réseaux piéton « Plus » ou « Confort » ou sur une des magistrale piétonne identifiée par le Plan Régional de Mobilité « Good Move ». Ceci réduit fortement les opportunités de subvention. Les services en charge du réaménagement de l'espace public et de la planification stratégique ont établi les priorités afin d'intégrer les non-conformités détectées dans le PAVE au programme de réfection des trottoirs en se concentrant cette année principalement sur le traitement du revêtement afin de rendre les trottoirs plus praticables.

- *Quel est le montant annuel accordé par la Région à notre commune et quelles sont les limites imposées par rapport au nombre de projets ou au montant subsidié ?*

*La Région accord un subside pour la mise en œuvre du PAVE depuis 2019.*

- 2019 - Subventions à la Commune de Woluwe-Saint-Lambert pour la mise en accessibilité des avenues Guillaume Abeloos, Constant Montald, J.G. Van Golen, et Tomberg (alentours de la maison communale)
  - 2020 - Subventions à la Commune de Woluwe-Saint-Lambert pour la mise en accessibilité de la place PMR chaussée de Roodebeek + Rampe d'accès vers abri vélo.
  - 2022 : Projet de mise en accessibilité de l'avenue Dietrich et Tomberg (entre l'avenue Rullens et la place du Sacré-Cœur) – Promesse de subside : 324.987,99 EUR. À noter que cette année la Région a décidé de n'accorder que 66 % du montant sollicité et nécessaire à la réalisation de ces travaux, compte tenu du nombre de dossiers reçus des 19 communes.
- 
- *Avez-vous inclus parmi ces projets la réfection des trottoirs des rues qui composent les boucles plus anciennes ?*

En effet, les boucles PMR communales font l'objet d'un suivi particulier et, à ce titre, la première boucle a été réexaminée et a fait l'objet, en 2019, d'une nouvelle vague de petits travaux de mise en conformité aux principes d'accessibilité.

M. JAQUEMYNS ajoute un complément d'information en ce sens que la réfection d'un coffre de voirie sans toucher aux trottoirs est effectivement possible, tout comme l'inverse l'est également, mais il reste une obligation de coordination avec les autres sociétés concessionnaires de service public. Il précise que toute une série d'interventions sont faites sur base de recommandations autres que le PAVE (p. ex. le Code du Gestionnaire...).

### **Toegankelijkheidsplan voor de Wegen en de Openbare Ruimten (PAVE), welke projecten voor onze gemeente? (Mw. BORDES CASTELLS)**

Mw. BORDES CASTELLS interpelleert het College als volgt over het PAVE:

"De gemeente neemt deel aan het Good Move Plan en dat verheugt ons. Brussel Mobiliteit is verder gegaan dan de Good Move en heeft in samenwerking met de 19

gemeenten het toegankelijkheidsplan voor de weg en de openbare ruimte (PAVE) opgesteld, dat in 2019 in werking zal treden. Dit plan heeft tot doel de voetgangersnetwerken te prioriteren naar belang en gebruik (hoofdroute, verbindingsroute, basisroute) en ze toegankelijk te maken.

Volgens de website van Brussel Mobiliteit heeft een audit van de toegankelijkheid van alle voetpaden in het hele Brusselse Gewest het mogelijk gemaakt om op basis van het [Cahier voetgangerstoegankelijkheid](#) alle obstakels en belemmeringen voor de verplaatsing van voetgangers in het algemeen en personen met beperkte mobiliteit in het bijzonder in kaart te brengen. Voor elke geconstateerde non-conformiteit stelden de voor de controle verantwoordelijke bureaus verbeteringen voor en maakten zij een raming van de kosten daarvan. Deze verslagen, die aan alle wegbeheerders worden voorgelegd, kunnen door de technische diensten online worden geraadpleegd.

De kers op de taart: het gewest heeft subsidies ingesteld om de kosten van de verbeteringen te dekken.

Vandaag wil ik graag weten welke projecten de gemeente heeft ingediend en vooral hoeveel daarvan betrekking hebben op toegankelijkheid. Hoewel de gemeente hier sinds 2013 aan werkt, zijn sommige lussen nog steeds niet af, om nog maar te zwijgen van het feit dat de staat van de trottoirs verslechtert, wat de situatie niet ten goede komt.

Ik wil het College de volgende vragen stellen:

- Maakt de dienst Mobiliteit van onze gemeente gebruik van de auditverslagen en de aanbevelingen?
- De PAVE heeft het mogelijk gemaakt de voetgangersstraten te prioriteren, met het oog op prioritering van interventies: welke zijn volgens deze lijst het meest urgent?
- Kunt u ons vertellen wat uw projecten in het PAVE zijn?
- Wat is het bedrag dat het Gewest jaarlijks aan onze gemeente toekent en wat zijn de beperkingen ten aanzien van het aantal projecten of het gesubsidieerde bedrag?
- Heeft u onder deze projecten het herstel van de trottoirs, de straten die de oudere lussen vormen, opgenomen?"

Dhr. MATGEN legt uit dat het PAVE een document is waarvan de naam goed gekozen is: voor de trottoirs van Sint-Lambrechts-Woluwe beslaat deze audit 2.711 bladzijden. Het heeft de verdienste dat het bestaat, maar het is extreem zwaar en de hiërarchie van maatregelen vormt geen gemakkelijk bruikbaar actieplan. Er zij ook op gewezen dat het gemeentelijke programma voor herstel van het wegdek niet uitsluitend door het PAVE kan worden bepaald, aangezien andere criteria een rol spelen bij de prioritering van interventies door de dienst beheer van de openbare ruimte:

- Enerzijds moet de bekisting van bepaalde wegen dringend worden hersteld en is het zelden denkbaar de rijweg te herstellen zonder de bestrating aan te pakken (voorbeeld: Abeloos en Montalddaan);
- aan de andere kant hebben de aannemers (water, gas, elektriciteit, riolering, telefoon) hun eigen programma en is het vaak verstandig om mee te doen met de werkzaamheden en daarvan te profiteren om de trottoirs op te knappen na de passage van deze exploitanten (voorbeeld: Gilbert Mullielaan).

Reeds vóór het PAVE had de gemeente het concept "toegankelijkheidslussen PBM"

gelanceerd. De audit van de openbare ruimte die de overhand heeft voor de uitvoering ervan is veel gedetailleerder en beter geprioriteerd: het ontwerp bureau werd gevraagd elke vereiste ingreep in te delen volgens de mate van urgentie en gevaar van de huidige situatie. Dankzij deze indeling kunnen de specificaties nauwkeuriger worden opgesteld en kunnen de vereiste verbeteringen sneller worden aangebracht.

De ontwikkeling van de voorzieningen moet worden gevolgd en bijgewerkt. Zo is de eerste lus - van de 7 bestaande lussen - onlangs opnieuw beoordeeld en zijn er nieuwe werkzaamheden verricht.

Er zij op gewezen dat de PBM-lussen een gemeentelijk initiatief zijn. Deze voorzieningen zijn niet allemaal opgenomen in de PAVE-audit en worden, omdat zij op gemeentelijke wegen liggen, zelden gewestelijk gesubsidieerd.

- *Gebruikt de afdeling Mobiliteit van onze gemeente de auditrapporten en aanbevelingen?*

In het auditverslag worden de problemen opgesomd die moeten worden aangepakt, gaande van oneffenheden in de bestrating tot een gebrek aan contrast in het straatmeubilair en de aanwezigheid van objecten die de bewegingsketen belemmeren. Hoewel de vaststelling van deze non-conformiteit niet het uitgangspunt is voor een nieuw project, houden de afdelingen beheer openbare ruimte en strategische planning rekening met de aanbevelingen van het PAVE bij de ontwikkeling van herinrichtingsplannen. Zij bevatten de belangrijkste toegankelijkheidscriteria, zoals de plaatsing van straatstenen bij voetgangersoversteekplaatsen, de verwijdering van trappen, de plaatsing van nieuw straatmeubilair buiten het voetgangerspad, de keuze van een model van bank aangepast aan de PBM.

- *De PAVE heeft het mogelijk gemaakt prioriteiten te stellen voor voetgangersstraten, met als doel de interventies te prioriteren: welke zijn het meest urgent volgens deze lijst?*

In het PAVE worden 845 prioritaire punten genoemd! Zoals gezegd is dit aantal buitensporig hoog, zelfs ontmoedigend, en belemmert het de effectieve uitvoering van een alomvattend programma om al deze punten op te lossen.

- *Kunt u ons vertellen wat uw plannen zijn in het PAVE?*

Elk jaar stelt het Gewest de selectiecriteria vast die de verdeling van het budget over de gemeenten bepalen. Zo wilde het Gewest in 2022 voorrang geven aan de toekenning van PAVE-subsidies voor ingrepen die gepland zijn in de buurt van haltes van het openbaar vervoer. Alle aanvragen die de toegankelijkheid van het voetgangersnetwerk beogen te verbeteren, kunnen echter in aanmerking worden genomen. Een van de verplichte voorwaarden is echter dat de werkzaamheden worden uitgevoerd op de voetgangersnetwerken "Plus" of "Comfort" of op een van de doorgaande wegen voor voetgangers die in het gewestelijk mobiliteitsplan "Good Move" zijn aangegeven. Dit beperkt de subsidiemogelijkheden aanzienlijk. De diensten die belast zijn met de herinrichting van de openbare ruimte en de strategische planning hebben prioriteit gegeven aan de integratie van de in het PAVE geconstateerde non-conformiteit in het programma voor het herstel van het wegdek, waarbij dit jaar vooral aandacht is besteed aan de behandeling van het wegdek om de trottoirs beter begaanbaar te maken.

- *Wat is het bedrag dat het Gewest jaarlijks aan onze gemeente toekent en wat zijn de beperkingen ten aanzien van het aantal projecten of het gesubsidieerde bedrag?*

Het Gewest kent sinds 2019 een subsidie toe voor de uitvoering van het PAVE.

- 2019 - Subsidies aan de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe voor de toegankelijkheid van de lanen Guillaume Abeloos, Constant Montald, J.G. Van Golen en Tomberg (omgeving gemeentehuis).
- 2020 - Subsidies aan de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe voor de toegankelijkheid van de PMR-plaats op de Roodebeeksteenweg + oprit naar de fietsenstalling.
- 2022: Project voor het toegankelijk maken van de Dietrich- en Tomberglaan (tussen de Rullenslaan en het Heilig-Hartplein) - Toegezegde subsidie: 324.987,99 EUR. Er zij op gewezen dat het Gewest dit jaar heeft besloten slechts 66% van het voor de uitvoering van deze werkzaamheden gevraagde en noodzakelijke bedrag toe te kennen, gezien het aantal aanvragen dat van de 19 gemeenten is ontvangen.

- *Heeft u onder deze projecten ook het herstel van de trottoirs van de straten die de oudere lussen vormen opgenomen?*

De gemeentelijke lussen van de PMR worden immers aan een bijzondere controle onderworpen en de eerste lus werd dan ook opnieuw onderzocht en in 2019 onderworpen aan een nieuwe golf van kleine werken om ze in overeenstemming te brengen met de toegankelijkheidsbeginselen.

Dhr. JAQUEMYNS voegt hieraan toe dat het inderdaad mogelijk is om de bekisting van de weg te herstellen zonder aan het trottoir te raken, net zoals het mogelijk is om het omgekeerde te doen, maar er blijft een verplichting tot coördinatie met de andere concessiehouders van openbare diensten. Hij wijst erop dat een hele reeks interventies wordt uitgevoerd op basis van andere aanbevelingen dan het PAVE (bijvoorbeeld de Code van de Beheerder...).

*Julie Van Goidsenhoven-Bolle entre en séance / treedt in zitting.*

*Amélie Pans entre en séance / treedt in zitting.*

*Charles Six entre en séance / treedt in zitting.*

19.09.2022/A/0064

**Enlèvement des trotinettes et autres objets mobiliers entravant la commodité de passage dans l'espace public - Suivi et premiers résultats. (Mme ANBARI)**

Mme ANBARI interpelle le Collège comme suit, concernant l'enlèvement des trotinettes et autres objets mobiliers entravant la commodité de passage dans l'espace public :

« En sa séance du 21 mars 2022, le Conseil communal a adopté un règlement-redevance relatif à l'enlèvement et à l'entreposage de véhicules et objets mobiliers entravant la commodité de passage dans l'espace public. Avec ce règlement, le Collège et le Conseil souhaitent lutter notamment contre les trotinettes ou autres

moyens de déplacement qui sont stationnées sur les trottoirs et qui entravent le passage des piétons. Après une première période de 6 mois, je souhaite connaître le nombre d'enlèvement de véhicules ou d'objets mobiliers qui ont été effectués depuis l'entrée en vigueur de ce règlement ? Pourriez-vous également me communiquer le nombre de constats qui ont été dressés ainsi que les suites y réservées (sanction administrative communale) ? »

M. JAQUEMYNS répond que, comme il est souligné dans la question, le Conseil communal, sur proposition du Collège, a adopté le 21 mars dernier un règlement-redevance relatif à l'enlèvement et à l'entreposage de véhicules ou objets entravant la commodité de passage dans l'espace public. Pour rappel, il ne s'agit pas d'enlever toutes les trottinettes, vélos en libre-service ou autres objets qui se trouvent dans l'espace public, mais bien de garantir la commodité de passage des piétons et PMR dans l'espace public. Quotidiennement, des observations sont réalisées par le service des gardiens de la paix qui recensent les lieux problématiques où des trottinettes ou autres objets sont abandonnés de manière gênante. Des opérations conjointes entre le service de la prévention et le département de la gestion de l'espace public sont réalisées chaque semaine et vise à retirer de l'espace public les véhicules stationnés sur les trottoirs qui entravent la commodité de passage dans l'espace public. Lorsqu'il est constaté qu'un véhicule est stationné de manière gênante sur un trottoir, le gardien de la paix constatateur rédige un constat d'infraction au règlement général de police qui impose de ne pas entraver la commodité de passage dans l'espace public. Ce constat est ensuite transmis au fonctionnaire sanctionnateur qui choisit la suite à réserver à ce constat, pouvant aller jusqu'à infliger une sanction administrative communale de 350 EUR maximum. Depuis la mise en place des opérations, 46 constats d'infraction ont été rédigés. Sur ces 46 constats, 34 procédures d'amende administrative ont déjà été infligées, pour un montant total de 4.555 EUR. Les autres dossiers sont encore en cours de traitement actuellement. A côté de la procédure liée aux sanctions administratives communales, le règlement-redevance voté le 21 mars dernier s'applique également. Il y a donc eu 46 enlèvements de trottinettes. Chaque enlèvement donne lieu au paiement d'une redevance d'un montant de 75 EUR, ainsi qu'à un montant de 5 EUR par jour de dépôt. Les sociétés qui exploitent ces trottinettes sont immédiatement informées de l'enlèvement d'un de leurs véhicules et sont invitées à venir les chercher auprès du département de la gestion de l'espace public et de s'acquitter des montants dus en application du règlement redevance. Le montant total pour les enlèvements et entreposages déjà perçu est de 19.140 EUR (au 1<sup>er</sup> septembre). Depuis l'application de notre nouvelle réglementation, nous constatons que certains opérateurs prennent la mesure de l'impact financier qu'elle peut avoir sur leur modèle d'exploitation. Deux opérateurs ont contacté les services communaux afin de solliciter notre accord sur l'implantation de zones où les vélos ou autres trottinettes pourraient être déposées sans difficulté, à l'exclusion de tout autre endroit. Les exploitants envisageant de configurer leurs applications afin de rendre impossible l'arrêt de la location en dehors de ces zones. Ces demandes sont à l'étude au sein du service de la mobilité.

### **Verwijdering van steps en andere roerende goederen die de doorgang in de openbare ruimte hinderen - Follow-up en eerste resultaten. (Mw. ANBARI)**

Mw. ANBARI interpelleert het College als volgt over de verwijdering van steps en andere roerende voorwerpen die de doorgang in de openbare ruimte belemmeren:  
"De gemeenteraad heeft in zijn vergadering van 21 maart 2022 een retributiereglement vastgesteld inzake het verwijderen en opslaan van voertuigen en roerende zaken die de doorgang in de openbare ruimte belemmeren. Met dit reglement

willen het College en de Raad met name steps of andere vervoermiddelen bestrijden die op de trottoirs geparkeerd staan en de doorgang van voetgangers belemmeren. Ik zou graag willen weten hoeveel voertuigen of roerende voorwerpen er sinds de inwerkingtreding van dit reglement zijn verwijderd? Kunt u mij ook vertellen hoeveel processen-verbaal zijn opgemaakt en wat de gevolgen waren (gemeentelijke administratieve sancties)?

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat, zoals in de vraag is aangegeven, de gemeenteraad op voorstel van het College op 21 maart jl. een retributiereglement heeft aangenomen betreffende de verwijdering en opslag van voertuigen of voorwerpen die de doorgang in de openbare ruimte belemmeren. Ter herinnering: het gaat er niet om alle steps, deelfietsen of andere voorwerpen die zich in de openbare ruimte bevinden te verwijderen, maar wel om de doorgang van voetgangers en PBM's in de openbare ruimte te vergemakkelijken. Elke dag worden observaties uitgevoerd door de gemeenschapswachten die problematische plaatsen identificeren waar steps of andere voorwerpen op een storende manier worden achtergelaten. De preventiedienst en de dienst beheer openbare ruimte voeren wekelijks gezamenlijke acties uit om op de stoepen geparkeerde voertuigen die de doorgang in de openbare ruimte belemmeren, uit de openbare ruimte te verwijderen. Wanneer wordt vastgesteld dat een voertuig hinderlijk op een trottoir geparkeerd staat, stelt de met de registratie van het incident belaste politieambtenaar een proces-verbaal van overtreding op tegen het algemene politiereglement, dat voorschrijft dat de doorgang in de openbare ruimte niet mag worden belemmerd. Dit verslag wordt vervolgens doorgegeven aan de sanctionerende ambtenaar, die beslist welk gevolg aan het verslag wordt gegeven, wat kan gaan tot het opleggen van een gemeentelijke administratieve sanctie van maximaal 350 EUR. Sinds de invoering van de operaties zijn 46 inbreukverslagen opgesteld. Van deze 46 meldingen zijn reeds 34 administratieve boetes opgelegd, voor een totaalbedrag van 4.555 EUR. De andere bestanden worden nog verwerkt. Naast de procedure voor gemeentelijke administratieve boetes is ook het op 21 maart aangenomen retributiereglement van toepassing. Als gevolg daarvan werden 46 scooters verwijderd. Voor elke verwijdering wordt een vergoeding van 75 EUR in rekening gebracht, evenals 5 EUR voor elke dag opslag. De bedrijven die deze steps exploiteren worden onmiddellijk in kennis gesteld van de verwijdering van een van hun voertuigen en worden verzocht deze op te halen bij de afdeling Beheer Openbare Ruimte en de verschuldigde bedragen te betalen overeenkomstig het retributiereglement. Het totale bedrag voor verwijderingen en opslag dat reeds is geïnd, bedraagt 19.140 EUR (per 1 september). Sinds de invoering van dit nieuwe reglement hebben wij gemerkt dat sommige exploitanten de financiële gevolgen ervan voor hun bedrijfsmodel onder ogen zien. Twee exploitanten hebben contact opgenomen met de gemeentelijke diensten om onze instemming te vragen voor het inrichten van zones waar fietsen of andere steps zonder problemen kunnen worden gestald, met uitsluiting van elke andere plaats. De exploitanten overwegen hun toepassingen zodanig te configureren dat het onmogelijk wordt de verhuur buiten deze gebieden te stoppen. Deze verzoeken worden door de dienst mobiliteit in overweging genomen.

*Chantal Dransart quitte la séance / verlaat de zitting.*

19.09.2022/A/0065 **Caméras fixes temporaires en vue de lutter contre les incivilités - Quels résultats? (Mme ANBARI)**

Mme ANBARI interpelle le Collège comme suit, concernant les caméras fixes

temporaires en vue de lutter contre les incivilités.

« En 2021 et 2022, le Conseil communal a été appelé à rendre un avis favorable sur le placement de caméras de surveillance fixes temporaire dans le cadre de la vidéosurveillance des incivilités en matière de propreté dans l'espace public. Dans cet avis, le Conseil avait déterminé une série de lieux considérés comme problématique en matière d'incivilités liées à la propreté publique. Le Collège avait alors indiqué que ce mécanisme permettrait de lutter, notamment, contre les dépôts clandestins.

Je souhaite savoir si ce mécanisme porte ses fruits et si oui, dans quelle ampleur. Pourriez-vous donc nous communiquer le nombre de constats réalisés par les gardiens de la paix dans le cadre de ce dossier, ainsi que les suites qui y ont été réservées ? »

M. JAQUEMYNS répond que, depuis 2021, le Conseil communal a effectivement marqué son avis positif au placement de caméras fixes temporaires dans le domaine public en vue de lutter contre les incivilités. Il s'agit, au moyen d'un système de caméras temporaires, de pouvoir déterminer qui est l'auteur d'un dépôt clandestin en un endroit déterminé. Les images fournies par la société qui place ces dispositifs doivent permettre aux services communaux d'identifier les responsables en utilisant la plaque minéralogique du véhicule utilisé. Depuis le lancement de ce système, les gardiens de la paix constatateur ont rédigés 172 constats d'infraction pour des dépôts clandestins. Ces constats ont été communiqués au fonctionnaire sanctionnateur qui peut décider de poursuivre ou non l'auteur de l'infraction et peut aller jusqu'à lui infliger une sanction administrative communale d'un montant de 350 EUR maximum, conformément à la loi.

Les suites réservées à ces 170 constants sont les suivantes :

- 20 ont été classées sans suite (doublon, radiation de la plaque minéralogique présente sur le véhicule et donc impossibilité de déterminer l'identité du contrevenant avec certitude. Cet élément est alors transmis à la police)
- 24 avertissements ont été adressés par le fonctionnaire sanctionnateur
- 122 amendes ont été infligées, pour un montant total de 11.475 EUR. Les montants sont actuellement en cours de recouvrement.
- 4 dossiers se sont soldés par une absence d'amende
- 1 dossier fait l'objet d'une réclamation en cours d'examen
- 1 dossier fait l'objet d'une prestation citoyenne

Il convient de souligner que le fonctionnaire sanctionnateur détermine le montant de l'amende administrative selon les circonstances de l'espèce, l'importance du dépôt, mais aussi des éventuels arguments communiqués par le contrevenant lors de la procédure de moyens de défense permise par la loi. Dans ce cadre, le fonctionnaire sanctionnateur a toute liberté, sur la base des éléments recueillis, de déterminer un montant d'amende plus ou moins élevé, de décider d'infliger un avertissement ou de classer sans suite le dossier.

### **Tijdelijke vaste camera's ter bestrijding van overlast - Welke resultaten? (Mw. ANBARI)**

Mw. ANBARI interpelleert het College als volgt over de tijdelijke vaste camera's ter bestrijding van overlast.

"In 2021 en 2022 werd de gemeenteraad verzocht een positief advies uit te brengen over de plaatsing van tijdelijke vaste bewakingscamera's in het kader van het videotoezicht op overlast in de openbare ruimte. In dit advies wees de Raad een reeks locaties aan die als problematisch worden beschouwd wat betreft ongeregelheden in

verband met de openbare netheid. De Raad wees erop dat dit mechanisme de bestrijding van sluikstorten mogelijk maakt.

Ik zou graag willen weten of dit mechanisme vruchten afwerpt en zo ja, in welke mate. Kunt u ons vertellen hoeveel opmerkingen de gemeenschapswachten in het kader van dit dossier hebben gemaakt en welk gevolg eraan is gegeven?"

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat de gemeenteraad sinds 2021 inderdaad positief staat tegenover de plaatsing van tijdelijke vaste camera's in de openbare ruimte ter bestrijding van overlast. Door middel van een tijdelijk camerasysteem kan worden vastgesteld wie verantwoordelijk is voor sluikstorten op een bepaalde plaats. De beelden die worden geleverd door het bedrijf dat deze apparaten installeert, moeten de gemeentelijke diensten in staat stellen de verantwoordelijken te identificeren aan de hand van de nummerplaat van het gebruikte voertuig. Sinds de invoering van dit systeem heeft de politie 172 bekeuringen voor sluikstorten opgesteld. Deze bekeuringen zijn doorgestuurd naar de sanctionerende ambtenaar, die kan beslissen of de overtreder al dan niet wordt vervolgd en zelfs een gemeentelijke administratieve boete van maximaal 350 EUR kan opleggen, overeenkomstig de wet.

Het gevolg dat werd gegeven aan deze 170 gevallen is als volgt:

- 20 werden geseponeerd (duplicatie, verwijdering van de nummerplaat op het voertuig en daardoor kon de identiteit van de dader niet met zekerheid worden vastgesteld). Deze informatie wordt vervolgens doorgegeven aan de politie)
- 24 waarschuwingen werden gegeven door de sanctionerende ambtenaar
- Er werden 122 boetes opgelegd voor een totaalbedrag van 11.475 EUR. De bedragen worden momenteel teruggevorderd.
- In 4 gevallen werd geen boete opgelegd
- Over 1 geval wordt momenteel een klacht onderzocht
- 1 zaak is het onderwerp van een burgerdienst

Er zij op gewezen dat de sanctionerende ambtenaar het bedrag van de administratieve geldboete bepaalt naar gelang van de omstandigheden van het geval, de omvang van het sluikstorten, maar ook de eventuele argumenten die de overtreder tijdens de bij wet toegestane verweerprocedure heeft aangevoerd. In dit kader staat het de sanctionerende ambtenaar vrij om op basis van de verzamelde elementen een hogere of lagere boete vast te stellen, om te besluiten een waarschuwing te geven of om het dossier zonder verder gevolg af te sluiten.

*Chantal Dransart entre en séance / treedt in zitting.*

19.09.2022/A/0066 **Chaleur et sécheresse, quelles conséquences dans notre commune ? (M. DETRY)**

M. DETRY interpelle le Collège comme suit, concernant les conséquences, dans notre commune, de la chaleur et de la sécheresse :

« À la sortie du congé d'été, nous pouvons constater que ces trois derniers mois ont été chauds et particulièrement secs. Ils sont dans la lignée du bilan météorologique du printemps dernier qui affiche des températures et une insolation supérieures aux moyennes de saison ainsi que des précipitations inférieures aux moyennes de saison. Au regard des années précédentes, d'ailleurs, on peut déduire que ces phénomènes qualifiés parfois d'« exceptionnels » sont en passe de s'imposer progressivement comme la norme. Quand on parle de chaleur, la première de nos préoccupations concerne les personnes vulnérables – et je pense principalement aux personnes âgées.

Dans ce cadre-là, pourriez-vous faire le bilan du Plan canicule communal (sur quelle période a-t-il d'ailleurs été activé ?) et de l'utilisation du numéro d'urgence ? Au-delà de cet aspect humain, les vagues de chaleur répétées constituent un défi urbain colossal, sur divers aspects. Tout d'abord, sur la gestion de l'eau. Malheureusement, les politiques régionales se basent toujours sur un ancien plan qui n'est toujours pas renouvelé malgré les obligations que nous impose l'UE. Qu'en est-il des mesures appliquées au niveau local et comment sont-elles évaluées ? Quel est l'état de nos points d'eau, en particulier le long de la Woluwe. Mais ce qui aura particulièrement marqué les esprits cette année, c'est les effets de la chaleur et de la sécheresse sur la végétation urbaine. Bruxelles Environnement a par ailleurs annoncé une surmortalité des arbres dans notre région. Or, ils sont essentiels au maintien d'îlots « de fraîcheur » dans la ville.

Dès lors, mes questions supplémentaires sont les suivantes :

Dans quel état se trouvent nos espaces verts à la sortie de l'été ainsi que nos voiries « arborées » ? Faites-vous le même constat que Bruxelles Environnement en termes de surmortalité des arbres dans notre commune ? Quelle(s) action(s) a(ont) été menée(s) durant l'été pour nous prémunir de ce phénomène ? Quelles sont les perspectives de renforcement des îlots de fraîcheur sur notre commune ? Une réflexion a été apparemment lancée sur le changement d'espèces d'arbres dans la Région bruxelloise. Concrètement, qu'est-ce que cela pourrait signifier en termes pratique, logistique et budgétaire pour notre commune ? »

M. MAINGAIN répond que le service F.A.S.E - Action sociale a soumis au Collège un rapport « Plan canicule - Dispositions envisagées pour 2022 » qui a été approuvé lors de la séance du 05/05/2022.

Un courrier, accompagné d'un dépliant « L'été à l'ombre de la canicule » et un aimant (représentant une main avec un verre et reprenant notre numéro de téléphone canicule) ont été envoyés aux personnes de 80 ans et plus, afin de leur donner une information et des conseils à suivre en période de canicule et de fortes chaleurs. Il s'agissait d'une première car précédemment nous envoyions uniquement un courrier avec le dépliant. Le but de cet aimant, est triple : rappeler aux seniors qu'il faut s'hydrater régulièrement en période de forte chaleur, que notre service est présent en cas de nécessité, mais également éviter des envois de courriers annuels en privilégiant un message plus durable. L'entourage de la personne concernée peut également faire appel à notre service. Néanmoins, il est à noter que notre service a une vocation préventive et ne peut se substituer aux services d'urgence en cas de malaise. Dans ce cas, il convient que les personnes prennent contact avec leur médecin traitant ou le 112. A la demande d'une personne âgée ou de son entourage, les gardiens de la paix sont susceptibles d'intervenir.

Un courrier, accompagné d'un dépliant « L'été à l'ombre de la canicule » et d'un aimant a également été adressé aux différents intervenants médico-sociaux situés sur le territoire de la commune.

Le n° de téléphone unique dédié à la canicule, géré par la F.A.S.E., a été mis en fonction (02/761.29.29), à partir du 1<sup>er</sup> juillet. Les éventuelles demandes sont réorientées dans les différentes cellules existantes, que ce soit à la Cellule Maintien à Domicile, au service des Personnes en situation de handicap,... et ce, durant la période « à risque ». Ce numéro est aussi communiqué aux médecins et centres médicaux, services d'aides familiales et seniors,... qui peuvent signaler les personnes à risque. En dehors des heures de bureau, ce numéro est raccordé à un répondeur automatique. Les messages sont traités dès le retour du personnel de la F.A.S.E. au sein de l'administration. Il faut savoir qu'une partie des personnes concernées par cette opération est déjà répertoriée et en contact avec la Cellule Maintien à Domicile et avec le service des Personnes en situation de handicap. Le personnel de ces Cellules (assistantes sociales, chauffeurs, aide-ménagères, livreurs de repas à domicile, ...)

sensibilisé à cet effet, veille quotidiennement pendant ces épisodes de forte chaleur à rappeler aux seniors les bonnes pratiques à adopter et à être attentif à tout signe extérieur de déshydratation.

Des articles ont été publiés dans le Wolu-Info et le Seniors d'aujourd'hui. Il y a eu une diffusion de l'information via le site communal, la page Facebook et sur twitter. Des dépliants ont été déposés sur les différentes tables de l'administration communale, dans les différentes cellules du service, à la salle Evasion et Entour'âges ainsi qu'au Centre Malou Seniors.

M. JAQUEMYNS ajoute que la préservation et la sauvegarde des espaces verts de qualité est au cœur des politiques menées par le Collège depuis de très nombreuses années. A cet égard, il se réfère à la réponse donnée lors de la séance du conseil du 31 janvier 2022.

Tout d'abord, quant à la question sur les mesures mises en place par la commune en matière de gestion des eaux. Cette problématique est transversale et n'est pas limitée à l'espace public. En effet, dans les projets de réaménagement de l'espace public, nous privilégions depuis de nombreuses années la déminéralisation de l'espace public, dès que cela est possible (ex : av. Abeloos, Montald, Dumont, jardin de pluie au croisement Mai/Speeckaert) avec la création de noues qui sont autant d'espaces prévus pour retenir en amont les eaux et permettre de retarder l'infiltration.

Par ailleurs, nous disposons, sous les serres communales de citernes de récupération des eaux de pluie qui seront réutilisées pour l'arrosage de certains végétaux. En outre, en 2020, 4 citernes de récupération d'eau d'une contenant de 20.000 litres chacune ont été installées entre les terrains 3 et 4 du Stade communal, tandis que 2 citernes de 15.000 litres chacune alimentent via la source présente à proximité le système d'arrosage automatique des terrains 1 et 2. En outre, suite aux derniers travaux de réaménagement des terrains, un système de récupération de l'eau projetée sur les terrains lors de l'arrosage a été intégré aux travaux réalisés, augmentant encore la récupération des eaux. En outre, nous incitons nos concitoyens à mettre en place des mécanismes de récupération des eaux de pluie (citerne). A cette fin, une prime communale est prévue pour les habitants qui réalisent cet investissement. Sur l'état des cours d'eau de la vallée de la Woluwe, la gestion du cours d'eau en elle-même n'incombe pas à la commune, mais à Bruxelles-Environnement. Si les services ont pu constater une diminution des volumes dans les points d'eau présents sur le territoire communal, les points d'eau sont déjà revenus à la normale depuis les pluies des derniers jours.

Quant à la question relative aux dégâts constatés aux arbres dans nos espaces verts, le service m'indique que les collaborateurs ont déjà constaté la présence de plusieurs arbres morts en différents lieux de la commune. Il n'y a pas un quartier plus touché que l'autre. En effet, certains sujets au sein d'une même espèce, peuvent bien résister à la chaleur alors que le voisin immédiat éprouvera des difficultés. Certains arbustes au sein des parcs et rond-point ont également souffert de ces chaleurs. Il est cependant encore trop tôt pour faire un bilan définitif. En effet, certains arbres peuvent éprouver un stress hydrique pendant une sécheresse (ex : avec ou sans perte du feuillage) et ensuite se rétablir lorsque les pluies reprennent. Ce n'est en réalité que maintenant que la période automnale débute que nous pourrions détecter l'ensemble des sujets qui ont été fragilisés. Cela s'explique par la répétition des canicules au cours de ces dernières années. Pour prévenir ces situations et éviter un nombre élevé de sujets qui ne prendrait pas à la plantation, nous menons nos campagnes de remplacement des arbres plus tôt dans la saison, à savoir en automne, plutôt qu'au printemps. Cette manière de travailler nous permet de limiter les pertes. En outre, nous posons régulièrement des couronnes d'arrosage au pied des arbres afin de créer une cuvette permettant d'arroser plus intensément chaque arbre. Par ailleurs, nous posons des copeaux issus des déchets de tailles que nous revalorisons au pied des arbres et des parterres. Cela

permet de garder l'humidité dans le sol. Enfin, nous essayons de planter des arbres et arbustes qui s'adaptent le plus possible au sol en place.

Quant à la dernière question, il s'agit d'une réflexion qui est en cours et qui doit être menée sur un plus long terme. En effet, au niveau communal, nous mettons tout en œuvre pour tenter de garantir la meilleure prise des végétaux lors des plantations et nous procédons au besoin à l'arrosage des sujets en difficultés. En outre, en fonction des constatations faites par les services sur une voirie où il y aurait d'importantes pertes, nous pouvons réaliser une petite étude du sol qui nous permet de nous guider dans le choix des végétaux, sans pour autant avoir une garantie à 100% de la prise des nouveaux végétaux plantés. Les impacts logistiques et financiers sont difficilement chiffrables. En effet, d'une année sur l'autre, ce seront plus ou moins d'arbres qui seront touchés par la sécheresse. Les budgets devront être adaptés selon les pertes constatées. Aucun remplacement massif sur le territoire communal n'est envisagé actuellement. Nous souhaitons d'abord voir comment les choses vont évoluer pour cerner quelle serait l'essence d'arbre qui conviendrait le mieux.

M. DETRY ajoute, qu'en ce qui concerne le Plan Canicule, et étant donné l'absence ce jour de Mme MOLENBERG, il adressera une question écrite au Collège.

### **Hitte en droogte, wat zijn de gevolgen in onze gemeente? (Dhr. DETRY)**

Dhr. DETRY interpelleert het College in verband met de hitte en de droogte in onze gemeente als volgt:

"Nu de zomervakantie voorbij is, zien we dat de laatste drie maanden warm en bijzonder droog zijn geweest. Dit komt overeen met het weerbericht van afgelopen voorjaar, dat bovengemiddelde temperaturen en zonneschijn liet zien en minder dan gemiddelde neerslag. Gelet op de voorgaande jaren kunnen we concluderen dat deze verschijnselen, die soms als "uitzonderlijk" worden omschreven, geleidelijk de norm worden. Als we het over hitte hebben, is onze eerste zorg kwetsbare mensen - en dan denk ik vooral aan ouderen. Kunt u in dit verband het gemeentelijke hittegolfplan (voor welke periode is het geactiveerd?) en het gebruik van het noodnummer beoordelen? Naast dit menselijke aspect vormen herhaalde hittegolven in verschillende opzichten een kolossale stedelijke uitdaging. Allereerst over het waterbeheer. Helaas is het gewestelijk beleid nog steeds gebaseerd op een oud plan dat niet is vernieuwd ondanks de verplichtingen die de EU ons heeft opgelegd. Hoe zit het met de maatregelen die op lokaal niveau worden toegepast en hoe worden deze geëvalueerd? Hoe staat het met onze waterpunten, met name langs de Woluwe? De effecten van de hitte en de droogte op de stedelijke vegetatie zijn dit jaar bijzonder merkbaar geweest. Leefmilieu Brussel heeft ook aangekondigd dat bomen in ons gewest uitsterven. Toch zijn ze essentieel voor het behoud van "koelte-eilanden" in de stad.

Daarom zijn mijn aanvullende vragen als volgt:

Wat is de toestand van onze groene ruimten aan het eind van de zomer, evenals onze wegen met bomen? Deelt u de bevindingen van Leefmilieu Brussel over de oversterfte van bomen in onze gemeente? Welke maatregelen zijn tijdens de zomer genomen om ons tegen dit verschijnsel te beschermen? Wat zijn de vooruitzichten om de koelte-eilanden versheid in onze gemeente te versterken? Er is blijkbaar een bezinning gestart over de verandering van boomsoorten in het Brussels Gewest. Wat zou dit concreet kunnen betekenen in praktisch, logistiek en budgettair opzicht voor onze gemeente?"

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de afdeling G.S.S.T. - Sociale Actie een verslag aan het College heeft voorgelegd met de titel "Hittegolfplan - Voorzieningen voor 2022",

dat in de vergadering van 05/05/2022 is goedgekeurd.

Een brief, vergezeld van een folder "Zomer in de schaduw van de hittegolf" en een magneet (die een hand met een glas voorstelt en ons telefoonnummer voor de hittegolf bevat) werden naar mensen van 80 jaar en ouder gestuurd om hen informatie en advies te geven die zij tijdens periodes van hittegolf en hoge temperaturen kunnen opvolgen. Dit was een primeur, want voorheen stuurden we alleen een brief met de folder. Het doel van deze magneet is drieledig: de ouderen eraan herinneren dat zij tijdens perioden van grote hitte regelmatig moeten drinken, dat onze dienst aanwezig is indien nodig, maar ook het vermijden van jaarlijkse mailings door de voorkeur te geven aan een meer duurzame boodschap. Ook de familie en vrienden van de betrokkene kunnen een beroep doen op onze dienst. Er zij evenwel op gewezen dat onze dienst een preventief karakter heeft en niet in de plaats kan komen van de hulpdiensten in geval van ziekte. In dat geval moeten mensen contact opnemen met hun huisarts of 112 bellen. Op verzoek van een bejaarde of zijn familie zullen de gemeenschapswachten waarschijnlijk ingrijpen.

Een brief, vergezeld van een folder "Zomer in de schaduw van de hittegolf" en een magneet, werd ook naar de verschillende medische en sociale werkers in de gemeente gestuurd.

Het door de G.S.S.T. beheerde telefoonnummer voor de hittegolf is sinds 1 juli operationeel (02/761.29.29). Alle verzoeken worden tijdens de "risicoperiode" doorgestuurd naar de verschillende bestaande eenheden, zoals de thuiszorg, de dienst gehandicapten, enz. Dit nummer wordt ook doorgegeven aan artsen en medische centra, gezins- en ouderenhulpdiensten, enz. die risicopersonen kunnen melden. Buiten kantooruren is dit nummer verbonden met een automatisch antwoordapparaat. De berichten worden verwerkt zodra het G.S.S.T. personeel terugkeert naar de administratie. Er zij op gewezen dat sommige van de bij deze operatie betrokken personen reeds zijn geïnventariseerd en in contact staan met de Cel Thuishulp voor senioren en met de dienst voor gehandicapten. Het personeel van deze eenheden (maatschappelijk werkers, chauffeurs, huishoudelijk personeel, maaltijdbezorgers, enz.) is hiervoor opgeleid en tijdens deze perioden van grote hitte herinneren zij de ouderen aan de goede praktijken die zij moeten toepassen en aan hun aandacht voor uiterlijke tekenen van uitdroging.

Er zijn artikelen gepubliceerd in Wolu-Info en Seniors d'aujourd'hui. De informatie werd verspreid via de gemeentelijke website, de Facebookpagina en op twitter. Er werden folders neergelegd op de verschillende tafels in het gemeentebestuur, in de verschillende dienstencellen, in de Evasion en Entour'âges kamers en in het centrum Malou Seniors.

Dhr. JAQUEMYNS voegt eraan toe dat het behoud en de bescherming van kwaliteitsgroen al vele jaren centraal staat in het beleid van het College. In dit verband verwijst hij naar het antwoord in de zitting van de raad van 31 januari 2022.

Allereerst wat betreft de vraag over de door de gemeente uitgevoerde maatregelen op het gebied van waterbeheer. Dit is een transversale kwestie die zich niet beperkt tot de openbare ruimte. Bij de herinrichtingsprojecten voor de openbare ruimte geven wij namelijk al vele jaren de voorkeur aan de demineralisering van de openbare ruimte, waar mogelijk (bijvoorbeeld: Abeloos, Montald, Dumontlanen, de regentuin op het kruispunt Mai / Speeckaert) met de aanleg van greppels, ruimtes die bedoeld zijn om het water stroomopwaarts vast te houden en de infiltratie te vertragen.

Bovendien hebben wij onder de gemeentelijke serres regenwaterrecuperatietanks die zullen worden hergebruikt voor het besproeien van bepaalde planten. Bovendien werden in 2020 4 waterrecuperatietanks met een capaciteit van elk 20.000 liter geïnstalleerd tussen de velden 3 en 4 van het stadsstadion, terwijl 2 tanks van elk 15.000 liter het automatische besproeiingssysteem van de velden 1 en 2 bevoorraden via de nabijgelegen bron. Bovendien werd na de laatste heraanleg van de velden een

systeem voor de terugwinning van het water dat tijdens het besproeien op de velden wordt gespreid, in de uitgevoerde werkzaamheden opgenomen, waardoor de terugwinning van water nog meer wordt verbeterd. Bovendien moedigen wij onze burgers aan om regenwaterrecuperatiemechanismen (regenputten) te installeren. Daartoe wordt een gemeentelijke premie verstrekt aan inwoners die deze investering doen. Wat de toestand van de waterlopen in het Woluwedal betreft, valt het beheer van de waterloop zelf niet onder de verantwoordelijkheid van de gemeente, maar van Leefmilieu Brussel. Hoewel de diensten een daling van de volumes in de waterpunten op het gemeentelijk grondgebied konden vaststellen, zijn de waterpunten sinds de regens van de afgelopen dagen weer normaal. Wat betreft de vraag over de schade aan de bomen in onze groenstroken, vertelt de dienst mij dat het personeel al op verschillende plaatsen in de gemeente de aanwezigheid van verschillende dode bomen heeft geconstateerd. Er is geen enkele buurt meer getroffen dan een andere. Sommige bomen van dezelfde soort kunnen namelijk goed tegen de hitte, terwijl de directe buurman het moeilijk krijgt. Sommige struiken in parken en op rotondes hebben ook geleden onder de hitte. Het is echter nog te vroeg om een definitief oordeel te vellen. Sommige bomen kunnen namelijk tijdens een droogteperiode waterstress ondervinden (bijvoorbeeld met of zonder bladverlies) en zich vervolgens herstellen wanneer de regen terugkeert. Pas nu de herfstperiode begint, kunnen we alle verzwakte bomen opsporen. Dit komt door de herhaalde hittegolven van de afgelopen jaren. Om deze situaties te voorkomen en te vermijden dat een groot aantal bomen niet zou worden geplant, voeren wij onze boomvervangingscampagnes vroeger in het seizoen uit, namelijk in de herfst, in plaats van in de lente. Door deze manier van werken kunnen we de verliezen beperken. Bovendien plaatsen wij regelmatig gietringen aan de voet van de bomen om een bassin te creëren voor een intensievere bewatering van elke boom. Bovendien leggen we snoeiafval dat we recyclen aan de voet van de bomen en bloemperken. Dit houdt de grond vochtig. Tenslotte proberen wij bomen en struiken te planten die zich zoveel mogelijk aanpassen aan de bestaande bodem. Wat de laatste vraag betreft, dit is een bezinning die aan de gang is en die op langere termijn moet worden uitgevoerd. Op gemeentelijk niveau doen we er inderdaad alles aan om te proberen de planten tijdens het planten zo goed mogelijk vast te houden en gaan we, indien nodig, over tot het besproeien van de in moeilijkheden verkerende vakken. Bovendien kunnen wij, afhankelijk van de bevindingen van de diensten op een weg met aanzienlijke verliezen, een klein bodemonderzoek uitvoeren dat ons in staat stelt ons te oriënteren bij de keuze van de planten, zonder dat wij echter 100% garantie hebben voor de opname van de nieuwe geplante planten. De logistieke en financiële gevolgen zijn moeilijk te kwantificeren. Van jaar tot jaar zullen immers meer of minder bomen door de droogte worden getroffen. De budgetten zullen moeten worden aangepast aan de geconstateerde verliezen. Er zijn momenteel geen plannen om grote aantallen bomen in de gemeente te vervangen. Wij willen eerst zien hoe de zaken zich ontwikkelen om te bepalen welke boomsoort het meest geschikt zou zijn.

Dhr. DETRY voegt daaraan toe dat hij, wat het hittegolfplan betreft en gezien de afwezigheid van mw. MOLENBERG die dag, een schriftelijke vraag aan het College zal stellen.

19.09.2022/A/0067 **L'immersion séduit-elle encore à Woluwe-Saint-Lambert ? (M. SIX)**

M. SIX interpelle le Collège comme suit, concernant l'immersion à Woluwe-Saint-Lambert :

« Quasi 21.000 élèves suivaient un enseignement en immersion en primaire en

Belgique francophone. Le succès de cet apprentissage particulier reste vif puisque cette année, la Fédération Wallonie Bruxelles a enregistré 3,5 % d'élèves de plus et ce malgré les fortes progressions enregistrées les années précédentes. L'engouement est encore plus grand que ces chiffres car les élèves inscrits sont des veinards (comme on dit dans la cour de récréation). En effet, il faut encore ajouter les enfants qui n'ont pas pu s'inscrire tant les places ne sont pas suffisantes pour combler la demande. Malgré cela, tout n'est pas rose. A côté de ce succès, cet enseignement connaît aussi une pénurie de professeurs : certains d'entre eux retournent enseigner en Flandre car leurs enfants y sont scolarisés et que la réforme scolaire des congés ne convient pas à leur organisation familiale. Sur le plan communal et dans ce contexte de réforme du calendrier scolaire, je souhaiterais avoir un état des lieux en termes de taux de fréquentation de nos deux écoles d'immersion Van Meyel et Parc Malou - Robert Maistriau. En outre, connaissez-vous également des difficultés pour recruter des professeurs néerlandophones ? Comment faites-vous pour maintenir au complet le corps professoral néerlandophone dans ces écoles ? »

M. MAINGAIN répond qu'il s'indique de lancer un appel au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles sur le maintien ou non de ce type de pédagogie en Région bruxelloise. La commune de Woluwe-Saint-Lambert est le seul pouvoir organisateur communal à disposer de 2 écoles en immersion. Il rappelle que le principe de l'immersion ne correspond pas à tous les enfants et qu'il s'indique de vérifier au préalable si les parents peuvent accompagner les apprentissages spécifiques. Il ajoute que nos écoles ont un taux de demandes et de fréquentation élevé.

### **Is immersie-onderwijs nog steeds aantrekkelijk te Sint-Lambrechts-Woluwe? (Dhr. SIX)**

Dhr. SIX interpelleert het College als volgt over het immersie-onderwijs in Sint-Lambrechts-Woluwe:

"Bijna 21.000 leerlingen volgden het immersie-onderwijs in de lagere school in Franstalig België. Het succes van deze bijzondere leer methode blijft groot, aangezien de Federatie Wallonië-Brussel dit jaar 3,5 % meer leerlingen noteerde, ondanks de sterke vooruitgang die de vorige jaren werd geboekt. Het enthousiasme is nog groter dan deze cijfers omdat de ingeschreven leerlingen gelukkigen zijn (zoals ze op het schoolplein zeggen). In feite moeten we de kinderen toevoegen die zich niet konden inschrijven omdat er niet genoeg plaatsen waren om aan de vraag te voldoen. Toch is niet alles rozengleur en maneschijn. Naast dit succes is er ook een tekort aan leerkrachten: sommigen van hen keren terug om in Vlaanderen les te geven omdat hun kinderen daar naar school gaan en de hervorming van de schoolvakanties niet past bij hun gezinsorganisatie. Op gemeentelijk niveau en in het kader van de hervorming van de schoolkalender zou ik graag een overzicht hebben van de situatie met betrekking tot het aanwezigheidspercentage van onze twee immersiescholen Van Meyel en Parc Malou - Robert Maistriau. Ondervindt u ook moeilijkheden bij het aanwerven van Nederlandstalige leerkrachten? Hoe slaagt u erin het Nederlandstalige onderwijzend personeel op deze scholen vol te houden?"

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat hij een beroep doet op de regering van de Federatie Wallonië-Brussel om te beslissen of dit soort onderwijs in het Brusselse Gewest al dan niet wordt gehandhaafd. De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe is de enige gemeente die 2 immersiescholen heeft. Hij herinnert eraan dat het principe van immersie niet voor alle kinderen geldt en dat vooraf moet worden nagegaan of de ouders het specifieke leerproces kunnen begeleiden. Hij voegt eraan toe dat onze

scholen een hoge vraag- en frequentiegraad hebben.

19.09.2022/A/0068 **Enquête publique sur les ondes à Bruxelles, répondons-y tous ! (M. SIX)**

M. SIX interpelle le Collège comme suit, concernant l'enquête publique sur les ondes à Bruxelles :

« Du 1er août au 30 septembre 2022 inclus, la Région de Bruxelles-Capitale organise une enquête publique sur le projet de plan régional sur l'environnement électromagnétique à Bruxelles. La Région se dote d'une nouvelle ordonnance relative aux normes d'exposition aux ondes TV, radio et GSM sur son territoire. L'objectif déclaré serait de recenser l'ensemble des ondes électromagnétiques pour protéger efficacement l'environnement et la santé de la population, tout en garantissant une offre de téléphonie mobile de qualité. Bref, il s'agit d'augmenter la norme des rayonnements en la faisant passer de 6V/m actuels à 14,5V/m. On diminue donc très sensiblement le niveau de protection des Bruxelloises et Bruxellois pour permettre l'arrivée de la 5G à Bruxelles.

Partout dans le monde, des scientifiques, par centaines, des médecins, par milliers, alertent depuis longtemps sur l'usage déraisonnable que nous faisons des technologies de la télécommunication sans fil, source de dommages sanitaires et environnementaux déjà observables. Ils se basent sur des données scientifiques nombreuses, rigoureuses, objectivables et vérifiables ainsi que sur la réalité observée sur le terrain. Plus que jamais, il est important que vous ayez conscience, cher Collège, que le discours rassurant de l'industrie du sans-fil est loin d'être partagé par tout le monde. En Belgique, suite au lancement le 1er avril 2020 d'une version "light" de la 5G dans 30 communes belges, des pétitions ont rassemblé plus de 80.000 signatures en à peine 48h. Woluwe-Saint-Lambert à l'instar de plusieurs communes a également pris position contre ce déploiement. Les citoyens et les communes ont fermement dénoncé la manière dont la 5G est progressivement imposée en dehors du débat public. C'est un signal clair que les acteurs du secteur des télécoms, le régulateur fédéral et nos autorités fédérales ont ignoré, trouvant même des astuces pour procéder à la vente aux enchères du bande du spectre électromagnétique malgré le blocage des entités régionales (qui voulaient, c'est vrai, une plus grosse part du gâteau). Je précise que le prix de vente obtenu est dérisoire et non "extrêmement plantureux" comme l'annonçait l'IBPT. Regardez de manière proportionnelle aux nombre d'habitants, les montants remportés par l'Allemagne ou l'Italie. Au regard de la politique menée dans notre commune, je me permets d'imaginer que tout le monde s'accordera à dire que la priorité doit être donnée à la santé humaine et à la préservation d'un environnement sain pour tous les êtres vivants.

Par conséquent, je vous demanderai, si vous n'avez pas encore répondu à l'enquête publique, de bien vouloir y répondre et de le faire dans ce sens. Je profite de cette tribune pour inviter les membres du Conseil d'en faire de même car tout citoyen bruxellois est en mesure d'y répondre. »

M. MATGEN répond que la commune a toujours veillé à être particulièrement vigilante par rapport au respect de la réglementation en matière d'ondes électromagnétiques et à ses évolutions.

Concernant l'enquête publique en cours. Celle-ci prendra fin le 30 septembre 2022. Les communes auront alors encore 30 jours à partir de la fin de l'enquête publique pour rendre leur avis. Les services communaux compétents ont été chargés d'évaluer cet avant-projet d'ordonnance.

Pour rappel, Bruxelles Environnement indique que l'avant-projet d'ordonnance

prévoit de :

- Adapter légèrement à la hausse les normes d'exposition aux ondes électromagnétiques afin de cadrer le déploiement de la 5G ;
- Tenir un équilibre entre des niveaux d'exposition les plus faibles possibles et limiter le nombre de nouvelles implantations d'antennes nécessaires afin de préserver le paysage bruxellois et l'environnement (extraction, production, recyclage des antennes) ;
- Définir une norme intérieure plus stricte que celle extérieure pour assurer une plus grande protection des citoyens dans les lieux où ils séjournent principalement ;
- Intégrer les émissions des antennes TV & radios dans le calcul et les mesures de l'exposition pour une prise en compte plus complète ;
- Monitorer la consommation énergétique du secteur en vue de la réduire via un plan numérique et durable ;
- Fixer aux opérateurs des objectifs visant une meilleure gestion des déchets liés au développement des réseaux de téléphonie mobile.

Ces modifications législatives font suite [aux recommandations de la Commission délibérative citoyennes](#). Les normes prévues dans le plan restent plus strictes que dans la plupart des États membres de l'Union européenne. En effet, la Commission Internationale de Protection contre les Rayonnements Non Ionisants (ICNIRP) de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a fixé comme limites d'exposition : 41,2 V/m à 900 MHz. A Bruxelles, la norme proposée est 9,19 V/m à 900 MHz à l'intérieur et 14,57 V/m à 900 MHz à l'extérieur soit respectivement 20 et 8 fois moins élevé en densité de puissance.

### **Openbaar onderzoek over de golven in Brussel, laten we allemaal reageren! (Dhr. SIX)**

Dhr. SIX interpelleert het College als volgt over het openbaar onderzoek naar de golven in Brussel:

"Van 1 augustus tot en met 30 september 2022 organiseert het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een openbaar onderzoek over het ontwerp van gewestelijk plan betreffende de elektromagnetische omgeving in Brussel. Het Gewest stelt een nieuwe ordonnantie vast betreffende de blootstellingsnormen voor TV-, radio- en GSM-golven op zijn grondgebied. Het verklaarde doel is het identificeren van alle elektromagnetische golven om het milieu en de gezondheid van de bevolking doeltreffend te beschermen en tegelijkertijd een kwalitatieve mobiele telefoondienst te garanderen. Kortom, het doel is de stralingsnorm te verhogen van de huidige 6 V/m tot 14,5 V/m. Dit betekent dat het beschermingsniveau voor de Brusselaars aanzienlijk wordt verlaagd om de komst van 5G in Brussel mogelijk te maken.

Over de hele wereld waarschuwen honderden wetenschappers en duizenden artsen al geruime tijd voor het onredelijke gebruik van draadloze telecommunicatietechnologieën, dat nu al gezondheids- en milieuschade veroorzaakt. Zij zijn gebaseerd op talrijke, strenge, objectieve en verifieerbare wetenschappelijke gegevens en op de in het veld waargenomen werkelijkheid. Meer dan ooit is het belangrijk dat u zich ervan bewust bent, beste college, dat het geruststellende discours van de draadloze industrie lang niet door iedereen wordt gedeeld. In België hebben petitie na de lancering van een "lichte" versie van 5G in 30 Belgische gemeenten op 1 april 2020 in slechts 48 uur meer dan 80 000 handtekeningen verzameld. Sint-Lambrechts-Woluwe heeft, net als verschillende andere gemeenten, ook stelling

genomen tegen deze inzet. Burgers en gemeenten hebben de manier waarop 5G buiten het publieke debat om geleidelijk aan wordt opgelegd scherp aan de kaak gesteld. Dit is een duidelijk signaal dat de spelers in de telecomsector, de federale regulator en onze federale autoriteiten hebben genegeerd en zelfs trucs hebben gevonden om door te gaan met de veiling van de elektromagnetische spectrumband, ondanks de blokkering van de gewestelijke entiteiten (die weliswaar een groter stuk van de taart wilden). Ik wil erop wijzen dat de verkregen verkoopprijs bespottelijk is en niet "extreem overvloedig" zoals het BIPT aankondigde. Kijk naar de bedragen die Duitsland of Italië hebben gewonnen in verhouding tot het aantal inwoners. Gezien het in onze gemeente gevoerde beleid zou ik me kunnen voorstellen dat iedereen het ermee eens is dat prioriteit moet worden gegeven aan de gezondheid van de mens en het behoud van een gezond milieu voor alle levende wezens.

Daarom verzoek ik u, als u nog niet op de openbare enquête hebt gereageerd, om alsnog te reageren en wel in die zin. Ik maak van deze gelegenheid gebruik om de leden van de Raad uit te nodigen hetzelfde te doen, aangezien elke burger van Brussel in staat is te reageren."

Dhr. MATGEN antwoordt dat de gemeente altijd bijzonder waakzaam is geweest ten aanzien van de naleving van de regelgeving inzake elektromagnetische golven en de ontwikkeling daarvan.

Wat betreft het huidige openbare onderzoek. Dit eindigt op 30 september 2022. De gemeenten hebben dan nog 30 dagen vanaf het einde van het openbaar onderzoek om hun mening te geven. De bevoegde gemeentelijke diensten is gevraagd dit voorontwerp van ordonnantie te beoordelen.

Ter herinnering: Leefmilieu Brussel geeft aan dat het voorontwerp van ordonnantie voorziet in:

- een lichte opwaartse aanpassing van de normen voor blootstelling aan elektromagnetische golven om de invoering van 5G in goede banen te leiden;
- Een evenwicht bewaren tussen de laagst mogelijke blootstellingsniveaus en de beperking van het aantal nieuwe antenne-installaties die nodig zijn voor het behoud van het Brusselse landschap en het milieu (winning, productie, recycling van antennes);
- Een binnennorm vaststellen die strenger is dan de buitennorm om de burgers beter te beschermen op de plaatsen waar zij hoofdzakelijk verblijven;
- Integratie van TV- en radio-antenne-emissies in de berekening en meting van de blootstelling voor een vollediger beschouwing;
- Het energieverbruik van de sector monitoren om het via een digitaal en duurzaam plan terug te dringen;
- vaststelling van doelstellingen voor exploitanten om afval in verband met de ontwikkeling van mobiele netwerken beter te beheren.

Deze wetswijzigingen volgen op de [aanbevelingen van het overlegcomité van burgers](#). De normen in het plan blijven strenger dan in de meeste EU-lidstaten. De Internationale Commissie voor bescherming tegen niet-ioniserende straling (ICNIRP) van de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO) heeft als blootstellingslimieten vastgesteld: 41,2 V/m bij 900 MHz. In Brussel bedraagt de voorgestelde norm 9,19 V/m bij 900 MHz binnenshuis en 14,57 V/m bij 900 MHz buitenshuis, d.w.z. respectievelijk 20 en 8 keer minder vermogensdichtheid.

Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,

Le Président,  
De Voorzitter,

Patrick Lambert

Ariane Calmeyn